

NOS FRÈRES LES RÉCIDIVISTES

RECLASSEMENT ET SÉGRÉGATION

✱

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Pierre CANNAT

Jury :

Président : M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.

Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur.
M. LE BALLE, Professeur.

✱

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

Université de Paris. — Faculté de Droit

Nom du candidat : **CANNAT**

Prénom : **Pierre**

Date de la Soutenance : 13 Mars 1942, 14 heures.

Numéro d'ordre :

1

CANNAT, Pierre.

Nos frères
les récidivistes
Reclassement et ségrégation
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 298 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

2

CANNAT, Pierre.

Nos frères
les récidivistes
Reclassement et ségrégation
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 298 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

3

CANNAT, Pierre.

Nos frères
les récidivistes
Reclassement et ségrégation
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 298 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

4

CANNAT, Pierre.

Nos frères
les récidivistes
Reclassement et ségrégation
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 298 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

NOS FRÈRES LES RÉCIDIVISTES

Reclassement et Ségrégation

NOS FRÈRES LES RÉCIDIVISTES

RECLASSEMENT ET SÉGRÉGATION

✱

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Pierre CANNAT

Jury :

Président : M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.

Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur.
M. LE BALLE, Professeur.

✱

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON BEAU-PÈRE

FERNAND DURING

Professeur honoraire

INTRODUCTION

1. — « La loi pénale a spécialement pour objet la conservation et la sécurité des personnes » (1) et l'ensemble des institutions pénales et pénitentiaires n'a de raison d'être qu'en vue de ce but. S'il n'était pas atteint, les inventions législatives ne seraient plus qu'un jeu cruel, puisqu'inutile.

Disons-nous que cette sécurité des individus est assurée en France et y a-t-il lieu de nous féliciter de notre œuvre propre ? Le vingtième siècle ne connaît plus les bandes de brigands qui désolaient jadis nos campagnes et qui se retiraient, leurs exploits accomplis, dans des repaires inaccessibles. Non certes, mais les brigands sont maintenant parmi nous, au cœur de nos villes, avides de profiter de nos imprudences pour réaliser leurs fructueuses opérations. Quelque différente que soit leur tactique, le danger n'est-il pas pire en définitive ?

Sécurité ? Allons donc ! C'est à tout instant que le crime s'impose à notre attention. Nous coudoyons dans la rue nos adversaires ; nous les reconnaissons au passage ; nous pourrions marquer du doigt sur notre chemin, sans erreur appréciable, ceux là qu'aucun moyen d'existence avouable ne rattache au groupe des honnêtes gens (Ils sont légion à Paris. De trente à cinquante mille, dit-on) (2). Mais nous préférons nous écarter prudemment de leur route, leur laisser le haut du trottoir pour éviter de fâcheuses disputes, serrant notre portefeuille dans la foule, fermant nos portes à double tour le soir, mûs par le même sentiment que les primitifs quand ils allumaient, à la nuit tombante, de grands feux autour de leurs camps, pour éloigner les bêtes féroces.

(1) Toussaint, *Société et répression*, p. 64.

(2) Joly, *Le crime*, p. 44.

Nous sommes obligés de composer avec le crime, de plier notre attitude à sa réalité. La sécurité est pour les escarpes, et non pas pour nous, tant que la volonté criminelle ne s'est pas extériorisée en un acte susceptible de constituer l'élément matériel de l'infraction. Admettons que la loi pénale respecte ce qui ne relève encore que du for intérieur, mais regrettons qu'il faille aux pouvoirs publics le cri d'une victime, pour que la poigne du gendarme puisse s'abattre sur le drôle, *car il est des êtres qui sont dangereux par leur seule existence, antérieurement à tout délit tenté.*

Le compromis légal entre ce qui assurerait une protection efficace de la société, et ce qui menacerait de violer le domaine de la conscience, fait par sa faiblesse la force de ces délinquants.

Et, comme pour nous rappeler à la prudence qu'impose cette force, comme pour nous engager à respecter cette puissance, la presse nous présente parmi les crimes du jour ceux qui, par leur audace ou leur cruauté, illustrent le mieux la tolérance que nous devons tenir pour indispensable à notre conservation. Or, si on veut bien admettre que les journaux sont la lecture unique des neuf dixièmes des gens, on doit constater que le crime, non content de nous saisir quand nous sommes sa victime, de s'imposer à notre mémoire par la fréquentation forcée des indésirables, s'installe jusque dans nos pensées, par l'article et par l'image, et devient le pain quotidien de nos cerveaux.

Après avoir supporté cela longtemps, l'homme de moyenne honnêteté en arrive à se demander un jour si l'injustice est reine du monde (3) et s'interroge tout bas : Ne pourrait-il en être autrement ?

2. — Il y aurait quelques raisons d'espérer si dans le conflit qui met aux prises défenseurs et adversaires de l'ordre, les premiers marquaient des points, si le nombre annuel des actes illicites allait en diminuant, si les crimes pouvaient être considérés comme les détestables séquelles de débordements d'un autre âge. Hélas, aucune illusion n'est permise : La criminalité croît en volume chaque année comme une éponge dans l'eau. Elle est une sécrétion active de

(3) Tarde, *Mélanges sociologiques*, p. 220.

notre société moderne. Notre action défensive n'a réalisé aucun progrès depuis l'avènement du code pénal ; le délit nous environne toujours davantage. Le bilan de ce combat est un désastre, car on ne saurait admettre qu'un siècle qui a su pousser aussi haut le souci de la technique dans d'autres domaines, ait pu rester impuissant en présence du plus mortel des fléaux. N'a-t-on pas fait mieux dans la lutte contre le phylloxéra de la vigne, le doryphore des pommes de terre ou la fièvre aphteuse des bovidés ?

Nous aurons l'occasion de dire les raisons de cette carence. Bornons-nous pour le moment à en constater l'évidence.

De cette déroute de la science pénale devant le crime, on trouve l'expression dans toutes les lectures sur la matière. Nous ne citerons que quelques avis relativement récents, et en tête celui de M. le professeur Donnedieu de Vabres :

« Nous sommes dans une époque où la criminalité sévit particulièrement intense (4).

« La justice pénale s'est montrée manifestement impuissante à défendre la société contre les assauts de l'armée du crime » (5).

Même pessimisme chez M^e André Toulemon « Le flot menaçant de la criminalité, qui grandissait déjà avant la guerre, n'a depuis cessé de s'enfler » (6), et dans différentes thèses :

« Malgré tous les efforts du pouvoir répressif, la criminalité s'accroît de jour en jour » (7).

« L'accroissement indéniable de la criminalité ne permet plus de lamentations stériles » (8).

« La répression est en faillite » (9).

Mais, plus encore que les opinions autorisées des auteurs, doit nous convaincre la lecture édifiante des Comptes généraux de l'administration de la Justice, publiés par la Chancellerie.

(4) Bulletin société générale des prisons, 1930, p. 119.

(5) Rabinowicz, *La lutte moderne contre le crime*, p. 1.

(6) Toulemon, *Le progrès des institutions pénales*, p. 3.

(7) Rozengart, *Le crime*, thèse, 1929, p. 7.

(8) Fourès, *Etude sur le projet de loi de défense sociale soumis au Parlement belge*, p. 9.

(9) Hénocque, *La défense sociale contre les délinquants pervers*, thèse, 1932, p. 9.

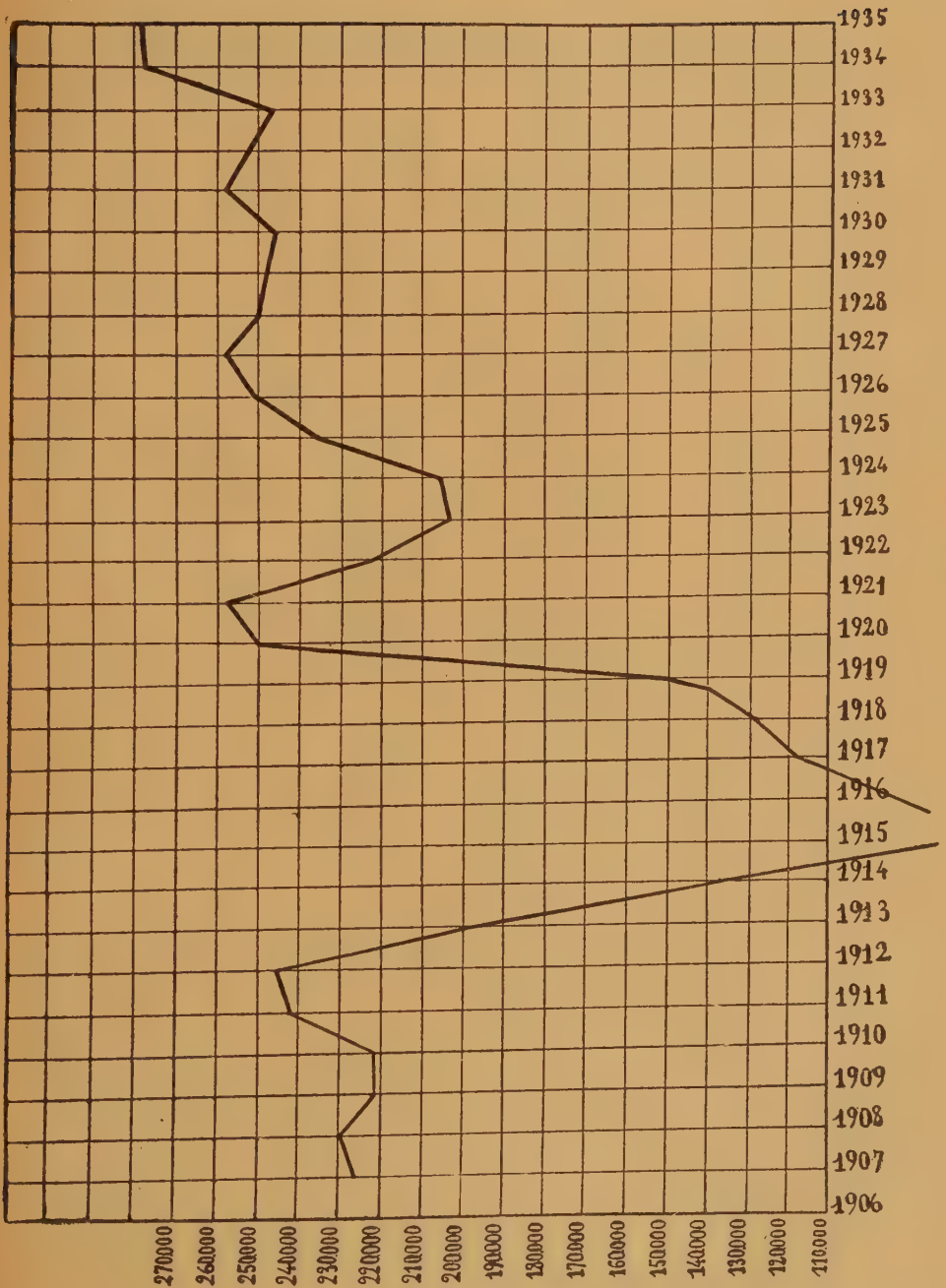
Nous n'entendons certes pas donner à des statistiques une valeur absolue ; nous savons que les chiffres sont très élastiques. Mais on ne peut dénier à leur rapprochement une valeur relative, car s'il y a des erreurs elles se compensent. Au surplus des jalons, même inexactement posés, indiquent aussi bien le tracé général d'une route. « Si on ne peut se fier d'une façon absolue à la statistique, il n'en reste pas moins que la situation va en empirant » constate M. le professeur Roux (10).

Voici d'une part le nombre des prévenus ayant comparu devant les juridictions répressives de droit commun (tribunaux de simple police exceptés) au cours des années 1907 à 1935 (Les comptes généraux des années 1936 et suivantes n'ont pas encore été publiés).

1907	.....	225.798	prévenus
1908	.....	229.981	—
1909	.....	221.694	—
1910	.....	221.969	—
1911	.....	241.542	—
1912	.....	246.905	—
1913	.....	198.129	—
1914	.....	136.884	—
1915	.....	93.711	—
1916	.....	103.851	—
1917	.....	114.162	—
1918	.....	128.699	—
1919	.....	150.381	—
1920	.....	250.098	—
1921	.....	257.559	—
1922	.....	222.106	—
1923	.....	205.513	—
1924	.....	206.459	—
1925	.....	235.584	—
1926	.....	249.903	—
1927	.....	257.175	—
1928	.....	250.670	—
1929	.....	248.394	—
1930	.....	247.504	—
1931	.....	256.342	—
1932	.....	249.583	—
1933	.....	246.467	—
1934	.....	274.145	—
1935	.....	274.543	—

L'examen de la courbe, construite en prenant ces chiffres pour base, permettra de salutaires réflexions.

(10) Roux, *Répression et prévention*, p. 30.



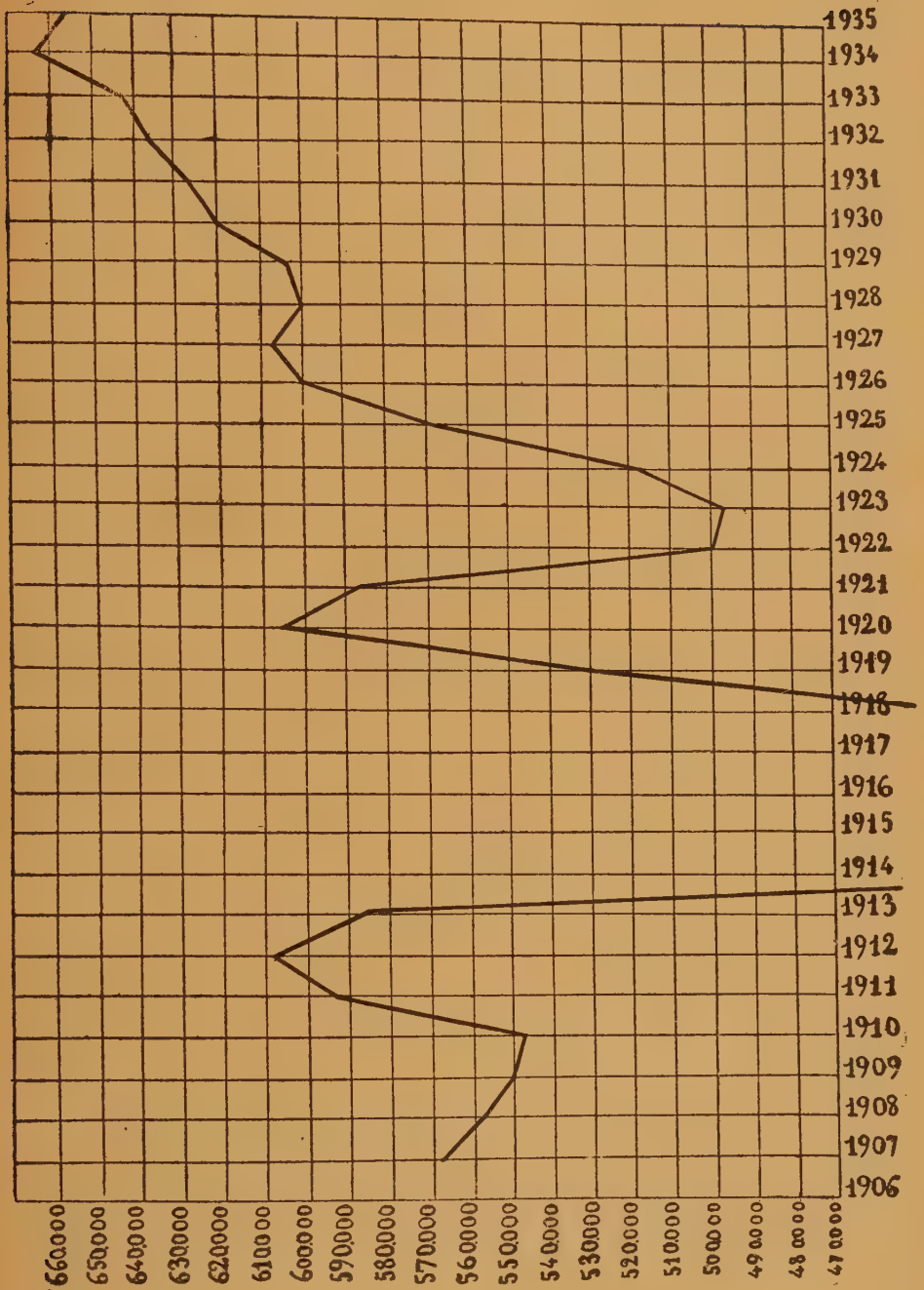
Voici d'autre part le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dont les parquets ont eu à s'occuper au cours de la même période.

1907	567.274
1908	556.024
1909	550.150
1910	547.011
1911	591.041
1912	607.886
1913	584.472
1914	402.161
1915	316.523
1916	347.348
1917	390.014
1918	460.502
1919	526.395
1920	604.468
1921	587.960
1922	501.471
1923	497.783
1924	517.150
1925	568.333
1926	600.577
1927	608.441
1928	600.041
1929	603.525
1930	620.863
1931	626.269
1932	635.261
1933	642.147
1934	664.790
1935	656.188

Et voici la courbe correspondante :

Il convient de souligner que les deux courbes ont un même profil. Bâties sur des critères différents, elles attestent ainsi de l'exactitude approximative des faits qu'elles constatent.

Leur tracé va en s'élevant de gauche à droite, accusant indiscutablement l'augmentation de la criminalité au cours de ces vingt-huit dernières années. La période correspondant à la guerre de 1914-18 se traduit par une variation considérable, mais prévisible, du profil général. Plus inattendue est la dépression marquée par les années 1922, 1923 et 1924. La cause n'en apparaît pas clairement. Le rapport qui précède le compte général de 1922 chantait déjà victoire en ces termes : « On peut conclure à une amélioration ap-



préciable de la moralité publique ». Hélas ! Les dix années suivantes allaient infirmer catégoriquement cette appréciation optimiste !

En ce qui concerne la période antérieure à 1907, qui ne présente déjà plus un intérêt aussi vif, il nous suffira de constater que le nombre des faits délictueux objets de poursuites, n'a cessé de croître, sauf toutefois pendant les années qui ont immédiatement suivi l'application des lois du 27 mai 1885 sur la relégation et du 26 mars 1891, sur le sursis (11).

« En l'espace de soixante années, de 1845 à 1906, le nombre des délinquants et des criminels jugés a doublé et le chiffre des plaintes n'ayant pas abouti à des poursuites a presque triplé » (12).

En ce qui a trait plus spécialement à la période précédant immédiatement celle que nous avons étudiée, le Procureur général Loubat faisait observer dans un article paru à la « Revue politique et parlementaire » de 1911 (13) que « de 1898 à 1907, le chiffre des coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, s'est accru des deux tiers (315 - 505), et l'on sait, ajoute-t-il, combien de meurtres et d'assassinats se cachent sous cet indulgent euphémisme ».

Précisons cependant, qu'à l'apposé de ce qui est rapporté ci-dessus, l'augmentation de la criminalité en ces dernières années, affecte davantage que le crime de sang, les délits où la ruse, le calcul se substituant à la force.

Voici quelques chiffres :

	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—
Escroqueries	4320	4372	4801	5172	6274
Abus de confiance	7517	7787	8433	8150	9742

Nous n'achèverons pas cette esquisse, fort peu rassurante, du mouvement général de la criminalité depuis le début du siècle, sans souligner qu'au chiffre des faits illicites démasqués, il faudrait ajouter encore celui des délits incon-

(11) Roux, *Répression et prévention*, p. 30.

(12) Guilhermet, *Comment devient-on criminel ?* p. 22.

(13) *La crise de la répression*, Revue politique et parlementaire, 1911, p. 434.

nus et des actes punissables non suivis d'une plainte. Enfin, « que de conventions illicites, que d'erreurs à demi volontaires, préjudiciables à autrui, que d'extorsions hypocrites, que de lésions, que de captations voilées, que de détournements occultes, que de profits indirectement prélevés sur l'ignorance ou la simplicité des gens, que de dissimulations fructueuses pour l'un, dommageables pour l'autre, que d'indélicatesses qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale » (14).

Donc, nous n'affirmions rien d'exagéré en disant que le délit nous environne, nous étouffe, comme la mauvaise herbe d'un jardin délaissé nuit à la pousse du bon grain. Nous rassurerons-nous, comme M. Poletti (*Il sentimento nella scienza del diritto* - 1882), en comparant l'activité criminelle à l'activité sociale honnête, en admettant que les chutes dans le mal doivent se proportionner exactement à l'accroissement des occasions de chute, en en déduisant « que la criminalité peut donc s'accroître numériquement et diminuer proportionnellement » (15).

Nous pensons que ces considérations ne sont plus de mise et que de si subtiles distinctions ne sauraient être une consolation suffisante pour les victimes des crimes commis en augmentation *relative* sur le chiffre de l'année précédente.

Il ne faudrait cependant pas croire que le développement croissant de la criminalité est particulier à notre pays. Il s'est manifesté également dans le domaine international (16). Le seul fait qui nous est spécial c'est de ne pas avoir pris les mesures indispensables pour enrayer le mal. La plupart des pays d'Europe sont allés hardiment à la lutte, comme nous le verrons plus loin, et notamment la Belgique, l'Italie et l'Allemagne.

C'est cette réaction salutaire que nous appelons de nos vœux.

3. — Le danger de la situation décrite s'aggrave encore du fait de la récidive. Si, en effet, chaque acte antisocial émanant d'un individu différent, dont il serait en quelque sorte le faux pas dans une voie d'honnêteté générale, il

(14) Joly, *Le crime*, p. 32.

(15) Cité par Vidal, *Principes fondamentaux de la criminalité*, p. 453.

(16) Voir Pella, *Rev. int. dr. pénal*, 1924, p. 141.

n'y aurait pas lieu d'être très inquiet. On pourrait avoir confiance dans l'amélioration des hommes par le seul remède préventif : L'éducation pour tremper les âmes, la moralité publique pour éviter les occasions de chute, le renforcement de la police pour empêcher le délit. De même que le vice est un hommage rendu à la vertu, la faute unique prouverait que chacun des membres de la société humaine estime à sa valeur la nécessaire loi commune, car il est plus difficile à qui a fauté de ne pas recommencer, qu'à l'honnête homme de se maintenir dans le droit chemin.

Ce qui est grave, au contraire, c'est la récidive, manifestation patente du défaut de sociabilité de certains individus. Or précisément le nombre des récidivistes, par rapport à la clientèle totale des tribunaux répressifs, ne cesse de croître.

Faisons appel, à nouveau, aux Comptes généraux de l'Administration de la justice :

ANNÉES	COUR D'ASSISES			TRIBUNAUX CORRECTIONNELS		
	Con- damnés	Réci- divistes	Pour- centage	Con- damnés	Réci- divistes	Pour- centage
1926	1.269	463	36 %	224.308	43.051	19 %
1927	1.226	461	37 %	231.164	47.764	20 %
1928	1.199	456	38 %	226.012	47.725	21 %
1929	1.187	406	34 %	224.499	45.161	20 %
1930	1.103	420	38 %	221.865	48.552	22 %
1931	1.004	381	38 %	229.493	51.238	22 %
1932	1.096	408	37 %	222.389	51.012	23 %
1933	1.202	489	40 %	222.090	58.456	26 %
1934	1.219	509	42 %	246.368	61.714	25 %
1935	1.249	532	43 %	244.995	64.356	26 %

(Il faut entendre ici par récidivistes, tous les condamnés qui ne sont pas des délinquants primaires et non pas les auteurs d'infraction en état de récidive légale.)

Pour la période 1914-1925 les statistiques manquent, les Comptes généraux ne faisant pas mention du pourcentage des récidivistes.

En ce qui concerne la période antérieure à la guerre, nous ne possédons que des pourcentages globaux, sans pouvoir distinguer entre cours d'assises et tribunaux correctionnels. Apparemment la récidive était alors beaucoup plus considérable qu'elle ne l'a été par la suite de 1926 à

1935. Mais ce n'est là qu'une illusion. « En effet, les amnisties successives qui sont intervenues depuis le rétablissement de la paix, ont effacé du casier judiciaire un certain nombre de condamnations et ont ainsi transformé juridiquement en condamnés primaires maints récidivistes de fait » (17). Ce sont donc les chiffres ci-après qui sont exacts et ceux de la période 1926-1935 qui sont faux, le pourcentage des récidivistes par rapport aux condamnés, étant en réalité beaucoup plus élevé que le tableau précédent ne le montre. Ce tableau garde cependant une valeur relative car on peut y lire clairement l'augmentation du pourcentage des récidivistes d'année en année. Et cependant la fréquence des lois d'amnistie s'est elle-même accrue pendant la même période !

Voici quelques éléments de comparaison portant sur un siècle :

De 1826 à 1830 sur 100 accusés il y avait 16 récidivistes			
De 1846 à 1850	—	—	26
De 1851 à 1855	—	—	33
En 1886	—	—	56
De 1896 à 1900	—	—	57
De 1900 à 1910	—	—	59

(18).

Toutefois, l'institution du casier judiciaire datant de 1850, les chiffres antérieurs sont contestables. Il n'en reste pas moins évident que nos tribunaux ont eu et ont encore de plus en plus affaire à une clientèle spéciale, nous dirons même spécialisée, et que le danger précédemment signalé, loin de diminuer en intensité, s'impose à notre attention avec une force toujours accrue.

M. Joly constate (19) que de 1851 à 1880 le nombre des prévenus récidivistes s'est augmenté de 116 % et celui des prévenus purs de tout antécédent judiciaire de 18 % seulement. En fait, si le nombre des malfaiteurs grandit, ce qui s'accroît surtout c'est le nombre des actes punissables

(17) Extrait du compte général de l'adm. de la Just. en 1934, *J. O.*, 23 mars 1937.

(18) Chiffres cités par : Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 76.

Vidal, *Principes fondamentaux de la pénalité*, p. 11.

Bénac, *Des délinquants d'habitude*, p. 6.

(19) Joly, *La France criminelle*, p. 166.

que commet chaque malfaiteur. M. Bénac rapporte que de 1881 à 1900 environ 8.000 délinquants ont été condamnés par le même tribunal, dans le cours de la même année, certains jusqu'à dix fois (20). Alors que le nombre des actes délictueux grossit, le nombre des auteurs d'infractions irait-il en diminuant ? C'est l'opinion émise par M. Garraud (21), confirmée par M. Tarde (22) *La criminalité se localise*.

Il existe en somme, au sein de notre société, une sorte de dépôt composé d'éléments antisociaux en lutte ouverte avec la légalité. C'est la pègre « apaches à Paris, nervi à Marseille » (23). « constituant avec les filles qu'ils prostituent et dont-ils vivent tout un monde spécial, une société complète, organisée en marge de la société régulière, vivant de l'exploitation de celle-ci comme un dangereux et malfaisant parasite, ayant sa langue, ses mœurs, ses maladies spéciales » (24).

Dans cette localisation du crime M. Garraud a vu la critique la plus sanglante de notre système répressif (25). Il saute en effet aux yeux que là est le nœud de tout le problème de la répression et qu'aucune diminution de la criminalité, partant qu'aucune sécurité, ne seront possibles tant que nous tolérerons l'insolente existence de cet Etat dans l'Etat.

Il est à peine utile d'insister sur le danger que fait courir aux honnêtes gens la cohabitation avec les loups. Sachons cependant que dans les villes qui ont plus de 30.000 âmes, on compte un récidiviste pour 207 habitants (26) et soyons bien convaincus que les grands acteurs de la cour d'assise ont souvent fait leurs premières armes en commettant de nombreux délits (27). Les honnêtes gens ne cessent de s'étonner du nombre des méfaits passés de ceux-là dont

(20) Bénac, *Des délinquants d'habitude*, p. 7.

(21) Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, tome III, p. 71.

(22) Tarde, *La criminalité comparée*, p. 84.

(23) Locard, *Le crime et les criminels*, p. 12.

(24) Joseph Reinach, *Les récidivistes*, p. 14.

(25) Rapport au congrès de l'Union int. de dr. pénal de St-Petersbourg en 1902, cité par Maxwell, *Le crime et la société*, p. 320.

(26) Aymard, *La profession du crime*, p. 40.

(27) Come, *La relégation*, p. 3.

ils apprennent l'arrestation pour un fait nouveau. Il était question dans le journal « Paris-soir » du 22 avril 1938, d'un certain Henri ... dit « le Gitan » six fois condamné pour meurtre ! Dans un règlement de comptes entre apaches à Lyon, on lit que B... était titulaire de quatorze condamnations ! Mais que fait la Justice ? se dit-on.

Toute le monde sait qu'il existe la relégation pour nous débarrasser de la pègre, mais veut-on connaître le nombre des chevrons dont pouvaient s'enorgueillir, par exemple, les relégués des années 1908 et 1909 ?

Titulaires de	2 condamnations	1 relégué	3 relégués	
—	3	14	16	—
—	4	27	33	—
—	5	38	31	—
—	6	62	47	—
—	7	42	43	—
—	8	29	38	—
—	9	37	38	—
—	10	26	20	—
—	11 à 15	63	54	—
—	16 à 20	16	29	—
—	21 à 30	14	12	—
—	31 à 40	5	2	(28).

Ces chiffres laissent rêveur ! Vingt-trois ans après le vote de cette loi, destinée à purger la France des éléments incorrigibles, on trouvait encore sur notre sol des individus ayant subi plus de trente condamnations ! Et soyons bien persuadés qu'il doit encore en être de même. Voici d'ailleurs une copie édifiante des casiers judiciaires de quelques sujets en pleine jeunesse, à la condamnation desquels nous avons eu à participer :

H... né en 1913 :

En	1932	1 mois de prison pour vol	
1933	4 mois	—	recel
1933	1 mois	—	infraction à interdiction de séjour
1934	8 jours	—	outrage public à la pudeur
1935	1 mois	—	infraction à interdiction de séjour
1935	15 jours	—	vagabondage
1936	1 mois	—	vol
1937	15 jours	—	infraction à interdiction de séjour
1937	15 jours	—	— d° —

peine d'être gangrénée toute entière. Or, nous nous défendons avec une telle mollesse que la récidive augmente toujours. L'impuissance de nos moyens est officiellement avouée dans le rapport précédent le Compte général de l'administration de la Justice en 1933 (31). « Le système de répression actuellement en vigueur n'a pas, du point de vue de la récidive notamment, toute l'efficacité nécessaire ».

On est étonné de constater combien sont restés d'actualité les nombreux ouvrages qui jetaient un cri d'alarme dès la fin du siècle dernier. C'est que nous n'avons réalisé aucun progrès, bien au contraire ! La France s'était laissée vivre dans ce domaine répressif comme dans tant d'autres et la pourriture de nos mœurs pourrait bien avoir pour cause la purulence, dans nos bas-fonds, de ces cellules en décomposition qui constituent l'armée du crime.

4. — Ayant montré le triste spectacle de notre carence à l'égard du crime en général et plus spécialement de la récidive, nous ne prétendons pas en analyser les multiples causes. Mais nous devons, cependant, mettre à nu l'incohérence de nos méthodes.

Dans la mesure où la criminalité est le reflet de l'âme d'un pays, il convenait de ne pas laisser s'en aller de décrépissages en éboulements les fortes constructions de nos pères ; il fallait lutter pas à pas contre la nocivité croissante du milieu social dans lequel germe, en quelque sorte, le délinquant.

On n'a su éviter au peuple ni la misère, mauvaise conseillère, ni le chômage débilitant. Les ravages de l'alcoolisme n'ont ému personne. Ceux de la prostitution ont paru un mal nécessaire. Le souteneur a été, en maints endroits, un précieux allié de la police sinon du parlementaire. Vingt fois abordé à l'occasion de vingt crimes atroces le problème des délinquants partiellement irresponsables n'a jamais été résolu. Le relâchement des mœurs, qui était jadis le fait d'une pelure sociale très superficielle, a gagné les couches profondes. L'Etat n'a plus gouverné avec force. Les caractères ont, de leur côté, perdu la fermeté que leur imposait une nette vision du bien et du mal. Au surplus, le

(31) *J. O.*, 25 mai 1936, p. 5467.

bouleversement social qui a suivi la longue guerre de 1914-1918, par le spectacle d'ascensions trop rapides à la fortune, par le dépeuplement des campagnes au profit des villes, par l'ambiance de crise qui caractérise, dans tous les domaines, cette époque, a fini d'ébranler dans sa masse la mieux assise la conscience française. Presse, cinéma, littérature se sont rués à l'aide des forces dissolvantes. Il n'est jusqu'à l'enfant — ce père de l'homme — qui ne se soit vu dès l'école abandonné en des mains souvent impures, puis lâché, sans force et sans foi, dans l'usine infernale où achèvent de se broyer les vertus de ses ancêtres.

5. — La même incohérence a présidé à la distribution de la justice.

La répression n'a cessé de s'anémier à la même époque où la criminalité ne cessait de croître. Malgré son visage sévère, le code de 1810 contenait les germes des forces qui devaient le détruire, mais il faut surtout incriminer les lois de faiblesse postérieures. Parmi celles-ci, l'application sans limite des circonstances atténuantes, notamment aux récidivistes, est une fissure par où s'est évadée toute la rigueur du code pénal. Quant à l'abus scandaleux des lois d'amnistie pendant ces vingt dernières années, il est à peine utile de le souligner.

Plus encore, dire la faillite de la répression, c'est décrire celle de l'emprisonnement comme moyen de coercition à l'égard des méchants et comme méthode de relèvement envers les égarés. Exception faite, en effet, de la peine politique du bannissement, notre échelle des peines peut se ramener à la mort (dont on use peu), à la privation de liberté avec quelques modalités, et à l'amende. Or, la prison n'infligeant aucune souffrance physique — si ce n'est le manque de tabac et de femmes —, elle est sans influence sur le délinquant d'habitude, qui ne voit en elle que le risque inhérent à son dangereux métier.

Né des cahiers généraux de 1789, l'emprisonnement a pour base cette erreur qu'en tout homme il existe une dose égale de dignité et c'est ce sentiment seul que la mise en prison devait affecter. Sa vertu préventive ne peut dès lors exister que pour ceux qui, n'ayant jamais fauté, mettent leur honneur à n'être jamais condamnés. Quant à son

pouvoir d'amendement, il reste fonction du désir qu'a le prisonnier d'accepter sa peine, d'y chercher le remords et l'expiation.

Avouons le franchement, même si cette opinion devait faire scandale : Il n'eut jamais fallu abolir les peines corporelles et il convient de les rétablir au plus tôt. Par le fouet ou par la faim, on obtiendrait des habitués de nos prisons un tout autre respect de la loi.

Et si encore la prison n'avait que le tort de ne pas atteindre son but ! Mais elle est au premier chef corruptive, de telle sorte qu'elle achève de pourrir ceux là qui y pénètrent. Seule, la cellule peut éviter la plus pernicieuse des promiscuités, mais il y avait en 1932, 61 prisons cellulaires sur 274 maisons d'arrêt, de justice et de correction ! En outre, les plus ardents partisans de l'emprisonnement cellulaire conviennent maintenant de l'incompatibilité de l'isolement avec les peines de longue durée. Aussi, est-ce très justement que M. Roux a pu écrire (32) « C'est la récidive qui fait l'augmentation constatée dans la criminalité, mais c'est la prison qui fait la récidive ».

Et que dire de la sortie de prison ? Comment admettre qu'un individu définitivement déclassé puisse retrouver, dans la société, travail, considération, tout ce qu'il est déjà aux honnêtes gens si difficile d'acquérir et de conserver ? Selon le mot très fort de M. Michaux « La loi ne condamne que pour un temps, l'opinion, elle, condamne à perpétuité ». Souvent viendront s'ajouter encore les rigueurs de l'interdiction de séjour, précaution judicieuse quand elle est prise par le tribunal d'une grande ville, sottise quand c'est la fréquentation d'une sous-préfecture que l'on interdit au condamné. Véritablement, tout est organisé dans nos mœurs pénales et pénitentiaires pour faire désormais du libéré un propre à rien, un déraciné ; la marque ne s'inscrit plus dans sa chair par le feu, mais elle est tout de même à son front, indélébile, définitive. Il ne reste ouvert à cet homme que le bouge, la compagnie de ses semblables et leurs moyens d'existence.

Le libéré ira donc grossir l'armée du crime, puisque nous nous en désintéressons et il contribuera à son tour à cor-

(32) Roux, *Cours de droit criminel français*, tome I, p. 429.

rompre d'autres hommes, à propager les ravages du mal, à peupler la prison, dont il sort, d'un nombre toujours étendu de clients fidèles.

C'est pourquoi, tant par l'erreur de la conception pénitentiaire que par l'impéritie de libérations sans contrôle, la prison n'est qu'un égout destiné à polluer définitivement les eaux qui y pénètrent, qui y séjournent et se répandent ensuite dans la cité.

Mais il y a plus grave que la faiblesse de la répression, plus grave que l'inutilité et la nocuité de la peine. Il y a le manque de foi du juge dans son magistère répressif.

Juger son semblable, c'est pour un honnête homme une terrible responsabilité ! Le juge ne peut se résoudre à prononcer une peine que si sa conscience est sereine, c'est-à-dire si la justice et l'utilité du châtiment lui apparaissent en pleine limpidité. Or, le doute a gagné le juge sur l'efficacité de la prison. Les critiques auxquelles il n'a pu rester étranger, le retour devant son tribunal des mêmes hommes, jamais meilleurs, jamais guéris, ont créé chez le magistrat un profond scepticisme. Il distribue les punitions avec une mesure qu'il sait fausse.

« La société elle-même n'a plus la claire notion de son devoir de punir » (33).

Si la peine n'a plus d'âme, c'est que le fondement du droit de punir, ébranlé par de rudes controverses, ne correspond plus à ce que nous attendons de la justice répressive. Nous ne demandons plus à celle-ci de châtier un coupable, mais nous exigeons d'elle qu'elle nous place désormais à l'abri des coups. Le juge de demain ne sera plus simplement un juge, il ne pèsera plus la seule gravité des faits délictueux, il ne supputera plus le degré de volonté criminelle de l'auteur, « il ne sera plus libéré par sa sentence » (34) ; non, le juge de demain sera comptable à l'égard de la société de l'efficacité de ses décisions ; à son passif s'inscriront les récidives, à son actif les amendements. Une nation forte doit exiger de chacun le plein épaulement de son rôle social, donner à chacun les moyens

(33) Garçon, *Le droit pénal*, p. 147.

(34) Proc. Général Cénac, *Discours à l'audience solennelle de rentrée*, Montpellier, 2 octobre 1933.

d'y atteindre, n'évaluer les institutions qu'au regard des résultats obtenus.

Disons, en passant, que l'exercice de cette fonction sociale plus large nous paraît exiger la spécialisation du juge. Non seulement ce n'est pas la même formation qui s'impose à l'égard d'un civiliste et d'un criminaliste, mais nous irons même jusqu'à prétendre que l'habitude de donner le pas à l'étude des textes, la nécessité de distinguer jusque dans le menu, mettent le juge civil dans la condition la plus mauvaise pour remplir sa tâche pénale. Il ne devra plus s'agir désormais de se figer sur la condition de légalité, d'analyser dans le délit les éléments du fait punissable, mais bien plutôt de pénétrer l'homme, d'évaluer à la lumière de son passé le danger en puissance qu'il représente pour l'avenir, de choisir entre les divers moyens d'amendement ou d'élimination, celui qui paraîtra le plus adapté à son caractère et à ses mœurs, celui qui brisera son vice, ou mettra le coupable dans l'impossibilité définitive de nuire à autrui.

6. — Nous venons de montrer l'incohérence de nos méthodes à l'égard du crime : Un libéralisme forcené, coupable, tant qu'il n'y a pas eu de délit, c'est-à-dire la loi du « laisser-faire, laisser-passer » dans le domaine pré-criminel ; après la faute, un régime pénitentiaire dont on a pu dire « qu'il fait eau de toutes parts » (35) ; puis, sans transition, sans tutelle, sans précautions, l'abandon du délinquant au mode de vie qui lui est imposé par les circonstances ; à chaque rechute des alternances pareilles de séquestration sans but et de liberté sans contrôle, jusqu'au crime de sang qui mettra fin à la carrière du sujet ou jusqu'à une relégation tardive, sur les bords du Maroni, de ce qui fut un homme. Panser, guérir le délinquant ? Législateur, juge, directeur de prison, chacun supposait qu'il laissait ce soin à un autre. Protéger effectivement la société ? Ce n'était le métier d'aucun.

Ce désordre a un nom : C'est l'absence de politique criminelle.

(35) Cahen-Fuzier, Vice-Président de l'œuvre de la visite des prisons, *Rapport à l'Union des sociétés de patronage de France*, p. 13.

De grands projets sont actuellement à l'étude, notamment en ce qui concerne les délinquants mineurs.

On s'aperçoit vite, en se penchant sur les problèmes de la répression, qu'il n'existe pas dans un code pénal des institutions juridiques distinctes et indépendantes, présentant les unes des qualités, les autres des défauts, mais que le tout ne forme qu'un unique bloc, comme tous les organes du corps humain font un homme, ou tous les rouages délicats d'un moteur font un générateur. Or, une machine ne peut fonctionner que si chaque pièce est ajustée aux dimensions des autres, si l'effort de chacune est coordonné en vue d'un résultat total.

C'est cette coordination qui constitue une politique. Avoir une politique criminelle, c'est bien imaginer, dans l'art de combattre le crime, un certain nombre de méthodes, mais c'est surtout harmoniser ces méthodes pour éviter toute fissure ; c'est forger une œuvre complète, où chaque institution a son rôle dans le fonctionnement de l'ensemble, le but à atteindre étant seul en vue, et ce but étant la diminution de la criminalité.

M. Donnedieu de Vabres, dont l'autorité en la matière s'impose à tous, s'exprimait récemment ainsi « Offrant le spectacle alterné de ses crises de faiblesse et de ses rigueurs capricieuses, notre politique criminelle ne se donne l'illusion de marcher droit que parcequ'elle boîte des deux pieds. Mais, en fait, avons-nous une politique criminelle ? » (36).

Le maître nous montre notamment dans cet ouvrage quelles leçons nous pouvons tirer des méthodes allemandes et italiennes. Il faudrait cependant se garder de croire que seuls ces deux pays ont tenté d'entreprendre, selon les données modernes de la criminologie, une lutte définitive contre le crime. Dès 1927 les législations de l'Europe entière étaient remises sur le chantier. Une trentaine de codes pénaux, une vingtaine de codes d'instruction criminelle, ont été successivement rédigés et promulgués. Qu'avons-nous fait pendant ce temps ? Il y avait des décades que se traînait dans nos commissions un projet de code pénal, et ce projet — nous aurons l'occasion de le montrer — « donnait un coup de barre vers la politique d'indulgence ! » (37).

(36) Donnedieu de Vabres, *La politique criminelle des états autoritaires*, p. 211.

(37) L'expression est de M. Alquier, *Les peines privatives de liberté et les mesures de sûreté dans l'avant-projet du code pénal français*, p. 146.

La France qui, dans le domaine juridique, sut montrer si souvent au monde le chemin ; dont les codes ont conquis l'Europe mieux que nos drapeaux ; dont la loi de 1850 sur l'enfance coupable est la source de toutes les réformes appliquées ailleurs ; dont la loi de 1885 sur la relégation, dont la loi de 1891 sur le sursis, hardiment novatrices, laissaient espérer une moisson nouvelle, se pliera-t-elle à la copie servile des méthodes de l'étranger ? Dans le génie de son passé, ne sentira-t-elle pas quel mélange de rigueur et de charité doit inspirer sa politique criminelle de demain ? A la lumière du christianisme, fille aînée de l'Eglise, ne distinguera-t-elle pas que, si la licence est détestable, tout autant le seraient d'inflexibles disciplines brisant l'homme dans le criminel, au lieu de ramener le criminel à l'homme ?

7. — Cette politique criminelle française, que nous souhaitons adaptée à la douceur de nos mœurs, sans faiblesse, mais nous ne dirons pas sans pitié, devrait logiquement comporter quatre grandes étapes : Prévention, répression, patronage, élimination.

Prévention : c'est-à-dire l'ensemble des méthodes destinées à empêcher le délit : assainissement du milieu social, renforcement de l'activité policière, adoption des mesures dites de sûreté. Nous n'insisterons que sur ces dernières. Ce sont par exemple, selon Ferri (38) : L'avertissement des autorités, l'interdiction de fréquenter telle localité ou de sortir de nuit de sa maison, la caution de bonne conduite, l'obligation de résidence, la suspension du droit d'exercer tel métier, la réglementation des établissements publics, l'expulsion des étrangers, la déchéance de la puissance paternelle, etc... Ce doit être aussi l'internement spécial des vagabonds, des alcooliques, des déséquilibrés en des hôpitaux adaptés à leur nature diverse.

Répression : c'est la recherche des moyens de contrainte propres à s'imprimer dans la mémoire du délinquant et susceptibles en même temps de faire impression sur l'entourage. Ainsi la prison peut être un excellent moyen

(38) Ferri, Rapport au congrès de Bruxelles, 1926. Rev. int. dr. pénal, 1926, p. 208.

répressif à l'égard de certains individus. Appliquée communément à tous, elle n'a plus de sens ! Pourquoi, par exemple, ne pas substituer à l'emprisonnement l'administration publique d'une douche matinale glacée, pour certains de ces délits de coups et blessures, de minime importance, qui encombrant les audiences de nos tribunaux correctionnels ? Le ridicule ne conviendrait-il pas mieux parfois que le deshonneur ? Il faut, pour chaque espèce, permettre au juge d'individualiser la peine, de l'adapter au délinquant, afin que celle-ci soit toujours, comme un corset à sa taille. Nous n'avons pas le loisir d'insister, mais renvoyons à l'ouvrage de M. Saleilles *L'individualisation de la peine*.

Patronage, ou réadaptation du délinquant à la vie sociale commune, dès que la première faute a témoigné de sa mauvaise éducation et de la faiblesse de sa volonté. Cette mise en tutelle bien connue dans d'autres pays, et notamment en Hollande, en Belgique, en Angleterre, doit commencer dès l'application de la peine et se manifester d'abord sous la forme charitable de l'aide morale, dès que la sentence a jeté l'homme dans le désarroi. Elle doit s'épanouir ensuite, s'imposer en quelque sorte à l'individu, quand il est rendu à la vie libre, l'effort du patron se portant sur la recherche de travail, sur le retour dans la famille, en un mot sur le reclassement du coupable. De la sentence pénale à la lointaine réadaptation du sujet à de saines habitudes d'existence, un guide est indispensable, afin que soient levés un à un, sur ce chemin difficile, les obstacles que rencontre le délinquant car, livré à lui-même, il ne pourrait les surmonter. Non, le drame du crime ne finit pas avec le verdict ; la sentence n'est pas un rideau qui tombe : le drame c'est la lutte entreprise par la société pour refaire du criminel un être humain !

Élimination : mise hors d'état de nuire de ceux dont on peut légitimement désespérer de leur aptitude à vivre socialement. Le terme le plus précis pour désigner cette mise à l'écart est « ségrégation ».

La nécessité de cette mesure est reconnue par tous les criminalistes, par toutes les législations et le fut à peu près de tout temps. Mais comme on ne peut, cependant, mettre

à mort le récidiviste à la première rechute, les opinions divergent dès qu'il s'agit de déterminer quels individus devront être retirés du groupement social et de fixer le sort définitif des éliminés. On peut même dire, que c'est le flottement des idées sur ces points essentiels qui a interdit toute cristallisation d'une politique pénitentiaire, puisque la lutte contre le crime ne formant qu'un tout, il est impossible d'organiser la prévention ou la répression ou le patronage indépendamment de la ségrégation. C'est des résultats de cette mesure que dépend le succès ou l'insuccès des trois autres armes, car seule elle peut briser ce ciment qui unit les criminels entre eux. Ainsi, nous attendons d'elle la désagrégation de l'armée du crime, condition indispensable à l'efficacité des méthodes de correction et de reclassement, forcément individuelles.

C'est pourquoi — pour aussi peu logique que cela puisse paraître — ce n'est pas dans le sens progressif ou s'exerce l'activité malveillante du délinquant que la loi doit agir. Il n'y aura pas de prévention efficace, ni de répression énergique, ni de patronage possible, tant que le dernier terme de la politique criminelle n'aura pas été précisé avec soin. C'est, en définitive, là qu'est arrêté le progrès des institutions pénales. C'est là qu'est le mur. Tant que nous le heurterons sans succès « la loi pénale restera une impasse » (39).

C'est à ce problème de la ségrégation que nous avons consacré l'étude qui suit. Nous préconisons une solution de fermeté, que certains, peut-être, trouveront trop dure, quant aux circonstances permettant l'élimination d'un individu. Mais parallèlement nous ne négligeons pas le devoir d'humanité, en ce qui concerne le traitement des éliminés : ségrégation dans l'intérêt de la société, oui ; mais aussi dans l'intérêt du délinquant !

Un homme a fauté, a rechuté, s'est finalement mis au ban de l'humanité. Le fait qu'il persiste dans son activité mal-faisante ne prouve pas qu'il est sans regrets. Il voudrait bien, si c'était possible, revenir en arrière, car, mis à part le cas de quelques spécialistes de haute école, le récidiviste

(39) Le mot est de Lamartine. Il est cité par Bessière, *La loi pénale et les délinquants d'habitude*, p. 61.

n'est qu'un malheureux. Mais il faudrait alors, à cause de lui seul, interdire la consommation des alcools, éloigner les anciens camarades, supprimer les salles de jeux, anéantir tout auteur de lui ce cercle de tentations dont il ne peut s'évader. Il faudrait, en même temps, l'inscrire aux actes de décès, lui donner un autre nom, un autre visage, pour qu'il ne rencontre désormais d'autre écueil sur le chemin du redressement que ceux afférents à sa vie nouvelle, pour que le passé soit mort et n'hypothèque plus le présent. Combien ont cet élan vers un monde nouveau où ils tenteraient une seconde fois leur chance, si misérablement gaspillée parmi nous ?

Le législateur doit élargir ses conceptions, renoncer à certaines visions périmées des droits de l'individu, mais aussi cesser de voir dans le coupable un être à châtier, alors qu'il est à protéger et à guérir. La ségrégation des récidivistes impose l'obligation préalable de tenter leur reclassement.

8. — Nous avons estimé que nos méthodes n'avaient quelques chances de trouver grâce auprès des censeurs qu'à la condition qu'il soit justifié préalablement de la légitimité de la mesure de ségrégation. Nous ne pouvons, en effet, entreprendre une construction positive sans avoir déblayé le terrain des théories anciennes. Très modestement, et le plus brièvement possible, nous consacrerons une première partie à l'étude des doctrines et nous verrons dans quelle mesure l'homme a le droit d'éliminer son semblable.

Il ne serait, par ailleurs, ni logique, ni prudent, de prétendre nous priver des enseignements du passé. Nous aurons donc à faire le tour des tentatives successives d'élimination au cours des âges. Ce sera dans un but de curiosité parfois, mais plus souvent pour dégager des échecs leurs raisons. Nous consacrerons, bien entendu, dans cette fresque, les plus longs développements à l'étude de la loi française du 27 mai 1885, dite de la relégation des récidivistes. Nous ferons également appel au droit comparé, réunissant ainsi en une deuxième partie tout ce que peut nous suggérer l'étude historique et l'examen des législations étrangères.

La troisième partie sera consacrée à la démonstration de nos vues personnelles.

PREMIÈRE PARTIE

JUSTIFICATION DOCTRINALE DE LA SÉGRÉGATION

Le droit pour la société d'éliminer un être nocif est fonction du but que cette société poursuit en punissant. C'est pourquoi, remontant directement à la source, nous allons examiner d'abord le sens et l'objet de la peine ; nous consacrerons ensuite un second chapitre plus spécialement au droit de ségréger.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE PUNIR

9. — Le droit de punir peut apparaître comme le corollaire naturel du droit de commander.

On ne peut conférer à un individu un commandement, si minime soit-il, sans lui accorder le moyen de se faire respecter et partant obéir. Mais une conception aussi primaire ne saurait suffire à elle seule, car « si celui qui commande a le droit de punir par cela seul qu'il commande, on en arrivera à rétablir le crime de lèse-majesté, arme préférée de tout gouvernement d'autorité » (1).

On conçoit, dès lors, que le code de 1810, œuvre d'inspiration révolutionnaire, ne pouvait sanctionner un concept de la peine aussi dangereux pour la liberté individuelle.

Mais, plus encore que du gouvernement au pouvoir, c'est

(1) G. Vidal, *Principes fondamentaux de la pénalité*, p. 297.

du juge qu'entendait se défier le code. Les querelles des Parlements étaient encore toutes chaudes ; plus fort encore le souvenir de l'arbitraire du juge, qui permettait aux tribunaux de l'ancien régime de punir des faits non prévus et de choisir entre les peines en usage dans le royaume, celle qui leur paraissait la mieux convenir dans chaque cas. Aussi, est-ce dans la limitation la plus étroite de l'autorité du pouvoir judiciaire, que le code de 1810 a cherché l'équilibre entre les droits de l'individu et ceux de la société.

A cet état d'esprit correspond, en matière criminelle, l'institution du jury, moyen de retirer aux magistrats professionnels la répression des fautes les plus graves. Et comment, dans le domaine correctionnel, pouvait-on mieux asservir le juge à la volonté souveraine du législateur qu'en lui imposant — quelle que soit l'espèce — l'application automatique d'un tarif déterminé, qui ne laissait plus rien à son appréciation personnelle ? C'est le système du code pénal qui n'accorde, pour chaque délit, quelque latitude au tribunal, qu'entre un minimum et un maximum.

Comme, d'autre part, il ne pouvait être question de tra-
duire dans la loi les différences de nature, de caractère, de nocivité de chaque délinquant, que c'eût été œuvre difficile, sinon impossible, investissant au surplus le juge répressif du pouvoir de sonder les consciences, le législateur de 1810 a construit de toutes pièces un type moyen de criminel, personnage abstrait s'il en fut, ayant une connaissance présumée des prohibitions de la loi, un degré de résistance constant aux tentations, une aptitude uniforme à réagir sous l'application de la peine. Grâce à cette simplification légale, le redoutable magistrat de jadis pouvait, dès lors, être réduit au rôle d'un simple fonctionnaire de distribution qui, les yeux bandés, ignorant tout du vrai visage du délinquant, devait seulement d'un doigt expert suivre, dans les pages du code, l'arrêt que dictait à sa conscience professionnelle la vérification des conclusions positives du Ministère public.

Ainsi le code pénal, si par ailleurs il se montrait utilitaire et désireux d'assurer par l'intimidation la défense sociale, contenait dès sa formation les toxines de la conception rétributive qui devait tout gâter vingt ans plus tard.

Certes Target, dans les observations placées en tête du projet s'exprime ainsi : « Qu'un coupable souffre, ce n'est pas le dernier but de la loi, mais que les crimes soient prévenus, voilà qui est de la plus haute importance ». Nous ne croyons pas que les rédacteurs du code aient voulu, souhaité, l'image déformée qu'un siècle de parlementarisme devait donner à leur œuvre ; mais il faut reconnaître que par la classification des délits, en l'absence de toute classification des criminels, le pas était désormais acquis dans le procès pénal au fait matériel sur l'individu, dont le délit seul était porté devant les tribunaux, et non pas la sacro-sainte personne. Or ceci ne saurait être une pure coïncidence : c'est le reflet dans l'œuvre de 1810 de vingt années d'individualisme. Un code qui n'aurait visé qu'à l'exemplarité de la peine n'aurait-il pas fait largement confiance aux juges ?

Et c'est ainsi, que dès la monarchie parlementaire le poison de ces idées individualistes peut courir librement dans les veines de la répression, y portant l'anémie (Par exemple, en 1832 fut étendu aux récidivistes le bénéfice des circonstances atténuantes). Les conceptions philosophiques du XVIII^e siècle sont à l'honneur : Une école pénale en est l'expression. Elle est dite *néo classique*.

Par avance J.-J. Rousseau était venu à son aide. Il concevait la peine comme un droit individuel inscrit dans la loi ; droit individuel pour l'offensé (ici c'est la société), mais aussi droit individuel pour l'offenseur, qui a droit acquis à ne pas payer plus qu'un autre, donc à payer exactement le prix du délit : Tant pour chaque crime, tant pour chaque délit (2). C'est la théorie rétributive, dite classique.

Elle entend réaliser la justice individuelle sans égard pour l'intérêt général, ou plus exactement elle croit que cet intérêt social sera atteint dès que toute injustice individuelle sera exclue. Ce sera la doctrine de Littré « pour que la justice règne le dédommagement doit être égal au préjudice » (3). Ce fut celle de Kant, partisan de la loi du talion, juste égalité entre le crime et le châtimement « Si tu outrages quelqu'un, tu t'outrages toi-même. Si tu voles,

(2) Cité par Saleilles, *L'individualisation de la peine*, p. 51.

(3) Cité par G. Vidal, *Principes fondamentaux de la pénalité*, p. 182.

tu te voles aussi. Si tu donnes la mort, tu te la donnes du même coup » (4). C'était encore dans un passé récent la théorie calviniste « La peine est un talion exigé rigoureusement par la justice divine. Punitur quia peccatur et ne peccetur. Le crime et la peine sont unis par un lien indissoluble. La peine doit suivre le crime comme son ombre parce qu'elle est la réparation de l'injustice du crime, la manifestation de la force du droit qui s'oppose à la violation du droit. C'est l'affirmation du droit qui répare sa négation par le crime » (5).

Cette doctrine classique impose au législateur une gradation des faits illicites et la construction parallèle d'une échelle des peines, afin que le châtiment imposé soit à la mesure du délit commis. Elle pré-suppose que la pénalité appliquée aura exactement réalisé cette mesure, de telle sorte que le délinquant, une fois l'amende payée ou la prison purgée, sera de nouveau en règle avec la société. C'est ce qu'exprime fortement l'opinion publique : *Payer sa dette*.

Nous nous réservons de montrer plus loin en quoi cette conception est fausse. Convenons seulement qu'elle est inconciliable avec la prétention d'évaluer globalement les faits délictueux commis par un même individu, puisque chacun d'eux s'est trouvé rétroactivement effacé par la peine subie. C'est en quelque sorte l'absolution du prêtre au confessionnal. Lavé de ses délits comme le chrétien de ses fautes, le criminel d'hier retourne dans la société la tête haute et peut exiger le silence de chacun sur son passé. Comme il en est ainsi après chaque rechute, et quel que soit le nombre de ces dernières, nul n'a le droit de totaliser les errements d'un homme en vue de le déclarer inapte à vivre en société. Aucune mesure éliminatoire ne saurait donc être construite sur cette base philosophique du droit de punir et c'est vraisemblablement la raison pour laquelle le code de 1810 — à l'encontre d'ailleurs des lois révolutionnaires, forte expression des nécessités de l'heure, tout autant que construction doctrinale — était muet sur la ségrégation des récidivistes impénitents.

(4) Kant, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Introduction, p. xcvi.

(5) Gewin, *Christendom et Maatschappy*, série 3, n° 1, 1911. Voir rev. inter. dr. pénal, 1926, p. 116, article Stoop.

Si, par conséquent, quelque esprit devait s'attacher encore à ce concept purement individuel du droit de punir et faire du contrat social sa lecture de chevet, nous l'engagerions à ne pas aller plus avant avec nous, car plus jamais, par la suite, nous ne saurions être d'accord.

10. — Fort heureusement pour la défense sociale, l'analyse philosophique du droit de punir n'est pas née dans les coliques « parturiantes » du XVIII^e siècle. On s'en était occupé fort avant.

A l'origine, le groupe social paraît avoir puni le coupable par désir de vengeance et c'était évidemment aux proches de la victime qu'appartenait le droit de faire justice. M. Thonissen justifie cette opinion par la lecture des harangues de Lysias (6). C'est également l'avis exprimé par Nietzsche (7).

La législation mosaïque et la loi des XII Tables rattachaient la peine à la loi du talion, première codification du droit de la victime à tirer vengeance du crime. « Celui qui frappera mortellement un homme, dit le Levitique, quel qu'il soit, sera puni de mort. Et quand un homme aura fait une blessure à son prochain, on lui fera comme il a fait ; fracture pour fracture, œil pour œil, dent pour dent ; il lui sera fait le même mal qu'il aura fait à un autre homme » (8).

L'idée de dommage s'étant fait jour par la suite, la victime consentit à renoncer à l'exercice de sa vengeance moyennant un prix. Ce fut l'âge de la composition, d'abord volontaire, c'est-à-dire fixée arbitrairement par le créancier, puis légale. Le délit devint public par la fixation légale de la composition, cette porte basse !

Longtemps par la suite, le droit de punir tira du christianisme ses principes fondamentaux. Le catéchisme du concile de Trente admit que tout individu pouvait discerner le bien du mal et était par conséquent responsable de ses actes. Mais le crime était alors considéré comme une violation du Décalogue, le coupable comme un pécheur. La

(6) Thonissen, *Etude sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens*, p. 417.

(7) Nietzsche, *La généalogie de la morale*, p. 97.

(8) Cité par De Lanessan, *La lutte contre le crime*, p. 1.

peine devait donc avoir un but d'expiation et de châtiment, idée que nous pouvons retrouver, avec quelque étonnement, chez les doctrinaires individualistes de l'école classique. La différence tient cependant en ce que, ces derniers n'assignaient plus à la peine que ce rôle interne, tandis que la doctrine chrétienne ménageait en même temps la portée sociale du châtiment. C'est ainsi que St-Thomas, parti de la nécessité de mettre en balance le mal du crime et le mal de la peine, évolue et assigne à la peine des fins utilitaires de défense sociale, d'intimidation, en même temps que d'amélioration du coupable (9).

Puis, ce fut précisément ce concept de conservation de la société qui prit le pas sur l'idée chrétienne d'expiation. Le nom de Bentham reste attaché à l'école de l'utilitarisme. Mais ce criminaliste n'avait lui-même rien inventé. Déjà Platon s'exprimait ainsi dans le Protagoras (324 B) « On ne châtie pas à raison de la faute passée, car on ne saurait empêcher que ce qui est fait ne soit fait, mais à cause de la faute à venir, afin que le coupable n'y retombe plus et que son châtiment retienne ceux qui en seront les témoins » (10).

Pour Bentham, ce qui justifie la peine, c'est son utilité majeure ou, pour mieux dire, sa nécessité. La société ne peut pas vivre de rêveries morales ou religieuses, mais pour des considérations beaucoup plus pratiques et prosaïques, pour des raisons de sécurité générale, afin que l'individu coupable ne récidive pas et pour que d'autres coupables éventuels soient suffisamment détournés, par la crainte de la peine, du désir pernicieux de l'imiter (11).

On sent poindre déjà le grand courant positiviste qui, naissant moins d'un siècle plus tard, des abus de la théorie classique, allait submerger le droit pénal, échouer finalement dans la création d'un système purement orthodoxe, mais non sans avoir, au préalable, balayé la théorie individualiste du droit de punir et imprégné de ce qu'il y avait d'acceptable dans ses conceptions toutes les législations du siècle nouveau.

(9) Lepadatescu, *Le fondement du droit de punir*, p. 39.

(10) Cité par Joly, *Le combat contre le crime*, p. 17.

(11) D'après Pressat, *Bentham criminaliste*, p. 52.

11. — L'école positiviste apparaît vers la fin du XIX^e siècle avec les travaux des grands criminalistes italiens Lombroso, Ferri, Garofalo.

Elle fait de la défense sociale la pierre d'angle de tout l'édifice pénal, attribuant à ce dernier une seule fin : l'absolue sécurité des individus. Abandonnant dès lors l'étude du délit, qu'elle ne considère que comme une manifestation inévitable d'un mal plus important, l'école positiviste porte toute son attention sur le délinquant. « On s'occupe actuellement trop du crime, pas assez du criminel, dit Ferri (12). Le procès pénal doit faire à rebours le chemin du processus criminel, en remontant du crime le courant causal, pour découvrir le criminel ». Ce qui est dangereux pour la société ce n'est pas le crime, fait qui appartient déjà au passé, mais l'activité nuisible que révèle ce fait. C'est donc l'agent criminel qu'il faut mettre en lumière, afin de savoir « ce qu'il est, ce qu'il vaut, et ce qu'il deviendra par et après la condamnation » (13).

Déterministes, les auteurs positivistes ne voient dans le libre arbitre qu'une illusion subjective. Pour eux, le délinquant n'a pas voulu le délit, il n'en est pas moralement responsable. D'ailleurs ils considèrent le criminel, non pas comme un homme quelconque, mais comme une anomalie, une variété spéciale du genre humain et, reliant l'acte au caractère de l'agent, ils s'efforcent de ne plus voir dans le fait délictueux un phénomène isolé, mais un symptôme de cette anomalie morale. Bien plus, l'anomalie n'est pas pour eux purement psychologique, mais physiologique. C'est ainsi que l'école anthropologique — dans laquelle s'est surtout illustré Lombroso — a construit la théorie du criminel-né, prétendant, sinon reconnaître à certains signes physiques le délinquant, du moins retrouver chez une catégorie d'individus antisociaux des signes de ressemblance (notamment dans la forme du crâne). D'où la classification des criminels, selon leurs antécédents, leurs habitudes de vie, etc...

Constatant, alors, l'insensibilité du délinquant sous le

(12) Ferri, *La sociologie criminelle*, p. 451.

(13) Hénocque, *La défense sociale contre les délinquants pervers*, p. 35.

châtiment, qu'elle explique par le fait que le criminel, comme le fou, agit mal parce qu'il sent mal et raisonne mal, l'école positiviste a construit de la peine une définition toute nouvelle. Ce n'est plus un châtiment, mais une mesure de défense, de sécurité publique, un remède social. Elle n'impose plus la rétribution expiatoire d'une faute morale. Elle n'est qu'un ensemble de mesures utiles destinées à assurer le repos de la société par le respect des lois. C'est une *parade*.

Il résulte de cette conception cette importance conséquence que la peine ne doit pas avoir pour objet de faire souffrir le condamné, mais de mettre la société à l'abri de ses coups. Elle consistera donc en une mesure de sûreté appropriée à la nocivité du sujet, sorte d'ennemi qu'il faut réduire à l'impuissance. En outre, l'individu ne sera pas rendu à la société, tant qu'il restera pour elle un dangereux élément de perturbation.

Voici, dans ses traits généraux, le concept positiviste. Il a fait, bien entendu, l'objet de critiques sérieuses.

D'abord, le positivisme, en tant que théorie déterministe, n'a pu rallier à la plénitude de ses vues ceux qui, comme nous, ne nient pas la liberté humaine, voient, au contraire, à travers l'homme une âme immortelle, s'efforçant par les mérites acquis en ce monde d'atteindre aux félicités d'un monde meilleur.

Mais il lui a été porté des coups plus précis :

« Quand Ferri invoque cette parole des Evangiles « Ne jugez pas afin que vous ne soyez pas jugé », pour dénier au juge « né d'une femme », le droit d'apprécier la responsabilité morale, il ne distingue pas assez la justice absolue dont les hommes ne peuvent connaître, d'une justice imparfaite, approximative, mais qui est une nécessité sociale » (14). Ce n'est pas en outre à l'intention du juge que le Christ a dit « Ne jugez pas », mais à l'adresse de l'ensemble des fidèles. Celui qui n'a sur autrui aucune autorité ne peut le juger qu'injustement (C'est ce qu'on appelle un jugement téméraire). Mais qui a autorité sur autrui a le

(14) Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 51.

droit et le devoir de le juger dans les limites et sur le plan de son autorité (15).

A la prétention de Ferri que les peines sont inefficaces, le malfaiteur étant un imprévoyant, auquel la pensée du risque pénal à courir vient rarement à l'esprit, Tarde a opposé l'égale imprévoyance de l'écolier, à l'égard duquel il serait cependant vain de discuter de l'efficacité des punitions (16).

Par ailleurs, ne viser qu'à l'utile, sans souci du juste, c'est légitimer tous les excès de l'Etat, c'est créer un groupe de suspects devenus punissables sans avoir été criminels. C'est abolir, pour ces derniers, la règle « Nulle peine, nul délit, sans texte », dernier rempart de la liberté individuelle (17). Et comment juger sous cet angle l'indétermination de la peine, qui livre la liberté d'un individu à l'arbitraire de l'exécutif ? En sens contraire, l'école italienne conduit à l'absolution du délinquant primaire, pour qui le crime n'est qu'un accident anormal « ce qui ne peut malgré tout que choquer le sentiment général, heurter la conscience populaire » (18). La peine n'a-t-elle pas au moins cette vertu de rassurer les honnêtes gens ?

M. Tarde a parfaitement défini en quoi la conception positiviste du droit de punir, en ce qu'elle est contraire aux aspirations légitimes de tout être humain vers le juste, était en définitive immorale :

« Ne voir dans le criminel qu'un être dangereux et non un coupable, un infirme, un malade, et non un pécheur, et dans le châtement qu'un procédé d'élimination, non une flétrissure, c'est vouloir que les criminalistes et, après eux, le public tout entier, portent sur les crimes et la peine un jugement intellectuel, pur de toute émotion et de tout blâme... L'école positiviste ne veut plus entendre parler de droit, de devoir, de culpabilité, de mérite et de démerite... Cependant la société a des devoirs envers les infirmes et

(15) Argument qu'a bien voulu nous indiquer un éminent théologien, le Père Favier.

(16) Tarde, *La philosophie pénale*, p. 468.

(17) Saleilles, *L'individualisation de la peine*, p. 109. Voir également p. 125.

(18) Buffelan, *La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale*, p. 14.

les malheureux et ce n'est pas dans la mesure de l'intérêt qu'elle a à leur conservation. Elle a également des devoirs envers les criminels... Qu'est-ce que cette société impassible et sans cœur, aussi dénuée de clémence que d'indignation, à laquelle on conseille de frapper comme un boucher ce qui la gêne ou de le rejeter nonchalamment par delà les mers et à laquelle on défend en même temps de flétrir ce qu'on lui dit d'écraser ou d'expulser ? » (19).

Il est enfin à peine utile d'insister sur ce qu'a d'artificiel la théorie du criminel-né. Très rares d'ailleurs en ont été les adeptes. Vouloir dans ces conditions, comme le professeur espagnol Dorado, remplacer codes, débats, instruction par l'expertise (20) c'est faire preuve d'une téméraire légèreté.

Nous n'achèverons pas l'énumération rapide de ces principales critiques, sans dire que même sur le seul terrain — qui est le leur — de la défense sociale, les positivistes se sont trompés. Ils n'ont eu finalement en vue que la défense de l'Etat et non celle de la personne humaine ; déformation propre à ces écoles socialistes qui, dans l'impossibilité de rien construire de stable sans reconnaître l'existence au-dessus des individus d'une divinité, en sont nécessairement conduites à déifier l'Etat parce qu'il est la force. La défense sociale doit être recherchée ; mais dans l'intérêt de chaque homme, non pour la conservation des gouvernements établis. Nous citerons à ce sujet la plus haute expression qui puisse être donnée de cette vérité, puisqu'elle émane du chef actuel de l'Eglise romaine « L'homme ne doit jamais devenir comme un instrument ou un moyen entre les mains de la société, car celle-ci, en dernière analyse, n'existe pas pour elle-même, mais pour les individus » (21).

Quelle que soit la force de ces critiques, il faut bien reconnaître que les positivistes ont laissé un fond précieux, un vrai limon fertilisant, mis heureusement à profit par la science criminelle dans la plupart des pays d'Europe... mais pas en France encore.

(19) Tarde, *La philosophie pénale*, p. 497 et suiv.

(20) Cité par Urtin, *Le fondement de la responsabilité morale*, p. 29.

(21) Lettre de S. E. le Cardinal Pacelli à M. Duthoit, avant l'ouverture de la Semaine sociale de juillet 1937.

L'étude de l'homme est devenue le but principal des criminalistes, c'est-à-dire que la société regarde désormais en face le mal dont elle souffre.

Il est clairement apparu que cette société ne punissait pas pour punir. Comme le disait Target : « Après le plus détestable forfait, s'il pouvait être sûr qu'aucun crime ne fut désormais à craindre, la punition du dernier coupable serait une barbarie sans fin et l'on ose dire qu'elle passerait le pouvoir de la loi » (22).

Prétendre voir dans le châtiment le paiement d'une dette n'est plus que rhétorique attardée. Le malfaiteur qui a purgé sa peine ne pourrait être quitte que s'il avait eu la contrition de sa faute. Nous avons dit plus haut que l'absolution du prêtre lave les péchés du chrétien, mais cette absolution est fonction de cette contrition, qui en est l'élément fondamental. Non seulement le confesseur refuse de remettre ses péchés à qui ne manifeste pas à voix haute son désir de ne plus persévérer dans le mal, et à plus forte raison à qui se dit dans l'impossibilité de respecter la loi de l'Eglise, mais encore le pénitent reste tenu de ses péchés, malgré l'absolution, si son repentir n'était pas sincère à l'instant où il l'a reçue. Nos libérés se frappent-ils la poitrine ?

La nécessité de prévoir des peines utiles s'est imposée aux esprits. On peut discuter encore sur le point de savoir si elles devront être en même temps justes, ou si l'utile exclut le juste, mais il est désormais acquis que la peine doit servir à quelque chose.

Conséquence : L'équation ne doit plus être à l'avenir, entre la peine et le délit, mais entre la peine et la nocivité de l'agent.

Le magistère du juge répressif s'en trouve immédiatement consolidé. « S'il pouvait avoir des scrupules pour reconnaître un coupable, il ne peut en avoir pour reconnaître un nuisible » (23).

Mieux : l'état dangereux d'un individu est au premier plan du procès pénal. Les irresponsables et demi respon-

(22) Cité par Hénocque, *La défense sociale contre les délinquants pervers*, p. 156.

(23) Maxwell, *Le crime et la société*, p. 98.

sables, qu'il faut acquitter sur la vieille barque classique (les arrêts de Cour d'assise nous en fournissent tous les jours des exemples) devront être mis hors d'état de nuire, avec plus de rigueur que les autres, car leur brutalité n'a pas de frein.

Enfin le remède préventif, arme préférée des positivistes, fait l'objet d'études sérieuses.

L'école italienne nous a donc légué de purs enseignements dans de nombreux domaines. Dans celui qui nous est spécialement propre elle recommande tout particulièrement l'élimination des récidivistes, quand conseils et châtiments ne réussissant pas à améliorer la coupable, on peut considérer ce dernier comme incurable.

La mesure d'élimination est définie par Ferri comme une opération chirurgicale ayant pour but la conservation de l'organisme. Garofalo va plus loin. Il voit dans l'élimination une mesure permettant d'enlever l'individu de son milieu même « pour le transporter dans un autre milieu où il pourra trouver de telles conditions d'existence que l'activité honnête lui soit plus facile et plus profitable que l'activité malfaisante » (24). C'est une conception de la ségrégation plus humaine et nous ne manquons pas de la retenir.

Si dans le grand flot de l'école classique il nous était impossible, sans faire entorse aux principes, de construire une théorie de l'élimination, au contraire le courant positiviste légitime et préconise cette mesure. Pour justifier ce que nous tenons pour indispensable au succès d'une politique criminelle, serons-nous dans l'obligation de faire appel aux théories matérialistes, dont nous repoussons cependant les concepts fondamentaux ? Non, car ces sources ont fini par mêler leurs eaux.

12. — Il est apparu aux meilleurs esprits qu'aucune des deux conceptions opposées n'excluait, en définitive, les solutions de l'autre. Nous voulons punir parce que c'est juste. Nous voulons punir parce que c'est utile. Nous punirons si le juste et l'utile sont réunis. Vider ainsi la querelle, c'est sans doute vider aussi les deux théories de leurs prin-

(24) Garofalo, *La criminologie*, p. 119.

cipes les plus actifs ; mais en même temps chacune des deux thèses tempère l'autre, permet d'éviter les solutions extrêmes ; c'est le régime du compromis, celui qui est toujours le plus humain.

De ce compromis, M. Maxwell a défini les conditions « Il semble que la société doive, en réagissant contre l'infraction, diriger son effort vers une réaction juste, c'est-à-dire en équilibre avec le fait, en proportion avec le préjudice, en harmonie avec la nature du criminel » (25). Les deux premiers termes sont empruntés au concept classique, le troisième à la thèse positiviste.

C'est ce qu'exprime également M. Donnedieu de Vabres « La morale et le droit pénal sont deux cercles qui ne se confondent pas, mais se coupent. Or, il suffit qu'ils aient une surface commune pour que le législateur le plus réaliste doive tenir compte de cette solidarité. Un but utilitaire n'est pas toute la raison de la peine, qui ne peut bien remplir sa fonction utilitaire que si elle garde sa signification morale » (26).

Cette position intermédiaire, qui fut d'abord celle de la terza-scuola (MM. Tarde, Von Liszt, Alimena), laquelle concevait la politique de défense sociale adaptée aux nécessités innées de l'idée de justice, réunit de nos jours tous les suffrages.

Bâtie sur la théorie admise par St Thomas, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, la thèse soutenue par les théologiens catholiques respecte elle aussi, la fusion du juste et de l'utile. « L'œuvre de justice absolue n'appartient pas à la société, dit M. Braffort. La société n'est qu'une institution naturelle vouée à une certaine fin, savoir : le bien temporel de la collectivité, le bien commun. Le fondement du magistère répressif de la société réside donc dans la charge, et par conséquent dans le pouvoir, qui appartient à l'autorité publique, responsable du bien commun, de sauvegarder contre les agissements hostiles, les éléments constitutifs de l'ordre social. Mais l'exercice de ce droit de défense sociale doit demeurer un acte juste

(25) Maxwell, *Le crime et la société*, p. 245.

(26) Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 12.

et tenir compte des devoirs de justice et même de charité ou d'assistance envers tout être humain, y compris l'agresseur, qui reste, malgré tout un membre du corps social » (27). Il nous a été permis de vérifier que les conceptions de M. Breffort sont absolument adéquates aux principes soutenus en la matière par l'Eglise romaine.

Le compromis entre le concept spiritualiste et le concept matérialiste de la peine a inspiré toutes les législations nouvelles. Nous le trouvons dans les codes ou projets récents de Grèce, Roumanie, Yougo-Slavie, Pologne ; dans la loi belge de défense sociale du 9 avril 1930. Le code italien de Rocco n'a lui-même emprunté à Ferri que ses suggestions pratiques, le désavouant sur le terrain philosophique. L'avant-projet de révision du code pénal français allie dans le même esprit la défense sociale à l'idée de responsabilité morale. C'est que les législateurs ne peuvent être des doctrinaires. Leur œuvre n'a de vie que si elle est réaliste. Ils ont donc une tendance naturelle à prendre aux diverses écoles leurs solutions positives, sans trop d'égard aux origines, pourvu que ces solutions soient efficaces.

Le mérite du positivisme aura été précisément d'armer nos codes. « Je suis fermement attaché à ce point de vue moral que l'école positiviste prétend éliminer du domaine pénal. Et je serais tenté de voir dans le mouvement positiviste une sorte d'invasion des barbares. Mais il n'est pas mauvais qu'il vienne de temps en temps des barbares pour jeter bas les institutions décrépites. Le droit pénal, affiné par l'école classique, n'était plus qu'un droit affaibli. Les positivistes l'ont assailli, l'ont bouleversé. Et que voyons-nous sortir de ce bouleversement ? Un droit pénal nouveau, plus vigoureux, où l'élément moral a encore sa place. La barbarie n'a pas détruit la civilisation, elle s'est absorbée dans une civilisation nouvelle ». Ainsi s'exprime M. le professeur Huguenev (28).

L'arme la meilleure que nous aura léguée l'école italienne c'est la mesure de sûreté, qui allie la nécessité d'employer à l'égard de certaines personnes des mesures de contrainte,

(27) Braffort, *Essai de contribution à l'évolution du droit pénal*, p. 25.

(28) Huguenev, *Bulletin de la Soc. gén. des prisons*, 1931, p. 213.

à la volonté de ne pas leur imposer une souffrance. Nous aurons l'occasion de retrouver plus loin, dans le domaine de la récidive en droit comparé, l'ombre portée de cette création positiviste sur les législations modernes.

13. — Si, par la transaction dont nous avons parlé, la querelle s'est éteinte, entre les écoles, sur la nature du droit de punir, une discussion nouvelle vient cependant de jaillir au cours de ces vingt dernières années. Elle affecte cette fois, davantage les réalisations pratiques que les théories. Il s'agit de savoir dans quelle mesure les droits individuels et les garanties de la liberté peuvent être sacrifiés aux exigences de la société. C'est la querelle de l'autoritarisme et du libéralisme. C'est là que M. Donnedieu de Vabres voit « la formule nouvelle de la question » (29).

Le législateur italien ou allemand fait de la protection absolue de la communauté sociale tout le but du droit pénal. En vue de la réalisation de ce but, il n'hésite pas à interdire ou à prescrire, au nom de l'Etat, ce qui semble à d'autres ne relever que de la morale et appartenir, comme tel, au domaine du soi.

Mais le droit pénal national-socialiste va plus loin. Il veut être volontaire, c'est-à-dire affecter la volonté criminelle du délinquant, l'élément psychologique de l'infraction. C'est le vice qu'il entend punir, parce que c'est en définitive le vice qui est le danger social, le ver dans la pomme. Ne nous méprenons pas, c'est là une véritable préoccupation religieuse ! S'attacher, toutefois, non au fait délictueux qui a troublé l'ordre social, non aux manifestations externes que l'individu donne de sa perversité, mais à sa volonté interne d'agir contre l'intérêt général, c'est s'arroger le droit de sonder les intentions humaines, les idées, les concepts, les convictions. C'est ne plus respecter le for intérieur. La répression en est cependant d'autant renforcée.

Il ne s'agit donc plus de savoir, désormais, de quelle source le droit de punir tire sa force. Le problème est sur ce point résolu : La peine a pour objet de garantir la société contre le délit, tout en infligeant une juste souffrance, à

(29) Donnedieu de Vabres, *Droit criminel et législation pénale comparée*, Préface.

titre d'exemple plus qu'à titre d'expiation. Il s'agit plutôt de déterminer dans quelle mesure, demain, la société aura le droit de faire lit de la liberté de chaque individu pour sauvegarder le bien commun.

C'est dans le cadre plus étroit du droit d'éliminer que nous répondrons à cette question.

CHAPITRE II

LE DROIT DE SÉGRÉGER

14. — L'homme n'est qu'une cellule de la société au sein de laquelle il vit. Ce milieu, indispensable à la conservation de l'espèce, s'est formé avant lui. Il n'y est, en somme, qu'un invité appelé dès l'enfance à bénéficier de l'effort d'autres hommes. Mais c'est un invité nécessaire, car s'il ne peut vivre ailleurs qu'en société, celle-ci ne peut progresser sans lui. A ce double titre, il est la société, c'est-à-dire qu'il n'existe pas une communauté humaine, distincte des membres qui la composent, mais un tout dont chaque élément est la partie vive.

Si nous comparons la société à un de ces groupements d'individus réunis dans un but déterminé, comme l'homme se plaît à en créer, nous constatons que le groupe peut prospérer indépendamment d'un être que les autres auraient exclu. Celui-ci peut, de son côté, exercer ailleurs son activité. Du groupement et du sociétaire aucun n'est indispensable à la vie de l'autre.

Il n'en est pas de même pour la société humaine. La perte d'un seul individu est pour elle une mutilation définitive. C'est, pour ainsi dire, un corps dont les chairs travaillent sans cesse à rétablir l'équilibre détruit. La douleur des amputations s'y fait collectivement sentir plus longtemps qu'on ne croit.

Plus encore, un individu ne peut subsister ailleurs que dans le milieu social. C'est pourquoi il est impossible d'assimiler la société à une association d'individus réunis dans un but humain. Son but à elle, pour les hommes et par les hommes, qui sont sa cause et sa fin, est d'entretenir l'atmosphère hors de laquelle étoufferaient les générations futures.

Ségréger un individu est donc une toute autre chose qu'exclure d'un groupe un indésirable. En mettant à mort un homme la société se fait du mal ; aussi elle tue peu. En éliminant ses semblables, l'homme se détruirait lui-même, si ségréger signifiait exclure des préoccupations sociales et de toute collaboration humaine les individus nocifs. La ségrégation serait alors comme la brisure d'une artère par où s'évaderait le sang.

Aussi devons-nous, dès le seuil, distinguer entre une élimination absolue, une mise hors du monde civilisé, qui serait inhumaine (dans le sens littéral du mot) et une ségrégation relative qui rassemblerait en une société distincte de celle où ils ont l'habitude de vivre, des individus anti-sociaux.

Il s'agit ici de justifier cette dernière forme d'élimination. La question se pose donc ainsi :

Etant donné des éléments irrespectueux des lois établies, qui par leur activité, et celles que la leur engendre, compromettent le progrès de la société, cette dernière a-t-elle le droit d'imposer à ces éléments une vie sociale différente et de les priver définitivement du bénéfice qu'ils pouvaient tirer de leur agrégation à un groupe humain plus perfectionné ?

15. — Nous devons d'abord en finir avec un vieil argument : Eliminer un récidiviste, ce serait punir une seconde fois pour la même faute.

S'il était interdit de revenir sur le passé, c'est toute aggravation de la peine en raison de la récidive qui serait illégitime. Toute sanction plus forte, après une réitération des faits délictueux, contient, en effet, une part qui affecte l'existence de la faute précédente. Et cependant, aucun homme de bon sens ne dénierait la nécessité, tant pour l'utile que pour le juste, de punir plus rigoureusement le récidiviste que le délinquant primaire. De tout temps il en a été ainsi. A Rome, comme à Athènes, comme en Perse, les antécédents avaient une influence marquée sur l'application du châtimement. Hérodote le rapporte pour l'ancien empire de Xerxès ; Platon et Aristote n'admettent point que l'on retombe impunément dans une même faute.

D'après une opinion intermédiaire, le législateur aurait

bien le droit d'élever le taux de la peine contre les récidivistes, mais non le droit de changer le genre de la peine normale, parce que « la récidive ne change pas les éléments constitutifs du délit et n'est qu'une aggravation de la culpabilité » (30).

Tout ceci n'est que vieilles lunes ! On pourrait répondre avec Waldeck-Rousseau (31) « que la peine de la transportation ne s'applique pas à la dernière infraction, mais à l'ensemble des infractions. Chacune d'elle fait acquérir au condamné une partie de cette peine dont il lui est fait, pour ainsi dire, crédit, et dont l'application est réservée jusqu'à une certaine limite ».

Nous nous tiendrons plutôt à cet argument qu'en éliminant un récidiviste, on ne punit pas une seconde fois pour les mêmes fautes, mais qu'on tient compte d'une perversité démontrée. Ceci implique cependant un corollaire, c'est que la mesure de ségrégation n'affecte point les caractères d'une peine, qu'elle ne cherche qu'à mettre l'individu hors d'état de nuire.

16. — L'élimination d'un être antisocial, en ce qu'elle n'a pas pour objet d'imposer à l'intéressé une souffrance, est donc une mesure de sûreté, c'est-à-dire selon M. Garraud « une réaction uniquement de défense sociale, sans caractère de justice rétributive et proportionnelle » (32).

La mesure de sûreté est une création de l'école positiviste. Son fondement est « la pericollousité » sociale, c'est-à-dire l'état de danger. Or, à l'heure actuelle, tous les criminalistes sont d'accord pour reconnaître l'insuffisance de la peine pour protéger efficacement la société et la nécessité de compléter par des moyens défensifs les vieilles armes des codes pénaux du siècle dernier. Cette unanimité s'est manifestée à l'occasion d'un certain nombre de congrès internationaux et notamment à Bruxelles en 1926 (33). La légitimité d'une mesure de sûreté, basée sur l'état dangereux de certains individus, est donc hors de discussion.

(30) Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*, p. 517.

(31) Waldeck-Rousseau, Rapport sur la loi de 1885. Bull. Soc. gén. prisons, 1883, p. 77.

(32) R. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 346.

(33) Voir Rev. int. dr. pénal, 1926, p. 461.

17. — La difficulté véritable est plutôt dans le conflit qui va mettre aux prises le droit social de ségréger et la volonté du délinquant de ne pas être privé de sa liberté individuelle.

Mais ce droit, que possède chaque individu de disposer librement de sa personne, n'est pas absolu. La déclaration des droits de l'homme, qui est cependant dans ce domaine la charte la plus favorable que puisse invoquer un individu, admet comme limite à la liberté de chacun le respect de la liberté des autres hommes. Or, le délinquant n'a précisément pas respecté les droits d'autrui. En commettant un délit il se place dans une situation humaine inférieure. En recommençant, il justifie le peu de cas qui sera fait de sa liberté individuelle, car on ne saurait logiquement sauvegarder davantage l'intégrité de sa personne, qu'il n'a épargné lui-même la liberté ou la propriété de son prochain.

Certes, la société ne possède pas sur ses membres un pouvoir illimité, mais elle doit soigneusement distinguer l'homme du citoyen. Il est dans l'homme des attributs devant lesquels la société est impuissante, dans toute la mesure où leurs fins échappent au temporel. Mais si on considère l'individu comme membre de la cité, il en est tout autrement. Ce n'est point contrarier ces fins, ni attenter à ce qu'il y a dans l'homme de plus sacré — sa liberté de conscience — que de le placer hors des murs de la ville.

Personne ne s'étonne qu'on retire à un condamné le droit de voter ou d'être juré. Voilà des atteintes à des droits acquis ! Or, qui soutiendrait qu'il n'existe qu'une forme possible de société ? Tous les êtres ne peuvent s'accommoder de l'état de pleine liberté. « L'homme est social parce qu'il est raisonnable » a dit Marc-Aurèle. Hélas, tous ne le sont pas assez pour jouir sans danger des prérogatives attachées à la vie en commun. C'était peut-être moins vrai il y a deux siècles, quand les individus étaient tenus dans d'innombrables liens familiaux, corporatifs, collégiaux, religieux. Plus de liberté impose, de nos jours, plus de sélection.

Restreindre la liberté des uns par leur élimination définitive, c'est d'ailleurs procurer aux autres, à ceux qui en

sont dignes, une jouissance plus complète de leurs propres droits.

Ce n'est évidemment pas la tranquillité du malfaiteur qu'avaient en vue les sociologues de 1789. Voici à cet égard des opinions non suspectes. Celle de Waldeck-Rousseau : « Au moment même où la Constituante et la Convention formulaient les principes constitutifs de la société moderne et proclamaient solennellement les droits de l'homme et du citoyen, elles n'hésitaient pas à transporter pour la vie, loin de la patrie, les criminels et les vagabonds » (34).

Et voici l'avis de J.-J. Rousseau « Tout malfaiteur attaquant le droit social devient, par ses forfaits, rebelle et traître à la patrie ; il cesse d'en être un membre en violant ses droits et même il lui fait la guerre. Alors, la conservation de l'Etat est incompatible avec la sienne ; il faut qu'un des deux périsse » (35).

Nous n'irons pas aussi loin que ce docteur des docteurs et nous conviendrons seulement qu'un certain degré de perversité légitime la ségrégation définitive de l'agent.

D'ailleurs, si on analyse mieux la notion de liberté individuelle, si on tient compte des restrictions qu'elle comporte, on est amené à n'y voir en somme, qu'une arme contre l'arbitraire : « Droit de tout citoyen *de n'être privé* de sa liberté personnelle *que* dans les cas prévus et dans les formes déterminées par les lois ».

Pour que soit respectée dans le domaine qui nous intéresse, la liberté de chaque individu, que faut-il donc ? Que la loi précise rigoureusement les conditions rendant possible la ségrégation d'une personne.

Cela suffira-t-il ? Il ne semble pas. Les auteurs qui se sont occupés de la question et les congressistes réunis à Rennes en 1910 exigent plus. Les uns repoussent l'élimination avant tout délit, c'est-à-dire tant que la nocivité de l'agent ne s'est pas manifestée extérieurement ; d'autres excluent de la déclaration d'état dangereux le délinquant primaire ; tous, enfin, sont d'accord pour que la durée de la ségrégation ne soit point laissée à l'arbitraire de l'exécutif.

(34) Waldeck-Rousseau, Rapport sur la loi de 1885. Bull. Soc. gén. prisons, 1883, p. 74.

(35) Cité par De Lanessan, *La lutte contre le crime*, p. 12.

Nous pouvons en conclure que c'est davantage dans les modalités d'application que dans la rigueur du principe, qu'est circonscrite l'opposition entre l'intérêt particulier des individus et l'intérêt général de la société à se défendre contre les éléments antisociaux, qui l'anéantiront si elle ne les détruit pas.

18. — Légitime à l'égard de l'individu qui en est l'objet, la ségrégation l'est-elle également au regard des autres membres du corps social ? La critique de ceux qui restent aurait-elle plus de valeur que n'a de sens la protestation de ceux qui partent ?

Nous devons examiner, ici, si cette mesure est juste (si la société n'abuse pas de sa force) et si elle est utile (si le mal qu'elle cause peut être effectivement compensé par un bien d'égale importance). Nous ne voudrions pas, en effet, d'une institution qui serait utile sans être juste. Mais, en sens contraire nous ne pouvons admettre cette ponction que si elle est nécessaire, de même que nous ne pardonnerions pas à un chirurgien de pratiquer sur un corps humain la plus bénigne des opérations, si son intervention ne s'avérait pas indispensable.

Le droit qu'a la société, vis-à-vis d'elle-même, d'éliminer les indésirables, lui a été reconnu depuis les âges les plus reculés. Nous en trouvons les éléments chez Platon, chez Sénèque (*De Clementia* I-22-1), puis chez les grands théologiens des *xvi^e* et *xvii^e* siècles Dominique de Soto, Alphonse d'Orozeo, Louis de Molina, François de Vitoria (36). Kant, lui-même, dont nous avons montré plus haut la conception pénale rétributive, admettait « que le souverain a le droit de déporter dans une province d'un pays étranger, relevant de son empire, ceux de ses sujets dont les crimes rendent dangereux pour l'Etat, tout commerce entre eux et leurs concitoyens » (37).

Le fondement de ce droit, c'est la légitime défense. La société est attaquée, elle s'efforce de paralyser ses adversaires.

(36) Cité par Saldana, *Rev. int. droit pénal*, 1925, p. 275.

(37) Kant, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Introduction, p. cii.

Le congrès de St-Petersbourg (1890) adoptant les propositions de Mme Concepcion Arenal, avait cependant dénié le droit à la société d'éliminer, en raison de ce qu'il n'existerait pas d'êtres incorrigibles (38). Cet argument ne manque pas de valeur et nous y reviendrons quand il s'agira de déterminer quels individus peuvent et doivent être éliminés. Indiquons toutefois, d'ors et déjà, que si le critérium n'est pas dans l'incorrigibilité, il peut fort bien être dans le défaut de sociabilité. On peut espérer d'un méchant le retour au bien, tout en constatant qu'il est dangereux pour autrui.

La ségrégation est-elle nécessaire ? Le nier serait prendre partie contre les faits, dont nous avons voulu constater l'évidence dès le seuil de l'introduction. La peine ne sera jamais suffisante à elle seule, pour redresser un coupable et partant pour assurer la sécurité de la société. C'est ainsi que tout homme a la liberté de conduire une automobile après avoir accompli quelques formalités administratives. Mais, si ce conducteur cause, par son imprudence ou sa maladresse, plusieurs accidents graves, il ne saurait être question de protéger les tiers en l'incarcérant après chaque faute. Il ne resterait qu'un moyen efficace : le retrait du permis de conduire. Il en est de même pour les diverses formes de liberté. Le seul moyen d'éviter les abus est de retirer la faculté de se comporter à sa guise à qui a prouvé son inaptitude à jouir socialement de ces libertés.

Il a été fait, dans le domaine de l'utile, une autre objection à la ségrégation. M. Maus lui a reproché de supprimer le problème pénitentiaire au lieu de le résoudre (39). C'est ce qu'a exprimé fortement Clemenceau à la chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1885 sur la relégation : « Est-ce que vous n'apercevez pas que ces hommes, quand ils s'embarquent, emportent avec eux le problème pénitentiaire ? ».

Ici nous devons nous arrêter. Ce ne devait être hélas que trop vrai en ce qui a trait à la loi de 1885 ! Tant que

(38) Cité par Bessière, *La loi pénale et les délinquants d'habitude*, p. 64.

(39) Actes du congrès d'anthropologie criminelle de Bruxelles, 1893, p. 192.

la ségrégation ne sera que débarras, la critique restera d'une rigoureuse objectivité. Mais l'élimination ne peut-elle être autre chose ? Loin d'étouffer la science pénitentiaire, n'en est-elle pas l'expression la plus complexe, ne pose-t-elle pas aux esprits avides de neuf les questions les plus difficiles ? La ségrégation ne supprime le problème pénitentiaire, que pour ceux qui, manquant d'audace pour le résoudre, considèrent leur tâche achevée quand aux vues du port, la brume de l'océan a définitivement voilé certains navires !

19. — Non seulement la ségrégation est utile pour la société qu'elle purge, mais elle l'est également pour l'individu frappé.

Nous avons dit plus haut la lassitude du récidiviste pour la vie qu'il mène et qu'il semble condamné à mener toujours. Si le sujet a quelque énergie, il est le premier à réclamer un changement d'atmosphère dont il peut espérer sa guérison. Nous entendons encore le cri de ce jeune dévoyé qui disait au tribunal : « Reléguez moi tout de suite ou permettez moi de m'engager dans la Légion étrangère ; mais tirez moi surtout d'ici ». Contre ses juges, contre les codes, contre nos conceptions d'hier, c'est lui qui avait raison. Quand l'eau bout dans une chaudière il ne faut pas claveter toutes les soupapes !

Si, au contraire l'être n'a pas d'énergie, c'est contre son gré que nous devons nous préoccuper de son avenir, exclure ses passions, rétablir son équilibre, et dans l'intérêt même des ségrégés c'est ailleurs qu'il faut enchaîner l'homme à des contraintes, lui forger des habitudes nouvelles, afin que les meilleurs en arrivent peut-être à reconnaître quelque jour qu'ils ont été moins malheureux après leur élimination, qu'ils ne l'avaient été avant.

Puisque, enfin, le sens de la vie humaine n'est pas ici-bas, que l'être n'y fait que mériter le droit d'être heureux dans un monde meilleur, nous devons tendre la main à nos frères et leur offrir une ultime chance de parvenir à la rédemption.

Ségréger des êtres humains, créer pour leur nature débile une société plus forte, réduite en nombre, où chacun des individus pourra être l'objet d'une sollicitude plus vigi-

lante, d'où certaines lois humaines mal adaptées à leur faiblesse pourront être exclues, c'est aussi bien faire œuvre de charité.

20. — Nous dirons en résumé,

1° Qu'il n'appartient pas à la loi de transporter des êtres nocifs, dans des conditions telles que leur exclusion puisse ôter à la société tout souci de leurs nouvelles conditions d'existence ;

2° Qu'il est légitime, au contraire, d'aller au delà de la peine, en vue d'imposer à certaines personnes une mesure de sûreté qui mettra les honnêtes gens à l'abri de leurs coups ;

3° Que le conflit, entre les prérogatives de la société en matière de défense, et les prétentions des individus de vivre librement, trouve sa solution dans la recherche d'un criterium légalement précisé ;

4° Que la ségrégation des êtres antisociaux est une mesure juste en soi, nécessaire pour le bien commun, utile enfin, même pour les individus éliminés.

DEUXIÈME PARTIE

LES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE ET DU DROIT COMPARÉ

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

DE LA SÉGRÉGATION DES RÉCIDIVISTES

21. — L'idée d'isoler les méchants, de les exclure de la société organisée, est vieille comme le monde. On peut en trouver des traces les plus lointaines. A vrai dire, il ne semble pas que les peuples qui ont pratiqué la ségrégation y aient vu autre chose qu'un processus de débarras. Le sort des éliminés ne paraît pas avoir retenu leur attention, exception faite pour la déportation anglaise en Australie dont nous parlerons à son heure. Ainsi cheminent à travers les âges, sous une forme plus ou moins dégrossie, les institutions en l'avenir desquelles nous nous plaisons à mettre notre confiance. Que cette leçon de modestie n'engendre cependant aucun pessimisme. Rien n'est nouveau sous le soleil dans son ébauche, mais il appartient à notre effort de susciter dans chaque domaine les formes harmonieuses où s'inscrit le progrès.

Nous respecterons du mieux possible dans ce qui suit, l'ordre chronologique, nous excusant toutefois par avance, si quelques chevauchements de date entre les tentatives de divers pays nous obligent à faire brèche à cette méthode.

22. — LES ÂGES LES PLUS REÇULÉS. Il semble que la plus ancienne mesure d'élimination ait été celle pratiquée à

l'égard des récidivistes il y a plus de trois mille ans en Chine sous la dynastie des Chou. Le code japonais du Taiho aurait également été aussi énergique. L'Islam de son côté mettait à mort le voleur à la quatrième rechute (1). Le même procédé simpliste d'expulsion était utilisé par la loi indienne : Le voleur avait la première fois deux doigts coupés, la seconde un pied et une main (mutilations qui ne lui permettaient guère d'espérer passer inaperçu). S'il persistait, il était mis à mort (2). Nous trouvons, à première vue, plus de clémence dans l'attitude d'Actisanès, réunissant lors de son accession au trône tous les accusés du royaume, prenant connaissance de leur crime, reléguant les plus coupables à l'extrémité du désert, « afin que s'ils reprennent leurs habitudes anciennes, ils ne puissent inquiéter les habitants paisibles ». Ce lieu de relégation était toutefois « une terre couverte de sel ayant une eau rare et corrompue, une contrée déserte et dépourvue des choses les plus nécessaires à la vie » (3), circonstances établissant le souci, qu'avait déjà le pouvoir, de ne faire grâce de la vie à certains hommes que pour mieux les faire souffrir en un « séjour de tourment ».

L'antiquité connaissait l'interdiction de l'eau et du feu, qui rejetait les grands coupables hors de toute communion familiale et sociale « qu'il fuie, disait la sentence, et qu'il n'approche jamais des temples ; que nul citoyen ne lui parle ni ne le reçoive ; que nul ne l'admette aux prières ni aux sacrifices ; que nul ne lui présente l'eau lustrale » (4). Plusieurs textes de la Bible font foi de la survivance de ce châtement (Exode XXI, 13 — Nombres XXXV, 22 — Deutéronome XIX, 4). En outre, la loi de Moïse imposait à l'auteur de faits répréhensibles de résider dans certaines villes, ce qui à cette époque constituait un bannissement.

Dans les sociétés les plus primitives l'exil était aussi redoutable que la mort car, vivre dans la brousse, c'était

(1) Cité par Béraud, *L'internement de sûreté*, p. 223.

(2) M. P. Monaco, *Riviste pénale*, mai 1896, Voir Bull. Soc. gén. prisons, 1896, p. 1187.

(3) Thonissen, *Histoire du droit criminel des peuples anciens*, p. 54 et 162, d'après Diodore de Sicile.

(4) Sophocle, *Œdipe-roi*. Rapporté par Bessière, *La loi pénale et les délinquants d'habitude incorrigibles*, p. 55.

la certitude de mourir de faim, et aller dans une tribu voisine, c'était encore la mort ou tout au mieux l'esclavage. En outre, comme le fait remarquer M. Dupertuis (5) « la patrie pour les anciens incarnait, non seulement le lieu de naissance, mais encore une partie de la terre purifiée par la religion domestique ou nationale, et abritait les ossements et les âmes des ancêtres. En le chassant de son pays on arrachait à l'exilé à la fois son honneur, sa foi et son dieu ».

Le bannissement existait encore aux premiers temps de l'Eglise catholique, avec l'anathème, qui interdisait à tout chrétien d'avoir, sous peine d'excommunication, des relations avec celui qui en était frappé.

23. — LA GRÈCE ANTIQUE. Le criminel de droit commun pouvait y être expulsé du *Yévos*, mise hors la loi qui équivalait à une proscription « Repoussé par les siens ; l'homme retranché était à peu près sûr d'être traité en ennemi sur la terre étrangère » (6).

Quant à l'ostracisme des Grecs, qui éloignait le condamné pour dix ans de la république, c'était plutôt un moyen de protection qu'un châtiment, une façon pratique, sinon savante, de mettre à l'abri des revanches sanglantes les hommes politiques sortant de charge. Cette mesure donnait satisfaction à la fois aux haines des partis et à l'individu menacé (7).

24. — ROME. Sous la monarchie, comme sous la république, nous trouvons deux formes d'exil : L'interdiction de l'eau et du feu et le bannissement.

La première était un moyen de sauvegarde laissé à la disposition du coupable. En sortant des limites de la ville, il évitait châtiment ou vengeance et même toute sentence de condamnation. Par contre, il n'existait plus juridiquement et quiconque le rencontrait de nouveau sur le territoire pouvait le mettre à mort.

Le bannissement, au contraire, était une contrainte im-

(5) Dupertuis, *Des régimes répressifs spéciaux applicables aux récidivistes*, p. 24.

(6) D'après Glotz, *La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*, p. 22.

(7) Voir Du Boys, *Droit criminel des peuples anciens*, p. 172.

posée à l'auteur d'un méfait. Les fils d'Ancus Martius en furent frappés pour avoir fait assassiner leur tuteur, Tarquin l'ancien. Selon M. Vallée (8), il aurait également sanctionné le crime de *perduellio* (trahison et sédition). Le bannissement procède de l'idée, qu'au delà de la souffrance physique, on peut affecter un individu moralement, en le privant de rapports avec la société à laquelle il appartenait.

La réunion des bannis dans les provinces les plus proches de la république, les intrigues qu'ils y menaient, finirent cependant par constituer un danger, auquel Auguste entendit mettre fin en imposant aux proscrits un lieu de séjour déterminé. Ce fut la déportation, organisée par les lois Porciennes. Un certain nombre d'îles furent désignées comme lieu de séjour : Cos, Rhodes, Gyara, Lesbos, Patmos, la Sardaigne, peut-être même l'île de Ré. Le déporté ne se rendait plus librement en ces lieux ; on l'y menait.

Cette peine perpétuelle devint rapidement infâmante. Elle entraînait la *capitis deminutio media* et la confiscation des biens. Le mariage du déporté était dissout. Tous les droits d'agnation lui étaient retirés.

On s'accorde pour voir le caractère de la déportation dans le séjour forcé d'Ovide à Tomes, sur le Pont-Euxin, dans l'abandon de St Jean et des chrétiens, par ordre de Domitien, sur le rocher de Patmos, l'une des Sporades de la mer Egée, dans d'autres mesures prises à l'encontre des propagateurs de la religion nouvelle, soit en Sardaigne, soit en Crimée.

Cette peine, considérée comme la plus rigoureuse après la peine de mort, était attachée aux crimes suivants : (9)
Contre l'Etat :

Lèse-majesté : Toute action qui tendait à diminuer la dignité, la grandeur ou la puissance du peuple romain, ou à s'élever contre ceux à qui le peuple avait donné la puissance.

Peculat : Le vol, le détournement de deniers sacrés religieux ou publics, ou le fait de mêler d'autres matières à l'or et l'argent publics.

(8) Vallée, *Le droit criminel de Rome et l'époque royale*, p. 106.

(9) Teisseire, *Du principe de la Transportation*, p. 26 et suivantes.

Concussion : Le fait pour un fonctionnaire de recevoir une somme d'argent pour faire plus ou moins que ce que les devoirs de sa charge lui prescrivaient.

Ambitus : La corruption des suffrages, de façon à enlever l'élection.

Fausse-monnaie.

Violence publique.

Désertion des militaires.

Association sans l'autorisation du Sénat ou de l'Empereur.

Contre la religion :

Vol sacrilège : Pillage des choses sacrées appartenant à l'Etat.

Violation de sépulture.

Exercice de l'art divinatoire.

Innovation téméraire dans les doctrines ou les manifestations extérieures du culte.

Conversion au christianisme ou au judaïsme.

Contre les mœurs :

Crimes d'inceste, de rapt, de viol, d'excitation à la débauche.

Contre les particuliers et les biens :

Homicide volontaire.

Castration et sacrifices humains.

Falsification des testaments.

Usurpation de nom.

Délation.

Injure violente.

Diffamation.

Vers la même époque que la déportation fut connue à Rome la *relegatio*. C'était une sorte de mesure administrative par laquelle on éloignait les individus jugés dangereux pour l'ordre public. Temporaire, non infamante, elle n'entraînait pas la perte des droits de citoyen. L'individu qui en était frappé était seulement restreint dans sa liberté de se déplacer. Mesure de faveur, par rapport à la déportation, elle ne fut jamais applicable aux esclaves.

Elle se présentait sous trois formes :

Le *certorum locorum interdictio*, prohibition d'habiter certains lieux désignés ;

La *lata fuga*, assignation d'une résidence forcée dans l'empire ;

L'*insulæ vinculum*, relégation dans une île ou dans une oasis d'Égypte.

La *relegatio* était encourue pour les crimes suivants (10) :

Contre l'intérêt public :

Accaparement des vivres destinés au public.

Contre les personnes ou les biens :

Le vol.

L'usage de faux poids ou de fausses mesures.

Le plagiat.

Le stellionat (tous les actes répréhensibles non prévus par un texte).

La prévarication (le fait de trahir la cause dont on est chargé).

Contre les mœurs :

L'adultère.

Le *stuprum* : Relations établis en dehors du mariage, et au nom du plaisir seul, entre un homme et une femme ingénue.

Le *lenocinium* : Crime du mari qui, pour réaliser un gain, prostituait sa femme.

La bigamie.

L'avortement.

Le détournement de mineurs.

En résumé, ni la déportation, ni la *relegatio* romaines, ne visaient les récidivistes. C'étaient des peines applicables à certains délits. On ne peut toutefois pas nier qu'elles tenaient cependant de la mesure de sûreté par le souci qu'elles font apparaître de maintenir le coupable loin du lieu de ses exploits.

Ajoutons, pour en terminer avec l'époque romaine, que

(10) Teisseire, *Du principe de la Transportation*, p. 69 et suivantes.

d'ailleurs le droit pénal de Rome s'est rarement occupé de la question des récidivistes.

25. — L'ANCIEN DROIT. Tout au contraire, les rois de France n'ont cessé de réagir vigoureusement contre la réitération du délit. En voici quelques exemples, échelonnés sur plusieurs siècles :

C'est Charlemagne qui décida que le voleur serait condamné pour la première faute, à avoir un œil arraché, pour la seconde à avoir le nez coupé, pour la troisième à avoir la tête tranchée (11).

Parfois la progression du châtiment et, par voie de conséquence, la carrière du criminel, étaient-elles encore plus rapides : « Se il meschiet a fame qui tue son enfant par méchérance, ou estrangle de jour ou de nuit, elle ne sera pas arse du premier. Ains la doit-on rendre à Sainte Eglise ; mais si elle en tuait un autre, elle en serait arse, pour ce que ce serait accoutumé » (12). De même, le larron récidiviste, quand son larcin ne serait que léger, « chet en peine capitale ».

Diverses par l'imagination des supplices, d'autres règles imposaient invariablement pareille élimination. La coutume du Nivernais (Ch. VIII, art. 18) condamnait le voleur, pour la première fois au fouet, pour la seconde à la mutilation des membres, pour la « tierce fois » à la pendaison. L'ordonnance de Louis XI du 14 mars 1478 disposait : « Les compagnons qui, au lieu de se livrer à un travail sérieux, mènent une vie oisive et dissolue, sont bannis de la ville et s'ils y retournent sans autorisation, punis de mort. De même, les femmes qui font métier de débaucher la jeunesse sont, pour la première fois, fustigées par les carrefours et bannies à perpétuité, et pour la seconde fois condamnées à mort ».

Pour ne pas être en reste, François II, par son ordonnance du 23 juillet 1559 défendant le port de pistolets et arquebuses, déclarait que les récidivistes devaient être pendus et étranglés.

L'ordonnance de 1680 se tournait, elle, contre les vaga-

(11) Fernex de Montgex, *Etude sur la récidive*, p. 53.

(12) Etablissements de Saint Loys, art. 35.

bonds, désormais détenus à vie en cas de quatrième récidive, et employés aux travaux les plus rudes que leurs forces pouvaient supporter (13).

Aux mutilations succédèrent les galères. La déclaration de Louis XV du 4 mars 1774 punissait des galères le vol simple, lorsqu'il était répété, et commina la mort à la troisième condamnation. Aussi, galères et pendaisons aidant, y avait-il peu de récidivistes aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles.

Et cependant, le rejet sur des terres lointaines des malfaiteurs, vagabonds, filles publiques, c'est-à-dire de la lie de la population française, ne cessa-t-il pendant le même temps de hanter les légistes !

Dès 1534, le navigateur Jacques Cartier, fondateur des établissements français du Canada, part deux fois, de St-Malo avec des condamnés (c'est à ces expéditions que l'on doit la découverte de Terre-Neuve).

L'édit de 1540 autorise le sieur de Roberval à visiter les prisons de Normandie et à y recruter des prisonniers pour les conduire dans les pays d'outre-mer et notamment au Canada. Cette tentative, et d'autres analogues faites en 1542 et 1578, échouent misérablement.

Henri II, se plaignant de ce que certains incorrigibles troublaient la tranquillité publique, dispose par un édit de décembre 1556 que « ceux qui seront convaincus de crime emportant mort civile ou bannissement, seront envoyés en Corse pour y être employés aux travaux de fortification et de défense » (14).

A la fin du *xvi^e* siècle, le marquis de la Roche, lieutenant général du Canada, débarque à l'île des Sables une cinquantaine de condamnés, qui ne tardent pas à y mourir.

L'assemblée des notables de 1627 demande que soit établie, dans chaque Parlement, une commission spéciale, nommée pour se concerter avec l'évêque diocésain sur ce que l'on ferait des récidivistes. Le projet consistait à embarquer ceux-ci dans les bâtiments des compagnies de commerce pour les Indes. On dit que l'épreuve ne réussit pas et que les flibustiers, qui ont pendant soixante ans écumé

(13) Voir Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, tome XIX, p. 232.

(14) Isambert, t. XIII, p. 467.

la mer des Antilles, s'étaient recrutés dans cette population pénale, libérée au bout de cinq années de chiourme coloniale (15).

En 1628, le roi ordonne aux mendiants et vagabonds de se mettre au service de la compagnie de la Nacelle de St-Pierre Fleurdelisée, sinon après un délai de deux mois, la compagnie pourra s'emparer d'eux et les garder pendant six ans.

Interviennent ici diverses tentatives de transportation de femmes de mauvaise vie : Au Canada en 1650, où elles furent mariées aux soldats du régiment de Carignan laissés sur place ; en Louisiane en 1684, sous les ordres de Cavalier de la Salle ; en Nouvelle-Orléans vers 1730.

Les gens sans aveu qui auraient été passibles de cinq années de galère sont, à partir de 1719, envoyés pour cinq ans aux colonies. Mais dès 1722 il faut abandonner ce système (sans doute en raison des protestations des populations créoles).

Law fait débarquer plusieurs convois de vagabonds, de malfaiteurs et de filles prostituées sur les bords du Mississippi, à l'île Dauphine, à Biloxi et à la Nouvelle-Orléans.

En 1763, Choiseul transporte quinze mille mendiants à la Guyane, sur les bords du Kourou. A la même époque, des jeunes gens de famille tombés dans la débauche, sont déportés dans l'île de la Désirade.

Aucune de ces diverses tentatives royales ne fut donc couronnée de succès. Elles témoignent cependant d'une certaine continuité dans les idées. L'intention était double : débarrasser le pays des éléments de désordre et coloniser, par ces éléments, les terres lointaines nouvellement réunies à la France. C'était déjà la conception de 1885 qui se faisait jour. Mais aux difficultés que rencontreront ses successeurs du ^{xx}e siècle s'ajoutait pour le pouvoir royal l'extrême lenteur de la navigation qui coupait totalement la colonie pénale de la métropole. Dans ces conditions la réussite était bien compromise.

26. — TENTATIVES DIVERSES ANTÉRIEURES AU XIX^e SIÈCLE.
Les autres pays, possesseurs de colonies, ont également

(15) Cauvière, Intervention à la Soc. gén. des prisons, Bulletin, 1909, p. 836.

essayé de transporter hors du continent leurs criminels et leurs indésirables.

A partir de 1497 l'Espagne déporte dans l'île Espanola, où les prisonniers sont employés aux travaux des mines. Après Christophe Colomb, c'est l'Amérique qui va lui servir d'exutoire. Les habitués des prisons de Séville forment le plus gros des compagnons d'aventure du navigateur. Puis, un règlement de 1716 établit la transportation à Ceuta, sur la côte marocaine, où il était probablement plus facile de surveiller les pénitenciers.

Le Portugal, dès 1474, éparpille ses condamnés sur les côtes d'Afrique : A Ceuta, à Orzilla, à Tanger. Vers le milieu du XVIII^e siècle, le marquis de Pombal fait adopter par le conseil des ministres l'idée d'enlever indistinctement tous les vagabonds et gens de mauvaise vie des deux sexes, de les marier de gré ou de force, et d'en faire les premiers habitants de quelques parties de la côte africaine la moins éloignée de l'île de Mozambique (16).

La Hollande qui, à partir de 1595, internait ses voleurs de profession dans des maisons de travail à Amsterdam, les a, par la suite, déversés dans diverses contrées de l'Asie, notamment à Banda, dans les îles Moluques, où étaient organisées des Stras Kolonies.

Le Danemark pratiquait un système analogue au Groënland vers 1728.

Depuis 1660 le Brésil envoyait ses bannis au fort del Destierro, près de la rivière des Amazones.

On pourrait encore citer un essai de transportation autrichienne en Transylvanie ; également un traité d'exportation des indésirables signé entre la Prusse et la Russie, permettant à la Prusse d'envoyer ses déchets à Nertschinsky, en Sibérie. Mais c'est de loin la tentative anglaise en Australie qui domine tout ce qui avait été fait jusqu'alors.

27. — LA TRANSPORTATION ANGLAISE. A partir de 1597 la loi anglaise permit aux tribunaux de déporter à vie les brigands. Jusqu'à l'insurrection américaine ce fut en Amé-

(16) Teisseire, *Du principe de la transportation*, p. 97.

rique du Nord, et notamment en Virginie, que se pratiquait la transportation. Le processus en était simple : Des intermédiaires avides s'offraient pour réaliser le voyage aux moindres frais. A l'arrivée, les voyageurs qui pouvaient payer étaient mis en liberté. Les autres étaient vendus comme esclaves.

Mais les colonies se plaignaient. Le mot fameux de Franklin est l'expression de ce mécontentement « que diriez-vous si nous vous envoyions nos serpents à sonnettes ? » Une tentative d'organisation de pénitenciers dans la métropole ayant échoué et la conquête de l'Australie survenant sur ces entrefaites, le législateur anglais vit dans cette île la terre vierge, presque inhabitée, éloignée de toutes communications avec le reste du monde, propre à recevoir des émigrants. Ses vues étaient justes, comme l'expérience devait le prouver.

Nous consacrerons quelques pages à la transportation en Australie, car elle est la démonstration de ce que peut l'audace du législateur, quand elle s'allie au génie constructeur d'un homme tel que le Commodore Phillip, pionnier de l'expérience australienne. Et puis a-t-on bien dégagé toutes les leçons de cette tentative ? (17).

Le premier départ pour l'Australie remonte au 13 mai 1787. Phillip conduit 757 convicts, dont 565 hommes et 192 femmes (18 enfants en bas âge). La garnison est de 168 soldats, dont 40 seulement sont accompagnés par leur femme. Le voyage dure huit mois. En passant au cap de Bonne Espérance les futurs colons prennent les étalons et les plantes types destinés à la nouvelle terre.

Jackson est choisi comme port d'accès. Il n'y a aucun élément libre. L'Australie se présente comme un vaste pénitencier où les condamnés devront tout attendre d'eux mêmes. La terre n'est souvent qu'un sable stérile. En outre les convicts sont des ouvriers et non des paysans. Il y a au surplus parmi eux un nombre élevé de gens incapables de tout travail. La moitié des hommes sont occupés à l'agriculture car les réserves apportées s'épuiseront vite ; les au-

(17) Les renseignements qui suivent sont extraits de deux ouvrages : Brésillion, *La transportation*, pages 7 et suivantes.
De Blossville, *Histoire de la colonisation pénale*,

tres à la construction de cabanes. Quelques convois, chargés de vivres, heureusement parvenus d'Europe, permettent d'attendre les récoltes.

Des convicts sont désignés pour être surveillants et compléter ainsi la garnison militaire, souvent employée au début à pacifier les naturels de l'île, dont la résistance, d'ailleurs s'émousse vite. Ce danger extérieur a l'heureux effet que l'instinct de conservation domine chez les convicts leur inclination naturelle à la rébellion. Mais la mentalité des colons aggravée par l'absence de défense contre leurs convoitises, se traduit par de nombreux vols. Phillip est cependant muni des pleins pouvoirs législatifs, exécutifs, militaires.

Un premier enfant naît. Puis un premier planteur peut vivre de ses seules récoltes sans plus rien demander aux distributions de vivres.

Les convicts jouissent d'une grande liberté. Phillip est d'avis « qu'avant tout, il faut que l'homme se retrouve au milieu des conditions sociales ordinaires pour vivre, croître et prospérer et qu'il faut lui donner de l'air respirable » (18). Les travaux les plus pénibles, tels que défrichements de terre, travaux de route, sont alors appliqués aux coupables de crimes nouveaux commis sur les lieux de la transportation. La discipline est très sévère et souvent maintenue par le fouet et l'application des fers.

Cinq ans après l'arrivée des premiers navires, quand Phillip sollicite son retour en Angleterre et est remplacé par Grose, la terre en pleine culture donne un rendement très appréciable ; Sydney commence à avoir l'air d'une ville ; quatre mille européens peuplent l'Australie.

Toutefois l'idée dominante de Philip avait été que pour réussir dans la colonisation pénale, il fallait constituer dans la colonie un noyau de société libre, pour maintenir dans ses cadres l'élément pénal suffisamment endigué. D'où le racolage à tout prix de colons volontaires, des matelots de navire surtout, qui reçoivent une concession et prennent femme parmi les déportées. Le nombre des colons libres ira, par la suite, toujours en grandissant.

(18) Michaux, *Etude sur la question des peines*, p. 41.

Les convicts libérés obtiennent des concessions ou sont admis à retourner en Europe. Certains préfèrent, en effet, à la vie assurée en Australie, le retour dans l'incertitude en Angleterre ; et les capitaines des navires, sur lesquels ces libérés s'embarquent comme matelots, ne choisissent que les meilleurs, ceux qui auraient précisément rendu des services à la colonie.

On remarque chez les libérés concessionnaires une activité que rien n'avait pu faire prévoir pendant leur peine.

La difficulté principale réside cependant dans la constitution de la famille, base de toute colonisation. La disproportion des sexes que nous avons mise en évidence dès le premier départ, n'était allée qu'en augmentant. En outre, parmi les femmes déportées, un grand nombre ne sont plus en âge, ni en condition physique pour créer une famille. Les condamnés, du reste, envisageant toujours que leur peine n'est, pour la plupart, que temporaire, répugnent à s'engager dans des liens durables.

Les mœurs des hommes sont meilleurs que celles des femmes. Mais peut-il en être autrement dans une société où l'élément féminin est en si petit nombre ? La métropole s'efforce, et s'efforcera toujours par la suite, de favoriser les émigrations féminines. Une société de bienfaisance de Londres a bien envoyé une fois douze jeunes filles repenties, qui n'ont pas tardé à trouver sur place un époux. Il en a bien été de même pour cinquante jeunes filles pauvres, embarquées aux frais de leur paroisse et pour quatre-vingt qui avaient accepté cette commutation des peines de police. On a vu aussi s'exiler volontairement quelques institutrices sans place et de nombreuses servantes de ferme. L'Etat prêtera son concours pour faciliter le départ des femmes et des enfants des anciens condamnés. Quelques rares alliances se forment entre les Européens et des femmes indigènes. Ces expédients divers serront toujours insuffisants.

L'Australie ne cessera de demander l'élément indispensable, des jeunes filles surtout, que l'on élevait dans des établissements semblables à des ouvriers et qui restaient ainsi préservées de tout soupçon sur leur passé.

Avec le gouverneur Macquarie les convicts sont soumis dès leur arrivée aux travaux forcés. Ceux qui travaillent

sont plus tard émancipés et reçoivent des concessions de terre. Les oisifs sont fouettés et même pendus. L'émancipé qui, par paresse, ne peut arriver à subvenir à ses besoins, est remis aux travaux forcés. Les plus méritants des convicts se voient conférer des fonctions publiques. C'est ainsi qu'un libéré, ancien condamné politique à l'âge de dix-huit ans, est nommé juge. Si Macquarie avait, pour les fautes commises dans la métropole, une grande indulgence, il était au contraire impitoyable pour celles que les transportés commettaient dans la colonie.

Cependant, au bout d'une quarantaine d'années les émigrants d'une part, la classe des hommes libres nés en Australie d'autre part, dominant tout le pays par le nombre et par la prépondérance financière. On ne pratique plus alors, aux environs de 1825, que le système de l'assignement : Les convicts, à leur arrivée, sont cédés à des particuliers. A la première plainte de leur patron, ils sont soumis à des peines corporelles et versés dans les équipes de travaux forcés. Au contraire, après un temps raisonnable de bonne conduite, les condamnés peuvent recevoir une certaine liberté par les « tickets of leave ». L'individu, mis en liberté, doit désormais subvenir lui-même à ses besoins.

Ce système procurait une importante main-d'œuvre à l'émigration libre, qui s'éleva rapidement dans de grandes proportions. Mais le transporté ne pouvait plus compter que sur la servitude, esclavage à peine déguisé.

Cependant les planteurs sont rarement volés par les convicts attachés à leur service. D'ailleurs le vol à main armée est presque sans exemple dans la colonie et la justice n'a le plus souvent à connaître que des délits sans gravité. On a reconnu que le déporté à vie se comportait généralement mieux que le condamné à temps.

Le convict délinquant est puni d'un temps supplémentaire de peine ou de l'envoi dans un établissement pénal, ou même des travaux dans les mines de charbon. La peine de la réclusion est prononcée contre les femmes.

La population libre de l'Australie ne cessant de protester contre les nouveaux envois de convicts, la transportation devient, vers le milieu du XIX^e siècle, une récompense accordée aux prisonniers anglais dont la conduite sur les pon-

tons d'Angleterre a témoigné d'un certain mérite. Elle est finalement supprimée définitivement en 1870, sur les instances de l'Australie qui menace de s'opposer par les armes au débarquement des condamnés et de proclamer son indépendance.

Le succès de la transportation anglaise n'est pas discutable. Comme le disait M. Gerville-Réache dans son rapport à la chambre des députés : « Ce n'est pas l'Angleterre qui a abandonné la transportation ; c'est la transportation qui a abandonné l'Angleterre ! » (19). Et à une question posée par M. Léveillé au principal administrateur anglais, celui-ci répondait encore au début de ce siècle que la transportation en Australie serait indubitablement reprise si l'opposition australienne ne l'interdisait (20).

Ce succès n'est pas seulement colonial, mais pénitentiaire. Ces deux chiffres en sont une preuve : sur 60.000 déportés, 38.000 sont devenus des colons utiles à la société et se sont, par conséquent guéris de leur tare.

M. Prins (21) en voit les raisons dans la douceur du climat, dans l'intelligente énergie des premiers gouverneurs, enfin dans la qualité même des transportés. Ceux-ci, à côté de vrais malfaiteurs, étaient souvent des gens victimes des lois draconiennes de leur pays et parfaitement capables de se bien conduire (Toute condamnation à plus de trois ans de prison entraînait la transportation !). Les malheureux se séparèrent des vicieux et formèrent un noyau de colons modèles, se mettant à l'œuvre avec ardeur et ne rencontrant au surplus aucune concurrence.

Le plus grand reproche qui peut être adressé au système anglais est la confusion du but colonial et du but pénitentiaire et finalement la suprématie du premier sur le second. N'eut-il pas fallu, après une quarantaine d'années de déportation en Australie, laisser cette colonie à ses jeunes maîtres, et rechercher une nouvelle terre vierge, afin de recommencer ailleurs une aussi heureuse expérience ? Aucun régime d'élimination ne saurait, en effet, ôter définitivement à l'administration tout souci imaginatif.

(19) *J. O.* du 7 juillet 1883, p. 953.

(20) *Bull. Soc. gén. prisons*, 1909, p. 507.

(21) *Prins, Criminalité et répression*, p. 182.

De deux choses l'une : ou le lieu de déportation reste un pénitencier et les déportés des bagnards ; ou la réussite même de la tentative impose à l'expérience une limite de durée. Ce sont les propres fils des condamnés qui ne veulent plus que leur pays serve d'égout à la métropole, ce qui fixe approximativement à la durée d'une génération le temps au delà duquel une législation bien inspirée doit substituer un nouveau lieu de ségrégation à l'ancien.

L'expérience australienne nous suggérera d'autres réflexions : La nécessité de faire confiance au prisonnier, de l'intéresser à l'entreprise, de le faire vivre dans cette atmosphère respirable, chère à Phillip ; mais aussi de pratiquer une rigueur extrême pour les délits nouveaux. La supériorité de l'élimination perpétuelle, qui fixe à la terre d'exil les éléments susceptibles d'encadrer les autres. Enfin, l'obligation de trouver une solution au difficile problème de l'équilibre des sexes. Mais, plus que tout ceci, il s'impose à notre attention qu'une entreprise aussi hardie ne se peut tenter uniquement avec les déchets des prisons métropolitaines et que l'élément actif et laborieux est aussi indispensable au succès que peut l'être le levain dans la boulangerie.

28. — LA DÉPORTATION RUSSE. La Russie a, de son côté, longuement pratiqué la transportation en Sibérie, des éléments pour quelque cause indésirables. Cet exil est tantôt une peine, tantôt une mesure de sûreté (22). A l'origine, c'est-à-dire en 1582, c'était bien une mesure éliminatoire n'affectant que le voleur ayant précédemment accompli sa peine, auquel il était alors remis un certificat de libération. Mais, par la suite, la mesure administrative perdit son caractère propre. C'est ainsi que, successivement, les prisonniers de guerre, les criminels condamnés à mort, les traîtres et les voleurs, puis collectivement les habitants des provinces conquises ou pacifiées, furent admis à la déportation sibérienne, considérée à leur égard comme une faveur.

L'oukase de 1797 prévoit la transportation des condamnés

(22) Sur la transportation russe, voir Foïnitsky, *La transportation russe et anglaise*.

à mort dont la peine est commuée, ainsi que des condamnés aux travaux forcés à vie ou à temps. Mais, parallèlement, subsiste une transportation simple, réservée aux petits délinquants. Il est désigné à ceux-ci certaines localités où ils peuvent s'installer en famille, cultiver ou commercer à volonté. A ces malfaiteurs de basse classe se mêlent, à partir de 1822, les libérés des travaux forcés, dont la résidence en Sibérie est imposée.

A la fin du *xix^e siècle* on trouvera également en Sibérie les gens frappés d'exil communal : Le *mir*, qui possède collectivement les terres, étant responsable des impôts de ses membres, éliminera ceux qui ne produiront pas, ainsi que les insolvables dont les impôts retomberont à la charge de la communauté.

Les transportés-colons seront répartis entre les diverses communes, qui devront leur procurer des terres. Pratiquement, une grosse moitié de ces gens ne cesseront de vagabonder. C'est, qu'en effet, aux difficultés résultant de la qualité des éliminés, s'ajoutera le manque de femmes, élément indispensable à la création de foyers et partant à la fixation des individus en un lieu. Cependant le gouvernement tentera de faciliter le mariage avec des femmes indigènes libres, auxquelles il sera même accordé une subvention matrimoniale ! Rien, toutefois, ne pourra jamais rétablir l'équilibre des sexes.

De la transportation russe nous ne discuterons pas l'échec. Mais nous noterons que le forçat russe pouvait, après sa peine, dans un pays neuf, devenir colon, faire du commerce, vivre dans une certaine mesure à sa guise. En un mot, comme dit M. Ferrus « Pour ces condamnés à la dernière peine, il restait une issue ouverte à l'espoir » (23).

29. — LE DROIT INTERMÉDIAIRE. Le législateur révolutionnaire, s'inspirant des idées déjà en faveur sous l'ancien régime et de la récente mise en pratique anglaise, en vint rapidement à inscrire dans la loi la déportation des mauvais sujets. Cette cristallisation législative est intéressante en ce que la mesure éliminatoire vise expressément, et pour la première fois, les récidivistes. Voici d'ailleurs le

(23) Ferrus, *De l'expatriation pénitentiaire*, p. 120.

texte de l'art. 1^{er} du titre II (I^{re} Partie) du code pénal de 1791 :

« Quiconque aura été repris de justice pour crime, s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la première condamnation, commis un second crime emportant l'une des peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne, de la détention, de la dégradation civique et du carcan, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre le dit crime ; et après l'avoir subie il sera transféré pour le reste de sa vie au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs. »

Ce texte n'était applicable qu'aux auteurs de faits illicites d'une certaine gravité. Par contre sa sévérité est à remarquer. Il ne fait pas long crédit aux délinquants. Dès la première rechute leur déportation devait être prononcée. Cette rigueur peut s'expliquer théoriquement par le désir de débarrasser la société aussi bien des gens sans volonté, incapables d'éviter le mal, que des natures incorrigibles, mais il faut y voir, pensons-nous, une manifestation de cet état d'esprit simpliste, implacable, qui caractérise les périodes révolutionnaires et qui ne peut engendrer qu'une législation à l'emporte-pièce.

La loi du 24 vendémiaire an II étendit la mesure aux vagabonds et mendiants ; celles du 5 floréal an II, 26 août 1792 et 23 avril 1793, à tous les ennemis de la république.

Il était cependant plus facile de déterminer les cas de déportation que d'organiser celle-ci. La loi du 11 brumaire an II avait désigné l'île de Madagascar pour recevoir les déportés (à Fort-Dauphin, qui devait se nommer Fort-la-loi). Notons que plusieurs orateurs avaient demandé qu'on fasse choix d'une île déserte.

Mais la guerre maritime devait empêcher l'application de la mesure. Deux vaisseaux expédiés furent poursuivis par les Anglais et se firent sauter. En désespoir de cause les îles de Ré et d'Oleron furent choisies pour suppléer les colonies lointaines (loi du 28 nivôse an VII). Il ne semble pas que le projet ait jamais reçu un commencement d'exécution. Nous retiendrons cependant l'idée, en ce qu'elle annonce l'actuelle relégation, qui devait s'inspirer cent ans plus tard de principes identiques.

30. — LA LOI DE 1854. Vers le milieu du xix^e siècle un nouveau pas a été fait avec la loi du 30 mai 1854, organisant l'exécution coloniale de la peine des travaux forcés, précédemment subie sur le territoire métropolitain. Nous ne citons que pour mémoire ce texte qui ne vise pas les récidivistes, l'individu déporté l'étant en punition d'un crime déterminé et non pas en raison d'une succession de chutes.

31. — Nous noterons encore quelques tentatives d'élimination : Au Chili, au cours du xix^e siècle, où militaires déserteurs et insubordonnés étaient transportés à Magellan ; en Italie où il a été essayé de la déportation dans les îles voisines de la Sicile (24) et également en Erythrée (25) ; aux Etats-Unis, dans les îles Galapagos, acquises en 1854 à la république de l'Equateur où ce pays avait déjà constitué un bagne ; peut-être même au Japon, avant 1900.

Si nous mettons à part la colonisation australienne, nous devons reconnaître qu'aucun des essais pratiqués au cours des âges n'a eu des effets assez heureux pour permettre à la métropole d'en continuer l'expérience.

C'est dans ces conditions, instruit de ces succès, que le législateur français a néanmoins adopté en 1885 la loi sur la relégation des récidivistes, dont nous allons, dans le chapitre suivant, montrer qu'elle témoigne d'une certaine largeur de vues, mais constater aussi la pitoyable exécution.

(24) Dubois, *Rapport sur l'incorrigibilité*, Bull. soc. gén. prisons, 1890, p. 325.

(25) Ganière, *La Transportation*, p. 105.

CHAPITRE II

LA LOI DU 27 MAI 1885 SUR LA RELÉGATION DES RÉCIDIVISTES

I. — ORIGINES ET VOTE DE LA LOI

32. — La loi du 27 mai 1885 n'est pas, comme on pourrait le croire, le couronnement de travaux scientifiques, ni encore moins la transposition sur le plan législatif des théories lombrosiennes. Ces principes nouveaux étaient encore mal connus. Quant aux techniciens des questions pénitentiaires, on les rencontre plutôt parmi les adversaires du projet, l'opposition de la société générale des prisons étant à cet égard symptomatique.

Cette loi fut essentiellement politique. Sans doute est-elle née des idées humanitaires en faveur sous Napoléon III (régénération des délinquants par la transportation), des commentaires favorables à l'expérience australienne, de cette griserie pour les problèmes coloniaux qui peut caractériser l'époque, mais plus encore de la peur des récidivistes.

Les écrits de Dupont de l'Eure en 1830, ceux de Michaud, malgré leur ardeur à réclamer « la liquidation des existences manquées », la conception d'une « France nouvelle » où seraient abandonnés à leur propre initiative, outils en mains, les rebuts de notre société, ont moins fait pour la relégation que l'insurrection criminelle de 1871.

La preuve en est dans la hâte avec laquelle l'assemblée nationale, ordonna, dès 1872, sur la proposition de M. D'Haussonville, une grande enquête, comportant notamment la question suivante, posée à toutes les Cours d'appel « La transportation doit-elle être appliquée seulement aux

condamnés aux travaux forcés ou également aux récidivistes et après combien de condamnations ? ».

Les réponses furent à peu près unanimes en faveur de l'extension.

En 1878, le conseil supérieur des prisons consulté se prononça dans le même sens.

Il fut alors créé un de ces courants dit « d'opinion » comme excellaient à en orchestrer les tuteurs occultes de la toute jeune république. Avait-on l'arrière pensée de se servir peut être de la loi pour exporter loin de nos rivages quelques turbulents ennemis du nouveau régime ? (26).

On ne saura probablement jamais les mobiles exacts du mot d'ordre qui fit s'agiter les comités républicains radicaux d'un certain nombre de villes (notamment Lyon, St-Etienne, Givors, XX^e arrondissement de Paris). Mais en même temps, réunions publiques, brochures, journaux, imposaient aux esprits l'urgence de la mesure. Une pétition de la loge des francs-maçons « Travail et persévérante amitié » se couvrit au mois d'août 1880 de plus de soixante mille signatures. En voici le texte :

« Pour l'honneur de la patrie, pour la sécurité matérielle de nos villes, pour la protection de nos ateliers, de nos chantiers et de nos écoles, il faut revenir à la tradition de la Révolution, au système pénal de la Constituante et de la Convention » (27).

On fit courir le bruit que l'expatriation des récidivistes était souhaitée par les campagnes (alors qu'en fait les méfaits de la récidive sont surtout sensibles à la ville) et dès les élections de 1881 cette transportation était inscrite dans un grand nombre de programmes électoraux.

Une première proposition de loi fut soumise à la chambre des députés le 1^{er} décembre 1881. Elle émanait de M. Jullien et d'un certain nombre de ses collègues (28). « Nous sommes convaincus, disait l'exposé des motifs, qu'éloignés du milieu social où ils se sont corrompus, mis en présence de la nature et des nécessités brutales de la vie, beaucoup

(26) Gambetta aurait menacé de la relégation un certain nombre de ses électeurs. Voir Bull. soc. gén. prisons, 1884, p. 780.

(27) Cité par Teisseire, *Le principe de la Transportation*, p. 189.

(28) Voir annexe 170 des doc. parlé., 1881, p. 1860.

de récidivistes pourront s'amender. Nous sommes sûrs, du moins, qu'ils cesseront de nuire ». Cette proposition, à la différence des suivantes, laissait aux tribunaux la faculté de prononcer ou de ne pas prononcer la peine de la déportation, dont le maximum était fixé à vingt ans. En ce qui concerne le régime auquel devaient être soumis les intéressés, l'article 2 stipulait « Un règlement administratif déterminera ultérieurement les conditions spéciales dans lesquelles cette peine devra être subie », c'est-à-dire que les auteurs, comme devaient le faire par la suite tous leurs successeurs, éludaient la difficulté principale.

Une deuxième proposition signée Waldeck-Rousseau et Martin-Feuillée fut soumise à la chambre le 16 février 1882 (29). Voici quelques extraits de l'exposé des motifs :

« Nous pensons que le nombre des récidivistes peut être grandement diminué par une réforme intelligente, novatrice, humaine, du régime pénitentiaire... Mais jusqu'à ce qu'une législation et une réglementation meilleures aient lentement transformé les mœurs... il reste que dans un grand nombre de cas une première peine demeure stérile, que le condamné, loin de rentrer dans la société avec des sentiments de repentir, semble n'y revenir que pour chercher une revanche...

...Nous pensons d'ailleurs qu'une loi sur les récidivistes n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Etat et de la partie saine de la population, mais aussi dans l'intérêt du condamné lui-même...

...Quant au régime légal des récidivistes transportés, il ne nous a pas semblé qu'il fut nécessaire de créer une législation nouvelle de toutes pièces. Les raisons qui ont conduit à édicter la loi de 1854 sont précisément celles qu'on invoque pour demander une loi sur les récidivistes. On a pensé qu'une condamnation aux travaux forcés dénotait une perversité suffisante pour justifier la transportation. Il en est de même de la récidive, lorsqu'elle emprunte au nombre et aux circonstances des condamnations une gravité exceptionnelle. Il était donc parfaitement juste *de soumettre à la même peine* le condamné qui aura témoigné qu'aucune leçon, aucun exemple, ne peuvent l'amender. »

(29) Annexe 425, Doc. parl., 1882, p. 429.

Voici l'aveu explicite que, pour les signataires, on devait appliquer aux relégués le régime même de la peine des travaux forcés.

Pourquoi alors la même proposition ajoutait-elle à l'article 13 : « Un règlement d'administration publique déterminera tout ce qui concerne l'exécution de la présente loi et notamment l'étendue des concessions de terrains à faire aux transportés et à leurs familles, les avances à leur faire pour le premier établissement, leur mode de remboursement, l'étendue des droits de l'époux survivant, des héritiers et des tiers sur les terrains concédés, les conditions auxquelles le conjoint ou les enfants du transporté pourront être autorisés à le rejoindre dans la colonie » ?

Toute l'incohérence de la loi de 1885 est circonscrite dans cette première contradiction. Hésitant entre le régime de la loi de 1854 et la création *difficile* d'un régime plus libéral, le législateur évitera de prendre clairement parti et l'administration le fera pour lui dans des conditions que nous aurons à préciser.

33. — Le travail législatif entre dans sa phase constructive avec le projet de loi présenté à la séance du 11 novembre 1882 par le ministre de l'intérieur (M. Fallières) et le Garde des Sceaux (M. Devès) (30).

On retrouve dans l'exposé des motifs l'essentiel des propositions précédentes, mais avec le souci de ne pas confondre le relégué et le forçat : « Le régime de ces libérés expatriés doit se distinguer du régime des condamnés à mort qui ont échappé à l'échafaud, des êtres châtiés à perpétuité, qu'on ne laisse sortir qu'en les enchaînant, pour ainsi dire, à la porte du bagne... Divers genres d'établissements, ateliers industriels, chantiers de travaux d'utilité publique, exploitations agricoles, pourront être organisées ; et les relégués pourront y être reçus et employés puisqu'il faut prévoir le cas où ils n'auraient eux-même ni moyens de subsistance, ni moyens de travail. Mais des concessions de terrains pourront leur être faites à titre provisoire ou définitif, ainsi que des avances d'argent, des prêts de matières et d'instruments, afin qu'ils puissent s'établir sur le sol de la colonie et trouver dans l'exercice d'une profession ou

(30) Annexe 1330, Doc. parl., 1882, p. 2406.

d'une industrie particulière les conditions d'existence, de relèvement moral, de prospérité à venir. C'est dans le même ordre d'idées que des facilités pourront être accordées aux familles, afin de rejoindre les relégués et de vivre avec eux ».

Les débats sont rapportés dans les journaux officiels des 22, 27, 29 avril ; 2 et 9 mai ; 22, 24, 26, 27, 29 et 30 juin 1883 en ce qui concerne la Chambre ; dans ceux des 24, 25 et 26 octobre 1884 ; 6, 7 et 8 février 1885 en ce qui concerne le Sénat ; dans ceux des 10 et 12 mai 1885 en ce qui a trait au retour du projet devant la première assemblée.

Atmosphère politique : Le centre et les radicaux sont partisans du vote de la loi. L'opposition est aux deux ailes : chez les socialistes, fidèles à leur conception du « milieu social », qui ne voient dans le délinquant qu'une victime de l'égoïsme bourgeois et de l'organisation capitaliste de la société ; à droite, où on paraît surtout se méfier de l'usage qui pourra être fait de l'arme nouvelle.

C'est sur un amendement de M. Marcou, député de l'Aude, que le mot *relégation* est substitué à *transportation*. Ce fut une passe habile et sur ce point nous devons convenir que le législateur n'a pas manqué d'imagination.

Les conditions légales, permettant d'appliquer la mesure à un individu, ne font pas l'objet d'importantes controverses. Tout au plus l'extension aux vagabonds est-elle vivement critiquée.

L'effort des adversaires de la loi se porte contre l'automatisme de la relégation, sur la détermination du régime pénitentiaire, et surtout sur le choix de la colonie où devaient être réunis les expatriés.

En ce qui concerne ce choix, sur la proposition de sa commission, la chambre avait admis comme lieux de relégation : La Nouvelle-Calédonie, la Guyane, les îles Marquises et l'île Phu-Quoc près de la Cochinchine. Très vite la commission du Sénat a abandonné les deux derniers lieux, pour ne retenir que la Guyane et la Nouvelle-Calédonie. En fait, le gouvernement, malgré son silence à cet égard, semble avoir toujours songé à la Guyane. L'âpreté avec laquelle il a défendu le climat guyanais au cours des interminables discussions qui sont intervenues, en est une

preuve suffisante. Après des journées entières de débats stériles sur le point de savoir si l'homme peut vivre et prospérer sur les bords du Kourou, par une abdication qui ne put tromper cependant personne, il fut décidé que le gouvernement désignerait lui-même le lieu de relégation. Il n'est, en effet, pas un parlementaire qui n'ait compris que ce cadeau peu enviable serait fait à la Nouvelle-Calédonie et, à défaut, à la Guyane ; mais le gouvernement ne put obtenir le vote de la loi qu'en déchargeant les assemblées de la responsabilité de cette désignation.

Même hypocrisie en ce qui a trait à la détermination du régime pénitentiaire, c'est-à-dire, en fait, à la définition même de la peine imposée aux relégués (car ce qui fait de la peine un châtiment ou une simple mesure de contrainte, ce n'est pas tant le lieu où elle sera subie que le mode d'existence réservé aux assujettis). Il apparaissait si clairement à tous que cette détermination du régime était en même temps la définition de la relégation, que nous trouvons l'ébauche d'une description dès l'article 1^{er} du projet :

Au texte primitif « Les récidivistes, malfaiteurs d'habitude, qui auront encourus les condamnations spécifiées à l'art. 4 de la présente loi, seront à l'expiration de leur peine, relégués à perpétuité sur le territoire des colonies ou possessions françaises qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu par l'art. 19 », la commission du Sénat a, en effet, fait ajouter « La relégation consistera dans l'internement perpétuel des condamnés auxquels la présente loi est applicable ».

Mais quel devait être le mode d'internement ? Emprionnement ? Vie au grand air ? Liberté à l'intérieur d'une province ou d'une île ?

Personne ne put préciser les termes de cette définition au cours de trois années de variations et de palinodies ; et cependant le nœud du problème était là ! C'est même en raison de cette carence que la loi du 27 mai 1885 n'a pas fait faire un pas à la science pénitentiaire.

34. — A l'origine, le gouvernement semblait envisager la relégation comme une sorte de bannissement aggravé par l'affectation d'un lieu de séjour forcé.

Voici deux extraits de l'exposé des motifs :

« Les territoires de la relégation ne seront pas pour le relégué une terre d'expatriation, mais bien une patrie nouvelle, une nouvelle patrie française »...

« Dans cette nouvelle patrie, les relégués ne seront soumis à aucune surveillance, à aucune contrainte ».

Le rapporteur, M. Gerville Reache, s'exprimait ainsi (séance du 26 avril 1883) : « Nous nous bornons à éloigner de France des récidivistes. Nous les transporterons dans un milieu nouveau, jeune, où il leur sera plus facile de gagner leur existence par le travail que de la gagner ici par le crime ».

Il répondait à M. Clemenceau (séance du 1^{er} mai 1883) : « Le régime qui s'appliquera aux colonies à nos transportés sera le régime du droit commun. Régime de liberté absolue, sans aucune restriction, mais régime de liberté dans le territoire affecté à la transportation. Nous n'avons pas voulu que le transporté subit sa peine dans la colonie pénale, mais qu'il y arriva au contraire en état de liberté et puisse dire à l'administration : J'en ai fini avec vous ; je vais où cela me plaît ; je vais travailler où je l'entends... S'ils ne veulent pas travailler, ils seront dans le cas où ils sont en France ; ils vivront comme ils pourront ».

Cependant, un député du nom de Lorois n'ayant pas confiance dans les promesses du gouvernement déposait le 8 mai, un amendement ainsi conçu : « Les relégués jouiront de leur liberté entière dans toute l'étendue de la colonie dans laquelle ils seront relégués ».

Il s'attirait une verte réponse de M. Waldeck-Rousseau, devenu semble-t-il, entre temps, ministre de l'Intérieur à la place de M. Fallières : « Il n'est pas besoin d'un texte de loi pour déclarer que les hommes sont naturellement libres. Il faudrait, pour qu'il en fut autrement qu'il y eut dans le projet de loi en discussion une disposition portant qu'après l'expiration de leur peine, les récidivistes pourront être assujettis à un emprisonnement. Or le texte de loi dit positivement le contraire dans son article 14... Ayant fait leur peine, les relégués ne sauraient être astreints à une servitude qu'ils n'ont pas encourue... Lorsqu'un récidiviste est transporté, il est libre du moment où il touche

le sol de la colonie. S'il a des ressources personnelles suffisantes, ou s'il croit pouvoir compter sur son initiative personnelle, s'il veut louer son travail à des particuliers, il peut très bien ne pas s'adresser à l'Etat ».

La suite laissait toutefois percer le bout de l'oreille : « Mais nous devons prévoir cependant l'hypothèse contraire, c'est-à-dire le cas où il viendra dire à l'Etat : Provisoirement placez moi dans les établissements que vous avez construits, ou bien donnez moi des terres, des instruments de travail. C'est à cet ordre d'idées que répond l'art. 20. Les dispositions qu'il renferme sont en faveur du relégué. Elles n'impliquent à aucun degré l'idée d'internement ».

Il pouvait sembler dès lors, comme le note M. Tournade (31) que le relégué avait le droit de ne rien demander au gouvernement, d'aller, de venir, où bon lui semblerait, mais que le gouvernement n'avait pas le droit, si le relégué s'adressait à lui, de lui refuser du travail.

Dans la séance du 28 juin, M. Thomson précisait avec enthousiasme le rôle des établissements pénitentiaires installées au lieu de relégation. « Les condamnés y feront l'apprentissage de la vie en plein air, l'apprentissage de la relégation... Le temps que les condamnés passeront dans ces colonies pénitentiaires forme une période des plus importantes. C'est l'épreuve préalable entre l'état de détention et l'état libre. C'est l'étape nécessaire. C'est là qu'ils seront soumis à l'observation de l'administration pénitentiaire. Veulent-ils travailler ? On reconnaît à quels travaux ils sont aptes, on leur indique dans quelles colonies et sur quels points de la colonie se trouve le travail libre. On reconnaît s'ils offrent ou non les garanties nécessaires pour que des concessions leur soient accordées. ...L'administration offre du travail, du pain, à ceux qui sont sans ressources ; elle leur ouvre ses ateliers, ses chantiers, ses usines, et alors, par un contrat librement consenti, les relégués sont soumis aux règlements spéciaux des établissements dans lesquels ils sont entrés, absolument comme des ouvriers peuvent être soumis à des règlements disciplinaires dans des arsenaux ».

(31) Tournade. *Commentaire de la loi sur les récidivistes*, p. 15.

Cette conception pénitentiaire, dont on a dit qu'elle n'était qu'un « déménagement », témoignait évidemment d'une certaine candeur. Elle flattait surtout l'imagination de ces profanes, venus des quatre coins de leur province, d'autant plus décidés à se rallier à ce système qu'ils savaient qu'ils ne seraient pas associés à son exécution. Mais, malgré toute son imperfection, l'idée n'était pas entièrement fausse. Elle était large, humaine, neuve surtout. On ne pouvait pas demander à ces ruraux, à ces médecins, à ces journalistes, de faire œuvre technique ; mais on pouvait exiger du gouvernement qu'il fit étudier par les spécialistes des questions pénitentiaires le moyen de transposer dans le domaine de l'exécution, la grande idée d'une ségrégation des récidivistes sans travaux forcés et sans bagnes.

C'est impossible, objectera-t-on ! Mais, commencer par dire qu'une chose est impossible, c'est renoncer à l'effort de la tenter, et c'est ainsi que prévalut tout naturellement une solution de paresse.

La raison profonde en est, d'ailleurs, qu'en ce printemps 1882 personne n'était dupe des belles promesses du rapporteur, et si la Chambre paraissait s'enivrer au mensonge humanitaire d'une expatriation libre et sans contrainte, il n'y avait en dessous que préoccupations politiques.

L'hypocrisie du gouvernement ne fait pas de doute. Waldeck-Rousseau qui, dans sa proposition de loi de février, assimilait le récidiviste au criminel, compensant en quelque sorte par le nombre des délits, le défaut de gravité de ceux-ci, ce même Waldeck-Rousseau, prêt à appliquer la loi de 1854 aux récidivistes, nous le trouvons le 9 mai suivant entièrement rallié à la thèse des relégués en liberté, chère au rapporteur ! Qui croira qu'une telle conversion ait été sincère ? Et par la suite le ministre ne cessera de modifier sa position quant au régime pénitentiaire, selon les circonstances et le désir des assemblées. Nous le verrons devant le Sénat revenu à moitié chemin de ses idées primitives, puis finalement partisan de la carte blanche qui devait lui permettre de faire organiser le régime par l'administration, comme bon il semblerait au gouvernement. La vérité, c'est que pour des raisons politiques, qui restent ténébreuses, ce gouvernement tenait à avoir l'arme et que

le problème pénitentiaire qui se posait accessoirement, à cette occasion, était son moindre souci.

La majorité des députés qui ont voté la loi, l'ont fait en se rendant parfaitement compte des vices du système. Leur vote a été acquis par démagogie car, en suivant le rapporteur ils se montraient justement sévères envers les délinquants d'habitude — ce dont ils pouvaient tirer profit devant leurs électeurs bourgeois — et généreux envers les coquins, ce qui pouvait leur assurer quelques bons succès de réunion publique dans les assemblées populaires, toujours prompts à s'enflammer pour les idées humanitaires.

Quant à l'opposition, elle-même, elle se prononçait contre, sans que son vote ait un rapport quelconque avec le choix du mode de vie qu'on voulait imposer aux relégués. En déniaut à l'Etat le droit d'éliminer les récidivistes, la droite — outre qu'elle paraissait craindre quelque application imprévue du texte aux délinquants politiques — entendait principalement s'élever contre les solutions purement laïques du problème social du crime. Quant à l'extrême gauche, ce n'était pour elle qu'une occasion de critiquer l'organisation capitaliste.

En définitive, personne ne cherchait à établir les bases d'un système pénitentiaire audacieux, faisant appel à ce qu'il pouvait rester de bon dans l'homme puni. Et c'est pourquoi, ayant promis un pur sang, de tractation en tractation, le gouvernement a finalement harnaché un âne.

35. — En effet, il va de soi que la loi, telle que l'avait votée la chambre des députés, inspirait de légitimes craintes aux habitants des colonies menacées. M. Cheyssé, gouverneur de la Guyane, ne manqua pas de protester contre les intentions du gouvernement. Il trouva un précieux concours chez le professeur Léveillé, de la faculté de droit de Paris, qui mena dans *Le Temps* une campagne énergique contre le mode de relégation adopté par les députés (32).

M. Léveillé n'aimait pas cette conception du libéré libre de ne rien faire, « ayant sa quittance en poche », auquel l'Etat devrait l'entretien sans contre-partie. C'était lui four-

(32) Numéros des 18 juin, 4 et 18 juillet, 22 août, 28 septembre, 3 octobre et 9 décembre 1884.

nir des rentes, alors qu'on ne pouvait en assurer à un ouvrier honnête !

Supprimer ce concours de l'Etat s'avérerait, d'autre part, bien difficile. « Va-t-on dire au relégué : Travaille ou tu mourras de faim ? Il y a des menaces qu'on n'adresse pas à des êtres humains. Il y a des responsabilités si lourdes qu'elles effrayeront toujours les gens de cœur. On n'accule pas froidement, même un misérable, à la famine ».

En fait, l'auteur de ces articles faisait observer que les déportés libres de la Nouvelle-Calédonie ou de la Guyane, s'efforceraient de vivre par le délit, là-bas comme ici, et se rassembleraient irrémédiablement dans les rares villes, dont le minimum de confort leur rappellerait leur ancienne patrie. D'où une dangereuse concentration.

Mais M. Léveillé ne s'en tenait pas à ces critiques. Il esquissait les grandes lignes d'un régime pénitentiaire, conciliant à un certain libéralisme envers les relégués, les nécessités de l'exécution et le souci de protéger les populations autochtones.

Ce régime « des récidivistes in manu » était fondé sur le cantonnement, sur l'obligation au travail, sur la création de communes pénitentiaires :

— Cantonnement, pour disséminer les relégués, afin de n'avoir plus à les craindre ; une sorte de surveillance de haute police aggravée.

— Obligation au travail, parce que c'est la seule chance de relever une âme tombée ; mais obligation pour l'Etat de fournir du travail et de payer les relégués en raison de la besogne accomplie. « Dès qu'un récidiviste trouvera chez un patron quelconque, en dehors de l'Etat, un engagement sérieux, il aura le droit de quitter les ateliers publics. Ces ateliers auront été pour lui un asile, et non une de ces prisons fermées desquelles on ne sort jamais à son gré ».

— Commune pénitentiaire, comme il en est née une en 1880 sur les bords du Maroni ; c'est-à-dire réunion en un village spécial de l'élément pénal isolé, sous le commandement de fonctionnaires ; les groupes de relégués devant recevoir des terres, travaillant à des entreprises créées par l'Etat et entretenues aux frais du trésor. M. Léveillé envisage la multiplication de ces cellules humaines. Il y voit un

lieu d'internement assez large, et assez étroit en même temps, pour que puisse s'y réaliser cet équilibre recherché entre la liberté des uns et la sécurité des autres.

Enfin, le professeur propose la création de compagnies de discipline, comme dans l'armée.

36. — La commission du Sénat, chargée d'examiner le projet, fut vivement influencée par ces critiques, par les protestations des colonies, probablement aussi par l'intervention clandestine des membres du gouvernement. C'est ainsi que dans le projet rapporté devant le Sénat en deuxième lecture par M. Labiche, en février 1885, l'obligation des récidivistes au travail a remplacé le droit pour eux de ne rien faire, si bon leur semblait.

Le danger n'était plus alors, par l'octroi d'une liberté sans contrôle de faire montre de trop de clémence, mais d'éviter l'erreur contraire, c'est-à-dire l'excès de rigueur, l'assimilation du relégué au forçat.

« Travail obligatoire, travaux forcés, quelle différence ? » demandait le sénateur Buffet.

M. Béranger, dont l'avis était hautement autorisé, faisait remarquer que l'administration n'aurait qu'un moyen pour contraindre le relégué au travail : L'internement, l'emprisonnement, la détention « car il est clair que si vous ne les tenez pas dans une enceinte, où vous imposerez votre loi, vous n'aurez aucun moyen de contrainte efficace ».

Et cependant, l'opposition de M. Béranger ne s'étendait pas à toute mesure d'expatriation des récidivistes. « Faites en un moyen d'améliorer et de récompense, disait-il. La perspective de rencontrer des moyens plus faciles d'existence, des meilleures conditions de travail, de changer la monotonie de la prison et la captivité contre le grand air, la demi liberté du travail dans un chantier public, les imprévus d'une nouvelle vie, le régime meilleur de la transportation, tout cela peut devenir le stimulant le plus énergique ».

Comme M. Lévêillé, M. Béranger convenait donc qu'il pouvait y avoir dans la relégation autre chose qu'une peine terrible.

Il eut fallu alors remettre la loi sur le chantier, confier à un personnel qualifié le soin de préciser quel serait le ré-

gime imposé aux ségrégés, en charger peut-être M. Lévillé, traduire sa conception des communes pénitentiaires en un texte dont le respect se serait imposé à l'administration chargée d'exécuter. Il y avait là œuvre nouvelle à faire, création originale à tenter. Si le législatif s'était franchement engagé dans cette voie, la loi de 1885 eut été une belle étape dans le progrès des institutions pénales car, des imperfections même qu'aurait révélées l'exécution, aurait pu naître finalement un système cohérent, associant le respect d'une discipline nécessaire au souci de ne pas transformer en une peine ce qui ne devait être qu'une mesure de sûreté. C'est enfin à la France que serait revenu le mérite d'avoir la première ébauché ces mesures, dont on commençait à tant parler.

Hélas, le Sénat, ballotté entre deux concepts opposés, bousculé en outre par le gouvernement que talonnait l'approche d'une fin de législature, a finalement abdiqué au profit de l'exécutif, en même temps qu'il ratifiait un système d'une rare incohérence :

Sous le nom de relégation individuelle, on conservait la conception primitive en donnant au relégué nanti de moyens suffisants d'existence, « aristocrate de la cambriole », le droit de se promener à sa guise dans la colonie qui lui était désignée. Sous le vocable de relégation collective, on chargeait le gouvernement d'organiser, comme bon lui semblerait, le régime applicable aux autres récidivistes, en fait à la quasi totalité.

Il était, d'ors et déjà, loisible de penser que, chargée à la fois de réglementer et d'exécuter, l'administration ne ferait pas grand cas de ce que M. Béranger appelait « le droit individuel des relégués ».

II. — ANALYSE SUCCINCTE DE LA LOI

37. — Bien que cela ne puisse présenter un grand intérêt, du fait que nous devons nous en tenir à des vues générales, il nous paraît indispensable pour la cohésion de l'ensemble, d'analyser brièvement les dispositions essentielles de la loi du 27 mai 1885.

Quelle est la nature de la relégation ? C'est, nous dit M. Garraud (33) une peine complémentaire de droit commun, criminelle ou correctionnelle, subie à l'expiration de la peine principale, et infligée au récidiviste incorrigible.

Peine complémentaire, elle doit être appliquée par le juge qui a compétence pour statuer sur la dernière infraction, et elle ne fait pas l'objet d'un débat principal. En outre, elle n'est jamais prononcée seule et se rattache, non à une condamnation unique qu'elle complète, mais à une série de condamnations qui lui servent de base et dont elle est la conséquence.

Mais la relégation est obligatoire, car une fois que les conditions exigées par la loi sont réunies, le juge est tenu de la prononcer. C'est là qu'apparaît indiscutablement l'héritage du législateur révolutionnaire, qui par haine de l'arbitraire du juge, avait déjà instauré cet automatisme dans les dispositions du code pénal de 1791, relatives aux récidivistes (34).

La relégation est une peine perpétuelle. ...Toutefois diverses dérogations ont été admises : En cas de grâce administrative (art. 15), ou de grâce judiciaire (art. 16), sur demande introduite après six années de relégation en vue d'obtenir du tribunal de la colonie l'autorisation de rentrer dans la métropole. Avec la permission ministérielle, le relégué peut même retourner en France, pour six mois au plus.

C'est une peine de droit commun. Les condamnations pour crimes ou délits politiques n'entrent pas en compte pour déterminer les conditions d'application de la mesure (art. 3).

La relégation ne doit être subie (art. 12) qu'à l'expiration de la dernière peine à purger par le condamné.

Enfin, la relégation ne frappe pas d'interdiction légale le délinquant contre lequel elle est prononcée. C'est du moins l'avis de plusieurs auteurs (35) et M. Commuy justifie

(33) Cité par Dupertuis, *Des régimes répressifs spéciaux applicables aux récidivistes*, p. 52.

(34) Voir sur ce point M. Donnedieu de Vabres, *La crise moderne du droit pénal*, p. 19.

(35) Pignon, *De la relégation des récidivistes*, p. 259. — Thamar, *Les peines coloniales*, p. 129.

cette opinion en faisant remarquer que les articles 29 et suivants du code pénal et ceux de la loi du 30 mai 1854 ne peuvent être étendus, en l'absence d'un texte formel qui n'est pas dans la loi de 1885 (36).

En définitive, en infligeant à un individu cette expatriation forcée, la loi n'entend pas le punir, mais mettre désormais la société à l'abri de ses coups. La décision est en outre sans relation avec la gravité objective du dernier délit, ni avec la culpabilité morale du délinquant (puisque le légalisme de la mesure ne permet pas aux juges, en principe du moins, d'apprécier cette culpabilité). Nous nous rallions par conséquent aux auteurs qui voient dans la relégation — telle qu'elle est sortie du moule législatif — non pas une peine, mais une mesure de sûreté. Nous admettons cependant avec M. Levanchy (37) que, devant être ordonnée dès que les conditions légales sont remplies, et son exécution ne dépendant pas de la personnalité du délinquant, la relégation est dépourvue du caractère individuel propre aux mesures de sûreté. Disons que c'est une mesure de sûreté imparfaite, trop tôt venue dans l'histoire des institutions pénitentiaires pour avoir pu prendre figure harmonieuse.

— Quelles sont les personnes relégables ?

Les femmes comme les hommes, jusqu'en 1907 ; les étrangers comme les Français. Toutefois sont exemptés de la relégation les individus qui, à l'expiration de la peine entraînant la mesure, sont âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt et un ans.

— Quels tribunaux peuvent prononcer la relégation ?

Seuls les cours et tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales (art. 2). C'est-à-dire, les cours d'appel, d'assises, et les tribunaux de police correctionnelle. Notons que c'est le seul cas où un tribunal correctionnel peut prononcer une condamnation affectant la vie entière d'un inculpé.

(36) Comroy, *La peine de la relégation*, p. 125.

(37) Levanchy, *Les mesures de sûreté en droit pénal*, p. 26.

— Dans quel délai les condamnations doivent-elles être encourues ?

Le code pénal considère comme récidiviste celui qui, condamné à une époque quelconque de sa vie, commet une nouvelle infraction. Ayant à établir une présomption légale d'incorrigibilité, le législateur de 1885 a estimé au contraire qu'on ne pouvait pas considérer comme un délinquant d'habitude l'être qui a vécu longtemps sans retomber dans un nouveau délit. C'est pourquoi la période d'épreuve est de dix ans. La fin de la dixième année, à partir d'une condamnation, efface toute condamnation antérieure à celle-ci, pour ce qui a trait du moins à l'application de la loi de 1885.

L'ordre dans lequel interviennent les condamnations n'exerce aucune influence sur la relégation.

— Quels sont les cas de relégation ?

Ils sont liés à l'existence d'une chaîne de condamnations, dont le nombre des chaînons dépend de la gravité de chacun des délits commis. Ces condamnations doivent toutes être définitives, irrévocables, prononcées par un tribunal français, et n'avoir pas été l'objet d'une mesure de réhabilitation.

Le premier cas de relégation s'applique à l'individu titulaire de deux condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion.

Le second cas exige une des condamnations énoncées ci-dessus et deux condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, recel, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, embauchage en vue de la débauche, assistance à la prostitution d'autrui sur la voie publique, vagabondage ou mendicité par application des articles 277 et 279 du code pénal.

Le troisième cas fait entrer en compte quatre condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour délits spécifiés au second cas.

Le quatrième cas vise sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux cas précédents, et les autres, soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction

de résidence signifiée par application de l'article 19 de la même loi, à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement.

Le décret-loi du 17 juin 1938, qui a supprimé l'exécution coloniale de la peine des travaux forcés, a créé deux autres cas de relégation : Désormais tout condamné aux travaux forcés subissant sa peine en France qui, pendant sa détention ou au cours d'une évasion, aura encouru une poursuite suivie de condamnation pour fait qualifié crime, ou une peine supérieure à trois mois de prison pour l'un des délits spécifiés, sera obligatoirement relégué (Ces délits sont les mêmes que ceux compris dans les 2^e et 3^e cas de relégation, mais il s'y ajoute : l'abus de blanc-seing, le trafic de stupéfiants, l'extorsion de fonds, violence envers les magistrats, jurés, officiers ministériels, agents de la force publique, citoyens chargés d'un ministère de service public, violences punies par les articles 309, alinéa 1^{er}, et 311, alinéa 2, du code pénal, évasion conformément à l'article 245 du même code). La relégation sera prononcée également contre tout condamné qui, interdit de séjour dans les conditions prévues aux articles 3 et 4 du décret-loi (c'est-à-dire les libérés, astreints jadis à la résidence) aura enfreint cette interdiction ou encouru une poursuite suivie de condamnation soit pour crime, soit à une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, pour l'un des délits précédemment spécifiés.

Enfin, l'article 24 du décret du 12 novembre 1938, relatif à la condition des étrangers en France, en vue d'assurer une meilleure exécution des mesures d'expulsion prises contre les étrangers indésirables, a ajouté une nouvelle hypothèse permettant l'application de la relégation :

« Pourra être relégué tout étranger frappé d'un arrêté d'expulsion et qui, dans un intervalle de dix ans, non compris les peines subies, aura encouru trois condamnations prononcées en application, soit de l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849, soit des articles 9 (paragraphe 1^{er}) et 11 (paragraphe 3) de la loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers, à la condition toutefois que l'une au moins de ces condamnations soit supérieure à un an d'emprisonnement ».

Notons enfin deux cas, où la relégation n'intervient pas

comme une mesure de sûreté, mais comme peine principale, c'est-à-dire en l'absence de toute récidive :

1° En répression du délit d'association de malfaiteurs (article 266 du code pénal).

2° Avec l'article 83 du décret du 29 juillet 1939, en ce qui a trait à la répression de l'avortement.

— Quelles règles de procédure doivent être suivies ?

Les règles habituelles en matière criminelle. Mais en matière correctionnelle deux dérogations importantes ont été apportées à la procédure ordinaire : L'exclusion de la procédure ultra rapide, dite du flagrant délit, et l'assistance obligatoire d'un défenseur. Ce ne sont là que garanties légitimes en faveur d'un individu dont il va être décidé du sort définitif.

III. — RÈGLEMENTS PRÉCISANT LE RÉGIME DE LA RELÉGATION

38. — La loi votée, la tâche administrative restait écrasante. Il fallait, en effet, traduire en des règlements la volonté fort imprécise du législateur, puis faire appliquer ces règlements. De même que d'étape en étape au cours des débats, l'idée primitive s'était transformée, de la loi aux décrets, du règlement à l'exécution, le visage de la relégation allait s'altérer toujours davantage, empruntant de plus en plus le masque tragique de la peine des travaux forcés.

Les principaux textes qui ont suivi la promulgation de la loi sont les décrets :

Du 26 novembre 1885, relatif à l'application de la loi ;

Du 20 août 1886, désignant l'île des Pins comme lieu de relégation collective ;

Du 24 mars 1887, désignant concuremment la Guyane ;

Du 22 août 1887, organisant le régime disciplinaire des relégués collectifs aux colonies ;

Du 5 septembre 1887, relatif à l'organisation des dépôts de relégués aux colonies ;

Du 11 novembre 1887, réglant les formalités à remplir pour le mariage des relégués ;

Du 25 novembre 1887, organisant la relégation individuelle aux colonies.

Quel mode de régime pénitentiaire avaient forgé ces textes ?

— La relégation individuelle, vestige de la conception primitive, celle de M. Gerville-Réache, était ainsi définie à l'article 2 du décret du 26 novembre 1885 :

« La relégation individuelle consiste dans l'internement, en telle colonie ou possession française déterminée, des relégués admis à y résider en état de liberté, à la charge de se conformer aux mesures d'ordre et de surveillance qui seront prescrites en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1885 ».

Le même article, en son 2^e alinéa, précisait quels récidivistes bénéficieraient de cette faveur : « Sont admis à la relégation individuelle, après examen de leur conduite, les relégables qui justifient de moyens honorables d'existence, notamment par l'exercice de profession ou de métiers ; ceux qui sont reconnus aptes à recevoir des concessions de terre, et ceux qui sont autorisés à contracter des engagements de travail ou de service pour le compte de l'Etat, des colonies ou des particuliers ».

Le relégué, complètement libre, recevait un livret, le faisait viser deux fois par an et avertissait de tout changement de résidence l'autorité chargée du contrôle. L'inobservation de ces prescriptions était sanctionnée par un avertissement, puis par le retrait de la relégation individuelle. Le décret du 25 novembre 1887 ajoutait une condition encore plus difficilement réalisable que celles stipulées au texte précité : Le relégué individuel devait se constituer un fonds de réserve lui permettant, en cas de maladie le mettant dans l'impossibilité momentanée de se suffire à lui-même, de continuer à vivre avec ses ressources personnelles.

L'article 3 du décret du 26 novembre 1885 définissait ainsi la relégation collective : « La relégation collective consiste dans l'internement, sur un territoire déterminé, des relégués qui n'ont pas été, soit avant, soit après leur envoi hors de France, reconnus aptes à bénéficier de la relégation individuelle. Ces relégués sont réunis dans des établissements où l'administration pourvoit à leur subsistance et ils sont astreints au travail ».

Les récidivistes en bon état de santé et dont la conduite était satisfaisante étaient versés dans des détachements dits « sections mobiles », destinés à être utilisés, dans les différentes colonies, sur des chantiers de travaux publics. Les hommes admis dans ces détachements bénéficiaient d'un régime alimentaire amélioré et pouvaient obtenir des permissions pour chercher, hors du cantonnement, un emploi dans la colonie. Ce devait être le régime de transition entre la relégation collective et la relégation individuelle.

Les relégués collectifs ordinaires étaient d'abord placés dans des dépôts d'arrivée et de préparation, puis envoyés dans des établissements de travail.

Au sujet de ces dépôts, le décret du 26 novembre 1885 précisait : « Les dépôts pourront comprendre des ateliers, chantiers et exploitations, où seront placés les relégués pour une période d'épreuve et d'instruction. Les relégués y seront formés, soit à la culture, soit à l'exercice d'un métier ou d'une profession, en vue des engagements de travail ou de service à contracter et des concessions de terres à obtenir selon leurs aptitudes et leur conduite ». Le décret du 5 septembre 1887 prévoyait, en outre, que le relégué recevrait au dépôt un salaire, dont une moitié serait disponible et l'autre moitié serait réservée, pour être mise à sa disposition quand il quitterait la relégation collective.

Le dépôt d'arrivée était théoriquement divisé en cinq quartiers : Quartier des relégués, l'hôpital, la prison et les locaux disciplinaires, les magasins, l'école.

Quant aux établissements de travail, ils pouvaient consister, selon l'article 32 du décret du 26 novembre 1885, en des ateliers, des chantiers de travaux publics, des exploitations forestières, agricoles ou minières. Les relégués étaient répartis entre ces établissements d'après leurs aptitudes, leurs connaissances, leur âge et leur état de santé. Le relégué pouvait même solliciter son retour au dépôt de préparation pour une nouvelle période d'épreuve et d'instruction. L'article suivant autorisait l'assimilation à ces établissements publics d'établissements, exploitations et domaines particuliers qui pouvaient en conséquence recevoir des groupes de relégués, maintenus cependant sous la surveillance des agents de l'Etat.

Le travail était exécuté en commun, mais la nuit les relégués étaient séparés. C'était le système d'Auburn, avec travail à l'extérieur toutefois.

Les relégués collectifs ordinaires, sans pour cela être admis au régime de la relégation individuelle, pouvaient être autorisés à quitter l'établissement de travail s'ils justifiaient d'un engagement de service hors de l'établissement. Les personnes désireuses d'employer des relégués devaient préalablement verser à la Caisse d'épargne, à titre de cautionnement, une somme de vingt cinq francs par homme, et s'engager en outre, à n'employer des relégués que dans la proportion d'un relégué pour deux ouvriers libres. Les contrats étaient prévus pour une durée minimum d'une année. Le patron devait adresser tous les mois à l'administration un rapport sur la conduite de l'employé. Lorsqu'un engagé quittait régulièrement son employeur, il devait aller immédiatement au bureau de la relégation, muni d'un certificat, sous peine d'être réintégré et puni disciplinairement. Le relégué qui cessait de travailler sans motif était exclu de tout engagement pour un an.

L'article 36 du décret du 26 novembre 1885 prévoyait que le relégué pouvait obtenir des concessions de terre. Mais il faut aller jusqu'au décret du 8 mai 1899 pour trouver, à cet égard, un régime cohérent (38). Il fallait distinguer l'envoi en concession provisoire et l'envoi en concession définitive.

Le concessionnaire provisoire recevait une maison et un terrain de trois à dix hectares, des outils aratoires, des effets de couchage et d'habillement, ainsi qu'une ration de vivres pour six mois. Il devait résider sur la concession, qu'il ne pouvait ni aliéner, ni hypothéquer, ni donner à ferme. Il avait deux ans pour la mettre en valeur en totalité. Il devait à l'administration une rente annuelle et perpétuelle, fixée à tant par hectare et par an, qu'il était cependant dispensé de payer pendant les deux premières années. En cas de retrait de concession ou de décès, les biens revenaient à l'administration pénitentiaire.

(38) Voir sur la question : Declareuil, *Les systèmes de transportation*, p. 109.

A l'opposé de la concession provisoire, la concession définitive n'était accordée qu'au relégué individuel et après sept années d'exploitation sous le régime précédent. Le bénéficiaire de la concession définitive pouvait alors se libérer de la rente, en versant le prix auquel avait été estimée la concession. Il était prévu, pour le cas de décès, un système particulier de dévolution du bien à la famille du relégué.

Nous avons vu que les femmes étaient, à l'origine, relégables comme les hommes. Le législateur et l'administration souhaitaient, en effet, que des ménages puissent se former au lieu de relégation. Dans ce dessein, diverses simplifications des formalités exigées par le code civil, avaient été insérées dans les trois premiers articles du décret du 11 novembre 1887.

Quant au régime disciplinaire des relégués, il a fait l'objet du décret du 22 août 1887 (39) punissant : La détention d'argent ou de valeurs, les inconvenances, insolences, insultes ou menaces envers les agents de l'administration pénitentiaire, les mutineries, rébellions, larcins, la paresse, le refus d'obéissance ou de travail, l'ivresse, les rixes, coups et violences, les lacérations volontaires d'effets réglementaires, l'immoralité, les jeux d'argent.

Les mesures disciplinaires consistaient en la privation de bons supplémentaires de nourriture, la suppression d'une partie du salaire, la prison de nuit, la cellule et le cachot. Ces punitions étaient d'un mois au maximum. Le droit de punir n'était pas accordé aux surveillants, qui ne pouvaient que demander la sanction par un rapport, mais conféré à une commission disciplinaire présidée par un fonctionnaire chargé du commandement supérieur, assisté de deux fonctionnaires ou employés de l'administration pénitentiaire, désignés par le directeur. Les crimes et délits commis par les relégués collectifs étaient jugés par une juridiction spéciale, tandis que ceux imputés aux relégués individuels étaient soumis aux juridictions ordinaires.

Tels étaient les ordres partis de Paris. Ils trahissaient

(39) Voir sur la question : Declareuil, *Les systèmes de transportation*, p. 107.

déjà les désirs du législateur, en ce qu'ils faisaient de la relégation individuelle plus qu'un régime exceptionnel, une véritable situation de faveur dont ne pourraient bénéficier que quelques rares potentats du délit ; ils aggravaient surtout le sort commun des relégués, en ajoutant à l'obligation au travail, qui était dans la loi, l'internement qui n'y était pas ! C'est exactement ce qu'avait prévu M. Bérenger !

Comment ces ordres ont-ils été exécutés à l'autre bout du monde ? C'est ce que nous allons maintenant examiner. Notons que c'est le ministère de la marine qui a été chargé de cette exécution jusqu'au 20 mars 1894, époque à laquelle la direction des colonies de ce département est devenue ministère des colonies.

IV. — EXÉCUTION DE LA LOI DU 27 MAI 1885

39. — « La relégation aurait dû être installée dans un pays nouveau, par des hommes nouveaux » (40). Nous avons vu comment, au contraire, législateur, gouvernement, administration avaient d'avance, paresseusement lié le sort de la relégation à celui des travaux forcés, en adoptant la Nouvelle-Calédonie et la Guyane comme champs d'expérience.

Or, en ce qui concerne la peine des travaux forcés, l'administration a hésité entre ces deux colonies, allant de l'une à l'autre selon que se manifestaient trop bruyamment les réclamations, soit de l'opinion publique métropolitaine, soit des naturels et colons des pays désagréablement gratifiés. C'est ainsi qu'abandonnée en raison de son insalubrité en 1863, pour la Nouvelle-Calédonie, la Guyane devint de nouveau un lieu d'exportation de nos criminels à partir de 1891, concurremment avec sa rivale et selon le degré de perversité du sujet. Il en fut ainsi jusqu'en 1897, époque à laquelle la Guyane reprit, et conserva cette fois définitivement, le monopole de ce triste privilège de terre d'exil. Il n'y régnait certes pas un climat plus doux qu'en

(40) Dr Nicomède, *Le relégation collective à l'île des Pins*, p. 78.

1863, mais l'opinion publique, cette despote des démocraties, se capriçait en fin de siècle à trouver on ne sait trop quels charmes scandaleux au séjour de nos forçats en Nouvelle-Calédonie ! En lisant Paul Mimande, dont le pseudonyme cachait M. de la Loyère, successivement gouverneur des établissements pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie, puis de la Guyane, on peut se faire une idée de l'absurde exagération des journaux parisiens (41).

La relégation connut donc un sort semblable et dut émigrer en 1897 de l'Océanie en Amérique, sans que rien d'autre qu'un détestable désir de commodité ait imposé cette mesure ! Il n'aurait cependant pas été de trop d'un océan, pour séparer définitivement travaux forcés et relégation !

A la Nouvelle-Calédonie, c'est à l'île des Pins et sur les territoires de la baie de Prony qu'a été installée la relégation. Ces deux établissements furent désaffectés en 1911 et 1912, en application de la loi de 1897 supprimant l'envoi des récidivistes en Océanie. A la Guyane, le centre des relégués fut organisé au Maroni (St-Jean), le quartier disciplinaire à St-Louis, un chantier forestier fonctionna au camp du Tigre ; l'hôpital était à St-Laurent et les impotents, qui ne pouvaient se livrer qu'à des travaux spéciaux, étaient réunis au Nouveau camp.

Signalons qu'en Océanie, comme en Amérique, le désagréable voisinage que nous imposons aux pays proches, nous a valu et ne cesse de nous valoir bien des difficultés internationales. Ce fut avec l'Australie jadis (l'acte de 1884 sur les criminels étrangers prescrivait de très sévères mesures pour éviter qu'abordent sur ces rivages les criminels de la Nouvelle-Calédonie émigrés ou évadés). C'était avec les Pays-Bas, le Venezuela, le Brésil, le Pérou, la Colombie, même avec l'Empire britannique, ces dernières années. Nos bagnes ne nous font pas honneur et servent de prétexte à une vive propagande antifrançaise qui n'est pas toujours désintéressée. Les ouvrages américains d'Allison Bouth, son « Hell's outpost » (la porte de l'enfer), son

(41) Lire notamment dans la Nouvelle revue de 1890 « *Travaux forcés fin de siècle* ».

« Devil's island » (l'île du diable) ont eu un gros retentissement à New-York, où le cinéma même se serait emparé du sujet. Il est à craindre que la mauvaise utilisation que nous faisons de la Guyane n'éveille quelques convoitises sur notre possession du Maroni.

40. — Ainsi, le 25 janvier 1887, cent ans exactement après le début de l'expérience australienne, un premier convoi de relégués parti de France, débarquait à l'île des Pins. Il n'était pas question de rechercher un lieu de débarquement, comme avait dû le faire Phillip, ni de tout créer dès avoir abordé. Ce transport était attendu. L'administration française tentait la grande expérience de la relégation.

Un témoin oculaire, le docteur Nicomède, va nous dire comment furent installés les récidivistes et comment fut appliquée la loi de 1887 à 1889 (42).

L'auteur admet tout d'abord que l'interprétation et l'application de la loi sur les récidivistes étaient difficiles. Il s'agissait, en effet, de faire preuve d'imagination et d'initiative, et ce ne sont pas là les qualités dominantes de nos rouages administratifs, où le désir de réussir est toujours bridé par le souci de ne pas avoir d'histoire !

Les hommes qui débarquaient ne facilitaient d'ailleurs pas la tâche. Voici comment nous les dépeint ce témoin de leur arrivée « De la petite pègre, un ramassis de truands, de gens de mauvaise mine, de rôdeurs. L'impression qu'on ressent en les voyant est autant de la pitié que de la répulsion... On est douloureusement surpris par l'énorme proportion d'infirmes, d'estropiés, de malades. Nous avons cru, à propos du second convoi, que l'administration au dépôt de St-Martin-de-Ré, avait trié les récidivistes les plus valides pour les envoyer à la Guyane, et avait réservé les moins vigoureux pour les faire bénéficier du climat calédonien, plus salubre... Ils sont sales et déguenillés, ruinés par l'alcoolisme, les privations et les excès... Au point de vue intellectuel, ce sont des pauvres. Un grand nombre sont des arriérés, des imbéciles, des épileptiques... Une première catégorie comprend les trimardeurs. Une deuxième les voleurs : escrocs, pickpockets, individus poursuivis

(42) Gaston Nicomède, *La relégation collective à l'île des Pins*.

pour abus de confiance, vol à l'étalage. Des voleurs par des moyens de douceur, qui n'ont pas eu l'audace et la résolution nécessaires pour voler avec effraction. Ils sont moins débraillés que les trimardeurs. La troisième catégorie comprend les souteneurs. Ils sont rares... Les moins mauvais des relégués, ceux qui se distinguent par une certaine application au travail, par leur bonne tenue, sont précisément les récidivistes ayant des condamnations graves. Ils se rapprochent alors des forçats ».

Les circulaires administratives avaient logiquement précédé l'arrivée du premier contingent. Cependant, « lorsque les premiers relégués débarquèrent, rien n'était préparé pour les recevoir. Des bâtiments, il n'en était pas un seul qui n'eut besoin de grandes réparations. L'hôpital était sordide. Quant au personnel, fort nombreux, les uns devaient uniquement leur nomination à la faveur, les autres, venus de la transportation, considéraient leur envoi à l'île des Pins comme un simple changement de résidence... Ils se laissèrent aller à appliquer à une catégorie nouvelle de condamnés, les vieux errements de la transportation... Chaque relégué fut interrogé. Suivant les aptitudes qu'il ne manqua pas de s'attribuer et, d'après les notes plus ou moins exactes inscrites au dossier, le relégué fut envoyé, soit aux travaux dans les ateliers d'Uro, soit aux cultures, soit au campement. Les hommes furent répartis par camp dans les différentes communes. Le classement avait été fait comme si on avait eu affaire à un convoi ordinaire de transportés... Les relégués furent parqués dans des cases qui avaient servi quelques jours avant à des transportés. Les mêmes poteaux restèrent, pour indiquer les limites étroites des camps, au delà desquelles on était considéré comme évadé. Les mêmes Canaques, armés de casse-têtes, firent la police. A la nuit, les surveillants enfermaient les relégués sous clé dans les cases. Il eut été bien difficile de dire en quoi la peine de la relégation différait de celle des travaux forcés... Le transporté était rasé, le relégué portait la barbe, signe de la libération. Puis, sur une décision ministérielle du mois d'août 1887, le relégué perdit sa barbe et acheva de perdre toute illusion sur cette vie nouvelle qu'on lui avait promise... Le logement des relégués est

aussi sale que leur tenue. Les hommes des deux premiers convois avaient été entassés dans les vieilles cases délabrées abandonnées par la transportation. Ces locaux devenus insuffisants, on construisit à la hâte, sans plan tracé, des cases en torchis, recouvertes de paille, au sol humide à peine battu. Quand les relégués, mal préservés de la pluie, y furent encaqués, ces cases devinrent des nids à vermine. L'ancienne étable des moutons à la ferme modèle, dans laquelle un grand nombre de ces animaux avaient été malades du piétin, servit à caser cinquante-cinq relégués. Les latrines ouvraient directement dans les cases. L'administration invoquait le précédent de la transportation... Deux ans plus tard, l'installation était aussi défec-tueuse qu'au début ».

Qu'auraient dit messieurs les honorables parlementaires, s'ils étaient venus, rapporteur en tête, visiter ce qui avait germé après les pluies de discours ?

En ce qui concerne le travail, voici ce que contient le précieux document laissé par le Dr Nicomède à la postérité : « Dix-huit pour cent des relégués ont un métier. Encore certains métiers ne peuvent être utilisés à la relégation (que faire d'un bijoutier ?). Sur cent relégués, dix travaillent à leur ancien métier et quatre-vingt-dix sont manœuvres, soit qu'ils ne savent faire à peu près rien, soit qu'on ne peut leur donner de l'ouvrage dans leur ancienne profession. Otez les malades, les infirmes, les exempts, les hommes punis de prison ; retranchez les nombreuses catégories de relégués détachés, sous les noms et les motifs les plus divers, à des emplois très variés... Comme si on n'avait pas connu la main-d'œuvre des relégués, on n'a pas installé des ateliers analogues à ceux des maisons centrales de France. Les rares ouvriers des professions concernant le bâtiment ont été placés aux travaux à Uro. Puis, tout le reste, pêle-mêle, suivant les besoins ou les idées du jour, a été envoyé, soit aux cultures, à la ferme d'Uro et dans les communes où, çà et là, se trouvent quelques maigres lopins de terre cultivable, soit aux routes, depuis longtemps finies sur le territoire du pénitencier, enfin aux forêts, pour y abattre les arbres et couper du bois mort... Ainsi improvisés cultivateurs, perceurs de routes, forestiers, la

plupart des relégués sont, au travail, disséminés par petits groupes éloignés des camps. Il est souvent impossible de fixer une tâche et la surveillance devient très difficile. Aussi, font-ils le moins de besogne possible. La journée est courte. Qu'un relégué fasse semblant de travailler, on le laisse tranquille. L'administration satisfaite déclare que ses relégués « s'occupent » !... On avait essayé de leur faire fabriquer des chapeaux et des chaussures. Le prix de revient était très élevé, la matière première rare ; on n'insista pas... Cependant la relégation exposera à Paris, en 1889, deux meubles sortis de ses ateliers (une table de nuit et un buffet). Que l'on prévienne le visiteur confiant que ces deux meubles sont les seuls qu'ait fabriqués la relégation !... Cependant, vers le milieu de l'année 1888, le département envoyait l'ordre d'organiser à l'île des Pins des sections volantes de pionniers. On dirigea sur la côte est trente à quarante relégués, sous la conduite de deux surveillants. Deux camps furent créés. Les pionniers furent employés à remuer quelques pelletées de terre sur la route, à creuser des fossés sans pente d'écoulement. Je rencontrais de temps en temps une section occupée à ce travail, sous la direction d'un surveillant qui sortait de la cavalerie ! En mars 1889 ces camps furent supprimés ».

Les règlements, dont nous avons fait plus haut l'analyse, suggéraient cependant la mise en concessions des relégués.

A ce sujet, le docteur Nicomède dit :

« Quant à la mise en concession, il est à croire que l'administration n'y a pas encore songé. A Uro rien n'aurait empêché d'installer quelques cases, de créer un embryon de village, où l'on aurait permis à quelques artisans de travailler pour leur compte. Dans cet ordre d'idée rien n'a été tenté. Cependant, le Commandant supérieur de l'île des Pins m'a raconté qu'il avait fait à l'administration la proposition suivante : quelques relégués bien notés auraient été autorisés pendant la journée du dimanche à travailler de petits jardinets dont ils auraient eu les légumes pour eux et où ils auraient été à l'abri de la promiscuité du camp. L'administration aurait refusé. »

Même indifférence en ce qui a trait à l'octroi, par récompense, de la relégation individuelle. « En juillet 1888 on

demanda quels étaient les volontaires pour la relégation individuelle. De nombreuses files de candidats. Rejet en bloc. La commission de classement de Nouméa avait d'excellentes raisons, mais il eut été prudent et habile d'accorder le privilège à quelques récidivistes. On privait ainsi la discipline d'un puissant stimulant ».

Comment était nourri le relégué ? « Le salaire du relégué était supérieur à celui du forçat. Mais, par contre, sa ration alimentaire étant inférieure, il devait acheter à la cantine. L'Etat payait donc cher un cantinier pour compléter la ration insuffisante du relégué... Mais le cantinier ne tenait que du vin et du tafia, trafic simple et commode. Le « travailler pour manger » devient « travailler pour boire », alors qu'il s'agit de récidivistes que le cabaret a perdus... Tous les jours, dans chaque camp, la cloche signale l'arrivée de la voiture du cantinier. Une longue file se forme derrière le tonnelet de vin. Chaque relégué vient à son tour verser ses six sous et avaler d'un trait sa « gaubette ». Quand il a de l'argent, si le surveillant n'est pas là, il s'en paie deux. Le Commandant du pénitencier, chef du dépôt des relégués, déclare en janvier 1888 au gouverneur Nouet qu'un grand nombre de relégués comparaissent devant le prétoire pour ivresse. Les récidivistes ont de nombreux moyens pour se procurer des liqueurs enivrantes. Les indigènes servent souvent d'intermédiaires. ...Du repas du soir, le relégué reste jusqu'au lendemain dix heure et demie sans manger. Il faut cependant qu'il aille au travail pendant la demi-journée du matin. Des combinards vendaient alors du café. A la case de la ferme d'Uro on voyait dans un coin un placard portant ces mots : « Café de l'Espérance ». A l'autre coin était le café Camusard « Au rendez-vous des bouviers relégués ».

Quant à la discipline, c'est encore celle des camps de la transportation qui leur fut imposée. « Pendant l'année 1887, les relégués furent simplement soumis aux règlements en vigueur à la transportation. Cependant à la fin de l'année on reçut le décret du 22 août 1887 portant organisation du régime disciplinaire. Les motifs de punition les plus fréquents étaient : la paresse au travail, l'ivresse. Il y avait parfois des batailles, mais pas au couteau, car le relégué

n'a pas les passions violentes du transporté. Les évasions étaient rares. Il était difficile de quitter l'île et l'évadé avait de grandes chances de mourir de faim dans les bois ».

« Les impotents (cinq pour cent dans les premiers con-vois) furent réunis, sur la proposition du médecin-major, dans une vieille baraque en bois dépendant de l'hôpital d'Uro. C'est la Cour des Miracles de la relégation : Les cataractés, les éclopés, les amputés, les rhumatisants, les ramollis. Ils vont et viennent autour de la case, jouent aux cartes, causent et se disputent. Quelques-uns gagnent quelques sous par leur petite industrie : l'un fait des pots de tabac en bois, l'autre des chapeaux de paille, un troisième raccommode... On peut évaluer le nombre des malades à un vingtième de l'effectif. Certains se blessent volontairement ou entretiennent des plaies. Si on ajoute aux impotents le nombre des exemptés, le nombre des indisponibles dépasse le dixième de l'effectif total. »

Mais nous avons vu que la relégation était également applicable aux femmes. Quel sort fut donc réservé à nos Vénus de faubourg ? « En ce qui concerne les femmes, on reste fort embarrassé. Un bâtiment est transformé en dortoir. Trente-et-une femmes débarquent le 5 mars 1888. La surprise est grande quand on voit descendre ces femmes déguenillées, rébarbatives.

3	ont de	20 à 30 ans
6	—	30 à 40 —
10	—	40 à 50 —
12	—	50 à 60 —

Après trois envois la moyenne d'âge est de 41 ans 2 mois ! Avec de pareils éléments, les camps de Kâa et d'Uro, surveillés par les sœurs de St-Joseph-de-Cluny, laissent l'impression d'un hospice campagnard de vieilles femmes plutôt que d'un pénitencier... Les femmes de la transportation, au bout de quelques semaines, se marient, deviennent propriétaires, vont et viennent dans la campagne de Bourail et font la noce à la barbe de l'administration. Les vieilles mendiante de Kâa et d'Uro resteront, elles, dans leur camp, sans espoir, sous les verroux, attendant les quelques sous de la paie du dimanche pour acheter un mauvais verre de vin ou du tabac à priser. ...Il y a à peine un dixième de

femmes à marier. Les autres préfèrent un verre de vin à un billet doux... On lâcherait tout ce monde là qu'au bout de quarante huit heures les relégués eux-mêmes ne voudraient plus de ces épaves de jadis ! ...Les femmes reléguées ne sont pas astreintes au travail en pratique. La plupart sont sans métier. On répartit les femmes en deux sections : culture et couture. Aux champs nos cultivatrices donnent quelques coups de bêche, quelques herbes sont arrachées ; mais jamais on ne vit de récoltes. Les plus vieilles s'asseyaient et bavardaient, en extirpant de temps en temps quelques brins. Les bonnes sœurs laissent faire et leur payent à la fin de la semaine quelques journées à trente centimes. Aux ateliers de couture, le travail chôme souvent : tantôt il n'y a pas d'ouvrage commandé ; tantôt la toile ou le fil manque. Des chapeaux de paille reviennent à un prix fabuleux ! ».

Et la conclusion de ce rapporteur digne de foi ne sera pas pour surprendre : « C'est un insuccès complet. Tout a concouru à cet avortement : Le choix de l'île des Pins comme lieu de relégation, le choix des fonctionnaires, la subordination de ces agents à la direction de la transportation à Nouméa. Le commandant supérieur de l'île n'a été qu'un agent d'exécution de l'administration de la grande terre. Or, de 1887 à 1889 nous avons vu se succéder cinq chefs de cette administration !... La relégation n'est pour le moment que la peine des travaux forcés à perpétuité ».

Nous nous excusons d'avoir fait de si longs emprunts à l'ouvrage du Docteur Nicomède. Mais nous avons tenu à marquer que l'échec de la relégation collective, son assimilation, si facile à prévoir, à la peine des travaux forcés, n'ont pas été le résultat d'une lente déformation du système primitif, mais sont contemporains aux premiers essais.

L'avenir n'a pas été plus brillant. Dans « Criminopolis », publié en 1897, c'est-à-dire neuf ans plus tard, M. Paul Miranda confirme le témoignage de M. Nicomède. On y note que les relégués sont alors près de deux mille. Sur ce nombre huit cents sont internés à l'île des Pins. Les autres sont employés par l'Etat sur la grande terre : 150 dans les mines, une quarantaine chez des particuliers. Sept ou huit

seulement sont concessionnaires. Enfin quelques-uns sont en relégation individuelle.

Sur l'assimilation à la peine des travaux forcés, même son de cloche « Il a été interdit aux collectifs de sortir, non seulement du territoire, mais encore de l'enceinte du camp où ils sont logés, mesure grave ayant pour immédiate conséquence de convertir en emprisonnement l'exil que le législateur semblait avoir voulu ordonner sous le nom d'internement... Les relégués collectifs couchent dans des cases exactement pareilles à celles des forçats, sont conduits au travail par des surveillants militaires, sont passibles de punitions disciplinaires dont la gradation est à peu près calquée sur celle du bagne. Leur unique privilège est de toucher un léger salaire... ».

Même constatation quant à la qualité de la main-d'œuvre des relégués « Mines, colons, refusèrent les relégués. Ainsi finit la seule expérience sérieuse qu'on ait faite pour exécuter l'article 36 du décret du 26 novembre 1885, aux termes duquel les relégués peuvent recevoir du dehors des offres d'occupation et d'emploi, et justifier d'engagements de travail. ...Force fut donc à l'Etat de ne compter que sur lui-même. On composa trois détachements destinés, le premier à la Ouémanie, exploitation agricole, le second à la baie de Prony, exploitation forestière, le troisième aux travaux du génie. ...Trois échecs. La main-d'œuvre est incapable de quoi que ce soit ».

Bien entendu, l'application de la loi du 27 mai 1885 n'a pas été meilleure à la Guyane, où devait s'ajouter aux difficultés déjà connues l'handicat énorme du climat. M. Mimande nous parle également des débuts de la relégation dans ce pays (43), où on commença par l'installer à St-Jean, entre le fleuve et un marais, c'est-à-dire dans un des endroits les plus malsains de la colonie, et où on crut devoir employer les récidivistes à combler le marais, d'où émanations pestilentielles, fièvres et effrayante mortalité. L'auteur conclut : « L'application faite à St-Jean-du-Maroni de la loi sur les récidivistes ne saurait être rangée au nombre des choses discutables. En aggravant les conséquences atro-

(43) Paul Mimande, *Forçats et proscrits*, p. 140 et suivantes.

ces d'un système draconien, l'administration a fait une très fâcheuse sottise ».

Quelques années plus tard, lors d'une discussion sur la condition juridique du relégué, à la très regrettée Société générale des prisons (44), il est encore constaté que le relégué collectif emmené à la Guyane est soumis à l'obligation du travail et subit en fait la peine des travaux forcés à perpétuité. Les deux peines se ressemblent si bien que le pouvoir réglementaire, pour éviter un abus facilement prévisible, décide que les forçats et les relégués ne pourront être détenus dans les mêmes établissements pénitenciers. La face ainsi était sauvée !

Les renseignements plus récents n'infirment jamais la lamentable confusion des « Pieds de biche » et des forçats (45), ni l'échec complet de la relégation. L'internement persiste. Qu'il y a loin des illusions des premiers commentateurs de la loi : « En dehors des heures de travail, il ne faut pas hésiter à dire que la loi n'autorise pas l'internement à l'intérieur d'un édifice. ...On ne devra pas empêcher les relégués de se construire à leurs frais, et sur leur salaire, des cases pour habiter la nuit en dehors des bâtiments pénitenciers ; on devra même les y engager, ne serait-ce que pour développer en eux le sentiment de la propriété ! » (46).

Qu'il y a loin des règlements même ! « Le décret du 5 septembre 1887 avait prévu sur le territoire affecté à la relégation : Des dépôts d'arrivée ; ils n'ont jamais existé ; le relégué est placé dès son arrivée dans les ateliers, chantiers, ou exploitations ; une école, il n'y en a jamais eu en Guyane ; un hôpital, il a été supprimé en 1919 ; les malades sont dirigés sur l'hôpital de la transportation à St-Laurent ; une juridiction spéciale, elle n'a jamais existé ; les relégués sont passibles des juridictions de droit commun » (47).

41. — Nous avons réservé à dessin la relégation individuelle, forme première de la volonté législative, et qu'on

(44) Voir bulletin, 1906, p. 571.

(45) Voir pages suivantes.

(46) Tournade, *Commentaire de la loi sur les récidivistes*, p. 78.

(47) Thamar, *Les peines coloniales*, p. 124.

avait sans doute laissée subsister à côté de la relégation collective, dans l'espoir de substituer progressivement l'état de liberté à celui d'internement, au fur et à mesure que l'amélioration du récidiviste l'aurait permis.

Les individuels devaient être de simples bannis, libres d'évoluer dans toute la colonie, de se mêler à la vie des colons, d'être domestiques, commerçants, cultivateurs, employés de bureaux. Une commission devait proposer le passage de la relégation collective dans l'individuelle et réciproquement. « Mais il fut entendu in petto, constate M. Mimande, que cette mesure libérale demeurerait à peu près platonique, l'accès de l'individuelle étant rendu assez difficile pour que la collective constituât la règle ».

Sur 17.000 relégués envoyés à la Guyane depuis 1885, 4.000 au maximum auraient été mis en relégation individuelle et 300 seulement s'y seraient maintenus (48).

D'autre part, aucune colonie ne voulut des relégués individuels. Le gouvernement fut donc conduit à les envoyer à la Nouvelle-Calédonie, puis à la Guyane. C'était une grosse erreur que de les mêler à une importante population de libérés à peine échappés du bagne. Quel reclassement pouvait-on attendre d'eux désormais ?

D'après M. Dupertuis (49) les débuts même de la relégation individuelle ne furent pas encourageants. De 1889 à 1895, sur 339 récidivistes admis au bénéfice de cette faveur, 80 durent être réintégrés à la collective. L'échec fut pire en Guyane. La population libre évitait avec dégoût les occasions de rencontrer de pareils individus.

On a essayé de leur accorder des concessions de terre. Les résultats furent pitoyables. A cet égard M. Feuillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, disait en 1897 dans un rapport lu à la Société générale des prisons (50) « Si pour les transportés j'ai pu vous parler de six mille concessionnaires, j'en suis encore à en chercher un seul parmi les relégués. Les seuls emplois auxquels ils aient été aptes sont de petits emplois de ville comme garçon coiffeur ou

(48) Chiffre cité par M. Themar, *Les peines coloniales*, p. 135.

(49) Paul-Emile Dupertuis, *Des régimes répressifs spéciaux applicables aux récidivistes*, p. 91 et suiv.

(50) Revue pénitentiaire, 1897, p. 656.

garçon de café et il ne peut y en avoir des masses de ce genre ».

En ce qui concerne la Guyane, même opinion dans le rapport de M. Charvein, gouverneur des colonies, fait à la même société (51) « Le long de la voie ferrée du chemin de fer qui relie St-Jean à St-Louis, j'ai fait défricher une zone cultivable de quelques kilomètres et elle a été immédiatement plantée et répartie entre ceux qui demandaient à prendre part à cet essai. Des cases étaient en préparation et devaient être élevées sur les concessions. Il suffisait d'attendre la récolte. Mais avant les quatre mois que la nature exige pour mener la maturation à bonne fin, la plupart avaient sollicité leur réintégration. Il ne restait que deux ou trois de ces fantasques concessionnaires ».

42. — Il nous reste à examiner le nombre des récidivistes transportés depuis l'origine sur les lieux de relégation.

A cet égard, comme à d'autres, le parlement s'était fait de singulières illusions. Il imaginait une déportation massive des indésirables, un nettoyage complet des bas-fonds de grandes villes. ...Les chambres n'avaient-elles pas prévu qu'au bout de cinq ans il y aurait 30.000 relégués ? Or, au bout de cinq ans il y en a eu 4.340 ! (52).

Voici, d'ailleurs, quelques chiffres annuels (53) :

En 1886 il a été relégué		232 individus	
1887	—	1.737	—
1888	—	1.434	—
1889	—	1.109	—
1890	—	994	—
1891	—	940	—
1892	—	969	—
1893	—	859	—
1894	—	795	—
1895	—	756	—
1896	—	704	—
1897	—	731	—
1898	—	656	—
1899	—	774	—

(51) Revue pénitentiaire, 1896, p. 201.

(52) Chiffre cité par M. Le Marc' Hadour, *De la relégation des récidivistes*, p. 174.

(53) Ils sont cités par Bénac, *Les délinquants d'habitude*, p. 101 jusqu'en 1900. Au-delà, voir Chambon, *Les mesures de sûreté*, p. 119.

1900	—	632 individus
1901	—	» —
1902	—	» —
1903	—	500 —
1904	—	» —
1905	—	605 —
1906	—	» —
1907	—	511 —
1908	—	» —
1909	—	414 —
1910	—	343 —
1911	—	» —
1912	—	340 —
Soit 16.035 de 1885 à 1912.		

En ce qui concerne la période de 1912 à 1922, nous pouvons déduire le nombre, de la comparaison du chiffre précédent et de celui de 20.000 environ cité par M. Garçon (54) pour la période de 1885-1922. Quatre à cinq mille seulement auraient donc été relégués de 1912 à 1922.

Notons au passage que 974 femmes, seulement, ont fait l'objet de cette mesure.

Nous avons pu relever dans les statistiques pénitentiaires de 1930 et de 1931 les chiffres de 273 et de 278 relégués conduits à St-Martin-de-Ré, en vue de leur départ pour la Guyane.

Enfin, des renseignements que nous avons pu obtenir au ministère des colonies, malgré les difficultés de l'heure et l'absence des archives, il résulte que depuis l'origine, 17.304 relégués ont été envoyés à la Guyane. Si l'on ajoute à ce chiffre celui des envois à la Nouvelle-Calédonie, soit 10.000 environ, on peut estimer en gros que 27.000 récidivistes se sont vus appliquer en 55 ans les dispositions de la loi du 27 mai 1885. Cela fait une moyenne de 500 par an. Mais ce chiffre, bien plus élevé au début, ne cesse de décroître :

De 1.600 par an de 1885 à 1889, il est passé à 932 de 1890 à 1894, à 820 de 1895 à 1899, à 500 de 1912 à 1922. ...Il était à peine de 325 ces dernières années. La relégation est une institution qui meurt lentement. L'impossibilité actuelle, en raison du blocus de nos côtes, de transporter nos récidivistes en Guyane, lui portera-t-elle le dernier coup ?

(54) Garçon, *Le droit pénal*, p. 116.

V. — CAUSES DE L'ÉCHEC DE LA LOI DU 27 MAI 1885

43. — La loi du 27 mai 1885 n'a jamais eu bonne presse. A peine votée elle n'a cessé d'être critiquée de la manière la plus ardente. Elle était mal faite (55), elle ne se conformait pas aux principes modernes de philosophie pénitentiaire (56), c'était une institution à reprendre en entier (57) thème général qu'on retrouve dans tous les ouvrages de droit pénal.

Bien entendu, son exécution ne lui a pas valu des commentaires plus favorables. La relégation a échoué, indiscutablement échoué. Elle a d'abord partagé avec les travaux forcés l'échec général de la transportation, dont tout le monde est convaincu, notamment depuis « l'expérimente » (58) faite aux bagnes par l'Armée du Salut, qui a amené la suppression de l'exécution coloniale de la peine des travaux forcés. Elle a eu en outre, son échec propre.

En effet, la loi sur la relégation avait un triple but : débarrasser le sol de la métropole des délinquants d'habitude, obtenir l'amendement du plus grand nombre possible, servir à la prospérité des colonies. On trouve ces trois idées dans le rapport de M. Waldeck-Rousseau à la chambre des députés. Or, sur le premier point, les chiffres parlent avec assez d'éloquence : Une infime partie de nos coquins se trouvent frappés. Sur le second, comme le dit M. Aymard (59) : « La colonie n'a pas amendé le malfaiteur, ni le malfaiteur n'a pas amendé la colonie ». Nos relégués, tristes épaves, traînent à la Guyane une existence misérable, plus mauvais, plus aigris, plus inhumains que jamais. Quant aux avantages que la Nouvelle-Calédonie et la Guyane ont pu retirer du travail des relégués, il serait cruel d'insister !

Les causes de l'échec sont multiples. Nous allons nous efforcer de les analyser dans leurs plus grandes lignes, afin de tirer de cette expérience, la leçon nécessaire pour l'avenir.

(55) Voir G. Vidal, *Principes fondamentaux de la criminalité*, p. 355.

(56) Mimande, *Criminopolis*, p. 314.

(57) Declareuil, *Les systèmes de la transportation*, p. 168.

(58) Le mot est de M. Mossé lui-même : *Revue sc. criminelles*, 1937, p. 90.

(59) Aymard, *La profession du crime*, p. 355.

44. — La loi, nous l'avons montré, n'est pas appliquée. Doit-on accuser les juges d'indulgence ? Celle-ci n'est-elle pas que de la modération ? Si, comme l'avait demandé un député du nom de Versigny, lors de la discussion de la loi à la chambre (60), il n'avait appartenu qu'au jury de statuer sur le sort des gens susceptibles de relégation, il est probable que le nombre des condamnations à cette peine aurait été considérablement plus élevé. La justice populaire, si facile à attendrir sur le sort d'un grand criminel de l'espèce primaire, est sans pitié pour les chevaux de retour. Le juge répressif, au contraire, est trop accoutumé à cette clientèle de récidivistes impénitents pour avoir souvent ce réflexe d'impatience ou de dégoût qu'il n'a connu qu'au début de sa carrière, quand sa sensibilité n'était pas encore émoussée, quand ses nerfs participaient au jugement.

Et cependant, contre cette indulgence, le législateur avait cru avoir trouvé une arme : *l'automatisme*. Le juge est, en effet, tenu de prononcer la relégation aussitôt que les conditions légales sont remplies, c'est-à-dire quand le délinquant qu'il a à juger est titulaire du nombre de condamnations prévu par la loi pour entraîner l'application de la mesure.

Ce régime de défiance envers le magistrat présente, nous allons le voir, plus d'inconvénients que d'avantages. Il est d'abord injuste envers le délinquant, car il suppose une fois pour toutes que l'état de danger social d'un individu est forcément proportionnel au nombre de ses chutes. Or ceci est rigoureusement inexact (Un individu ayant commis une infraction punie de la peine la plus légère peut contenir en lui plus de germes de mal que tel autre plusieurs fois durement condamné). C'est ainsi qu'il existe dans nos prisons toute une catégorie de mendiants, vagabonds, rouleurs, clochards, récidivistes impénitents, piliers des tribunaux correctionnels, dont le comportement est moins nocif, moins lourd de menaces, que l'unique délit de l'auteur d'un abus de confiance ou d'un outrage aux bonnes mœurs.

(60) Voir *J. O.* du 24 juin 1883, déb. parlem.

On ne peut prétendre additionner des délits pour juger un homme. Des fautes diverses ne peuvent pas davantage s'additionner que des mètres cubes de bois avec des hectolitres de blé ! Il n'y a pas identité de mesure. Il a fallu l'énorme ignorance du législateur pour ne pas avoir les yeux ouverts par l'évidence. Ce qui l'a trompé, c'est l'identité de conséquences des délits, c'est-à-dire l'expression de la peine en un certain nombre de mois ou d'années de prison, de telle sorte qu'il a pu imaginer une égalité entre certaines fautes parce qu'elles entraînent un châtiment identique. Mais prétendre qu'est également dangereux pour l'ordre public tout homme qui a été condamné tant de fois à tant de mois de prison, sans se rendre compte de ce qu'a d'inadapté à chaque délit cette dose d'isolement dont nous avons fait notre seul moyen de répression, c'est ne pas vouloir regarder la réalité en face.

L'automatisme qui ne réalise donc pas l'équité, est, en outre, scientifiquement une erreur, en ce qu'il crée une individualisation arbitraire de la peine. Comme le dit M. Saleilles (61) : « Faire de la classification individuelle par voie automatique d'application légale, serait une façon d'individualisation légale, et notre loi du 27 mai 1885 nous en fournit un très fâcheux exemple. C'est de l'individualisation de hasard, faite avec l'espoir que sur le nombre on tombera juste... La relégation s'impose dès que l'individu se trouve dans une des catégories de la loi. Il y a, en effet, beaucoup de chances pour que son casier judiciaire garantisse son incorrigibilité. Mais pourquoi ne pas en laisser au juge l'appréciation définitive ? Lui seul devrait avoir le dernier mot en pareille matière, car la loi n'opère que sur des entités abstraites ; seul le juge opère sur des réalités ».

Il est un élément qui a échappé au législateur de 1885, c'est l'appréciation subjective du délinquant. Il a assis tout son système sur le seul indice de la récidive, sans se rendre compte que ce n'était qu'une des composantes de la question.

Si encore l'automatisme avait eu cet effet de paralyser

(61) Saleilles, *De l'individualisation des peines*, p. 199.

l'indulgence judiciaire ! Mais il n'en est rien. Il n'y a relégation que si la dernière des condamnations, parce qu'elle est supérieure à trois mois d'emprisonnement, déclenche le mécanisme (L'intéressé est, en effet, déjà titulaire en général des condamnations inférieures à trois mois qui comptent dans le quatrième cas pour l'application de la loi). Il suffira par conséquent au juge « devant lequel vit et palpite le cas individuel » (62), de doser précautionneusement la peine pour que la relégation soit évitée. Dans la pratique les choses se passent ainsi : Les premiers tribunaux devant lesquels se présente le récidiviste, soucieux de la sécurité sociale, mais aptes à laisser à d'autres la responsabilité du jugement « des adieux », augmentent facilement la peine, afin qu'elle compte éventuellement dans le calcul nécessaire pour la relégation. Mais quand l'homme est au bord du gouffre, les mêmes juges lui font plusieurs fois la charité des circonstances atténuantes, abaissant ainsi la sanction à trois mois de prison, afin de ne pas avoir à prononcer cette relégation.

Si le législateur avait eu plus d'adresse, il aurait décidé que même la dernière peine n'entraîne la relégation qu'en cas de nouvelle récidive postérieure et que le tribunal statuant sur cette ultime infraction, sans avoir à prononcer une sanction principale, doit condamner à la relégation aussitôt qu'il déclare le délit matérialisé. Ainsi aurait été passé au cou du juge ce nœud dont il a jusqu'ici réussi à éviter l'étreinte, car seule la relaxe aurait permis d'éluder la mesure de débarras.

Donc, malgré son légalisme, la loi du 27 mai 1885 n'a pas rendu les tribunaux plus sévères. Tout au contraire, elle énerve la répression car elle contribue à multiplier les courtes peines de prison à l'encontre d'individus qui auraient été plus durement frappés si la nécessité de prononcer en outre l'élimination définitive, n'avait retenu le bras du juge.

On a dit que celui-ci admettait difficilement de ne pas proportionner la peine à la dernière faute. On a cru voir

(62) Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 86,

là le mobile principal de sa méfiance envers la loi. Il y a plus :

La loi de 1885, nous l'avons déjà vu, établit sa mesure éliminatrice sans égard à la gravité objective du dernier délit, mais aussi sans égard à la culpabilité morale du délinquant. Et voilà précisément ce qui impressionne et effraye le juge. La fréquentation des prévenus lui a appris à comprendre ce qu'il y a de fatal dans la récidive et sa conscience ne peut se résoudre à appliquer à un homme une peine terrible, sans avoir la certitude que cet homme l'a méritée.

Peine terrible ? La rigueur illégale, abusive, folle, de l'exécution est encore le plus grand obstacle qu'ait rencontré l'application de la loi.

45. — Il n'est pas, en effet, un criminaliste, un reporter, un témoin, pour contester que l'identité est complète, à peu de choses près, entre l'exécution de la relégation et celle des travaux forcés. Les misères du bagnard sont celles du relégué, leurs souffrances se confondent.

Quelles sont, en définitive, les rares différences dont on peut se prévaloir pour contester que la peine des travaux forcés est arbitrairement appliquée aux relégués ?

1° La couleur du costume, encore que les deux sont de même drap et de même coupe.

2° L'admission à des chantiers spéciaux, qui ne sont pas ceux des forçats, où le travail devait être moins rude ?... Cette différence, elle-même, a disparu depuis que l'extinction progressive de la transportation a obligé à faire appel à la main-d'œuvre des relégués pour abattre les arbres et défricher le sol.

3° L'attribution d'un salaire ? Mais encore, si en échange de sa journée de travail, qui est de dix heures, le relégué reçoit une légère rétribution, moitié de celle-ci est réservée pour le jour où il sera mis en relégation individuelle. Excellente précaution, certes, mais comme la plupart ne connaîtront jamais ce paradis du récidiviste, en fait ils travaillent pour presque rien.

4° Le relégué relève des tribunaux ordinaires pour les crimes et délits commis aux colonies, tandis que le forçat est justiciable du tribunal maritime spécial. C'est dire que

la répression est peut être moins dure, notamment en ce qui concerne les tentatives d'évasion.

5° Le relégué n'est frappé d'aucune incapacité civile. Maigre consolation que de pouvoir contracter, tester, faire des libéralités, quand un homme ne possède rien, ou recevoir quand personne ne pense plus à lui !

6° Les seules différences un peu plus sensibles à l'individu qui expie, nous les trouvons précisées dans les mémoires d'un bagnard (63). « Les relégués ont cependant un peu plus de liberté que les forçats. Leurs cases restent ouvertes la nuit. Ils peuvent ouvertement faire du commerce entre eux. Les surveillants n'ont pas droit de vie et de mort sur eux, comme sur les forçats. Ils peuvent porter leurs décorations ». Ce dernier détail se passe de commentaires !

En somme, la relégation n'est qu'une caricature ou une ombre, selon qu'on l'envisage du point de vue de ceux qui l'avaient rêvée, ou du point de vue de la transportation. Telle qu'elle est appliquée ce n'est qu'une hypocrisie monstrueuse ; c'est la sœur jumelle des travaux forcés.

Il ne pouvait en être autrement, en raison de l'identité de lieu et de l'identité de direction, car on ne peut demander à un même administrateur de faire appliquer, dans un état d'esprit différent, deux peines dissemblables, alors que ce sont les mêmes êtres qui en surveillent l'exécution. Ne faut-il pas tenir compte de la déformation professionnelle ? C'est comme si on faisait diriger par le même homme un hôpital et une prison. Si c'était le médecin-chef de l'hôpital, on prendrait tous les jours la température des prisonniers ; si c'était le gardien-chef de la prison, on ne la prendrait jamais aux malades !

En outre, on trouve sur place des raisons pour expliquer la confusion des traitements. La conduite du relégué n'étant pas meilleure que celle du transporté, on n'est pas incité à lui être plus favorable et on dit aussi qu'en raison de la correctionnalisation de certains crimes, bien des relégués devraient être des transportés.

Ainsi, la relégation est une peine effroyable pour des gens qui n'ont pas commis de crimes et le souci légitime

(63) Dieudonné, *La vie des forçats*, p. 78.

d'assurer en France la sécurité n'imposait pas de telles rigueurs. Comme le dit M. Camerlynck (64) « on arrive à ce résultat piquant que la *peine* de la relégation, qui par sa perpétuité s'apparente étroitement dans notre droit actuel à la notion de *mesure de sûreté*, va perdre en grande partie ce dernier caractère, à l'instant même où elle en acquiert expressément la dénomination ».

46. — Autre cause d'échec : La nature même du relégué.

On trouve partout, en effet, cette critique, qu'à l'encontre du forçat le relégué est un être misérable, déprimé, physiquement et moralement éteint, incapable de se refaire à la colonie une existence neuve. Les uns ont accusé la commission de classement qui paraît juger trop souvent « sur pièces » de l'aptitude des prisonniers. C'est ainsi que le docteur Rousseau (65) raconte qu'il prit, un jour, les livrets médicaux de trois nouveaux arrivants. Le premier était celui d'un uni-jambiste porteur d'un pilon, l'autre celui d'un ataxique qui pouvait à peine se tenir debout à l'aide d'un bâton, le troisième, celui d'un tuberculeux cavitaire. Or ces trois livrets portaient la mention « Apte à tous les travaux sous tous les climats ».

D'autres vont prétendre que le relégué arrivait anémié parce qu'il venait de subir en prison métropolitaine la dernière peine (66). Il est possible, certes, que le régime alimentaire du dernier semestre n'ait pas été exactement celui qui convient à un futur colon, mais croit-on que si les estaminets et les bouges avaient été la dernière étape du récidiviste, sur le sol de la patrie, le résultat aurait été meilleur ?

On a dit aussi que le relégué était trop âgé pour avoir conservé quelque énergie (l'âge moyen est de trente-cinq ans, avec une tendance marquée à s'abaisser actuellement). Mais cette observation, parfaitement exacte, n'embrasse que la conséquence et ne remonte pas à la cause, car s'il est indéniable que la relégation intervient trop tardivement, la faute en est à la loi qui a multiplié les conditions

(64) Camerlynck, *Rapport sur l'avant projet de code pénal*, p. 17.

(65) Rousseau, *Un médecin au bagne*, p. 293.

(66) Voir notamment Saleilles, *L'individualisation de la peine*, p. 187, et Cache, *Science et législation pénitentiaires*, p. 468.

légales, et au juge qui fait preuve, comme nous l'avons montré, d'une hésitation compréhensible. Bref, ce qui est envoyé à la Guyane c'est un déchet inutilisable, c'est ce qu'il reste, après vingt ans d'abus, de ce qui fut un homme. Il n'est de vices que le relégué n'ait contracté : Miné par l'alcool, par quelque maladie honteuse ou par la tuberculose, le voici physiquement incapable du moindre effort. Ajoutons encore que le délinquant adulte ne se recrute pas, hélas, parmi les enfants bien nourris, que l'hérédité est souvent désastreuse, et nous aurons les raisons de l'impuissance absolue du relégué.

Moralement c'est encore pire. Quand un casier contient quatre condamnations à plus de trois mois, combien n'en contient-il pas d'autres qui n'ont pas compté pour le grand voyage ? Ainsi le récidiviste, client fidèle de nos prisons, n'a derrière lui qu'un passé de fainéantise. Il a coulé le plus clair de son temps à bailler dans une cellule, il ne connaît, en fait de métier, que les petits travaux exécutés sans goût et sans hâte dans la prison (ridiculement faciles, absurdement payés) s'il sait dessiner, c'est sur les murs... A son égard la mesure radicale est prise beaucoup trop tard.

Et, il y a plus. Non seulement le relégué devrait être un homme jeune, éliminé aussitôt qu'il a prouvé son inaptitude à vivre en société, mais encore tous les individus à l'égard desquels cette preuve est faite, ne devraient point indistinctement être relégués. Comme l'a parfaitement noté M. Dupertuis (67) « l'erreur capitale de la loi de 1885, c'est d'avoir voulu englober dans une même mesure la foule disparate des récidivistes. Ceux-ci sont loin d'appartenir à un type unique ». Cette erreur, c'est encore une conséquence de la présomption légale d'incorrigibilité. De même qu'après une série de fautes de gravité déterminée, le délinquant qui jusqu'ici passait légalement pour n'être pas encore un danger social, devient brusquement un indésirable qu'il faut chasser, de même tout individu remplissant les conditions de séjour en prison prévues par la loi, devient

(67) Dupertuis, *Des régimes répressifs spéciaux applicables aux récidivistes*, p. 102.

apte ipso facto à mettre pioche sur l'épaule et à tenter au delà des océans un redressement symbolique.

Avant de promulguer la loi, le législateur aurait dû fréquenter les tribunaux de police correctionnelle et mieux encore les prisons. Il n'aurait pas commis entr'autres cette erreur monumentale d'envoyer en relégation les vagabonds. Si d'un homme à l'autre, il s'était posé cette question : « Celui-ci est-il apte à la Guyane ? » il eut compris qu'on ne peut mettre en un même sac le voleur invétéré, l'alcoolique, le récidiviste des attentats aux bonnes mœurs et le mendiant aboulque !

L'élément qualitatif devrait l'emporter sur l'élément quantitatif : ce qui doit déterminer l'élimination d'un homme, ce n'est pas la somme de ses fautes passées, mais la constatation de certains défauts rendant indésirable sa présence dans la vie sociale libre, jointe à l'égale constatation de certaines qualités le rendant propre, non seulement à se redresser ailleurs, mais à ne pas nuire au reclassement éventuel des autres éliminés. A la condition négative, si grossièrement ébauchée par la loi, doit s'ajouter un facteur positif. C'est ainsi qu'un fou ou un demi-fou, est indésirable dans la métropole, mais ne l'est pas moins au lieu de relégation.

47. — Et ceci nous entraîne à parler de la corruption mutuelle, ce grand vice de tous les bagnes, qui a également contribué à empêcher tout relèvement moral des relégués, en supposant que par ailleurs ce redressement eut été possible.

Le sujet est trop connu pour que nous nous y arrêtions longtemps. Bien entendu, la relégation n'a pas été exempte de ce mal qui ronge les forçats et qui va de la malhonnêteté triomphante jusqu'à la pratique imposée des mœurs abjectes, engouffrant sur son passage tout ce qui pouvait rester de pur, de droit, dans ces corps et dans ces âmes. Écoutons le cri de cet ancien bagnard. Son accent ne manque pas de sincérité : « Les nouveaux forçats ne sont en Guyane que depuis quelques jours et ils vont d'étonnements en étonnements. Ils constatent qu'il n'y a au bagne que vols et rapines, prostitution et mouchardage, injustices et corruption. Tout se vend, tout se vole, s'achète et se revend.

C'est une lutte sans merci contre l'honnêteté, qui n'a ici aucun sens dans aucune langue. Celui qui, condamné à une petite peine, avait décidé de la faire pour reprendre ensuite sa place dans la vie, se voit contraint, par le régime même du bagne, à s'adapter ou à s'évader » (68).

Nous n'irons pas jusqu'à dire que l'administration est complice, mais il est certain que, soit par manque de conviction véritable dans la mesure de sa force, soit plus encore par paresse, par accoutumance, elle n'a rien fait pour réagir. Or, les gens sensés n'admettront jamais que ce règne du mal est inéluctable. Qu'a-t-on tenté d'ailleurs pour moraliser les expatriés, pour sauver du moins les plus sains ? A quelles forces spirituelles a-t-il été fait appel ?

En 1874 les aumôniers du bagne étaient supprimés. Le 12 janvier 1904 on expulsait les religieuses de St-Paul-de-Chartres (69). Il existe (tout juste à l'usage des libérés) quelques œuvres qui vivotent : La soupe populaire des sœurs franciscaines, l'assistance aux malades, le vestiaire pour indigents, l'œuvre des journaux, la colonie agricole du curé de Remire. C'est tout récemment seulement, et comme dérivé du bel effort fait par l'Armée du Salut (notamment par le Major Péan) qu'un comité de patronage officiel a été créé à Cayenne. Il est présidé par le Procureur de la République ; il comprend deux représentants du clergé, deux représentants de l'Armée du Salut, deux représentants du commerce local et un de la municipalité.

Mais comme ceci arrive tard et comme c'est peu de chose devant l'immensité de la tâche ! Cela n'a d'intérêt d'ailleurs que pour les libérés. Or des gens comme les relégués, comme les forçats, devraient être plongés dans une atmosphère plus spécialement épurée. Au lieu que leur vice déborde, que leur indécatesse gagne de proche en proche l'homme qui les surveille, c'est au contraire par le choix de cet homme qu'il faudrait faire pénétrer dans les bagnes quelques traces de ces vertus où pourraient se cramponner ceux de ces damnés qui ne sont pas encore irrémédiablement pourris.

(68) Dieudonné, *La vie des forçats*, p. 91.

(69) D'après Rouilleault, *La suppression du bagne*, p. 157.

Il faudrait des apôtres pour surveiller forçats et relégués. Or, comme le recrutement est difficile, on prend qui se présente et « généralement des anciens militaires dont l'instruction insuffisante leur a valu d'être écartés de tous les emplois civils qui leur sont réservés après leur temps de service » (70).

Bien plus, jusqu'à ces dernières années, le directeur de l'administration pénitentiaire coloniale en Guyane, choisi parmi les officiers en retraite ou des fonctionnaires civils subalternes, c'est-à-dire en dehors des cadres pénitentiaires métropolitains, ignorait les besoins économiques guyanais, tout en restant étranger à l'horizon pénal et pénitentiaire. Entre ce directeur et le gouverneur de la colonie le conflit était permanent. On a fini par supprimer le directeur du pénitencier au profit du gouverneur, mais c'est dire qu'en même temps on a donné le pas au problème colonial sur le problème pénitentiaire.

La question se pose d'ailleurs de savoir s'il n'y a pas incompatibilité entre ces deux domaines. On ne peut pas à la fois chercher à coloniser une province et à amender des hommes, car si le premier de ces buts est purement utilitaire, le second est désintéressé. Il est des jours où entre les deux chemins il faut choisir (71). Cette observation est plus spécialement exacte pour la relégation. Quelle nécessité a imposé la séquestration des relégués, sinon le souci de préserver de leur contact les populations libres ? N'est-ce pas, également, parce qu'il y a en Guyane une main-d'œuvre libre, à laquelle il faut s'efforcer de ne pas faire concurrence, que libérés et relégués individuels en sont réduits à vivre d'aumônes, de grappillages ou de menus larcins ? Certes, il y a l'expérience anglaise, mais l'Australie était un pays neuf et le sort des exilés pouvait provisoirement s'identifier à celui de cette terre qu'ils trouvaient vierge.

48. — Nous avons gardé pour la fin la cause d'échec la plus grave, celle qui devait inéluctablement ruiner nos divers essais de transportation : le climat guyanais.

(70) Thamar, *Les peines coloniales*, p. 186.

(71) Voir sur la question : Brésillion, *De la Transportation*, p. 125.

On a beaucoup discuté au parlement en 1883 et 1884 sur l'aptitude de l'Européen à vivre en Guyane. Mais si le gouvernement s'est alors entêté à défendre le climat guyanais, c'est parce qu'il entrevoyait déjà l'impossibilité prochaine d'envoyer ailleurs les relégués.

En fait, la chaleur régulière et humide qui règne en Guyane rend difficile l'installation des blancs. Ceci est constaté dès les débuts de la transportation par le Père Murry dans son rapport sur « les Jésuites à Cayenne », est assuré par l'amiral Fourichon, ancien gouverneur de cette colonie, est également affirmé par cet autre gouverneur que fut Paul Mimande, est confirmé par les médecins : le docteur Riou Kérangal, le docteur Rousseau, le docteur Benjamin.

Que la mortalité à la Guyane ne soit pas très supérieure à celle de nos prisons, peut-être ! Mais ceux qui ne meurent pas se traînent. Les expatriés sont anémiés, fiévreux, abrutis, hors de condition pour travailler sérieusement, et plus encore pour retrouver en eux-mêmes ce reste d'énergie indispensable à un redressement moral.

Nous pouvons conclure que l'installation sur des terres lointaines d'une armée de récidivistes présentait déjà, en elle, des difficultés assez lourdes, sans qu'il ait été utile de compliquer le problème par la nécessité d'une lutte permanente contre un climat impropre.

On peut, certes, objecter que la relégation n'avait déjà pas réussi à la Nouvelle-Calédonie. C'était lui retirer désormais toute chance de succès que de la transporter dans la fournaise guyanaise.



Ainsi donc, parti avec hardiesse sur un terrain nouveau, positiviste avant l'heure en ce qu'il y a d'heureusement social dans la doctrine de Ferri, le législateur français dépassant toutes les controverses d'école, allant directement à l'exécution, prétendait montrer aux autres pays la route à suivre. Mais lancé trop tôt et trop vite, au surplus incapable de se redresser en chemin, il n'a fait aux yeux du monde, que le procès de sa méthode. Parce qu'il a persisté dans son système et s'y est enfermé, il a transformé

une erreur de départ, qui était excusable, en un long échec qui ne l'est pas.

Cependant les autres législations ont mis à profit nos errements, nous ont dépassés dans la conception scientifique de la lutte contre la récidive, de telle sorte que dans ce domaine particulier — comme dans d'autres — nous voici outrageusement en retard.

Pour nous en persuader, nous allons analyser dans le chapitre suivant comment les autres états ont organisé l'élimination des récidivistes.

CHAPITRE III

L'ÉLIMINATION DES RÉCIDIVISTES EN DROIT COMPARÉ

49. — Depuis quinze ans le droit pénal est en fusion dans la plupart des législations du monde ; des codifications nouvelles ont surgi surtout dans les pays européens, offrant à la recherche que nous voulons entreprendre un champ immense, dont on n'aurait certes pas prévu l'étendue et la richesse aux environs de 1920 !

C'est que l'étiage de l'honnêteté publique baissant dans tous les pays, la récidive augmentant, les législateurs ont été conduits à remettre au creuset les vieux moules de la répression, à chercher des armes nouvelles adaptées au péril nouveau.

Plus encore, le triomphe de l'Etat autoritaire sur l'Etat libéral, dont l'Italie, avant tant d'autres nations, allait faire l'expérience, devait engendrer fatalement la rigueur là où régnait une indulgence relative. Or les peuples, malgré leurs différences de races et de mœurs, malgré les montagnes ou les océans qui les séparent, ne restent pas imperméables aux remous politiques et sociaux qui agitent leurs voisins. C'est ainsi que la révolution fasciste, puis la révolution nationale-socialiste, sont les pôles entre lesquels a éclaté toute une gerbe de législations répressives plus ou moins inspirées des idées totalitaires en faveur dans les régimes nouveaux (c'est-à-dire substituant fortement la volonté de l'Etat à l'intérêt individuel).

Voici dans l'ordre chronologique et en nous excusant si nous en oublions, les codes répressifs successivement

apparus depuis le début du siècle, ainsi que les lois issues de l'arsenal de défense sociale pendant la même période :

- En 1902 le code pénal norvégien.
- En 1908 la loi anglaise « The prevention of crime act » et la loi égyptienne du 11 juillet.
- En 1922 la loi n° 105 de Colombie.
- En 1926 le code pénal russe.
- En 1927 la loi suédoise du 22 avril.
- En 1928 la loi hongroise du 31 janvier et le code pénal espagnol du 8 septembre.
- En 1929 la loi hollandaise du 26 juin et le code pénal yougoslave.
- En 1930 la loi belge du 9 avril, la loi danoise du 15 avril et le code pénal italien.
- En 1931 le code pénal du Mexique.
- En 1932 la loi finlandaise du 27 mai, la loi autrichienne du 10 juin, le code pénal polonais du 11 juillet.
- En 1933 la loi allemande du 24 novembre, le code pénal de Lettonie et le code pénal d'Uruguay.
- En 1935 le code pénal de Lithuanie et le code pénal de Chine.
- En 1936 la loi de défense sociale de Cuba, le code pénal de l'Iran du 17 mars, le code pénal du Pérou, le code pénal du Guatemala et celui de Roumanie.
- En 1937 le code pénal de Palestine du 1^{er} janvier, celui du Mandchoukouo du 4 janvier, et celui d'Egypte du 31 juillet.
- En 1938 le code pénal suisse.

Des projets n'ont pas abouti en Tchécoslovaquie, au Chili, en Finlande, sans parler encore de notre projet français, auquel nous consacrerons tout un chapitre.

Il est rare de voir s'inscrire dans une période aussi courte une telle avalanche de textes et l'importance de cet effort mondial en vue d'une diminution de la criminalité est certainement sans précédent dans l'histoire des peuples.

Dans ces lois et dans ces codes, quelle est la part faite à la lutte contre la récidive par la ségrégation des délinquants endurcis, c'est ce que nous allons maintenant exa-

miner, sans prétendre toutefois y parvenir pour l'unanimité des textes cités.

Nous donnerons le pas, dans cette étude, aux grandes expériences : anglaise, belge, italienne, allemande qui dominent la matière. Nous dirons ensuite, dans l'ordre alphabétique des pays intéressés, quels sont les reflets de ces hautes flammes dans les autres législations.

LA LOI ANGLAISE DE 1908 (PREVENTION OF CRIME ACT)

50. — Le 27 mai 1908, à la Chambre des Communes, le ministre de l'Intérieur Herbert Gladstone, après avoir constaté que le système répressif en vigueur en Angleterre s'avérait inefficace à l'égard de 40 % des criminels, exposait l'économie d'un projet nettement révolutionnaire. Il s'agissait d'envoyer certains délinquants d'habitude, après l'expiration de leur peine, dans un établissement spécial où ils seraient gardés, non pas un certain nombre d'années déterminé à l'avance, mais jusqu'au jour où l'administration aurait acquis la certitude que ces individus mèneraient désormais une vie honnête, ou jusqu'au jour où l'âge et les infirmités mettraient ces êtres dans l'impossibilité de reprendre une vie criminelle.

C'était une adhésion retentissant de la loi anglaise au principe nouveau de la peine indéterminée, tout juste admis alors dans deux prisons américaines : Elmira et Brochway, et également dans une loi norvégienne de 1902, que nous retrouverons lors de l'étude consacrée à la législation de ce pays.

Ce système consiste à fixer l'époque de la libération, non en vertu d'une décision préalable du tribunal qui a statué sur la faute du prisonnier, mais d'après les signes d'amendement reconnus, c'est-à-dire après guérison. C'est un régime pénitentiaire d'une très grande valeur scientifique, car en obligeant le pays qui le pratique à considérer dans la peine le moyen médical d'améliorer le détenu, il tend à faire de l'emprisonnement non plus un châtement, mais une cure.

Toutefois, le parlement anglais, en adoptant le 21 décembre 1908 la mesure de sûreté dite « Prevention detention of

habitual criminal » n'ose pas pousser le principe jusque dans ses conséquences extrêmes et limite à dix années le temps pendant lequel le récidiviste peut être retenu dans un établissement de réadaptation. Il est parallèlement institué un minimum de cinq années, jugé indispensable à l'amélioration du détenu.

Cette loi se distingue, par conséquent, de notre loi sur la relégation, en ce qu'elle ne suppose pas l'incorrigibilité du criminel, en ce qu'elle n'est pas l'*ultima ratio* prise contre lui. C'est de la thérapeutique et non pas une mesure de débarras. L'élimination provisoire qu'elle entraîne n'est pas une fin, mais un moyen.

La loi de 1908 ne s'applique ni aux jeunes délinquants, ni aux aliénés criminels, ni aux ivrognes d'habitude (lesquels sont placés sous le régime spécial d'un act de 1898), mais uniquement aux « habitual criminals », c'est-à-dire : 1° à ceux qui, ayant atteint l'âge de seize ans, ont été condamnés trois fois pour crime et sont déclarés par le jury coupables de mener une vie criminelle ; 2° à ceux qui ont été condamnés précédemment à la « preventive detention ».

La loi stipule également l'application facultative de la mesure au bout de trois années, aux condamnés à cinq ans de travaux forcés et au-dessus, sans qu'ils puissent toutefois être retenus au delà du temps légal de leur peine. Ce n'est ici qu'un moyen de faire bénéficier les condamnés aux longues peines d'un régime plus doux et dont on attend un effet curatif.

Retenons de la définition du criminel d'habitude, que le législateur anglais, en progrès sur le nôtre — il est vrai qu'il avait à se prononcer vingt-trois ans plus tard — ne fait pas du seul indice de la réitération du délit la condition de l'application de la mesure, mais introduit au contraire, à côté de cet indice et pour en corriger les erreurs, une déclaration relative au genre d'existence du délinquant. Il appartient donc au juge anglais de sonder le passé de l'accusé et d'apprécier si son comportement habituel en fait un être dangereux pour la société.

Comme le dit le Dr Vervaeck (72) dans un article sur les

(72) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1926, p. 14 et suivantes.
Dr Vervaeck, directeur général du service d'anthropologie pénitentiaire en Belgique.

institutions pénitentiaires de Grande-Bretagne : « Dans l'application de cette sentence les tribunaux anglais s'efforcent d'établir une distinction entre les délinquants habituels, dont la récidive leur paraît surtout devoir être attribuée à un état d'infériorité ou de maladie physique ou mentale, et les délinquants professionnels, normaux pour la plupart, qui s'engagent délibérément dans la voie du crime et y persévèrent de leur propre volonté, alors qu'ils sont capables de mener une existence sociale régulière ».

La loi anglaise de 1908 est la première qui essaie de serrer de près ce criterium de la « vie criminelle », lequel va désormais s'imposer avec une force de plus en plus grande aux législateurs du monde entier, dans la lutte qu'ils voudront entreprendre contre la récidive.

Quant à l'appréciation de cet état de récidive prévu par la loi, il faut souligner qu'en Angleterre le casier judiciaire n'existe pas, de telle sorte que les tribunaux doivent s'en rapporter aux affirmations de police ou aux renseignements qu'ils peuvent obtenir de-ci, de-là, sur le passé de l'inculpé. Ce système peut nous paraître scientifiquement très inférieur au nôtre, mais il a du moins l'avantage d'obliger le tribunal à scruter la vie du délinquant, à faire un effort de recherche dont nos juridictions, comblées par la production du bulletin n° 2 du casier, se croient dispensées. Or, dans sa sécheresse le casier judiciaire ne livre rien de l'homme et c'est finalement d'un inconnu que nos tribunaux ont à décider du sort.

51. — Les récidivistes frappés de la mesure d'internement de prévention ont été groupés dans un quartier des prisons de Liverpool et de Peterhead en Ecosse, mais on a surtout construit à leur intention la prison type de Camp-Hill, près de Parkhurst, dans l'île de Wight. Cet important pénitencier compte 400 cellules (dont 16 sont réservées aux femmes) bien aérées et éclairées par une fenêtre qu'il est permis à l'occupant d'ouvrir et de fermer à son gré, des ateliers, un hôpital, une chapelle, des habitations pour les gardiens. Grâce à sa superficie étendue il est possible d'y employer les détenus à des travaux agricoles. Ajoutons que Camp-Hill est dans une région particulièrement salubre et dans ce décor enchanteur de l'île de Wight, qu'il ne

nous a été permis de contempler que de la rade de Porthsmouth, mais dont nous avons gardé le souvenir des grands tapis verts et des immenses frondaisons d'où n'émergent que les clochers des villages.

A l'intérieur de cette clinique des consciences on s'efforce, malgré les difficultés de l'entreprise et les maigres résultats obtenus, de poursuivre énergiquement la cure de redressement moral et de reclassement social des délinquants d'habitude. C'est une question d'équilibre entre ce qui est humain et ce qui est raisonnable. De cet effort, nous trouvons la preuve dans la mise en observation de chaque prisonnier dès son arrivée, ce qui permet de consigner les résultats de cet examen dans un livre spécial « the character book », dont il n'a pas encore été question de doter nos bagnes ! En outre les détenus assistent à l'office religieux et reçoivent une instruction scolaire.

Le régime du silence n'est pas appliqué dans toute sa rigueur, notamment à l'atelier où la parole est permise pour autant qu'elle est nécessaire au travail même. Le souci de rendre au prisonnier la vie supportable se lit dans l'organisation du régime alimentaire où le menu, aussi varié que possible, n'est jamais connu à l'avance du détenu. Les pensionnaires ont deux uniformes, un pour la semaine, un autre d'aspect différent pour le dimanche. Le travail, industriel, mais surtout agricole, y est rétribué — contrairement à la règle admise dans les prisons anglaises — par un petit salaire dont le détenu peut, comme en France, utiliser une partie pour améliorer son ordinaire par des achats à la cantine et dont l'autre partie est réservée, afin de lui constituer un pécule qui lui sera remis le jour de sa libération.

Il existe surtout un régime progressif tenant compte de la conduite du prisonnier. Le nouveau venu est placé dans « l'ordinary grade », où il demeure si ses dispositions restent douteuses. Si sa vie est irréprochable il obtient tous les six mois un certificat donnant droit au port d'un galon. Le premier galon lui permet d'obtenir le salaire dont il vient d'être parlé ; le second l'autorise à participer aux repas du soir en commun ; au troisième galon il reçoit un petit jardin où il est autorisé à cultiver, à ses moments de

loisir, des légumes et des fruits susceptibles d'être achetés par l'établissement et dont le prix vient s'ajouter à son salaire. Enfin, au quatrième certificat, le prisonnier est admis dans la classe dite de mérite. M. Vervaeck relate, dans l'article précédemment cité, que, dès lors, les détenus peuvent parler, participer à des jeux, lire le soir. A ceux qui sont libérables dans six mois est accordé un régime de faveur qui équivaut presque à la liberté dans l'enceinte de la prison, très vaste d'ailleurs. Ils sont logés dans une aile spéciale, gaie et confortable, livrés à eux-mêmes et circulent librement dans les jardins et terres de l'établissement, d'où ils pourraient s'évader aisément. Mais ont-ils intérêt à le faire, alors qu'ils courraient de nombreuses chances d'être repris et réinternés pour longtemps, tandis que des sociétés de patronage s'occupent spécialement de leur placement et de leur reclassement social ? Quant à la section de discipline, elle comprend les détenus dont la conduite est mauvaise ou qui sont jugés susceptibles d'exercer une influence pernicieuse sur leurs voisins. Ils sont exclus du travail en commun et restent dans leur cellule ou sont occupés aux champs dans des équipes spéciales.

Le régime présente cette qualité, qu'en est bannie toute sévérité inutile. Cependant il a été jugé trop doux par plusieurs criminalistes et notamment par M. Ugo Conti et par M. Enrico Ferri qui ont été admis à visiter Camp-Hill à l'occasion du congrès pénitentiaire de Londres en 1925 (73).

Tous les six mois les directeurs de prisons, assistés d'une commission, rédigent un rapport sur la conduite et le travail des condamnés soumis à la « preventive detention » et, une fois au moins tous les trois ans, la situation individuelle des détenus est examinée en haut lieu. Les individus qui paraissent susceptibles de mener une vie de travail sont mis en liberté provisoire et placés, dans ce cas, sous la surveillance d'une société de patronage ou d'un simple particulier désigné dans l'ordonnance de libération. Ces sociétés ou ces personnes rédigent des rapports sur la conduite et le genre de vie du libéré, et si les conditions imposées à

(73) Voir *Revue de droit pénal et de criminologie*, année 1925, p. 1154, et année 1926, p. 1060.

ce dernier ne sont pas tenues, il est enfermé à nouveau, sur un mandat délivré par un tribunal de « summary jurisdiction ». Tout libéré provisoire peut, par contre, à un moment quelconque, être libéré définitivement et, de toutes façons, la liberté définitive est acquise de plein droit après cinq années de vie régulière.

Nous insistons sur ces excellentes dispositions qui témoignent d'un concept pénitentiaire très élevé puisque l'emprisonnement d'un individu ne se suffit pas à lui-même, mais n'est qu'une étape dans la voie poursuivie en vue du reclassement du délinquant. Notons également que c'est à la loi-même qui a institué la « preventive detention », qu'on doit la création du « Board of visitors », c'est-à-dire des sociétés de visites dont les membres doivent régulièrement pénétrer dans les cellules, s'entretenir avec les internés, inspecter les services, attirer l'attention des pouvoirs publics sur les abus dont ils pourraient constater l'existence. On a compris, en Angleterre, que plus de rigueur imposait plus de justice et plus d'humanité.

52. — Le système établi par la loi de 1908 laisse donc très loin en arrière notre processus d'élimination, cette misérable relégation qui se traîne comme un oiseau dont on aurait rogné les ailes. A-t'il cependant donné des résultats enviables ?

A cet égard nous ne disposons pas, avouons le, de renseignements très précis. On peut noter cependant que l'internement des récidivistes n'a jamais été pratiqué sur une vaste échelle et qu'il est actuellement de moins en moins ordonné. Depuis sa promulgation jusqu'au 31 mai 1911, l'application de la loi du 21 décembre 1908 a été faite à 240 hommes et à 3 femmes. Pendant les années 1911 et 1912, 63 hommes et 1 femme ont été condamnés à la « preventive detention » (74). Kenny nous indique que chaque année on compte 50 à 100 condamnations à cette peine (75). Or, il semble qu'en 1925, lors de la visite faite par les congressistes à Camp-Hill, l'établissement ne renfermait que

(74) Voir articles G. Spach, Bulletin de la Société générale des prisons, année 1912, p. 756, et année 1913, p. 823.

(75) Kenny, *Esquisse du droit criminel anglais*, p. 644, Paris, 1921 (traduction Paulian),

150 détenus. On peut en déduire que les magistrats anglais paraissent répugner, dans ce pays où le respect de la liberté individuelle est si fort, à prononcer à côté et en sus de la peine, un internement qui lui est par trop semblable.

Par ailleurs la récidive des libérés de cet établissement se serait révélée manifeste, malgré toutes les précautions prises.

Devrons-nous reprocher à la loi de 1908 de ne pas avoir prévu un internement définitif, ou plutôt d'avoir organisé à l'usage des récidivistes un régime pénitentiaire trop proche de celui des prisons ? Ne convient-il pas d'admettre également que cette élimination du délinquant d'habitude intervient trop tard pour que le caractère de l'homme ait conservé cette plasticité qui permettrait l'amendement ?

LA LOI BELGE DU 9 AVRIL 1930, DITE « DE DÉFENSE SOCIALE »

53. — Nous ne devons pas nous étonner de trouver la Belgique au tout premier rang des pays ayant scientifiquement tenté d'organiser la lutte contre la récidive. N'est-elle pas, en effet, le berceau de la science pénitentiaire et les idées de Jean Howard sur l'amendement du détenu et sur la prison moralisatrice n'ont-elles pas connu en 1775, grâce à Vilain XIII, le Grand Bailli des Flandres, une première réalisation à la prison de Gand ?

La loi du 9 avril 1930, dont le titre « de défense sociale » indique bien le but, est un remarquable effort législatif en vue d'enrayer les progrès constants de la criminalité. Elle avait, dans les projets primitifs, la prétention d'englober toutes les formes que prend le délit dans ses assauts contre la société honnête ; elle entendait appliquer ses remèdes aussi bien aux délinquants précoces qu'aux anormaux et aux récidivistes. Par la suite, cependant, les oppositions irréductibles rencontrées au parlement sur les textes visant les mineurs, firent disjoindre du reste cette importante partie, de telle sorte que la loi n'a pour objet que la délinquance des anormaux et des récidivistes, individus qu'on a pu logiquement enfermer en un même sac dans la mesure

où le récidiviste a pu paraître à certains une sorte d'anormal.

Nous ne dirons rien des traitements réservés aux anormaux, si ce n'est que nous ne pensons pas qu'on ait poussé aussi loin dans une autre législation du monde la question si angoissante, et si actuelle, de la criminalité des irresponsables et des demi-responsables. En ce qui concerne les récidivistes, le législateur belge qui semble n'avoir jamais songé à la transportation, a consacré à ceux-ci les articles 24 à 28 de la loi. Nous ne jugeons pas utile d'en reproduire le texte, le commentaire qui suit en faisant l'analyse dans ses éléments essentiels.

Avant la loi de 1930, on pratiquait en Belgique la surveillance de police, perpétuelle ou temporaire, comme nous la connaissions jadis antérieurement à son remplacement par l'interdiction de séjour : il était à la fois défendu au libéré dangereux de résider en certains lieux et imposé à cet individu un contrôle policier. Cette mesure, outre qu'elle s'avérait inefficace pour empêcher la rechute du libéré, constituait une lourde entrave au reclassement social de l'individu par les suspicions qu'engendrait la surveillance. La loi du 9 avril 1930 a fait table rase de cette institution démodée. Elle y a substitué la mise à la disposition du gouvernement, c'est-à-dire un internement de caractère à la fois administratif et judiciaire, dans un établissement spécial, de certaines catégories de récidivistes ayant achevé leur peine.

C'est donc un système très voisin de celui organisé en Angleterre par la loi de 1908 et qui s'en rapproche encore par le but d'amendement assigné à cette ségrégation temporaire. En effet, comme nous le verrons par la suite, l'administration pénitentiaire belge a en vue, non pas seulement la protection des honnêtes gens par l'élimination des coquins, mais le redressement de ceux-ci. C'est d'ailleurs ce souci qui explique le caractère temporaire de la mesure adoptée.

La mise à la disposition du gouvernement fait l'objet d'une décision judiciaire qui ne se substitue pas à la condamnation, mais qui se superpose à celle-ci, comme dans notre jugement de relégation. Le récidiviste est condamné

à la peine méritée et à l'expiration de cette peine il sera soumis à l'épreuve supplémentaire de défense sociale prévue par la loi.

L'article 24 stipule le prononcé obligatoire de la mesure à l'égard du récidiviste de crime sur crime, lequel restera vingt ans à la disposition du gouvernement.

L'article 25, alinéa 1^{er}, englobe les trois cas de récidive, délit sur crime, délit sur délit et crime sur délit. En ce qui concerne la récidive de délit sur délit, Il faut se référer à l'article 56, alinéa 2, du code pénal belge ; il est donc nécessaire que la condamnation antérieure ait été au moins d'un an de prison. Au contraire, en ce qui concerne la récidive de crime sur délit, aucune condition n'est exigée quant au taux de la première peine et quant au délai dans lequel sont commises les deux infractions. Du seul fait qu'il y a eu d'abord condamnation à une peine correctionnelle puis, plus tard, à une peine criminelle, la mise à la disposition du gouvernement est possible.

Dans les trois cas, si la dernière peine prononcée est égale ou supérieure à un an de prison, la durée de la détention complémentaire sera de dix ans. Dans le cas contraire elle ne sera que de cinq à dix ans.

Enfin l'art. 25, alinéa 2, prévoit la mise à la disposition du gouvernement pour cinq à dix ans de quiconque, ayant commis depuis quinze ans ou moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance. Ces infractions peuvent avoir été commises en concours ou en récidive.

Nous voyons se préciser ici plus nettement que dans la loi anglaise (laquelle se borne à laisser au jury le soin d'apprécier si le condamné est coupable « de mener une vie criminelle ») cette notion de « tendance à la délinquance » qui est tout le nœud du problème. Voulant mettre la société à l'abri des agissements de certains individus, on se demande lesquels parmi ces récidivistes seront demain des éléments dangereux et pour cela on recherche, afin de l'atteindre, le genre antisocial que renferme le délinquant.

En somme, tandis que notre loi de 1885 établit ce critère sur la constatation de la répétition des fautes, procédé bru-

tal et primitif, tandis que la loi anglaise de 1908 tient compte des deux éléments quantitatif et qualitatif qui doivent être réunis pour que le coupable puisse être provisoirement éliminé, la loi belge dispense d'abord le juge de l'étude des tendances criminelles dans les cas où les fautes présentent une certaine gravité (articles 24 et 25, alinéa 1^{er}), puis associe le calcul numérique des fautes à l'examen subjectif du délinquant quand il s'agit de petits délits.

Comment le juge belge peut-il établir sa conviction ? En scrutant la manière d'agir de l'individu, en tenant compte du milieu dans lequel il a jusqu'ici vécu, en recherchant quelle est sa mentalité, en analysant la nature des fautes commises. Tranchant une question de fait et non pas de droit, le jugement déclarant qu'une personne présente une tendance persistante à la délinquance, échappe au contrôle de la Cour de cassation.

La mise à la disposition du gouvernement est facultative pour le tribunal, que le juge ait dû ou non faire appel à l'examen des tendances. Elle n'est strictement obligatoire que dans le cas de crime sur crime. Par là, elle se distingue également du système anglais, lequel impose au juge l'application de la mesure dès que les conditions se trouvent réunies. En outre, la « prevention detention » doit faire l'objet d'un jugement séparé, tandis que la mise à la disposition du gouvernement est prononcée dans le jugement qui statue sur la dernière faute. Disons encore, pour achever cette comparaison des systèmes anglais et belge, que l'élimination est beaucoup moins large en Angleterre qu'en Belgique, ne s'appliquant outre Manche qu'à des récidivistes ayant subi antérieurement des peines plus graves que la majorité des récidivistes belges ségrégés.

Dans le calcul du nombre des délits prévu par la loi de défense sociale il n'est pas tenu compte des condamnations motivées par une infraction politique, ni des condamnations ayant fait l'objet d'une mesure de réhabilitation.

Dans tous les cas où le prononcé de la mise à la disposition n'est pas obligatoire, les dossiers des précédentes procédures doivent être joints au dossier de la nouvelle, excellente précaution permettant au tribunal d'évaluer la culpabilité totale de l'individu qu'il a à juger.

Toutefois, l'exécutif n'est pas lié par la décision du judiciaire. Le texte stipule en effet : « Seront internés, s'il y a lieu » ; c'est dire que le Ministre de la Justice pourra, à l'expiration de la peine, libérer le coupable sans tenir compte de la décision intervenue. Par là précisément le mode d'élimination belge tient autant de la mesure administrative que de la mesure judiciaire. Mesure administrative, c'est-à-dire dont l'opportunité est laissée à l'appréciation de l'administration, elle est conditionnée par une décision de justice. Ce qui renforce encore ce caractère administratif, c'est le droit qu'a le gouvernement de faire cesser, quand bon lui semble, l'internement de sûreté.

A cet égard, on pourrait comparer également la pratique belge à la mesure française d'internement dans un établissement spécial, prévue par le décret du 3 septembre 1940, qui autorise notamment les préfets à s'assurer de la personne des libérés dont les agissements pourraient être dangereux pour la sécurité publique. Délinquants politiques, souteneurs, récidivistes endurcis sont actuellement arrêtés à leur sortie de prison sur simple décision administrative, prise à Paris dans les bureaux de la Police Judiciaire, et conduits dans des maisons centrales ou dans des camps de concentration où ils demeureront jusqu'à la fin des hostilités. Ici la mesure est purement administrative et adaptée à des circonstances exceptionnelles, tandis que le gouvernement belge ne peut disposer des libérés que si un tribunal judiciaire l'y a autorisé.

La mise à la disposition du gouvernement, comme nous le verrons plus loin, peut prendre fin avant le terme fixé par une libération à l'essai ou une mise en liberté définitive. Par contre, une fois arrivée à expiration, la détention n'est pas susceptible de prolongation.

54. — En ce qui concerne le régime, on a insisté lors des débats parlementaires sur la distinction radicale qui doit être maintenue entre la peine et la mesure d'élimination, laquelle ne doit avoir que la sévérité indispensable au maintien de la discipline. Dans un commentaire publié peu de temps après le vote de la loi, le Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, M. Cornil, notait que l'établissement d'élimination ne pourrait avoir le caractère d'un

établissement pénitentiaire et que si le gouvernement laissait à l'administration le soin de décider ce qu'elle jugerait opportun pour transformer les récidivistes en citoyens inoffensifs, on ne devrait, cependant, porter atteinte qu'à leur liberté (76).

L'arrêté royal du 15 décembre 1930, en ce qui concerne le choix du lieu, a désigné Merxplas pour les hommes et une section spéciale des établissements de St-André-les-Bruges pour les femmes. A Merxplas, c'est un quartier d'une colonie de bienfaisance qui a été mis à la disposition d'un directeur dont on dit le plus grand bien, M. Van Ranst. Le pavillon de défense sociale comprend un certain nombre de chambrettes de 4 m. 20 sur 2 m. 80 sur 4 m., c'est-à-dire cubant environ 47 m³, sans aucun luxe, mais bien éclairées, hygiéniques et confortables. Il existe également des ateliers, une salle de récréation, un préau-jardin et une ferme.

Dès son arrivée l'éléminé est mis en observation pendant deux mois au plus. Il reçoit la visite fréquente d'un certain nombre de personnes chargées de collaborer à son redressement et qui, à cet effet, se réunissent tous les mois, en vue d'arrêter les mesures à prendre : le directeur, le médecin anthropologique, le surveillant-chef, l'aumônier, l'instituteur.

Pendant cette période, l'individu s'emploie à de petits travaux de cellule (collage de sachets, mise en carte de bou tons, fabrication de chaussons). Deux fois par jour il participe à une promenade en commun d'une durée d'une heure.

Il est ensuite versé dans la division d'épreuve où le travail s'effectue en commun. Voici ici l'emploi de son temps :

- 5 h. 3/4 Lever, habillement, soins de propreté, mise en ordre de la chambre, déjeuner.
- 7 h. Travail à l'atelier.
- 9 h. Promenade d'une demi-heure.
- 11 h. 1/2 Repas, suivi de promenade.
- 13 h. Reprise du travail.
- 17 h. 30 Repos.
- 18 h. Repas du soir, suivi de récréation dans la salle commune, lecture, conférence.
- 20 h. Rentrée en chambre individuelle.
- 21 h. Coucher.
- 22 h. Obscurité.

(76) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1930, p. 1052.

En dehors des heures de travail réglementaires, les détenus peuvent confectionner de petits objets artistiques ou fantaisistes, afin d'orner leur cellule. Ils ont à leur disposition, si leur conduite est bonne, des écouteurs téléphoniques leur permettant d'entendre au casque, sans bruit inutile pour les autres, des émissions de radio. Ils peuvent lire. Les récréations comprennent des jeux, des exercices de gymnastique, des matches de foot-ball.

Le travail s'effectue dans des ateliers aussi divers que possible en vue de s'adapter aux connaissances antérieures des intéressés et de faciliter leur placement ultérieur quand ils seront remis en liberté. Il y a des ateliers de cordonnerie, de tissage, de fabrique de paillassons, de menuiserie, de tailleur, de polissage, de marqueterie. Dans chaque atelier on ne réunit qu'un petit nombre d'hommes, dix à vingt tout au plus. Le silence est de rigueur pendant le travail. Le salaire horaire était en 1933 de 0 fr. 70 pour le bon ouvrier, de 0 fr. 50 pour l'ouvrier moyen, de 0 fr. 30 pour l'apprenti. Le quart de l'argent gagné est laissé à la disposition de l'individu pour acheter à la cantine des suppléments de nourriture et du tabac. Le reste constitue la masse de sortie qui sera remise, lors de la libération, non pas au libéré, mais à l'œuvre qui a accepté sa tutelle sociale et morale.

Le dimanche les détenus sont conduits à l'église de la colonie pour y entendre la messe. Pendant la semaine, des conférences leur sont faites par le directeur, l'instituteur ou l'aumônier. Des cours sont prévus, notamment pour les illettrés.

Si le sujet se conduit mal il peut à tout moment être versé dans la division des pervers. Ici l'isolement est absolu, de jour comme de nuit.

Si, au contraire la tenue du prisonnier est satisfaisante, il peut être admis, après un séjour minimum d'un an dans le groupe d'épreuve, à la division de confiance. A cet effet, il est attribué tous les mois des points aux intéressés. Ils sont jugés sur leur conduite, leur propreté, leur esprit d'économie, l'emploi de leur temps, leur application au travail et à l'étude. Il faut obtenir les 8/10^e du maximum pour passer au groupe de confiance. La décision est prise dans la conférence mensuelle du personnel.

L'admission dans cette division comporte des avantages sensibles : travail aux champs où l'intéressé peut se rendre parfois seul, mise à sa disposition d'un lopin de terre qu'il peut cultiver à son gré, régime alimentaire amélioré (comportant par exemple du lait, du poisson), droit plus large de correspondance avec l'extérieur, faculté de s'abonner à certains journaux, parfois congés de huit à quinze jours en vue de rechercher du travail, enfin et surtout possibilité d'être libéré à l'essai.

En effet, les condamnés du groupe de confiance, et eux seuls, comparaissent tous les six mois devant une commission siégeant à Merxplas, composée du Procureur du Roi à Turnhout, président, d'un délégué du Ministre de la Justice et d'un délégué relevant des œuvres de réadaptation sociale. Ces trois personnes ont voix délibérative. En outre, assistent aux débats, avec voix consultative, le directeur de l'établissement de Merxplas, les auxiliaires sociales et le médecin anthropologue. La commission, si elle le juge opportun, soumet une proposition de libération à l'essai au Ministre de la Justice qui décide souverainement. Si la libération est accordée, le bénéficiaire est placé sous la surveillance attentive des assistantes sociales et des œuvres de réadaptation qui contrôleront sa conduite et vérifieront s'il respecte les conditions qui accompagnent toujours les décisions de libération (par exemple : obligation de résidence, abstention de fréquenter les lieux de débauche et les débits de boissons). Les œuvres de patronage sont tenues d'adresser de fréquents rapports au Ministère de la Justice. Sur leur proposition, la mesure de libération à l'essai peut être révoquée.

La libération définitive ne peut être accordée que par décision de la cour d'appel, sur requête du récidiviste interné. Cette demande ne peut être faite que trois ans après l'expiration de la peine principale, ensuite de trois ans en trois ans dans les cas de l'article 25 et de cinq ans en cinq ans dans celui de l'art. 24. Cette libération définitive est de droit, à l'expiration du délai d'internement fixé par la décision judiciaire qui a mis l'individu à la disposition du gouvernement.

55. — Quels ont été, jusqu'à une époque récente, les résul-

tats obtenus en Belgique par l'application aux récidivistes de la loi de défense sociale ?

Il faut reconnaître que le recul n'est peut-être pas suffisant pour pouvoir porter sur le système un jugement définitif. Il y a eu, en effet, de nombreuses décisions de mise à la disposition du gouvernement, mais en raison de l'exécution préalable de la peine, le nombre des pensionnaires de Merxplas était encore assez réduit au cours de ces dernières années.

Il est entré à Merxplas	40	individus en	1932
—	32	—	1933
—	49	—	1934
—	60	—	1935
—	86	—	1936
—	59	—	1937
—	75	—	1938
—	90	—	1939
—	51	—	1940

Sur les 181 individus éliminés de 1932 à 1935, 20 étaient des récidivistes de délit sur délit, 161 des délinquants d'habitude, aucun des récidivistes de crime sur crime.

On compte 108 célibataires, 51 divorcés, 22 mariés, 10 veufs. C'est dire que 94 % de ces hommes sont sans foyer.

Voici une statistique, en ce qui concerne leur âge :

16	avaient de	21 à 25 ans
25	—	26 à 30 —
33	—	31 à 35 —
31	—	36 à 40 —
25	—	41 à 45 —
18	—	46 à 50 —
17	—	51 à 55 —
8	—	56 à 60 —
8	—	plus de 60 —

Sur ces 181 internés, la libération à l'essai a été accordée à 88 (elle a été refusée à 25) :

3 ne l'ont pas acceptée ;

27 n'ont pas été réinternés ;

32 ont été réinternés une fois (6 volontairement, 16 après un nouveau délit, 6 pour soustraction à la tutelle, 4 pour inconduite) ;

18 ont été réinternés deux fois (21 volontairement, 4 après

un nouveau délit, 7 pour soustraction à la tutelle, 4 pour inconduite) ;

8 ont été réinternés trois fois (14 volontairement, 1 après un nouveau délit, 3 pour soustraction à la tutelle, 3 pour inconduite).

Ce qui frappe surtout dans cet échec partiel, c'est le nombre des libérés ayant volontairement sollicité leur retour à Merxplas. Ceci jette un jour tout particulier sur la mentalité spéciale du récidiviste, sur son peu d'aptitude à lutter pour vivre. Mais c'est aussi un hommage rendu à l'organisation intérieure de la colonie, où le directeur paraît avoir réussi à créer un régime très supportable.

Les chiffres suivants nous montrent que c'est en général dès les premiers jours que les réintégrés volontaires ont été rebutés par les difficultés de la vie libre :

19	sont retournés avant	quinze jours
6	—	— un mois
7	—	— deux mois
1	—	— trois mois
1	—	— quatre mois
2	—	— cinq mois
2	—	— six mois
2	—	— sept mois
1	—	— dix mois

Aucun n'est retourné à Merxplas après plus d'un an.

Le fait même de ces retours pose une question : que fera-t-on, dit M. Bekaert, directeur au Ministère de la Justice (77), quand l'époque arrivée on devra libérer obligatoirement, même si le sujet ne le désire pas, même s'il veut revenir ?

D'autre part, même à l'égard des plus dangereux, de ceux dont la commission de classement reconnaîtra en fin d'internement que l'amendement n'est pas réalisé, il sera impossible de prolonger la détention au delà du terme fixé par la décision de justice.

Autre critique : si 27 libérés à titre d'essai, sur 88 tentatives de cet ordre, paraissent mériter le nouveau sort qui leur a été fait, il ne faut pas oublier qu'il s'agit là des meilleurs parmi les meilleurs. Par conséquent, on ne peut pas prétendre que la réussite couronne 30 % des cas, car

(77) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1936, p. 912.

le pourcentage des libérés ne récidivant pas devra s'apprécier sur le chiffre total des individus rendus à la liberté à l'époque où le mécanisme de la mesure jouant à fond, tout interné ayant achevé le temps de mise à la disposition sera inéluctablement libéré. Les résultats médiocres obtenus avec les meilleurs laissent pressentir d'ors et déjà quelles décevantes conclusions s'imposeront, avant longtemps, aux criminalistes belges.

On peut, en outre, reprocher à la loi du 9 avril 1930 de laisser en dehors des mailles de ses filets tous les petits délinquants n'ayant pas réuni sur le tableau de leurs exploits les trois condamnations à six mois exigées par l'article 25, alinéa 2. Or il y a parmi ceux-ci des éléments qui sont aussi antisociaux que les autres, qui constituent la petite pègre où se recruteront demain les pires ennemis de la société. En ne frappant qu'après trois condamnations à six mois, la loi n'intervient-elle pas trop tard ?

Sans doute a-t-on reculé devant le caractère afflictif de la mise à la disposition du gouvernement, mesure très intimidante, très redoutée du délinquant. Mais précisément le régime n'est-il pas trop rude, malgré les adoucissements d'une exécution bienveillante et supérieurement intelligente ? C'est ce que craignait dès le début le Procureur général Cornil : « Ces mesures de sûreté, qu'on les réalise dans des établissements spéciaux, qu'on dénomme ces établissements spéciaux de noms spéciaux, qu'on imagine pour le personnel de ces établissements spéciaux des uniformes spéciaux, pour l'opinion publique ce seront des établissements pénitentiaires (78)... Tout cela est bien, mais on aura beau dire que la sentence d'élimination n'est pas une peine, on aura beau inscrire au fronton de l'établissement dans lequel elle sera subie, un nom qui ne rappelle pas les prisons, on n'empêchera pas, si on veut lui donner quelque efficacité, qu'elle soit aussi afflictive et aussi infamante qu'une peine » (79).

Le retour volontaire d'un certain nombre de libérés infirme-t-il cette appréciation ? Nous ne le pensons pas, car

(78) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932, p. 11.

(79) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1930, p. 1052.

il ne faut pas oublier que ceux-là allant de nouveau à la division de confiance peuvent espérer solliciter et obtenir une nouvelle libération à l'essai dans quelques mois ; qu'enfin, entre les misères de l'état de liberté et les lendemains assurés de la prison de Merxplas, c'est entre deux maux qu'ils choisissent, de telle sorte qu'on ne peut donner à leur retour un sens trop favorable. Reviendraient-ils frapper à la porte si l'obligation d'un nouveau séjour minimum de quelques années devait être la condition de leur réintégration ?

L'ÉLIMINATION DES DÉLINQUANTS D'HABITUDE, DE PROFESSION
OU PAR TENDANCE, DANS LE CODE PÉNAL ITALIEN DE 1930

56. — Italie, patrie du droit pénal !

C'est ainsi que M. Donnedieu de Vabres salue le code pénal du 27 octobre 1930, qui donne forme légale au projet Rocco (80). Ce code, dont l'éminent professeur vante l'esprit de mesure et la prétention scientifique, a par ailleurs été qualifié de « véritable encyclopédie pénale ».

C'est une création spécifiquement fasciste, « une œuvre politique » a précisé M. Rocco, ayant pour but exclusif la protection des intérêts de l'Etat. Son auteur a nettement déclaré qu'il ne négligeait pas l'idée de la rééducation du délinquant, mais que cette idée n'était à ses yeux qu'accessoire, l'essentiel étant d'assurer l'intégrité du corps social. Nous avons déjà dit comment la patrie de Ferri avait emprunté aux concepts classique et positiviste leurs fondements opposés pour les fondre en une arme de bonne trempe. La réforme est complète en ce qu'elle ne s'est pas étiolée dans le domaine de l'abstrait : un code d'instruction criminelle, un règlement organique des établissements de prévention et de peine ont parachevé l'œuvre de spéculation, forgeant ainsi la chaîne qui relie nécessairement la science pénitentiaire à la règle pénale.

Dans ce domaine de l'exécution des peines qui écrase, de tout son poids, toute législation pénale qui a prétendu l'ignorer, le législateur italien a abandonné l'encellule-

(80) Donnedieu de Vabres, *La crise moderne du droit pénal*, p. 21.

ment comme élément de base, l'isolement n'étant plus utilisé que la nuit (parfois le jour, à titre de punition ou de faveur pour qui le sollicite). Mais la grande idée principale, c'est la spécialisation des établissements qui fait suite à la classification scientifique des délinquants. Cette spécialisation tient compte notamment de la nature des peines, de l'état physique ou mental, de l'âge, de l'état de danger, des nécessités d'ordre industriel...

Se refusant à considérer le délinquant comme une entité toujours identique, comme l'expression humaine du péché contre la loi, le code italien devait fatalement donner à la lutte contre la récidive la toute première place. C'est pourquoi, comme le constate le docteur Mario Piacentini (81) « le nouveau code réalise le principe de l'individualisation de la peine, mis en rapport avec la *periculosité* du délinquant, de telle manière que la sanction pénale devra dorénavant être pour le juge, comme le résultat d'une évaluation complexe de toutes les circonstances qui sont en faveur du délinquant ou contre lui... Les règles seront plus sévères contre les récidivistes et les délinquants habituels ».

A l'encontre de ces derniers, la loi italienne était, en effet, impuissante. On avait bien songé au delà des Alpes à faire de la transportation, notamment en 1899 et en 1904, à l'occasion de deux projets de loi établissant une relégation temporaire de cinq à quinze ans, dans certaines colonies, des malfaiteurs réunissant certaines conditions légales de récidive. Il est probable que les tristes résultats de notre propre expérience ont fortement contribué à décourager le législateur italien de nous suivre sur la pente où nous nous sommes engagés.

A l'égard des récidivistes, le code italien va d'un seul coup d'aile, beaucoup plus loin que notre relégation et que les tentatives anglaise et belge. Il fait appel à la sentence indéterminée devant laquelle les autres législations avaient jusqu'ici reculé. Il fixe, d'autre part, avec une précision d'horloger, quels individus devront être éliminés.

Il définit l'état dangereux, c'est-à-dire la menace de péril pour la paix publique, liée à la probabilité que

(81) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1933, p. 398.

l'individu suspect commettra de nouvelles infractions. Pour caractériser cet état dangereux il prend en considération, à la fois les conditions de l'infraction, la gravité du dommage, l'intensité de la faute, les motifs qui ont poussé le délinquant, ses antécédents judiciaires, sa conduite générale, ses conditions de vie. Dans ce diagnostic le fait délictueux a donc sa place, mais elle n'est pas la principale, l'essentiel restant l'étude de l'homme, dont la faute n'est qu'une des manifestations de l'activité nuisible.

Le législateur italien ne s'en est pas tenu là. Il a voulu saisir les différentes formes de cette activité antisociale afin de mesurer plus sûrement la rigueur de la répression à la nocuité de l'individu. C'est la raison de cette subdivision des délinquants dangereux par leur récidive (passée ou probable), en délinquants d'habitude, délinquants de profession et délinquants par tendance. A chacune de ces catégories correspond, en effet, des conditions d'élimination différentes qui sont plus ou moins sévères selon le jugement de « periculosité » porté sur chacun de ces groupes.

57. — Avant d'examiner le critère de ségrégation, nous allons définir d'abord ce qui distingue ces trois espèces d'antisociaux.

Le délinquant d'habitude est évidemment l'individu dont la réitération des délits passés laisse prévoir qu'il continuera à mener une vie criminelle. Nous pourrions l'appeler le récidiviste moyen, contre lequel, avec des armes plus ou moins efficaces, les lois françaises, anglaise, belge ont entamé la lutte. C'était le seul connu des adversaires sociaux, avant que le code italien ait imaginé d'en séparer le délinquant de profession. Ce dernier est aussi un délinquant d'habitude, car la constatation de ses multiples récidives est un élément indispensable de sa détermination, mais en outre « il vit habituellement, ne fut-ce que partiellement, du produit de l'infraction ».

En réalité, à moins qu'il soit un maniaque, le délinquant d'habitude est rarement désintéressé et si le désir de vivre du produit du délit n'est pas toujours la cause de la récidive, l'utilisation de la faute à des fins alimentaires en est presque toujours une conséquence. Précisément le code italien a voulu, *en faveur* des premiers, marquer la différence

entre délinquants d'habitude et délinquants de profession. Cette distinction ne constitue pas une aggravation à l'encontre de certains, mais une atténuation envers d'autres.

En voici la preuve dans la propre déclaration du Ministre de la Justice : « Il y a, spécialement en matière d'attentats contre les personnes, des délinquants habituels qui ne sont pas des délinquants professionnels, c'est-à-dire des individus qui, bien qu'adonnés au délit, ne tiennent pas de leurs délits leurs moyens d'existence. Assimiler les deux types de délinquants n'eut pas été équitable, car chacun sent que le délinquant qui vit du produit de ses méfaits est une figure plus ignominieuse que le délinquant d'habitude » (82).

Quant au délinquant par tendance — c'est ici une innovation du droit pénal italien — c'est un être dangereux par sa méchanceté naturelle, laquelle a pu se révéler à l'occasion d'un seul fait délictueux. Ce n'est pas cependant le délinquant-né de l'école positiviste, mais il en a certains caractères. Voici comment le définit M. De Casabianca (83) : « Tout en ayant une intelligence lucide et une volonté normale, il manque de sens moral et social. Méchant et dangereux, il a pour le délit une disposition, une inclination, une propension, prompte à se révéler grâce à des circonstances ambiantes. D'aucuns ont prétendu qu'il y avait inconciliabilité absolue entre la tendance instinctive et l'imputabilité morale, car la tendance est une impulsion irrésistible et fatale qui obnubile la conscience et outre-passe la volonté. S'il en était ainsi, le délinquant par instinct devrait être considéré comme un malade mental. C'est, au contraire, un amoral, mais en qui subsiste entièrement la capacité de comprendre et de vouloir, laquelle s'intègre dans la malfaisance du caractère..... Chez le délinquant d'habitude, le défaut de sens moral dépend le plus souvent de causes externes, de l'ambiance ; chez le délinquant par tendance il dépend de facteurs personnels, intimes, endogènes ».

(82) Rapporté par M. De Casabianca, *Code pénal du royaume d'Italie*, p. 74, en note.

(83) *Code pénal du royaume d'Italie*, p. 75, en note.

En résumé, la disposition particulière au délit a son origine, non dans une infirmité mentale, mais dans un tempérament particulièrement porté au mal. Nous nous trouvons donc ici en présence de ce premier degré d'anomalie qui fait le pont entre la délinquance normale et toute la gamme des demi-responsabilités.

Si le législateur italien s'est, à juste titre, occupé de cette catégorie très redoutable de malfaiteurs, c'est qu'il était contraire à l'intérêt social d'attendre que le coupable, dont le premier délit révélerait une tendance instinctive, ait commis une série de délits pour le déclarer, seulement alors, délinquant habituel.

Délinquance d'habitude, de profession, par tendance, voici donc les trois formes, de plus en plus graves, que revêt l'activité criminelle de ceux que le code de 1930 tient, avec raison, pour des ennemis de la société.

58. — A chacune de ces espèces correspond un criterium d'élimination différent.

En ce qui concerne le délinquant d'habitude, il est fait une distinction entre la déclaration *ope legis* et la déclaration *ope judicis* :

L'article 102 déclare délinquant d'habitude, sans que le juge ait une faculté d'appréciation « celui qui, après avoir été condamné à plus de cinq ans de réclusion, globalement pour trois délits intentionnels, de même nature, commis dans un délai de dix ans et à différentes époques, encourt une nouvelle condamnation pour un délit intentionnel de même nature et commis dans le délai de dix ans consécutif au dernier des délits précédents ».

L'article 103 permet au juge de prononcer la qualification de délinquant habituel « contre celui qui, après avoir été condamné pour deux délits intentionnels, encourt une autre condamnation pour un délit intentionnel, si le juge tenant compte de la nature et de la gravité des infractions, du délai dans lequel elles ont été commises, de la conduite et du genre de vie du coupable, et des autres circonstances indiquées dans le second alinéa de l'article 133 (par exemple : motifs déterminants du délit, antécédents judiciaires, conditions de vie individuelle, familiale ou sociale du délinquant) estime que le coupable s'adonne au délit ».

Un délit est intentionnel quand « l'événement qui est le résultat de l'action ou omission, et dont la loi fait dépendre l'existence du délit, est prévu par l'agent comme conséquence de son action ou de son omission » (article 43).

« Sont considérés comme délits de même nature, non seulement ceux qui violent la même disposition de la loi, mais aussi ceux qui, étant prévus par des dispositions différentes de ce code, n'en présentent pas moins par la nature des faits qui les constituent ou des motifs qui les déterminent dans les cas concrets, des caractères fondamentaux communs » (art. 101). Ce sera, par exemple, le cas du vol et de l'escroquerie ; du viol et de l'attentat à la pudeur avec violence.

En résumé, en ce qui concerne le délinquant d'habitude, tandis que dans certains cas le juge se trouve lié par une présomption d'état dangereux (qui lui ôte toute faculté d'appréciation), il conserve par ailleurs la possibilité de déclarer l'existence de cet état de danger plus tôt que ne l'eût imposé une rigoureuse observance des conditions entraînant la présomption. Il doit alors motiver sa décision.

Quant au délinquant de profession, les conditions sont les mêmes que celles nécessaires pour déclarer un individu délinquant d'habitude. Mais il n'est plus besoin que les infractions soient de même nature. Par contre, il faut que le sujet tire ses moyens d'existence du délit.

Enfin c'est l'article 108 qui prévoit la déclaration de délinquance par tendance à l'égard de celui qui « n'étant ni récidiviste, ni délinquant d'habitude ou de profession, commet un délit intentionnel contre la vie ou l'intégrité individuelle, ...lequel en soi révèle une inclination spéciale pour le délit, ayant pour cause le caractère particulièrement malfaisant du coupable ».

Ainsi le délinquant par tendance peut être un délinquant primaire chez lequel, comme le fait remarquer M. Donnedieu de Vabres, « la qualité de récidiviste est virtuelle, en puissance » (84). Mais il y a plus : Envers lui la mesure de sûreté peut intervenir même avant tout délit. En effet,

(84) *La crise moderne du droit pénal*, p. 40.

si l'article 202 stipule en son premier alinéa que « les mesures de sûreté ne peuvent être appliquées qu'aux personnes socialement dangereuses, qui ont commis un fait prévu par la loi comme infraction », le second alinéa de ce texte détruit partiellement le principe général ci-dessus : « la loi pénale détermine les cas dans lesquels peuvent être appliquées des mesures de sûreté pour un fait que la loi ne prévoit pas comme infraction, aux personnes socialement dangereuses ».

Les cas auxquels se réfère ce second alinéa sont prévus par les articles 49 et 115. C'est-à-dire que l'auteur d'un délit impossible, bien qu'il ne soit pas punissable, peut être ségrégé. Il en est de même des individus ayant participé à une entente en vue de commettre une infraction qui n'a pas été suivie d'exécution.

59. — L'effet de la déclaration d'état dangereux, c'est l'internement de durée indéterminée, avec un terme minimum de deux ans pour les délinquants d'habitude, de trois ans plus les délinquants de profession, de quatre ans pour les délinquants par tendance. A l'expiration de cette période, il est procédé à un nouvel examen de l'état dangereux par le juge de surveillance et celui-ci, s'il en constate la persistance, peut prolonger la mesure de sûreté pour le temps qui lui paraît nécessaire. Des prolongations ultérieures peuvent être ordonnées par lui, aussi longtemps que l'état de danger n'a pas disparu.

Tandis que la déclaration de tendance à commettre des délits ne peut intervenir que dans le jugement de condamnation, la déclaration d'habitude ou de profession peut, au contraire, être prononcée même après ce jugement, même après l'exécution de la peine, par le juge de surveillance. Si le jugement du tribunal impose à la fois une peine et une mesure de sûreté, cette dernière ne s'exécute qu'après la fin de la peine.

Quel est donc ce juge de surveillance dont les pouvoirs sont si considérables qu'il peut de sa seule autorité déclarer dangereux un prisonnier qui allait être libéré et, d'étapes en étapes, le maintenir en détention toute la vie ? C'est un magistrat, dont le Garde des Sceaux a dit qu'il devait cumuler les fonctions de juge, d'administrateur et de bon

père de famille. Sa création procède de cette idée (85) que le juge, après avoir puni, ne saurait se désintéresser des résultats de sa décision, en vue de protéger la société contre la récidive et d'assurer le relèvement du condamné. Le législateur italien qui a voulu que la peine soit contrôlée ne s'est pas contenté de cette surveillance qui est confiée chez nous à une commission. En déléguant un magistrat dans la grande nef de ces sanctuaires de la pénitence que devraient être les prisons, en le chargeant spécialement de sonder les consciences, de suivre pas à pas l'effet de la peine sur l'âme du coupable, il a entendu montrer toute l'importance, qu'au delà de la loi pénale, de la poursuite et de la décision judiciaire, il donne à l'exécution de la peine, dans la lutte efficace contre la criminalité. Quelles leçons ne pourrions nous pas en tirer !

Le juge de surveillance est chargé de fonctions d'inspection, de délibération, de consultation ; mais ce n'est pas un supérieur hiérarchique du directeur de la prison, car son rôle est nettement différent de celui du directeur. Il prononce l'admission au travail à l'extérieur (*all' aperto*) et donne son avis sur l'octroi de la libération conditionnelle. Sont également de sa compétence les décisions par lesquelles, hors de l'instruction et du jugement, les mesures de sûreté sont appliquées, modifiées, remplacées ou révoquées. Ses ordonnances qui doivent être motivées peuvent faire l'objet d'un appel devant un Conseiller à la Cour d'appel et, en cas de rejet, d'un pourvoi en révision.

Enfin, quand l'individu temporairement éliminé est remis en liberté, il est aidé, comme en Angleterre, comme en Belgique, par une société de patronage. Le conseil de cette société auprès de chaque prison se compose du Procureur du Roi, président, de deux juges, du prêteur (juge de paix), du podestat, du directeur de l'établissement, d'un ecclésiastique, de représentants de l'œuvre nationale pour la protection de la maternité et de l'enfance, de deux personnes (et au moins d'une femme) appartenant aux œuvres d'assistance aux prisonniers.

Le patronage a pour tâche essentielle de procurer du

(85) De Casabianca, *Code pénal du royaume d'Italie*, Introduction.

travail au libéré mais également de contrôler sa conduite.

60. — Il est impossible de recueillir actuellement des renseignements récents sur l'application en Italie des mesures de sûreté destinées aux antisociaux. De toutes façons, il semble bien que la réforme pénitentiaire inspirée du code de 1930 est en bonne voie de réalisation, mais pas encore achevée.

Voici cependant quelques éléments d'appréciation :

Ont été déclarés dangereux :	En 1932	En 1933	En 1934	En 1935
	—	—	—	—
Délinquants d'habitude	1.483	1.119	893	828
Délinquants de profession	111	68	72	54
Délinquants par tendance	143	34	42	40

Si on veut bien tenir compte que, pendant les premières années, les tribunaux ont à faire à un nombre anormal d'individus remplissant les conditions de la loi nouvelle et que l'étiage moyen ne se fixe qu'après une période de temps de trois ou quatre ans, on doit en déduire que la mesure d'élimination a été appliquée avec une certaine prudence, notamment en ce qui concerne l'état de délinquance par tendance. Notons, en passant, que les chiffres globaux de ces quatre premières années correspondent approximativement à ceux (cités page 116) des individus relégués de 1887 à 1890.

Les éliminés ont été groupés dans des maisons de travail et dans des colonies agricoles. La répartition entre ces deux sortes d'établissements est faite par le tribunal de jugement, compte tenu des conditions et des aptitudes de l'individu à interner. Elle peut subir des modifications en cours d'internement par décision du juge de surveillance.

Les ségrégés vivent en commun le jour. Le travail est obligatoire. Les deux tiers du salaire gagné sont réservés pour la constitution du pécule. Le principe qui domine l'exécution de la mesure de sûreté c'est que, n'étant pas une peine, elle ne doit engendrer aucune souffrance. Cependant le très haut magistrat qui dirige en Italie l'admi-

nistration pénitentiaire, M. Novelli, nous confie (86) que la vie dans les établissements affectés aux mesures de sûreté fut d'abord un enfer. « Plusieurs directeurs voulaient démissionner ; les cas d'indiscipline étaient quotidiens ; à la maison de travail de Venise les internés mirent le feu à l'établissement pour protester contre l'attitude du juge de surveillance ; à la maison de travail des femmes à Venise, des internées mordirent les religieuses ; à la colonie agricole de Capria, je dus autoriser le directeur à circuler le revolver au poing dans ses visites à travers champs ». Ces incidents auraient cessé grâce à l'action des directeurs, à leurs moyens de persuasion et la discipline serait devenue bien meilleure, ce qui laisse supposer qu'elle n'est pas encore parfaite.

Il faut reconnaître, avec l'éminent auteur de cet article, que l'homme interné par mesure de sûreté ne comprend pas, comme l'homme puni, la relation nécessaire entre l'infraction et la peine. Il se croit victime d'une injustice, ne voulant pas admettre qu'il puisse être dangereux. Mais les manifestations d'indiscipline n'ont-elles pas leur source principale dans la réunion trop rapide de ces coquins sur des chantiers collectifs ? Cependant, comme l'Angleterre et la Belgique, l'Italie entend rééduquer, réadapter, les malheureux qu'elle ségrège dans ses maisons. Ses méthodes de redressement reposent sur trois éléments : travail, religion, instruction.

Le travail. Il était difficile à organiser, car certains sujets sont rebelles à toute activité et la plupart sont sans métier. D'autre part, il eut été maladroit de faire changer de métier ceux qui ont une profession, constate M. Novelli, sous peine de diminuer le rendement et de porter préjudice aux habitudes de travail, lors du retour à la liberté. On a vaincu ces difficultés en organisant parfaitement des travaux de divers types qui correspondent aux habitudes les plus communes de la population italienne (87).

Pour ceux qui ne sont aptes à aucun travail, comme on ne peut les garder indéfiniment, ni les rendre à la société,

(86) et (87) *Rivista di diritto penitenziario*, janvier 1937. Rapporté dans la revue de science criminelle, 1937, p. 534.

M. Novelli propose de les éliminer au moyen du « confino » (exil à l'intérieur) qui est une mesure de police. Imagination étrange d'une nouvelle élimination plus complète réservée à des gens qui sont déjà des éliminés !

Les pratiques religieuses sont bien acceptées. Il est vrai que l'Italie est un pays particulièrement catholique.

Quant à l'instruction, il a été malaisé d'obliger les adultes à fréquenter les classes. On a toutefois réussi à les intéresser davantage par des conférences.

Non seulement l'individu dont l'état dangereux a cessé peut être remis en liberté, mais encore il est accordé aux plus méritants des congés annuels de trente jours, pendant lesquels ils sont placés en liberté surveillée. Ceci permet d'apprécier leur comportement dans la vie libre, encore que cette épreuve nous paraisse de durée trop courte pour qu'on puisse lui attribuer une valeur probante quelconque.

Le juge de surveillance se fait une opinion par des entretiens personnels qu'il peut avoir avec l'intéressé, mais surtout grâce aux rapports motivés que lui transmettent le directeur, le médecin et l'aumônier à la veille de l'examen périodique de l'état de danger. Il lui est également communiqué, tous les deux mois, le registre spécial des annotations. Celles-ci comportent tous les renseignements quelconques sur la conduite de l'intéressé, telle qu'elle se manifeste par la discipline, la tenue avec les autres internés et avec le personnel, la pratique religieuse, le travail à l'atelier et à l'école et en outre l'indication des progrès professionnels et scolaires, l'état des relations avec la famille, spécialement l'envoi de secours ainsi que la fréquence et le caractère des correspondances échangées, la nature des rapports avec la personne lésée par le délit, l'usage fait de la cantine (compte tenu des disponibilités financières), le choix des lectures, tout incident de la vie de l'interné qui peut constituer un indice de penchants à la violence ou à la fraude, joints aux avis de la Sûreté Publique et du conseil de patronage sur l'attitude pendant les congés (88).

(88) Article Léon Belym, *Revue droit pénal et criminologie*, 1934, p. 249.

Cette assistance aux libérés, organisée en Italie sous la présidence des magistrats, a donné, semble-t-il, d'excellents résultats (89) :

6.763 libérés furent assisté en 1932		
12.038	—	1933
13.666	—	1934
10.727	—	1935

Quant aux établissements où sont retenus les internés, on comptait déjà en 1936 douze colonies agricoles et maisons de travail. Mais une loi du 5 janvier 1939 prévoit la démolition de l'ancienne prison de Regina Coeli et la construction à Rome d'une cité pénitentiaire qui devait, dès cette époque, coûter plus de cent millions de liras. Elle comportera neuf établissements distincts dont une maison de réclusion pour les délinquants dangereux. Que subsistera-t-il alors du travail *all aperto* ?

61. — En définitive, l'œuvre italienne est remarquable au point de vue de la méthode employée pour déterminer quels individus doivent faire l'objet d'un internement. Quant à l'exécution des mesures prescrites, il est impossible de formuler un avis, encore qu'apparaissent déjà les difficultés qu'engendre une tentative aussi vaste.

La classification des délinquants, elle-même, n'est pas à l'abri de toutes critiques. M. De Casabianca a dit (90) qu'elle met en lumière par quoi se caractérise la méthode du nouveau code pénal : Par la passion de la distinction et de la sous-distinction, la recherche du détail minutieux, l'obsession de la complexité et de la subtilité.

Délinquants d'habitude, de profession, par tendance... Est-il bien certain qu'il n'existe pas d'autres groupes aussi différents les uns des autres au point de vue de l'état de danger que peuvent l'être ceux qu'a retenus le législateur italien ? Révoltés ou abouliques, travailleurs ou paresseux plus simplement ? La classification italienne peut paraître à cet égard assez artificielle.

(89) Chiffres cités à la revue de science criminelle de 1937, p. 333.

(90) Bull. soc. gén. des prisons, 1930, p. 408.

LA LOI ALLEMANDE DU 24 NOVEMBRE 1933

62. — « Le droit pénal, dit M. Wilke (91), plus que toute autre partie du droit, exprime le sentiment d'un peuple dans sa conception de l'Etat ». La révolution nationale-socialiste qui, dans ses causes et dans ses effets, peut rester l'événement mondial le plus important du xx^e siècle, en subordonnant farouchement au bien de la collectivité l'intérêt de l'individu, devait donner du délit une expression nouvelle et tenir désormais pour criminel tout ce qui porte atteinte à la « communauté populaire », clé de voûte où l'Etat prétend s'identifier aux nécessités de vie de la race allemande.

Par conséquent, ce n'est plus la défense des seules personnes, des seules richesses privées, que la loi pénale doit avoir en vue, mais la protection du patrimoine suprême de tout un peuple : l'Etat. Un code pénal allemand est actuellement en gestation qui effacera dans la répression les dernières traces qu'a laissées son prédécesseur de 1871 teinté de néo-classicisme.

Dès un an après le succès du parti révolutionnaire, comme une redoute avancée des fortifications prévues, la loi du 24 novembre 1933 portait directement la lutte dans le camp même de l'armée du crime (92) en s'attaquant à la délinquance d'habitude, c'est-à-dire aux éléments les plus nocifs parmi ceux qui mettent en péril le respect dû par tous à la loi.

Certes, bien avant, l'Allemagne avait déjà songé à cette forme interne de protection et si on n'y a jamais sérieusement étudié l'expatriation coloniale des récidivistes, du moins dès 1909 un projet de code pénal (qui ne devait jamais voir le jour) punissait de la réclusion pour dix années au maximum les auteurs de crimes ou de délits commis dans certaines conditions de réitération.

Mais, dans la loi de 1933, l'internement de sûreté imposé aux délinquants d'habitude n'est qu'une des mesures de protection publique imaginées par le législateur national-

(91) *Revue droit pénal et criminologie*, 1937, p. 1217.

(92) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 57.

socialiste. La construction est plus vaste. Elle englobe toute la lutte contre les antisociaux : internement des mendiants, des vagabonds, des fainéants, des filles publiques ; séquestration en maison de santé des faibles d'esprit, des irresponsables, des ivrognes ; castration des délinquants sexuels...

En ce qui concerne spécialement les délinquants habituels, la législation hilérienne fait une distinction essentielle entre ceux-ci et les délinquants d'occasion qui, eux, ne sont pas des ennemis redoutables de la société. Si, pour les uns, la peine doit être une punition et un moyen d'amendement, pour les autres, pour ceux qui n'en sentent presque pas (ou plus du tout) les effets, elle n'a de valeur que si elle sauvegarde la tranquillité publique. D'où, à l'encontre des habitués du délit, à côté d'une aggravation sensible des peines prévues au code, une véritable ségrégation afin de placer ces êtres hors d'état de nuire.

63. — Ici se pose la question de savoir quels sont en Allemagne les individus dont l'élimination est considérée comme désirable.

Il existe d'abord un internement purement administratif, créé par une instruction du Ministre de l'Intérieur en date du 13 novembre 1933 (antérieure par conséquent à la loi). La police criminelle a le droit de décider l'internement préventif des individus « qui sans être des délinquants professionnels déjà condamnés, révéleront leur volonté de commettre un homicide, un vol qualifié, un incendie, par des actes qui ne correspondent pas encore à un délit déterminé mais qui les font apparaître comme dangereux pour la sécurité publique ».

Quant à l'internement judiciaire, de beaucoup le plus intéressant à étudier, il est prévu par le § 42 *e* de la loi du 24 novembre 1933 « Lorsqu'en vertu du § 20 *a* le tribunal aura condamné un individu comme dangereux délinquant d'habitude, il pourra, outre la peine, ordonner l'internement de sûreté si la sécurité publique l'exige ».

L'art. 20 *a* permet une aggravation de peine, tantôt obligatoire, tantôt facultative, à l'égard de certains individus. Mais il n'est pas indispensable, pour pouvoir prononcer l'internement, que l'aggravation ait été appliquée par le tribu-

nal. Il suffit que le sujet ait réuni les conditions lui permettant d'encourir éventuellement l'aggravation.

Quelles sont ces conditions ?

Il faut distinguer deux cas. Dans le premier l'aggravation est obligatoire, dans le second elle est facultative.

Elle s'impose au tribunal si les circonstances suivantes sont vérifiées :

1° L'individu ayant été condamné deux fois pour crime, ou pour délit intentionnel, à la peine de mort, à la peine de la réclusion, ou à une peine d'emprisonnement égale au moins à six mois, s'est rendu coupable d'une nouvelle infraction intentionnelle punissable d'une peine d'emprisonnement.

2° Un délai de cinq ans ne s'est pas écoulé depuis le prononcé des deux condamnations ou, dans certains cas, depuis le moment où le délit a été commis.

3° Le sujet est un dangereux délinquant d'habitude.

L'aggravation de peine est purement facultative si cumulativement :

1° L'individu a commis trois fois des délits intentionnels jugés déjà ou non.

2° Un délai de cinq ans ne s'est pas écoulé depuis l'accomplissement des infractions.

3° Le sujet est un dangereux délinquant d'habitude.

La différence entre les deux cas porte principalement sur la première condition : Deux condamnations importantes plus une nouvelle infraction grave dans le premier cas ; trois délits dans le second ; c'est-à-dire, qu'outre la différence de degré des fautes, le second cas ne prend pas en considération l'état de récidive de l'individu entre chaque fait délictueux.

De toutes façons l'internement de sûreté prévu par le § 42 *e* suppose la réunion de deux éléments. Un élément objectif : un certain nombre d'infractions jugées ou non ; un élément subjectif : la certitude que l'auteur est un dangereux délinquant d'habitude.

La loi ne précise pas ce qu'est un dangereux délinquant d'habitude. Or les deux qualificatifs doivent chacun s'appliquer à l'individu. On ne saurait ségréger un délinquant dangereux qui ne serait pas l'auteur habituel d'actes illicites,

pas plus qu'on ne pourrait éliminer un délinquant habituel qui ne serait pas dangereux.

Qu'est-ce donc, d'après la jurisprudence allemande qu'un délinquant d'habitude ?

C'est un individu accoutumé à commettre des délits, celui dont la criminalité est chronique, dont l'activité criminelle devenue une seconde nature, est un élément autonome et permanent de la personnalité.

Le tribunal auquel il appartient de déterminer si un condamné est ou n'est pas un délinquant d'habitude doit analyser d'abord le critère *négatif* en vue de séparer malfaiteurs habituels et malfaiteurs d'occasion, puis le critère *positif*, c'est-à-dire la tendance à commettre de nouvelles fautes (93).

Le trait essentiel du délinquant d'occasion, dit M. Béraud (94) est que l'acte commis n'est pas la résultante de dispositions d'esprit particulières, mais celle de circonstances et d'influences externes ; la cause reste étrangère à l'essence propre de l'être. Au contraire, chez le délinquant d'habitude, l'activité délictueuse dérivant d'un caractère particulier, apparaît comme une émanation de la nature.

Mais une accumulation de délits n'est pas, par elle seule, suffisante pour révéler une habitude délictueuse. Plusieurs délits d'occasion ne feront jamais qu'un délinquant d'occasion. C'est pourquoi il faut un second indice : c'est la tendance.

La tendance est un penchant au crime, une disposition intérieure, inhérente à la personnalité du malfaiteur qui se révèle constamment par la facilité avec laquelle il commet de nouveaux délits, une force interne qui domine le délinquant et influence de façon permanente sa volonté.

Un arrêt de la Cour suprême du Reich définit ainsi ce penchant « Indices émanant du fond de la conscience du délinquant, de son état d'âme, permettant l'éclosion de certaines idées plus facilement que d'autres, de telle sorte que, se répétant, elles amènent à la longue une inclination naturelle à la récidive » (95).

(93) Wilke, *Revue droit pénal et criminologie*, 1937, p. 1222.

(94) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 46.

(95) Cité par Wilke, *Revue droit pénal et criminologie*, 1937, p. 1222.

Ce penchant peut être congénital ou acquis. Le juge allemand ne sévit à l'encontre du délinquant né que dans la mesure où il est un délinquant d'habitude. Peu importe que l'individu ait une volonté affaiblie ou une résolution déterminée. Est un ennemi de la société, aussi bien que le révolté, l'aboulique qui ne peut résister à la tentation de commettre une infraction.

C'est là précisément, dans ce critérium de volonté, qu'on a voulu voir en Allemagne la différence entre le criminel de profession et le malfaiteur d'habitude. Chez le premier, l'élément volontaire est la marque caractéristique, le but délictueux a été fixé délibérément à l'avance, la faculté de volition n'est pas affaiblie. Chez le second le penchant enraciné a influé sur la volonté, le développement de l'habitude a amené progressivement le sujet à l'incapacité de déterminer librement son choix, il finit par n'y voir qu'irresponsabilité.

Mais le législateur ne veut pas d'une sous distinction entre délinquants d'habitude et délinquant de profession. Il l'exprime nettement dans l'exposé des motifs de la loi « Les caractéristiques proposées pour le concept de la criminalité d'habitude et qui distinguent les délits commis par habitude de ceux qui sont commis professionnellement sont ici insuffisants pour permettre de séparer les délinquants d'habitude des autres types de délinquants... Parmi les délinquants d'habitude, il faut comprendre les délinquants de profession » (96).

En outre, le penchant lui-même doit avoir une certaine durée.

Il est cependant inutile qu'il s'exteriorise par la perpétration de délits identiques, analogues, ou même voisins. Toutefois la spécialisation dans un délit est évidemment une indication particulièrement probante de la délinquance d'habitude.

En résumé, arrêtons-nous à cette définition de la Cour suprême (97) « Est délinquant d'habitude, celui qui par suite d'une inclination résultant de son caractère naturel ou de

(96) Cité par Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 43.

(97) Rapporté par Wilke, *Revue droit pénal et criminologie*, 1937, p. 1222.

ses activités, se rend coupable de délits à plusieurs reprises et est enclin à les recommencer ».

Mais, nous l'avons déjà dit, pour qu'un individu puisse être éliminé en vertu des dispositions du § 42 *e*, il ne suffit pas qu'il soit un délinquant d'habitude. Il faut en plus reconnaître son état de danger.

Cet état dangereux est lié à la probabilité qu'il commettra dans l'avenir d'autres délits.

La loi n'a pas défini ce qu'il faut entendre par état dangereux, mais la question est ainsi posée :

Le délinquant doit-il récidiver ? C'est ce que les Allemands appellent le pronostic social.

A cet égard, le 2^e Sénat a décidé que le danger est caractérisé lorsque le bien juridique protégé et atteint est important, lorsque le moyen employé ou la volonté criminelle sont particulièrement redoutables ; c'est-à-dire qu'à la probabilité de perpétration de nouveaux délits (degré de possibilité du dommage), doit s'ajouter la grandeur du dommage causé à la paix publique (degré d'importance du dommage). Il n'y a danger que si ces deux éléments sont réunis.

Parfois cependant, on peut admettre que le nombre des délits à craindre et la rapidité de leur cadence probable remplacent leur gravité. Le trouble résulte alors, plus de la réitération que du préjudice immédiat causé.

Le tribunal doit s'attacher à l'étude du délai qui a séparé les infractions, de la nature des délits commis et surtout de la relation entre le délit et le délinquant, en vue de rechercher si l'infraction est un symptôme de l'état dangereux. De ce chef, de nombreux arrêts auraient été cassés par le Reichsgericht, les tribunaux s'étant laissé aller trop souvent à déduire l'état de danger du nombre des délits commis plus que de la nature de fautes. Chaque délit doit être étudié en particulier dans son rapport avec la personne du délinquant et s'il n'est pas symptomatique, il doit être écarté.

M. Béraud expose dans un article très intéressant sur l'internement de sûreté en Allemagne, publié aux Annales de la faculté d'Aix (année 1939, p. 78), quelles méthodes scientifiques sont appliquées par les tribunaux allemands en vue de fixer le pronostic social.

La première de ces méthodes qui est synthétique consiste

à réunir tous les signes particuliers aux criminels dangereux ayant une tendance à la récidive, dans la mesure où l'expérience permet de les dégager des faits extérieurs.

Ces signes sont, par exemple :

Le nombre de condamnations.

La conduite dans le passé (en tenant compte des infractions ignorées, puis révélées).

La répartition des condamnations dans le temps et dans l'espace.

La structure de l'infraction (unité ou pluralité de biens juridiques atteints, mode de perpétration, nature, gravité).

L'âge de début de l'activité criminelle.

La scolarité et l'activité professionnelle.

La conduite après l'infraction et en détention.

Cette première évaluation de la personne du délinquant peut être complétée par des recherches faites dans sa famille, afin de déceler quelles anomalies congénitales rapprochent le sujet des types de pervers médicalement connus.

La deuxième de ces méthodes que M. Béraud appelle analytique suppose l'examen point par point. C'est celle de l'allemand Schiedt, en partie calquée sur le travail de l'américain Burgess lequel a imaginé un système se rapprochant de celui des assurances sur la vie dans le calcul des tables de mortalité.

Un tableau de quinze numéros comprend les facteurs principaux qualifiés de causes de la récidive. Il n'y a plus qu'à attribuer au délinquant un nombre plus ou moins grand de mauvais points, selon le nombre et l'importance des facteurs dont l'existence se trouve vérifiée dans chaque cas.

Voici ce curieux tableau :

1° Tares héréditaires graves (maladies mentales, maladies nerveuses, suicides, alcoolisme. Ces tares sont unilatérales ou bilatérales, selon qu'elles existent dans une ligne ou dans les deux).

2° Criminalité héréditaire dans l'ascendance.

3° Mauvaise éducation (conditions familiales ayant exercé une influence sur l'enfant).

4° Mauvaise instruction (conduite générale et application

de l'enfant. Celui qui change souvent d'école peut être considéré comme un mauvais élève).

- 5° Apprentissage commencé et non terminé.
- 6° Travail irrégulier (paresse).
- 7° Criminalité précoce (avant 18 ans).
- 8° Plus de quatre condamnations au casier judiciaire.
- 9° Récidive rapide (si entre la fin de la peine et une nouvelle infraction il ne s'écoule que cinq à six mois).
- 10° Criminalité étendue territorialement.
- 11° Psychopathie (d'après le diagnostic du médecin).
- 12° Alcoolisme.
- 13° Mauvaise conduite générale en détention.
- 14° Libération de l'établissement avant 36 ans accomplis.
- 15° Mauvaises relations familiales et sociales après la libération.

S'il est vrai que ces quinze facteurs ont une valeur comme pronostic de la récidive, la probabilité de la rechute doit être d'autant plus forte qu'il y a davantage de points défavorables au délinquant. Mais n'y a-t-il pas d'autres facteurs non énumérés dans ce tableau ou, plus exactement, chaque cas particulier n'a-t-il pas ses facteurs propres ? Il nous paraît difficile de prétendre réunir en quinze points les causes infiniment multiples de la récidive, dont le nombre, la variété extrême, apparaissent avec tant de diversité dès que l'on quitte l'examen théorique pour l'étude du cas concret !

Ayant achevé le tour de ce que le législateur allemand appelle un dangereux délinquant d'habitude, précisons enfin qu'il ne reste plus au tribunal qu'à examiner si, lors de l'expiration de la peine, l'internement de sûreté s'imposera pour protéger la société. Ce n'est pas le cas, par exemple, quand le sujet est condamné à une peine si longue ou bien est déjà si vieux que son grand âge sera une garantie de son absence de nocivité.

Mais si toutes les conditions sont réunies, si ayant reconnu que l'individu est un dangereux délinquant d'habitude le tribunal admet également que la sécurité publique exige son internement post-pénal, le juge doit obligatoirement prononcer la mesure. La loi l'indique en termes impératifs.

64. — Le principal caractère de la mesure d'internement c'est d'être judiciaire. La décision est prise dans le jugement

qui inflige la peine. L'inculpé doit être obligatoirement assisté d'un défenseur ; le tribunal doit statuer à la majorité des deux tiers. Ajoutons que les jeunes gens ne peuvent être internés.

L'internement est subi dans un asile de sûreté pour une durée indéterminée, c'est-à-dire tant que la libération risquerait de compromettre la sécurité publique. Toutefois, tous les trois ans, à partir du commencement de la ségrégation, le tribunal même qui aura appliqué la mesure devra donner son avis sur la persistance de l'état dangereux et, par voie de conséquence, sur le maintien de l'individu dans l'asile. S'il estime que cet état de danger a cessé il libère le détenu, en lui imposant en général l'observation d'un certain nombre de conditions relatives au lieu de séjour ou à l'obligation de se présenter à des intervalles réguliers à certaines autorités. En laissant au contrôle du même tribunal le diagnostic suprême d'état dangereux, le législateur allemand a entendu se prémunir contre la répugnance du juge anglais (ou de notre propre juge) à avoir recours à des mesures d'une extrême gravité dont l'exécution lui échappe.

En aucun cas la détention de sûreté ne remplace la peine privative de liberté. Elle la complète puisqu'elle ne s'exécute que lorsque la peine a pris fin.

Un décret du 14 mai 1934 a fixé le régime. Il traduit mal le désir du législateur de différencier l'internement d'une peine d'emprisonnement. Cependant il est dit dans l'exposé des motifs : « Dans l'exécution de l'internement de sûreté, il faut abandonner les idées d'expiation et de justice distributive ».

65. — Les tribunaux allemands ont usé très largement de la faculté que leur donne le § 42 *e*.

3.935	fois en	1934
1.318	—	1935
946	—	1936
692	—	1937

Soit 6.891 fois pendant les quatre premières années d'application de la loi. Si on tient pour exact le chiffre de 8.500, cité par Robert Heindl (96), comme représentant l'effectif

(96) Wilke, *Revue droit pénal et criminologie*, 1937, p. 1217.

approximatif des délinquants dangereux opérant en Allemagne vers 1925, on doit être conduit à penser que dans l'avenir le nombre annuel des éliminés ira en diminuant.

L'âge moyen des internés se situe entre 30 et 36 ans. La plupart n'ont aucun foyer. Sur les 524 détenus de la prison de Strauling,

344	sont	célibataires
84	—	mariés
94	—	divorcés
2	—	veufs

Il ne semble pas qu'on ait affecté en Allemagne des établissements spéciaux à la détention des récidivistes. On trouve ceux-ci à Brandenburg-Görden, à Straubing en Bavière et à Waldheim en Saxe, dans des quartiers de ces prisons qui leur sont réservés.

Les éliminés entrent parfois en contact avec les individus purgeant des peines, notamment à Straubing pour les cérémonies religieuses, les repas, la remise du linge ou des livres. C'est une occasion pour eux de constater que leur sort n'est guère supérieur à celui d'un prisonnier en cours de peine.

En général le logement en commun a remplacé la cellule. C'est le cas à Brandenburg-Görden où les chambrées sont de douze, également à Straubing et parfois à Waldheim. On a estimé qu'après une peine d'encellulement, ils avaient besoin de la vie collective et qu'ils aspiraient à la fréquentation de leurs semblables.

Ils peuvent fumer, recevoir des visites tous les deux mois, correspondre quatre fois par mois, avoir des journaux et des photographies, lire, se raser avec leur propre rasoir, jouer aux cartes le dimanche et parfois écouter la T.S.F. C'est à peu près là que se borne la différence entre l'exécution de la mesure de sûreté et le régime de la peine.

Le travail est obligatoire et s'effectue dans des ateliers divers. Le salaire est plus élevé que pour la rétribution des prisonniers en cours de peine. Ceux qui ne peuvent pas travailler sont versés dans une section spéciale pour les invalides. Parmi ceux-là les plus diminués sont finalement séquestrés dans un hospice.

L'instruction religieuse complète parfois, notamment à Brandenburg-Görden, l'enseignement scolaire.

Tous les délinquants comptent sur leur libération plus ou moins rapide. Aussi la bonne conduite est elle générale. Mais la réalité est bien différente de ces espérances, le nombre des cas où la libération a été accordée ne constituant qu'un faible pourcentage par rapport au nombre des décisions d'internement.

Il a été libéré :

1 détenu pendant le 1 ^{er} semestre de 1934				
6	—	2 ^e	—	1934
28	—	1 ^{er}	—	1935
44	—	2 ^e	—	1935
84	—	1 ^{er}	—	1936
81	—	2 ^e	—	1936

La mesure de libération peut être révoquée. C'est arrivé cinquante fois pendant la même période :

Dans 30 cas pour récidive		
8	—	abandon injustifié du patronage
3	—	mauvaise conduite
9	—	fainéantise

Sur les cinquante sujets réintégrés, trente-quatre l'ont été avant le sixième mois qui a suivi leur mise en liberté.

66. — Si l'on veut se faire une opinion sur les résultats obtenus en Allemagne par l'application de la loi du 24 novembre 1933, il faut se reporter aux statistiques, lesquelles accusent une notable diminution de la criminalité. C'est ainsi que de 564.479 condamnations en 1932, le nombre des décisions judiciaires aurait passé à 383.315 en 1936. Le nombre des meurtres, des vols à main armée, s'est écroulé de plus de la moitié de 1932 à 1937. Il serait toutefois inexact de voir là le seul effet de l'isolement des individus dangereux. Il ne faut pas oublier que le rôle préventif de la police, dont l'action s'est trouvée considérablement renforcée depuis l'avènement du régime nouveau, a dû logiquement avoir une incidence très sensible sur le développement de la criminalité.

Quel jugement porter sur la loi elle-même ? Le critérium d'application de la mesure de sûreté est plus simple qu'en Italie tout en restant très scientifique. On peut redouter les divergences jurisprudentielles et M. Béraud regrette qu'il

n'appartienne pas à un tribunal unique, statuant pour l'ensemble du Reich, de prononcer sur les cas où l'élimination est nécessaire.

En ce qui a trait à l'exécution de la mesure de sûreté, le régime est trop voisin de celui d'une peine. Placés dans un cadre identique, menant une vie qui ne se différencie guère de celle qu'ils ont connue pendant leur peine, « les intéressés qui ne se préoccupent pas de distinction d'école, voient dans la mesure de sûreté une peine comme les autres, avec cette différence toutefois que la durée en est indéterminée » (97).

Ces difficultés d'application des mesures de sûreté ont eu leur écho au congrès de Berlin de 1935. La question était ainsi posée : Comment l'exécution de la peine privative de liberté doit-elle se différencier de l'exécution des mesures de sûreté comportant privation de liberté ?

Les délégués déclarèrent unanimement que le régime devait être moins rigoureux (98), mais ils furent bien embarrassés pour apporter des suggestions pratiques.

Si le problème pénal et social que pose la ségrégation des antisociaux est ici résolu, bien des réserves s'imposent dans le domaine pénitentiaire.

LÉGISLATIONS DIVERSES

Le code pénal de la République Argentine du 29 octobre 1921

67. — Ce code prévoit, en son article 52, une réclusion (le texte original disait une relégation) dans une localité des territoires du Sud et pour un temps indéterminé, imposée comme accessoire de la dernière condamnation dans les circonstances suivantes :

1° Deux condamnations à la réclusion, ou une à la réclusion et une autre à l'emprisonnement pour plus de trois ans ;

2° Trois condamnations à l'emprisonnement pour plus de trois ans, ou une condamnation à la réclusion pour plus de trois ans et deux à l'emprisonnement de trois ans au moins ;

(97) *Revue Science criminelle*, 1939, p. 714.

(98) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 259.

3° Quatre condamnations à l'emprisonnement, dont une à plus de trois ans ;

4° Cinq condamnations à l'emprisonnement de trois ans au moins.

La réclusion est également envisagée comme accessoire de la condamnation dans les cas de concours de délits toutes les fois que les délits jugés auront été au nombre de cinq pour le moins et que pour deux d'entre eux, la peine édictée aura été supérieure à trois ans d'emprisonnement.

Le code pénal de la République de Chine de 1935

68. — L'importante législation chinoise consacre l'application des mesures de sûreté, mais aucun texte n'indique dans la lutte contre la récidive, l'élimination des délinquants endurcis.

La loi de 1922 en Colombie (99)

69. — Cette loi qui porte le n° 105, s'inspire du souci de débarrasser le pays des indésirables. Applicable aux voleurs et aux souteneurs, elle impose une relégation temporaire de trois ans pour la première récidive, de six ans pour la seconde, de neuf ans pour les autres.

Y sont également assujettis les vagabonds qui, deux fois avertis par l'autorité compétente dans le cours d'un semestre, n'ont pas changé leur manière de vivre.

La mesure d'élimination n'est appliquée qu'après l'expiration de la peine.

En ce qui a trait à l'exécution le gouvernement semble avoir compté sur les ségrégés pour mettre en culture de vastes territoires jusqu'alors abandonnés. Un hectare de terre est concédé à chaque relégué et deux lui sont accordés s'il a emmené sa famille, possibilité qui lui est toujours offerte. Outils, semences, moyens de subsistance jusqu'à la première récolte sont fournis à l'éliminé. Il y a sur place des aumôniers, des médecins, des ingénieurs agronomes et des maîtres d'écoles pour guider, instruire et soigner cette population d'émigrés volontaires ou forcés.

(99) Voir article Roger, *Revue pénitentiaire*, 1923-24, p. 309.

Les relégués qui préfèrent exercer une profession non agricole y sont autorisés à la condition d'y trouver leur subsistance.

Quant aux individus sans famille qui ne témoignent d'aucune qualité pour les travaux champêtres, ils sont utilisés dans des maisons en commun, où la discipline s'apparenterait, paraît-il, davantage à celle d'un établissement industriel qu'à celle d'une prison.

Il serait intéressant de savoir ce qu'a pu donner la mise en pratique d'un régime pénitentiaire aussi libéral.

La loi cubaine de défense sociale de 1936

70. — Suspendue pour deux ans le 8 octobre 1936, cette loi n'est probablement pas encore en vigueur. Laissant de côté le châtimement du coupable, elle entend prévenir le crime par la déclaration d'état dangereux comportant comme corollaire l'application d'une mesure de sûreté.

L'autorité judiciaire peut discrétionnairement reconnaître l'état dangereux d'une personne avant tout délit et ordonner en conséquence, selon les manifestations diverses de la nocivité du sujet, l'internement dans une colonie agricole ou dans une maison de travail, le placement dans un hôpital ou dans une maison de garde.

La loi considère comme des états dangereux permanents :

L'aliénation mentale constante et périlleuse,

Le crétinisme et l'imbécillité,

L'ivrognerie et l'ivresse narcotique habituelle,

La pratique habituelle du jeu,

Le vagabondage habituel,

L'habitude de terroriser par la parole, les actes ou avec des armes,

La mendicité habituelle,

Les maladies contagieuses (et notamment les maladies vénériennes et celles qui affectent la volonté),

Les infractions au régime de la surveillance spéciale,

L'exercice de la prostitution quand il s'agit de mineurs ou de la traite des blanches,

L'exploitation ou la pratique de vices moralement répréhensibles,

La tendance dangereuse manifestée pendant l'exécution de la peine.

Le code pénal danois du 15 avril 1930

71. — L'article 65 du code pénal danois stipule : « Lorsqu'un individu, après avoir subi une peine d'emprisonnement pour un des crimes prévus au chapitre 14, ou en vertu de deux jugements a subi des peines d'emprisonnement ou a été retenu dans une maison de travail pendant au moins deux ans au total, se rend à nouveau passible d'une peine d'emprisonnement et que les renseignements obtenus le représentent comme un criminel professionnel ou habituel, le tribunal peut, au cas où il estime que la sécurité publique l'exige, le condamner à l'internement dans un établissement de sûreté, cette mesure tenant lieu de peine ».

Au bout de quatre ans ou de huit ans une commission décide si la libération doit avoir lieu. La mise en liberté se fait à titre d'essai pour une période d'au moins deux ans fixée par la commission des prisons qui, le cas échéant, est également chargée d'ordonner la réincarcération. Si la libération est refusée la question ne peut être posée à nouveau qu'au bout de deux ans au moins.

Après vingt ans de détention la mise en liberté est de droit, sauf si la commission estime que cette mesure peut être dangereuse. En ce cas, il est statué par décision de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé l'établissement.

L'élimination des antisociaux en Egypte

72. — Il est pratiqué en Egypte deux sortes de relégation. Une est spéciale aux seuls récidivistes, l'autre vise tous les délinquants dangereux.

La première résulte de la loi du 11 juillet 1908 qui prévoit l'internement pour une durée indéterminée de certains récidivistes. L'application de la mesure est obligatoire à l'égard des individus déjà condamnés aux travaux forcés en vertu de l'article 50 du code pénal (c'est-à-dire pour avoir commis certains crimes ou délits pour lesquels ils avaient été déjà condamnés à deux peines restrictives de la liberté d'une année au moins, ou à trois peines dont une d'une année

au moins) et qui ont commis de nouveau une de ces infractions pendant la mise en liberté conditionnelle ou dans les deux ans à partir de leur libération définitive.

L'internement est simplement facultatif dans les autres cas de récidive.

Il se subit dans un « reformatory », dont le régime est proche de celui des bagnes où sont détenus les condamnés aux travaux forcés.

La libération est décidée par le Ministre de la Justice, sur avis d'un comité de six membres qui apprécie les signes d'amendement donnés par le condamné. Toutefois, l'internement ne peut jamais se prolonger au delà de dix ans et l'internement facultatif au delà de six ans. Il paraît que la commission use rarement du droit de proposer la mise en liberté avant le temps maxima (100).

La relégation, proprement dite, des éléments dangereux, a été organisée par la loi du 15 décembre 1909 qui soumet à la surveillance de police tout individu connu comme ayant l'habitude d'attenter à la personne ou à la propriété d'autrui ou de se livrer à des menaces contre la personne ou la propriété (article 1^{er}).

La décision est prise par une commission administrative composée du moudir ou gouverneur comme président, du président du tribunal indigène, du chef du parquet indigène et de deux notables choisis par voie de tirage au sort.

Si la commission estime qu'il est établi par la notoriété publique que le prévenu rentre dans la catégorie des individus désignés à l'article 1^{er}, elle ordonne qu'il soit placé sous la surveillance de la police, au lieu de sa résidence, pour une période ne dépassant pas cinq ans. Si le surveillé est incapable de fournir caution ou si, ayant présenté un garant, celui-ci n'a pas été agréé ou a ensuite été relevé sans avoir été dûment remplacé, il lui est assigné une résidence dans un endroit du territoire égyptien désigné par le Ministre de l'Intérieur (Meharie, localité située à 15 km. au nord de Khargheh, chef-lieu de la grande oasis de ce nom).

Est également envoyé en ce lieu, le surveillé qui a tenté de s'évader ou qui a été condamné pour un crime ou pour certains délits.

(100) Voir article Riad Shams, *Rev. int. dr. pénal*, 1937, p. 566.

Enfin, lorsque la cour d'assises tout en acquittant faute de preuves suffisantes un individu accusé de certains crimes estime que l'accusé se trouve dans les conditions de l'article 1^{er}, elle peut ordonner son renvoi sous la surveillance pour une période maximum de cinq années et même lui assigner comme résidence l'endroit en question.

La loi de 1909 corrige donc et complète celle de 1908 en ce qu'en pratique elle permet d'éliminer des individus dont les condamnations ne remplissent pas toutes les conditions de nombre et de gravité prévues par la première loi. Il semble d'ailleurs que les commissions administratives n'aient pas abusé de leur pouvoir (101).

Les individus envoyés à Meharie sont employés, s'ils le demandent, principalement à des travaux de culture et reçoivent un salaire.

Le code pénal espagnol du 8 septembre 1928

73. — Le code pénal de Primo de Rivera prévoit en ses articles 70, 71 et 157, une mesure de sûreté à l'égard des récidivistes endurcis :

Art. 70. — « Quand le coupable aura été antérieurement condamné deux ou plusieurs fois pour des délits graves, ou cinq fois ou plus de cinq fois pour des délits moins graves compris dans le même titre, le tribunal pourra envisager la circonstance extraordinaire de multirécidive. Dans ces cas, l'auteur sera déclaré délinquant d'habitude si, d'après l'appréciation du tribunal, la nature et la modalité des délits commis, ou les motifs déterminants, ou les conditions personnelles, ou le genre de vie menée antérieurement, démontrent chez lui une tendance persistance au délit. »

Art. 71. — « L'état particulier de prédisposition d'une personne d'où résulte la probabilité qu'elle commettra des délits constitue un danger social criminel. Dans leurs jugements de condamnation les tribunaux pourront faire cette déclaration de danger social criminel quand il résultera de la prédisposition particulière du délinquant cette proba-

(101) Opinion de M. Albert Chéron, *Revue pénitentiaire*, 1910, p. 833.

bilité qu'il commettra de nouveau des délits et ils prendront alors les mesures de sûreté convenables. »

Art. 157. — « Quand le coupable sera un multirécidiviste dans les conditions de l'art. 70..... en outre, dans le dispositif de la sentence on ordonnera que le coupable restera dans un établissement, ou un quartier destiné aux incorrigibles, pendant un temps indéterminé. »

Le même internement peut être prescrit, sans que l'intéressé ait été déclaré préalablement à sa peine délinquant d'habitude, à l'encontre du multirécidiviste qui, à l'expiration de cette peine, et selon l'opinion du conseil de discipline de la prison, n'est pas tenu pour corrigé. Mais ici également une décision judiciaire est indispensable.

Le code pénal espagnol exige donc que la tendance à la délinquance se soit révélée par la perpétration d'un certain nombre de délits. Cependant une légère contradiction semble résulter de l'article 138 qui permet d'éliminer, en tenant compte du danger social qu'il représente, l'auteur d'un délit manqué ou d'une tentative normalement punissable d'une peine inférieure à celle appliquée à l'auteur du délit consommé. Ici la prédisposition au délit ne paraît pas liée à l'état de récidive ! M. Magnol estime qu'il est difficile, dans ces conditions, de dégager d'une façon certaine la pensée du législateur espagnol (102).

De toutes façons le code ne prévoit aucune mesure administrative ou de police prise ante delictum.

L'internement indéfini se subit dans un établissement spécial. La mesure doit être révisée tous les deux ans. Si les intéressés sont admis à la libération conditionnelle, ils sont placés en liberté surveillée.

L'élimination des récidivistes dans le projet de code pénal grec de 1926

74. — Si un individu ayant subi au moins cinq condamnations, parmi lesquelles une à la réclusion à cause d'un crime ou d'un délit volontaire, commet un nouveau crime ou un nouveau délit volontaire qui le montre comme un criminel

(102) Magnol et De Moulins, *Le code pénal espagnol*, p. 17.

d'habitude ou de profession, le tribunal, en dehors de la peine prononcée, peut ordonner la détention du criminel après l'expiration de la peine dans un établissement affecté spécialement à ce but ou dans un quartier spécial des prisons.

La durée de l'internement n'est pas déterminé dans la sentence, mais ne peut être toutefois inférieure à trois ans. A l'expiration de cette période le sujet est libéré si sa bonne conduite laisse espérer qu'il ne recommencera pas. La décision d'élargissement est prise par le Ministère Public, mais on peut faire appel à sa décision devant le conseil supérieur des prisons.

La libération est toujours conditionnelle et sujette à révocation par le même conseil si l'individu se conduit mal ou ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées à l'occasion de sa libération (103).

Il ne semble pas que le nouveau code pénal grec ait encore vu le jour.

La loi hollandaise du 26 juin 1929

75. — La Hollande a plusieurs fois envisagé (notamment en 1875) la transportation des criminels sur ses possessions coloniales. Cependant les projets de loi dans ce sens ont toujours été repoussés.

La loi de 1929 organise pour les délinquants chroniques ce que des textes antérieurs avaient établi pour les mendiants et les vagabonds ainsi que pour les criminels aliénés ou anormaux, c'est-à-dire la séquestration dans des établissements spéciaux.

La mise dans une institution de dépôt exige la constatation, à la charge de l'individu, de trois délits antérieurs au moins ayant entraîné chacun une condamnation à une peine minimum de six mois d'emprisonnement, le total des pénalités ainsi encourues ne devant pas être inférieur à quatre, six, ou huit ans, selon que pour le nouveau délit le juge inflige une condamnation de trois, deux, ou un an d'emprisonnement.

(103) D'après le rapport fait à la Société générale des prisons par M. Constantinides, *Revue pénitentiaire*, 1926, p. 142.

M. Légal souligne l'originalité de ces dispositions qui établissent une proportion inverse entre la gravité de la dernière rechute et celle des antécédents (104).

Les tribunaux ont un pourvoi d'appréciation des plus large pour estimer si la mesure de dépôt semble nécessaire pour éviter de nouveaux crimes. La loi ne formule aucune exigence spéciale quant à l'identité ou même la similitude des infractions, et ne prévoit aucune condition de délai.

Le condamné subit d'abord sa peine. Il est ensuite éliminé pour une période relativement indéterminée, puisqu'elle ne peut être inférieure à cinq années, ni supérieure à dix années. La décision de libération est prise par le Garde des Sceaux, sur proposition d'une commission.

Il ne paraît pas, toutefois, que cette loi ait encore reçu une application effective.

La loi hongroise du 31 janvier 1928

76. — Ce texte étend et prolonge la mesure d'internement envisagée contre les récidivistes par la loi XXI de 1913, qui stipulait déjà l'envoi dans une maison de force de certaines catégories de malfaiteurs invétérés.

La loi de 1928 s'applique aux individus qui ont commis, à des époques différentes, et indépendamment les uns des autres, trois crimes au moins contre la vie humaine, contre les mœurs, ou contre le patrimoine, à condition que depuis les deux derniers crimes il ne se soit pas écoulé plus de cinq ans, et que d'autre part il soit constaté par le jugement que le condamné était un malfaiteur par profession ou par penchant.

Le jugement fixe la durée de la détention, laquelle ne peut être inférieure à trois ans. Après ce délai l'individu éliminé peut faire d'année en année une demande de libération conditionnelle sur laquelle il est statué par le Ministre de la Justice, après avis de la commission de surveillance.

(104) Légal, *Rev. sc. criminelle*, 1937, p. 617.

Le code pénal mexicain de 1931

77. — Le nouveau code pénal du Mexique, œuvre d'Almaraz, qui a si rapidement succédé à son prédécesseur de 1929, est inspiré de positivisme et plus particulièrement de la réforme italienne. Il règle en ses articles 21 et 27 le sort des délinquants endurcis.

« Si le récidiviste dans le même genre d'infraction commet un nouveau délit inspiré par la même passion, ou inclination vicieuse, il sera considéré comme délinquant habituel, pourvu que les trois infractions aient été commise au cours d'une période qui n'excèdera pas dix ans. »

« La relégation dans les colonies pénales sera appliquée aux délinquants déclarés judiciairement habituels, ou lorsque la loi l'ordonnera expressément. »

Il s'agit d'une élimination temporaire, dont la durée est fixée selon un mode de calcul qui tient compte du nombre des récidives et d'une augmentation de longueur de peine allant du tiers en sus au double, par rapport aux sanctions prévues par le code. La relégation se substitue entièrement à la prison.

Les récidivistes sont envoyés aux îles Mânás et le régime de leur détention suscite chez M. Almaraz lui-même quelques critiques (105). Il en ressort notamment qu'on ne fait aucune colonisation pénale et qu'on se borne à pratiquer une réclusion qui coûte cher et rapporte peu dans tous les domaines puisque les libérés récidivent aussitôt sortis.

Le § 65 du code pénal norvégien de 1902

78. — Le législateur norvégien a été des premiers à admettre audacieusement, à l'égard des récidivistes, l'utilisation de la sentence indéterminée. Indétermination d'ailleurs toute relative puisque la durée de l'élimination comporte de toutes façons un maximum.

Le § 65 dispose en effet que le récidiviste incorrigible est retenu en prison à l'expiration de la peine et pendant un temps qui ne doit pas dépasser le triple de la durée de

(105) *Rev. sc. criminelle*, 1937, p. 342.

cette dernière, ni en tout cas excéder quinze ans. L'internement cesse plus tôt si le sujet peut être mis en liberté sans inconvénients.

La décision, en ce qui concerne l'état dangereux, est prise par le jury et ratifiée par la cour.

Mesure hardie sans doute en ce début de siècle et qui ouvrait timidement la voie à des réformes plus complètes, mais mesure à peu près inappliquée. M. Garraud pouvait, en effet, dire en 1910 au congrès de Bruxelles qu'on n'avait pas encore utilisé ce texte. Dans un passé plus proche la mise en œuvre de la loi a été extrêmement timide. C'est ainsi que de 1929 à 1934, 208 personnes seulement auraient été l'objet d'une déclaration du jury. Il faut dire que les établissements de sûreté sont les prisons ordinaires, ce qui explique déjà bien des hésitations de la part du juré.

*L'élimination des récidivistes
dans le code pénal polonais du 11 juillet 1932*

79. — L'art. 84 de ce code prévoit l'internement après exécution de la peine, d'une part des récidivistes dont a été constatée la triple rechute (par conséquent après la quatrième condamnation), d'autre part, sans considération du nombre des délits, des délinquants d'habitude ou de profession lorsque la liberté des uns ou des autres est une menace pour l'ordre.

L'état d'habitude et la qualification de malfaiteur de profession ne sont nulle part définis. Il appartient aux juges d'apprécier souverainement.

L'internement est subi pendant cinq ans au minimum. A l'expiration de ce temps et des périodes quinquennales suivantes, le tribunal qui a prononcé la ségrégation décide s'il y a lieu de la faire cesser ou de la reconduire pour cinq ans de plus. La détention peut donc être perpétuelle.

Un établissement spécialement affecté aux récidivistes a fonctionné de 1936 à 1939 à Lublinice, mais la loi a été très peu appliquée; c'est ainsi que de janvier 1934, date de la mise en vigueur du code, à mai 1935, 392 individus seulement ont été frappés en vertu de l'art. 84.

La relégation au Portugal

80. — La loi du 21 avril 1892 a instauré au Portugal un système de relégation, calqué sur la loi française de 1885. Le juge peut mettre à la disposition du gouvernement en vue de leur transportation dans une possession d'outre-mer, où ils sont assujettis au travail, les individus majeurs de 18 ans et n'ayant pas encore atteint l'âge de 60 ans qui ont encouru (pour crimes non politiques) :

- soit trois condamnations à des peines majeures,
- soit deux condamnations à des peines majeures et deux à l'emprisonnement correctionnel,
- soit une condamnation à une peine majeure et quatre à l'emprisonnement correctionnel.

soit six condamnations à l'emprisonnement correctionnel. Cette relégation est en principe perpétuelle mais au bout de six ans de séjour (ou de trois ans, si l'intéressé n'a jamais subi de peine majeure) le récidiviste peut obtenir du juge de sa résidence, en raison de sa bonne conduite, sa mise en liberté et parfois son retour sur le continent.

Voici les différences les plus notables avec notre loi de 1885 :

La relégation n'est jamais obligatoire ;

Elle est appliquée aux récidivistes quelle que soit la période de temps pendant laquelle ils ont encouru leurs condamnations ;

Le récidiviste condamné six fois à l'emprisonnement correctionnel est relégable, quelle que soit la durée des peines encourues ;

Le relégué peut être libre au lieu de relégation et louer ses services à des particuliers, à la condition de faire connaître à l'administration de la colonie ses résidences successives.

Ce système plus libéral que le nôtre, est rendu d'application plus facile par le petit nombre de relégués dispersés sur le territoire de la province d'Angola dont l'étendue et la population sont considérables. Dans ces conditions, les éliminés ne peuvent constituer un danger sérieux pour les colons ; mais on peut objecter que le danger n'était alors pas beaucoup plus important pour la population mé-

tropolitaine et qu'il serait trop simple de résoudre le problème de la ségrégation des délinquants d'habitude, s'il pouvait suffire de faire aux populations coloniales le triste cadeau des plus mauvais sujets de la mère patrie !

Le code pénal roumain du 1^{er} janvier 1937

81. — Des mesures de sûreté à l'encontre des individus antisociaux sont édictées par les articles 99 et 100, dont voici le texte :

ART. 99 : Si après une troisième condamnation pour récidive criminelle ou correctionnelle on estime que le récidiviste, à cause de son état maladif, au point de vue physique ou moral, ou d'alcoolisme chronique, n'est pas capable d'un travail ordonné et honnête, le tribunal ou la cour pourront disposer qu'après l'exécution de la peine, le condamné sera placé dans un asile.

Ceux qui seront placés dans un pareil asile seront soumis à une surveillance et à un traitement minutieux et seront habitués à un travail conforme à leur état physique et moral. Le régime de l'internement de l'asile sera doux. Le tribunal correctionnel se prononcera sur la libération.

ART. 100 : Dans le cas prévu par le précédent article, si on constate que le récidiviste mène d'une façon volontaire une vie qui constitue un péril pour la paix publique, le tribunal ou la cour pourront ordonner que le récidiviste, après l'exécution de la peine, sera interné dans une maison de travail destinée aux délinquants incorrigibles. La durée de l'internement sera de dix ans au maximum.

Sous cette forme qui ne présente aucun trait original par rapport aux législations des autres pays, l'internement des récidivistes est laissé à l'appréciation du juge. On peut toutefois souligner le soin mis par le législateur roumain à séparer des récidivistes vicieux ceux qui ne retournent au délit que par faiblesse physique ou mentale.

*La loi suédoise du 22 avril 1927
sur l'internement des récidivistes*

82. — La Suède, comme la Belgique, a adopté le même jour deux lois de défense sociale, en vue de lutter contre la criminalité chronique, tendant à isoler, sans exécution de peine, deux catégories d'individus nuisibles : les délinquants à responsabilité atténuée et les récidivistes.

En ce qui concerne ces derniers l'internement est substitué à la peine subie dans une prison si le sujet réunit les trois conditions suivantes :

1° Quatre condamnations antérieures à la réclusion totalisant au moins dix ans de prison ;

2° Perpétration, moins de cinq ans après la dernière condamnation, d'un nouveau délit punissable d'une condamnation d'au moins deux ans de prison ;

3° Contatation que la prison n'a aucun effet de redressement sur lui et que par conséquent ce récidiviste constitue un danger permanent pour la société.

La décision d'internement, laissée à l'appréciation des juges, est prise par le tribunal et confirmée par une commission, ayant compétence exclusive pour tout le pays, présidée par un fonctionnaire supérieur des prisons et composée de quatre autres membres, dont un juge et un médecin. Ainsi se trouve réalisée l'unité de jurisprudence si désirable dans une matière aussi grave. Ainsi également les tribunaux, rassurés par ce contrôle suprême, peuvent être plus audacieux et proposer plus souvent l'application de la mesure.

De toutes façons l'examen mental du récidiviste doit toujours être préalablement ordonné et, le cas échéant, c'est la mesure de garde prévue par la loi sur les anormaux qui est appliquée.

Le professeur Kinberg fait remarquer à ce sujet (106) qu'il est bien peu de criminels incorrigibles qui ne soient pas des anormaux, de telle sorte que le sujet aura été fatalement éliminé en application de la loi spéciale à ces derniers, avant qu'il ait atteint les conditions prévues par la loi sur les récidivistes.

(106) Olof Kinberg, art. *Revue int. droit pénal*, 1931, p. 154.

L'internement n'a pas de durée fixée d'avance. Le maximum en est de vingt ans. Toutefois au bout de dix ans une libération à l'essai peut être tentée, l'individu étant soumis pendant dix autres années à une surveillance spéciale. Le maintien en ségrégation peut être ordonné, même au bout des vingt ans, si pour des raisons de défense sociale l'état mental du sujet justifie sa prolongation, ce qui permet d'éliminer à vie les être dangereux.

Les récidivistes auxquels il a été fait application de la loi ont été réunis dans un quartier de la prison d'Ystad qui dispose d'une très grande étendue de terrains agricoles. Les femmes sont internées à Vaxjo.

L'élimination des récidivistes en Suisse

83. — Le projet de code pénal helvétique de 1893 prévoyait l'internement des récidivistes et précisait qu'avant de proposer cette mesure le tribunal devait être convaincu de l'inefficacité de la peine ordinaire pour prévenir de nouveaux délits. Malgré une vive opposition, comparable à celle qu'a rencontré le vote de notre loi de 1885, la substitution de l'internement à la peine fut ratifiée par les chambres fédérales.

Le nouveau code pénal du 21 décembre 1937, adopté par référendum du 3 juillet 1938 et qui devait n'entrer en vigueur que le 1^{er} janvier 1942, a maintenu en son article 42 l'internement des délinquants d'habitude. L'élimination doit être de trois ans au minimum. Si les libérés rechutent, ils sont réintégrés pour cinq ans au moins. C'est au juge qu'il appartient d'apprécier si la nécessité de cette mesure de sauvegarde s'impose.

Il paraît qu'actuellement c'est à la prison de force de Thorberg que sont envoyés les condamnés classés comme dangereux. Le texte nouveau dispose au contraire que l'internement sera subi dans un établissement spécial.

*Le traitement des récidivistes
dans le projet de code pénal tchécoslovaque*

84. — Ce projet qui semble n'avoir jamais abouti visait l'internement des délinquants habituels en son article 60. Il prévoyait des établissements dits « de sûreté » pour les criminels dangereux et incorrigibles.

Le criterium d'élimination tenait compte, à la fois, du nombre des délits et de l'état de danger du sujet. Il fallait d'une part que l'individu, après avoir encouru deux condamnations successives pour crime, ait commis un nouveau crime, d'autre part qu'il ait été reconnu, en raison de son penchant déterminé au crime, comme un danger pour la société.

L'internement, de durée indéterminée, devait être appliqué aussi longtemps que l'état de danger n'avait pas cessé. Il ne pouvait en aucun cas être inférieur à cinq années.

Le projet avait prévu l'organisation au ministère de la Justice d'un conseil central pour l'exécution de la mesure de sûreté, chargé de surveiller le redressement des éliminés et de faciliter le reclassement des libérés. Ce conseil devait être aidé dans sa tâche par un organisme de surveillance placé auprès de chaque établissement pénitentiaire et par un tribunal de prison chargé de décider notamment de la libération avant terme (107).

L'expérience soviétique de Bolchévo

85. — Si on en croit les narrateurs plus ou moins désintéressés qui, sous la conduite de guides vigilants, ont été autorisés à admirer les réalisations futuristes de l'U.R.S.S., Bolchévo est évidemment de loin la plus audacieuse tentative et la réussite la plus inespérée qu'un pays ait connues en matière de traitement des récidivistes.

Imagine-t-on à quelques vingt kilomètres de Moscou, reliée à la capitale rouge par un tramway, une cité sans murs d'enceinte et sans gardiens où se trouvent réunis plus

(107) Voir sur la question article Lemkin, *Revue pénitentiaire*, 1932, p. 454.

de trois milles récidivistes, spécialistes des attentats contre la propriété, qui doivent justifier pour être admis d'un minimum de trois condamnations préalables ?

C'est cependant ce qui paraît effectivement exister et ce que nous allons brièvement dépeindre, tout en faisant sur le succès intégral de l'expérience les réserves qui s'imposent.

C'est vers 1928 que Gorki fit édifier là une petite ville où devaient être mélangés à une population honnête, plusieurs fois supérieure en importance, un certain nombre de voleurs (Il y aurait actuellement 3.200 condamnés, dont 250 femmes, sur 12.000 habitants). Le délinquant qui à sa libération désire aller à Bolchevo doit être jeune (entre 16 et 24 ans), avoir encouru trois condamnations, exprimer la volonté de rompre avec le passé criminel. C'est l'assemblée des colons qui décide s'il faut l'admettre.

Dès lors le sujet est encadré, mis à un poste où il apprend un métier, car le travail est obligatoire, payé comme un ouvrier de l'extérieur il est libre de s'en aller mais il n'est plus repris. On autorise toutefois quelques sorties sur parole pour aller à Moscou (une journée tous les vingt jours, après six mois de présence). Les colons vivent en dortoirs ; s'ils sont mariés ils ont droit à une maisonnette, car femmes et enfants sont admis à Bolchevo, les mariages entre délinquants étant eux-mêmes conseillés et autorisés par l'assemblée générale.

Bien entendu tout est parfait dans ce séjour : les usines n'y sont que des établissements modèles, la colonie vit de sa propre activité, sans aucun subside du gouvernement, salles de jeux, bibliothèques, terrains de sport, salles de spectacles, dispensent aux pensionnaires les délasséments intellectuels et physiques les plus souhaités. Notons en passant que l'usage de l'alcool et les jeux de carte y sont interdits.

La discipline, car il faut cependant penser à tout, est assurée par un tribunal qui statue sur les contraventions (refus de travailler, ivresse, vol). Les sanctions sont : l'expulsion de la colonie, l'isolement d'un mois (prison sans doute), l'amende et la privation de sortie.

Mais ce qu'il y a de plus fort encore c'est que ce sont les colons eux-mêmes qui administrent et dirigent la cité nou-

velle, le personnel étant exclusivement composé des médecins, des instituteurs et de trois moniteurs pour les ateliers.

C'est la commission de direction qui surveille l'activité de chaque membre et détermine quand un individu peut être réintégré dans la qualité de citoyen et aller se mêler à la vie libre. Il va de soi que nombreux sont ceux qui préfèrent rester dans ce paradis.

« Tout cela est un peu gros, un peu simpliste, et laisse le psychologue sur sa soif » note M. Gide (108) après sa visite à la cité pénitentiaire de demain. Il est certain que voulant prouver que le criminel n'est qu'une victime de la société capitaliste, les Soviets ont construit à Bolchévo un établissement de carton-pâte, destiné à la propagande, où sous les dehors d'une organisation indépendante tout doit être savamment orchestré par le gouvernement. Par conséquent nous ne nous demanderons même pas, avec tel ancien Garde des Sceaux particulièrement crédule, si quelques différences de tempérament à travers trente degrés de longitude ne rendent pas le récidiviste français moins malléable que le délinquant slave !

Et il nous suffira, pour établir que Bolchévo n'est qu'un stand d'exposition, de rappeler que les libérés vraiment dangereux des géôles soviétiques ne sont pas à une demi-journée à pied de Moscou, mais aux îles du camp de concentration de Solovetsky, où voleurs récidivistes, tenanciers de mauvais lieux, prostituées criminelles, bandits, pillards de toute espèce y sont rarement visités par les journalistes bourgeois. (Le fait est consigné dans un petit ouvrage de M. Chirvindt et dans un article paru à la revue de droit pénal) (109).

Si on veut bien admettre au surplus que le code pénal soviétique permet de déclarer dangereuse toute activité quelconque et partant d'éliminer discrétionnairement tout individu, on comprendra que nous n'entendons pas recommander les exemples pénitentiaires de la troisième internationale.

Toutefois aucun esprit que passionne le relèvement des

(108) André Gide, *Retour d'U.R.S.S.*, p. 121.

(109) Chirvindt, *Les prisons en U.R.S.S.*, p. 54 et article sur le système pénal soviétique, *Rev. droit pénal*, 1932, p. 1102.

délinquants ne peut s'empêcher de rêver à la cité idéale où les dévoyés de nos villes seraient ramenés à l'honnêteté par le travail. Si tout est probablement faux à Bolchevo, l'idée, elle, n'est-elle pas en grande partie juste ?

*L'élimination des délinquants dangereux
dans le code pénal yougoslave*

86. — L'article 49 du code pénal yougoslave du 1^{er} janvier 1930 s'exprime ainsi :

« Le citoyen du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui a été condamné au moins trois fois à la réclusion pour crime intentionnel et qui, dans le délai de cinq années après avoir subi la dernière peine, commet de nouveau intentionnellement un crime, sera encore retenu après la peine nouvelle subie si, en considération des faits commis et de sa vie, on peut conclure qu'il est dangereux pour la sécurité publique.

Le tribunal prononce cette détention par le même jugement par lequel il prononce la peine pour la nouvelle infraction. Mais elle ne peut pas durer plus de dix ans.

Ces condamnés seront placés dans des établissements spéciaux ou dans des quartiers particuliers des établissements pénitentiaires et seront contraints au travail ».

On doit en déduire que l'internement n'est admis que pour les seuls nationaux, qu'il est de durée indéterminée avec limite maxima, qu'en retenant à la fois l'élément réitération et le facteur danger social le législateur yougoslave a laissé au juge le soin d'apprécier dans quels cas l'élimination doit être prononcée.



Nous nous excusons de n'avoir pu apporter sur les diverses législations des renseignements aussi complets et aussi précis que nous l'eussions souhaité. Mais, outre qu'il nous a été impossible de nous procurer certains codes récents, la difficulté tient surtout à l'absence de commentaires sur les divers modes d'exécution de la mesure d'élimination. Il ne faut pas se dissimuler, au surplus, que dans bien des

pays tout ne semble organisé que sur le plan théorique et que les réalités pénitentiaires décevraient certainement le voyageur en visite chez les détenus récidivistes des cinq parties du monde.

Il n'en reste pas moins que le texte législatif (plus facile à rédiger qu'à appliquer) est la condition première d'un traitement social des ennemis de la loi. Tous les pays que nous venons de citer l'ont compris. Il nous reste à vérifier ce qui est en préparation dans notre propre maison.

CHAPITRE IV

LA TRANSFORMATION DE LA RELÉGATION DANS LES PROJETS FRANÇAIS DE RÉVISION DU CODE PÉNAL

87. — Les inconvénients de la loi de 1885 n'ont pas tardé à être justement appréciés.

Dès 1892, la commission extra-parlementaire, instituée par le décret du 26 mars 1887 en vue de préparer la révision des incriminations et des peines, met au point une première rédaction selon laquelle est passible de relégation tout individu qui, dans quelque délai que ce soit, ayant été condamné à cinq ans au moins de prison, subit une nouvelle condamnation d'au moins un an de prison (110).

Une autre proposition d'aggravation des cas de relégation est soumise à la chambre le 7 février 1899 par M. Paul Bernard (111).

Dans le projet de suppression des peines coloniales du sénateur Chautemps (6 juin 1908), la relégation est remplacée par une condamnation de deux à dix ans de travaux forcés. Le dernier délit qui aurait rendu le coupable passible de relégation y est considéré comme un crime et puni des travaux forcés à temps (112).

Dans tous les projets qui vont suivre, l'idée domine de substituer l'internement métropolitain à la ségrégation à la Guyane :

D'abord dans un rapport adressé en 1925 ou 1926 par le conseiller Richard à la commission Renoult pour la réforme

(110) Ganière, *La transportation*, p. 118.

(111) *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 445.

(112) Article Prudhomme, *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 1122.

du régime pénitentiaire. La peine coloniale y était réservée aux véritables incorrigibles, les autres étant soumis, à l'expiration de leur peine principale, à l'internement prolongé dans des établissements métropolitains comparables aux colonies pénitentiaires destinées aux mineurs (113).

Même solution dans un projet Flandin créant des maisons de travail pour les récidivistes et les incorrigibles (114). L'auteur paraît, ici, s'être inspiré du régime que les Allemands nous ont légué en 1918 à la maison de Phalsbourg. Le juge alsacien ou lorrain pouvait, en application des articles 361 et 362 du code pénal allemand, remettre à l'autorité préfectorale le vagabond récidiviste et dangereux. A Phalsbourg, dans un pénitencier agricole, se trouvaient réunis ces éléments indésirables, tandis que dans un quartier distinct, les détenus qui sortaient de prison sans ressources pouvaient se faire hospitaliser (115).

Le projet Sibille de 1929, qui permettait à la Cour d'Assises, après le prononcé d'une peine de travaux forcés, de dispenser le condamné de l'envoi aux colonies et de remplacer cette peine par un à cinq ans de cellule, prévoyait aussi, dans sa rédaction définitive, l'application de la relégation à l'encontre de tout libéré ou évadé qui, dans un délai de dix ans, se rendait coupable d'une nouvelle infraction pour laquelle il était frappé d'une peine supérieure à un an de prison. Comme le sujet pouvait être à sa libération un délinquant primaire, c'était admettre un nouveau cas de relégation : un crime et un délit (116).

88. — L'avant projet de révision du code pénal de 1932, œuvre de la commission présidée par M. Matter, faisait appel, à l'égard d'un certain nombre de délinquants antisociaux, aux conceptions nouvelles de l'école positiviste, sans accepter, cependant, dans toute sa rigueur le dogme de Ferri (c'est ainsi qu'il ne contenait pas de mesures ante delictum). Les individus visés étaient dangereux, les uns en raison de leurs récidives multipliées, les autres par leurs habitudes mauvaises de vie (souteneurs, alcooliques, vaga-

(113) *Revue pénitentiaire*, 1928, p. 119.

(114) *Revue pénitentiaire*, 1928, p. 122.

(115) *Revue pénitentiaire*, 1928, p. 120, communication Barthès.

(116) *Revue pénitentiaire*, 1930, p. 120.

bonds, toxicomanes), d'autres, par suite de leur état mental.

En ce qui concerne les récidivistes, l'avant-projet remplaçait la relégation par un internement temporaire en France ou aux colonies dont la durée (entre cinq et quinze ans), était fixée librement par le juge et qui pouvait prendre fin, avant l'époque stipulée, par une libération anticipée. On n'aurait envoyé aux colonies que les plus pervers, également ceux dont le tempérament énergique pouvait faire espérer une adaptation probable à la vie coloniale, laissant dans la métropole les paresseux, les indolents et ceux que l'absence de volonté rend incapables du moindre effort.

En outre, l'avant-projet supprimait le quatrième cas de relégation, le sort des vagabonds étant réglé par ailleurs. Enfin, dans le dessein de lutter contre l'abus que font les tribunaux des courtes peines, le minimum de six mois et un jour d'emprisonnement était substitué à la durée de trois mois et un jour prévue aux 2^e et 3^e cas.

Le prononcé de la mesure restait obligatoire pour le juge dès que les conditions légales étaient réunies; femmes, vieillards de soixante ans, mineurs de vingt et un ans ne pouvaient être internés qu'en France; le projet innovait en ce que les tribunaux français devaient, pour appliquer la relégation, tenir compte de certaines condamnations subies à l'étranger.

Cette tentative de bouleversement de la loi de 1885 fut mal accueillie dans les milieux compétents et les rapports, présentés au nom des facultés de droit par les plus éminents criminalistes, témoignent d'une absence totale d'enthousiasme pour l'organisation projetée d'un internement provisoire.

« Et si, après quinze années de ségrégation l'individu n'est pas amendé ? », demandaient M. Perreau, M. Magnol...

L'argument était si vif que la commission inclinait à admettre que la première condamnation à trois mois de prison, postérieure à la libération, devait rendre inéluctable un internement, cette fois définitif.

Mais, si l'on veut bien tenir compte de la probabilité de cette rechute, n'était-ce pas ajouter tout simplement une condamnation supplémentaire à celles stipulées aux divers cas de la loi de 1885 ? Il y aurait eu une relégation en deux étapes : temporaire d'abord, dans les conditions prévues par

cette loi, définitive ensuite à la réitération du délit. C'était faire preuve de beaucoup de scrupules à l'endroit d'individus qui n'ont pas une égale délicatesse envers leurs victimes !

De plus, en ne faisant pas l'économie de ce délit nouveau qui devait soulager la conscience du législateur, il n'était pas douteux que le projet était très inférieur au point de vue de la défense sociale à la loi de 1885 (117).

La faculté de Poitiers redoutait de son côté que la réunion, sur notre sol, de ces individus suspects, soumis dans quelque établissement agricole à une surveillance illusoire, ne fût un danger permanent pour les populations honnêtes. Allait-on connaître à nouveau tous les inconvénients des anciens bagnes métropolitains ?

Comment distinguer les plus pervers des autres ? Les faibles ne sont-ils pas, parfois, plus redoutables que les êtres énergiques ?

Enfin, croyait-on vraiment libérer le juge de son penchant fâcheux pour les courtes peines, qui n'est d'ailleurs qu'une conséquence apparente d'un mal autrement plus grave (118), en lui permettant d'envoyer, désormais pour six mois, le délinquant vivre aux frais de l'Etat dans nos prisons départementales sans risquer d'entraîner la relégation du sujet ? Que le casier judiciaire d'un individu comporte une majorité de peine à trois mois d'emprisonnement ou toute une litanie de peines à six mois, qu'importe à la société ! Existe-t-il un seul criminaliste pour prétendre que l'amendement d'un homme est fonction de la durée de ce croupissement temporaire que nous appelons emprisonnement ?

En définitive, « en démantelant la relégation » (rapport de M. Henry), sans la remplacer par une mesure efficace, « en donnant un coup de barre vers la politique d'indulgence » (même rapport), l'avant-projet de 1932 était déjà en retard avant de naître, sur les autres législations étrangères. Cette appréciation sévère de M. Béraud (119) nous semble d'autant plus juste qu'aucun pas n'était tenté dans le vrai chemin de la lutte contre les récidivistes, c'est-à-dire

(117) Avis de M. Alquier, *Les peines privatives de liberté et les mesures de sûreté dans l'avant projet et le projet de code pénal français* (p. 102 et suivantes).

(118) Voir introduction n° 5.

(119) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 298.

dans le domaine purement pénitentiaire, soit avant l'élimination, soit après. La question est posée avec netteté dans le rapport de M. Fréjaville (120), « Une réforme sera nécessaire relative à la condition des relégués ».

89. — La commission de réforme du code pénal a tenu compte des critiques formulées, soit par les facultés, soit par les cours d'appel, et le projet définitif que le gouvernement a fait sien le 15 mai 1934 revient au principe de la relégation coloniale, avec possibilité toutefois pour le juge, à titre exceptionnel, et après délibération spéciale, d'ordonner que la mesure sera exécutée dans un établissement industriel ou agricole, situé en France ou en Algérie. Ce mode d'exécution est de droit pour les femmes, ainsi que pour les individus âgés de moins de vingt et un ans ou de plus de soixante ans à l'expiration de leur peine. Mais, et c'est là une nouveauté importante, femmes et mineurs peuvent, au contraire, être envoyés aux colonies sur leur demande.

La relégation reste temporaire dans le projet de 1934, les limites en sont portées à dix ans au minimum et à vingt ans au maximum. En outre, tout relégué qui, dans les cinq ans de sa libération, aura commis un crime ou un des délits compris dans l'énumération du 2^e cas de relégation pour lequel il aura été condamné à une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, sera de nouveau interné pour une durée qui ne pourra être inférieure à quinze ans.

On voit, en somme, le législateur hésiter entre l'exécution coloniale et l'internement métropolitain d'une part, entre la relégation de longue durée et la ségrégation définitive d'autre part.

90. — Le projet de 1934 n'avait pas encore été examiné par les chambres qu'un nouveau projet, celui du 30 décembre 1936, lui était déjà substitué. Celui-ci constitue un ralliement complet aux méthodes que nous avons vu appliquer dans la grande majorité des autres pays et notamment en Belgique.

En voici le texte (121) :

Art. 5. — A dater de la promulgation de la présente loi,

(120) Fréjaville, Breton et Berger-Vachon, *Rapport sur l'avant projet de code pénal*, p. 17.

(121) *Journal officiel*, 4 juillet 1937, annexe n° 1586.

la peine de la relégation est remplacée par l'internement de sécurité. Cet internement aura lieu dans un établissement pénitentiaire aménagé à cet effet, ou à titre provisoire dans les quartiers spéciaux des établissements existants.

Art. 6. — Les internés seront soumis à un régime de discipline comportant obligation de travail et permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation. Les modalités de ce régime, et notamment les conditions de la sélection suivant la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné, seront déterminés par un règlement d'administration publique (122).

Toutefois, les internés pourront, mais seulement après un minimum de cinq années d'internement de sécurité, et à la condition d'avoir satisfait aux obligations réglementaires fixées en vertu du paragraphe précédent, faire éventuellement l'objet d'un élargissement conditionnel sur l'avis du comité de libération conditionnelle, prévu par la loi du 14 août 1885, auquel sera adjoint un médecin psychiatre désigné par arrêté du garde des sceaux.

Cet élargissement deviendra définitif à l'expiration d'un délai de vingt ans, à compter de la date de la décision qui l'aura accordé. Pendant ce délai, cette décision pourra être révoquée en cas d'inconduite habituelle dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération.

Art. 7. — Les individus astreints à l'internement de sécurité sont, dès leur élargissement conditionnel et de plein droit, soumis à l'interdiction de séjour dans les conditions déterminées par le décret du 30 octobre 1935. Le permis de libération peut imposer, pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, toute mesure propre à assurer leur reclassement, notamment par leur placement, sous la protection d'une société de patronage, d'un membre de la famille habilité...

Art. 8. — Toute personne astreinte à l'internement de sécurité et qui, soit durant l'internement, soit après son élargissement conditionnel, mais dans le délai de vingt ans ci-dessus prévu, aura été l'objet d'une condamnation à une

(122) Même procédé qu'en 1885 !

peine supérieure à trois mois de prison pour fait qualifié crime ou pour vol... (suit ici la liste des délits considérés comme les plus graves), sera, de plein droit, soumise à un nouvel internement de sécurité à l'expiration de la peine prononcée pour l'une quelconque de ces infractions... Tout individu astreint à une nouvelle période d'internement de sécurité ne pourra faire l'objet d'un élargissement, dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi, qu'après un nouveau délai de quinze ans à compter de la date de l'expiration de la peine principale.

Art. 9. — Il n'est rien modifié à la législation actuelle en ce qui concerne l'envoi dans les colonies pénitentiaires des femmes récidivistes, des individus âgés de plus de soixante ans et des mineurs de vingt et un ans, conformément aux dispositions des lois du 27 mai 1885 et 19 juillet 1907.

Art. 10. — Les dispositions de l'art. 5 de la présente loi ne sont applicables aux condamnés en cours de peine que s'ils n'ont point encore été transportés au jour de sa promulgation...

L'internement est donc perpétuel, sauf décision gracieuse, dans ce projet de 1936. Mais, pas davantage que les précédents, ce texte n'a fait l'objet d'un débat parlementaire.

91. — Par ailleurs, le décret-loi du 17 juin 1938 qui supprime le bagne (ou plus exactement, l'exécution coloniale de la peine des travaux forcés), s'il reproduit, dans ses principales dispositions, le projet de la commission Matter, laisse de côté ce qui a trait à la relégation.

Tout au contraire, il prévoit deux cas nouveaux pour les libérés et évadés qui, postérieurement à leur élargissement ou à leur fuite, subissent une nouvelle condamnation.

Le dernier départ pour la Guyane est du mois de novembre 1938. Depuis, les relégables restent, pour la plupart, dans la prison où ils ont purgé leur dernière peine ou à la maison centrale de Riom.

*
**

Il n'est pas douteux que le problème de la détention de ces êtres — en quelque manière illégale actuellement — sera posé d'ici peu de temps et que, s'il est examiné avant que soit levé le blocus de nos côtes, c'est évidemment un système

apparenté à celui du projet du 30 décembre 1936 qui prévaudra.

En outre ce mode d'internement est plus facile à organiser. C'est vers lui qu'ira fatalement le législateur, entraîné par les expériences étrangères, poussé par l'opinion quasi unanime des criminalistes (lesquels clameront peut-être dix ans plus tard que ce n'est pas ce qu'on a fait qu'ils avaient voulu), tenu enfin de résoudre vite dans une France où tout est à reconstruire !

Mais les deux vices essentiels persisteront :

D'une part la récidive des libérés à l'essai, comme en Angleterre, comme en Belgique, de telle sorte que l'élargissement conditionnel deviendra vite une disposition sans application.

D'autre part, la réticence du juge à séquestrer pour le restant de ses jours en maison de force, le récidiviste des délits.

Alors, quand notre pays aura fait, à son tour, l'expérience que connaît actuellement toute l'Europe, rangée derrière le système norvégien, quand l'insuffisance en aura été constaté, pourquoi ne nous risquerions-nous pas à compléter ce système par une mesure plus généreuse tenant compte de la façon dont se forme un individu antisocial, du caractère de cet être, des possibilités réelles qui subsistent de tenter son reclassement, des limites aussi que la conscience du juge impose aux décisions les plus énergiques.

C'est cette étude, dans une certaine mesure anticipée, que nous voulons essayer d'ébaucher. Elle fera l'objet de la troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

RÉCHERCHE D'UN SYSTÈME D'ÉLIMINATION ÉQUILIBRÉ

CHAPITRE PREMIER

CHOIX

ENTRE LES DIFFÉRENTS MODES D'EXÉCUTION DE LA MESURE DE SURETÉ ENVERS LES RÉCIDIVISTES

92. — La détermination du sort des récidivistes éliminés est la pierre d'angle de toute construction législative ayant pour objet de protéger la société contre les individus qui ne respectent pas les lois. En effet, la réussite de tout système dont le but est la mise hors d'état de nuire, sans hésitations et sans exceptions, de la totalité des êtres nocifs, est liée infailliblement à la sévérité de la loi précisant les cas d'élimination. Or cette sévérité est, elle-même, fonction de l'absence de rigueur inutile dans l'exécution de la mesure de sûreté.

Il est vain de légiférer si on ne parvient pas à convaincre de la justesse d'une loi ceux-là même qui auront à en faire l'application. Si la loi ordonnait que le récidiviste soit mis à mort, il n'y aurait que de rares applications de cette disposition; si, au contraire, le législateur ne prévoyait d'autre mesure de protection que la mise en surveillance du récidiviste, en d'exceptionnelles circonstances, on peut être certain

que le juge aurait largement recours à ce moyen défensif. Pour que les tribunaux consentent à ségréger, il faut, par conséquent, donner aux juges la certitude que le régime auquel seront soumis les assujettis n'excède pas ce qu'il est équitable d'imposer à des individus qui ont déjà purgé leur peine.

Le système pénitentiaire adopté conditionne donc étroitement toutes les autres dispositions et notamment la recherche des circonstances dans lesquelles il convient d'éliminer. Ce n'est donc pas mettre la charrue avant les bœufs que de s'efforcer de choisir un mode d'exécution de la mesure de sécurité avant que de préciser les cas de ségrégation.

93. — Ce choix s'inspirera des critiques adressées aux différents systèmes actuellement en vigueur ou qui le furent tant en France qu'à l'étranger.

Sans doute la solution la plus simple consisterait à abandonner le récidiviste antisocial dans une île déserte sans que l'Etat n'ait plus jamais à s'occuper de lui. C'est ainsi, à l'origine du moins, que l'école positiviste concevait la relégation (1). Le délinquant permanent n'a pas hésité à se placer hors la loi, rompant le premier le rapport qui l'unissait à la société organisée dans laquelle il est né. Cette société ne paraît plus tenue de lui assurer des conditions favorables au développement de son existence. Ce raisonnement ne serait pas inadmissible.

Rappelons, toutefois, ce que nous avons déjà précisé (première partie, n° 14, in fine), à savoir que toute ségrégation ne peut être que relative et que nous nions à l'homme le droit d'exclure l'homme, tous les êtres humains faisant partie d'un même tout dont les fins ne sont pas terrestres, où chaque élément apporte, avec sa nature différente, ce ferment de vie auquel s'identifie la recherche du mieux. On ne saurait admettre une société parfaite et impitoyable qui prétendrait rejeter de son sein tout ce qui n'entend pas se couler dans le monde commun.

Conserver les récidivistes sur le territoire de la métropole est une solution d'application facile, qui s'impose d'ailleurs dans bien des pays dépourvus de territoires coloniaux. Mais, à quel mode d'internement s'arrêter ?

(1) G. Vidal, *Principes fondamentaux de la pénalité*, p. 356.

D'aucuns ont conseillé la réclusion cellulaire (2), particulièrement redoutée des malfaiteurs et dont la valeur d'intimidation est certaine. (C'est le régime adopté en Allemagne à l'établissement de sûreté de Straubing). La peur de cette séquestration définitive en des maisons silencieuses peut, certes, arrêter sur le chemin du délit un certain nombre de délinquants professionnels, encore que la tentation du profit immédiat et l'espoir de ne pas être découvert sont souvent plus irrésistibles chez ces individus que les calculs de sagesse. Tout au plus quelques-uns s'expatrieraient-ils volontairement à la recherche d'un théâtre d'opérations moins dangereux. Le juge ne saurait, alors, imposer la mesure que dans les cas désespérés et la société devrait continuer à souffrir la présence, en complète liberté, de tous ceux qui ne réuniraient pas les conditions légales d'élimination; or ils seraient forcément légion ! Où voir le progrès par rapport à l'actuelle relégation ? Même au point de vue médical, nous ne croyons pas possible l'encellulement perpétuel. Il engendrerait à la longue la folie ou la mort.

L'avantage tiré de l'exemplarité serait donc largement dépassé par l'inconvénient résultant d'une application très rare de la loi.

La détention en commun, comme nous l'avons vue pratiquer dans la plupart des pays, présente moins de rigueur que l'encellulement; cependant ne dépasse-t-elle pas encore de très loin ce qu'il est admissible de rechercher dans une mesure de sûreté ?

Il est établi que la ségrégation ne doit pas être une peine, qu'autant que possible elle ne doit imposer d'autre souffrance, aux individus qui en sont frappés, que celle résultant de leur exil social. Tous les auteurs admettent une telle marque particulière. Quel mode d'emprisonnement réalisera cette distinction d'avec la peine ?

Nous avons cité plus haut à cet égard (n° 55) l'avis pessimiste du Procureur Général Cornil.

Le régime de la prison peut-il être autre chose pour le détenu que ce que M. Teisseire (3) qualifie justement de « monotone existence, vie de cloître, dont pas une journée

(2) Abbé Georges Moreau, *Le monde des prisons*, p. 207.

(3) Teisseire, *Le principe de la transportation*, p. 373.

n'est différente de l'autre, dont pas une heure n'est laissée sans un emploi déterminé d'avance, dont pas un moment n'est livré au hasard et à la fantaisie ? ». D'autre part, quel que soit le désir de ne pas aggraver inutilement la souffrance de ces hommes, le souci de la discipline n'impose-t-il pas l'alignement de tout mode d'exécution sur quelques bases communes, où la contrainte morale reste aussi inflexible dans l'établissement de sûreté que dans la maison de force ?

« Qu'on se mette à la place de ces détenus, remarque M. Béraud (4) ; le juge leur a expliqué que l'internement de sûreté n'est pas un châtiment, et puis ils vivent encore dans un établissement pénitentiaire, dans le même cadre... On les a trompés. C'est injuste ! »

Effectivement, que ce soit à Waldheim ou à Brandebourg-Görden, le régime ne se différencie guère de celui d'une prison : possibilité d'acheter du tabac, du pain blanc, des fruits, de posséder des journaux, des photographies, de se raser, d'écouter les jours de fête des émissions de T. S. F... Voilà à quoi se résume, en définitive, le privilège accordé aux individus détenus en raison de leur seul état de danger. C'est ce qui permet à M. Béraud de conclure que la loi de 1933 a pratiquement pour résultat de condamner certains délinquants aux travaux forcés à perpétuité. Nous avons vu, par ailleurs, que l'administration italienne n'a pas réussi à créer des différences profondes entre la peine et la mesure de sûreté. L'écart est peut-être plus sensible en Angleterre et en Belgique, mais cela n'a-t-il pas pour cause principale le nombre très restreint des êtres éliminés, ici en raison de la réticence des tribunaux, là en fonction des dimensions réduites du pays ? Bien des criminalistes s'accordent sur l'impossibilité de construire l'exécution de l'internement de telle façon que le prisonnier ait la compréhension qu'il est maintenant soumis à un tout autre traitement que le condamné subissant sa peine. C'est l'avis de M. Hartvig Nissen, président de l'association des sociétés norvégiennes de patronage, du hollandais Röling, de l'allemand Dr Mayr (5). Le rapport Rubbens au congrès de Bruxelles de 1926 arrivait

(4) Béraud, *L'internement de sûreté*, p. 161.

(5) *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1938, p. 1224.

aux mêmes conclusions (6). Enfin, au congrès de Berlin de 1935, où la question était directement posée, les congressistes durent se résigner à conclure qu'il n'était pas possible d'organiser un régime d'exécution très différent pour les peines et les mesures de sûreté. Ils proposèrent seulement de placer les internés de sûreté dans des établissements spéciaux séparés des prisons et de leur donner quelques faveurs en ce qui concerne les vêtements, les rémunérations, le choix des matières enseignées (7).

Dans ce cas, la séquestration des récidivistes dans une prison métropolitaine ne serait-elle pas plus afflictive, plus impitoyable encore que l'actuelle relégation ? Ce n'est pas parce que les bagnards ou les « pieds de biche » seront enfermés dans les prisons de France qu'il n'y aura plus de bagne ! Les intéressés préfèrent les imprévus de l'expatriation coloniale à cette longue attente de la mort qui resterait leur seule espérance s'ils devaient achever leur vie dans une maison centrale.

Au surplus, la dureté de l'emprisonnement collectif métropolitain aurait le même inconvénient que la rigueur extrême de la mise en cellule : la ségrégation ne serait pas appliquée ou, si elle l'était parfois, des mesures de grâce viendraient la vider de toute valeur curative ou défensive.

Ce pourrait être, cependant, un traitement convenable malgré sa sévérité si l'internement métropolitain devait permettre le redressement d'un grand nombre de sujets et leur reclassement dans la société. Hélas, il faut prévoir, tout au contraire que, comme en Angleterre, comme en Belgique, le nombre des échecs serait infiniment supérieur à celui des succès. En dépit de la constatation de ces échecs, il ne resterait que deux solutions : ou bien libérer, à date plus ou moins fixe, et alors le système ne réussirait pas à purger la société des éléments de trouble ; ou bien, conserver ces êtres définitivement en prison, et ce serait vraiment trop sévère pour compter raisonnablement sur la collaboration du juge.

Certains prôneront, à cet égard, l'emploi de la sentence indéterminée, qui permettrait de ne relâcher le récidiviste

(6) *Revue int. de droit pénal*, 1926, p. 185.

(7) *Revue int. droit pénal*, 1936, p. 70.

qu'après constatation de l'efficacité de la cure. Toutefois, il est plus facile de reconnaître la guérison d'un malade, voire d'un aliéné, que de vérifier, avec quelque certitude, chez un individu, la cessation de l'état de danger.

Si l'indétermination n'est que relative, tous les ségrégés seront libérés à l'expiration de la durée minima prévue par la loi, à l'exception de quelques fortes têtes en difficulté avec le personnel de la prison. Si l'indétermination est absolue, on ne saura sur quels critères baser le diagnostic d'amendement. Ici c'est l'administration qui en est chargée, là c'est le juge. On a cru voir un progrès dans l'intervention de ce dernier. « Or, dit justement M. Béraud (8), de quelles bases peuvent disposer les magistrats ? Un arrêt vieux de plusieurs années, un extrait du registre qui correspond à notre casier judiciaire, la demande du détenu ou de ses proches, un rapport de la police ou de la gendarmerie sur la réalité des motifs de la requête (travail, revenus) et sur la personnalité du parent ou de l'employeur, l'avis du directeur de l'établissement pénitentiaire, parfois un certificat de travail, la proposition du Ministère Public et dans certains cas la visite personnelle des parents du détenu. En réfléchissant on s'aperçoit que la plupart de ces documents sont sans valeur et c'est pourquoi, en pratique, les seules indications intéressantes sont fournies par le rapport de la direction de l'établissement et les juges ont souvent fondé expressément leur décision sur l'avis de l'administration. »

Même si nous avons une magistrature pénale spécialisée — ce qui serait souhaitable par ailleurs — les tribunaux n'ont-ils pas leurs rôles trop chargés pour s'occuper de ce constat d'amendement ? Feraient-ils autre chose qu'entériner les rapports administratifs ?

Il y a bien l'institution italienne du juge de surveillance, très séduisante, notamment en ce qu'elle introduit dans l'arche de la pénitence un personnage plus éclairé que ne peut l'être un directeur de prison aux prises déjà avec tant de difficultés matérielles ! Mais, de par ses fonctions, ce juge ne devient-il pas, en fait, un rouage administratif dont l'origine seule est judiciaire ?

(8) Béraud, *L'internement de sûreté*, p. 125.

Le diagnostic d'amendement ne peut être l'œuvre que de ceux qui sont en contact permanent avec le sujet. Comment se feront-ils une opinion ?

Quiconque visite un prisonnier en passant, même s'il était préalablement porté au scepticisme, doit faire un gros effort pour ne pas prendre pour un témoignage de repentir son maintien respectueux, son attitude résignée. Par contre, le jugement du gardien est souvent trop sévère, parce qu'ayant à souffrir mille ruses de ceux qu'il surveille, maintes fois déçu par celui en qui il avait mis quelque confiance, il est porté à généraliser une méfiance qui est fonction de l'indocilité du détenu. Or, qui résiste au gardien ne fait pas, en cela, la preuve de son incorrigibilité et qui est soumis, rampant, ne prouve, par son comportement, aucune disposition particulière à l'amendement.

C'est un partisan de la sentence indéterminée qui l'avoue. « La simulation et l'hypocrisie ne manqueront pas de travailler sournoisement dans les prisons » (9). M. Béraud nous rapporte quelle attitude les vieux clients des Zuchthäuser savent adopter pour ne jamais entrer en conflit avec la direction de l'établissement.

Faut-il davantage prendre en considération les notes de l'aumônier ?

Ce dernier peut porter un jugement plus sain sur les dispositions intérieures des individus avec lesquels il est en contact, encore qu'on s'efforcera de le tromper, lui comme les autres. Mais l'aumônier est lié par le secret en ce qui touche tout ce qu'il a appris en confession. Il lui est donc impossible de motiver expressément ses avis. Pour le reste, n'aura-t-il pas tendance à juger d'après la fidélité de l'intéressé aux pratiques de la religion ?

Le sujet s'amenderait-il, serait-ce là une preuve certaine de son aptitude à vivre librement ? M. Mossé effleure cette question, sur laquelle nous reviendrons, dans son ouvrage : « Variétés pénitentiaires » (10). Il distingue entre l'amendement moral et la réadaptation sociale; la première, œuvre des ministres des cultes, la deuxième, œuvre de l'adminis-

(9) Mensbrugge, *La sentence indéterminée et le projet de loi De Vigne*, p. 62.

(10) P. 103 et suivantes.

tration pénitentiaire et il conclut en suggérant qu'il est peut-être plus facile de toucher le délinquant par le premier côté que par le second. « Et peut-être bien que ce respect de nos lois humaines, en raison même de leur imperfection, est plus loin de la portée des consciences que l'observation de ces commandements. »

Pour qu'un être se reclasse dans la société, aux prises avec les pires difficultés, les anciennes tentations, le mépris public, il faut une toute autre force de caractère que celle que démontre le ralliement à des principes de vertu, obtenu en un lieu où la soupe est portée chaude et où, surtout, l'élargissement est fonction de cette conversion. C'est ce qui explique la fréquence de ces rechutes qui nous sont signalées, tant parmi les libérés de Camp-Hill que parmi ceux de Merxplas ou des maisons allemandes (11).

Il est vrai qu'il nous a été rapporté par le major Péan, de l'Armée du Salut, dont nous avons dit plus haut la magnifique campagne à la Guyane, que sur 810 bagnards rapatriés par les soins de l'Armée du Salut de 1936 à 1939 (il s'agit de libérés dispensés désormais du doublage), 4 seulement, à sa connaissance, avaient eu des difficultés nouvelles avec la justice. Ne faut-il pas essentiellement tenir compte qu'il s'agit ici de condamnés aux travaux forcés, souvent de délinquants primaires ayant commis une faute grave certes, mais une seule ?

Pourquoi veut-on qu'après des années de dérèglement dans la vie libre, un homme, resté en prison collective pendant un certain temps, soit plus adapté à reprendre sa place dans la société qu'au jour de sa ségrégation ? Une observation paraît juste : à partir d'un certain âge, d'un certain degré de faiblesse physique, l'homme n'est presque plus dangereux. L'unique mérite de la maison de redressement serait-il de vieillir le détenu relativement vite et, avant l'âge, de le briser physiquement et intellectuellement ? On a constaté que la vie pénitentiaire a des effets analogues à ceux de l'opium ; peut-on dès lors parler d'amendement ? Le seul critérium possible sera-t-il, finalement, celui que révéleront les cheveux blancs ?

(11) En ce qui concerne ces dernières, lire Béraud, *L'internement de sûreté*, p. 205.

Un régime plus moderne retient actuellement l'attention des criminalistes : c'est le travail all' aperto (effectué en dehors des établissements pénitentiaires par les détenus condamnés).

Il est pratiqué en Grèce depuis 1918, en Allemagne parfois, en Italie très largement, puisque tout condamné à l'ergastelo (travaux forcés) peut être autorisé, après trois ans de cellule, à travailler all' aperto, en Suisse enfin, notamment, à Witzwill. Notre pays en a fait lui-même l'essai en Corse (à Chiavari, à Casabianda, à Castellucio) par application du décret-loi du 25 février 1852 et également à Caen, au début de ce siècle, lors de la construction de la prison cellulaire. Une loi récente (4 juin 1941) le remet en honneur par l'emploi des condamnés, sur des chantiers, à des travaux d'intérêt général.

Witzwill peut, dans ce domaine, être considéré comme un pénitencier modèle. Sous la direction supérieure de M. Kellerhals, on a utilisé mille hectares de terres marécageuses et désertiques situées entre les lacs de Neuchâtel, Brenne et Morat. La mise en friche du « grand marais » a été menée à bien et déjà en 1924 l'exploitation agricole, où ne sont employés que des détenus, rapportait en blé, pommes de terre, betteraves, plus de cinq millions de francs.

La colonie comprend 400 détenus, occupés selon leurs aptitudes, sous la conduite de 50 personnes, qui sont, pour la plupart, d'anciens prisonniers libérés, ayant préféré demeurer dans l'établissement. D'autres libérés se sont mariés à Witzwill et cultivent des lopins de terre que leur cède l'administration.

M. Kellerhals s'est inspiré des « reformatories » américains, d'Elmira en particulier. Il a recherché la rééducation physique et morale du condamné, afin de rendre à la société des êtres régénérés. Les intéressés jouissent d'une grande liberté et ne travaillent que de 6 heures à 11 h. 30 et de 13 h. à 19 heures, avec deux pauses d'une demi-heure chacune.

Witzwill est réservé aux condamnés primaires à la détention simple ou correctionnelle, aux réclusionnaires non récidivistes ou condamnés à trois ans au plus et aux individus

internés en vertu d'une décision judiciaire dans une maison de travail (12).

Le congrès de Bruxelles de 1926 (13) s'est occupé du travail all' aperto et ses nombreux avantages ont été mis en lumière : santé physique du prisonnier, moyen de récompenser les plus méritants, réadaptation progressive à la vie libre, profit pour l'Etat.

Il n'est pas douteux que ce régime pénitentiaire est appelé à recevoir de plus en plus d'extension. Est-il applicable à des récidivistes ? Il convient de remarquer, à cet égard, que Witzwill leur est fermé et qu'en Italie, où des individus éliminés ont été mis en colonie agricole, les incidents de Capria (rapportés n° 60) sont peut-être la démonstration que le travail à l'extérieur ne pourra jamais être réservé qu'à des détenus choisis en raison de leur bonne conduite et de leur activité.

Ce n'est pas la présence du ciel sur les têtes qui donne une valeur curative au travail all' aperto, mais le mode de labeur adopté et la demi-liberté accordée. Si les éléments indésirables sont en trop grand nombre, le maintien de la discipline imposant le choix de travaux collectifs, et non plus individuels, le contremaître redevient un garde-chiourme. La relégation, dont nul n'osera vanter les mérites, n'est-elle pas exécutée all' aperto ?

Quelques auteurs ont également suggéré d'utiliser la main-d'œuvre des relégués dans des sections mobiles, chargées des grands travaux publics. Nous avons vu comment il avait été impossible d'organiser ces sections aux colonies, personne ne voulant de ces dangereux compagnons ! Est-ce à la métropole que nous imposerons les risques d'évasions multiples ? D'ailleurs une grande partie des éliminés seraient, physiquement, hors d'état de manier une pioche et finalement l'exécution de la mesure de sûreté serait aussi dure que celle de l'actuelle relégation. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à lire les récits d'Albert Londres sur la vie des « bat' d'Af' » (14).

(12) Sur Witzwill lire : *Revue pénitentiaire*, 1924, p. 323 ; article Stockmar dans la bibliothèque universelle et revue suisse de 1916, p. 87 ; Kronauer Walter « Der Strafvollzug in der Strafanstalt Witzwill » (Leipzig, 1928).

(13) Voir *Revue internationale de droit pénal*, 1926.

(14) Albert Londres, *Dante n'avait rien vu* (Paris, 1924).

Ayant successivement rejeté l'organisation purement métropolitaine de la mesure de sûreté imposée aux récidivistes fondée sur la cellule ou sur la prison en commun, le travail all' aperto et les sections de travaux publics, il ne nous est offert, dernière alternative, que de songer, à nouveau, aux colonies comme on n'a cessé de le faire depuis un siècle.

Il reste, en effet, à examiner si on ne peut envisager un système colonial différent de celui de la relégation. Entendons-nous bien, la question n'est pas de savoir si la cellule, la maison de force, l'exploitation agricole ou le chantier public sera aux antipodes au lieu d'être en France, mais de vérifier si l'exécution coloniale ne permet pas la création d'un régime particulier, approprié aux circonstances et qui ne peut se concevoir sur le territoire métropolitain.

94. — Pour cela recherchons quelles conditions doit réunir un régime adapté au but poursuivi, *l'élimination sans scrupule de tous les individus antisociaux*, étant convenu que l'inflexibilité du juge sera fonction tant de la modération dans l'exécution que du sentiment, qu'aura le magistrat, de l'utilité de la mesure dans l'intérêt de l'être ségrégué et dans celui de la société.

Tout d'abord il importe qu'au lieu où sont réunis les individus mis au ban de la société leur régénération soit possible. Certains souriront; c'est leur incompréhension qui fait pitié car c'est à elle qu'est imputable l'effroyable misère morale dans laquelle on a laissé, pendant cinquante ans, les relégués. Pour redresser un homme, par çï, par là, il faut avoir l'absolue conviction qu'aucun individu ne doit être considéré comme incurable, tant qu'il lui reste un souffle de vie. Le plus mauvais médecin est celui qui n'a pas confiance dans son art et notre pays, dans tous les domaines, en a trop connu de ces sceptiques !

Des succès plus ou moins isolés sont certains. Le Révérend Père Rambaud a consacré un petit livre à l'histoire vécue d'un dévoyé, condamné à mort, puis gracié, et qui fit au bagne une fin édifiante. Des réussites plus nombreuses sont possibles si nous organisons la vie des récidivistes en vue de faciliter la rédemption. On dira que c'est affaire d'apostolat et que l'Etat n'a pas à s'immiscer dans cette question. Nous répondrons que c'est plus simplement œuvre humaine et

que l'Etat, plus spécialement dans le domaine pénitentiaire, doit modeler ses institutions pour ramener au bien ceux qui ont pratiqué le mal.

Notre devoir est de considérer, comme condition première d'un régime d'élimination souhaitable, la recherche de l'amendement des êtres châtiés. Les autres éléments devront tenir compte de cette observation primordiale : tout individu ségrégué doit être l'objet d'une sollicitude particulière afin d'ouvrir sa volonté au désir d'un retour vers l'honnêteté. Surtout il importe que ceux qui tenteraient un effort pour remonter la pente sur laquelle le délit les a entraînés, ne se trouvent pas empêchés, englués dans le vice, par la corruption des autres.

Dès lors, on ne peut concevoir un régime acceptable qu'en excluant le mélange des individus de toutes sortes, de toutes provenances. La mise dans le même sac de tous les relégués est une injustice à l'égard des moins pourris. Quand on constate avec exactitude que la première cause de l'échec de la relégation c'est le relégué lui-même, on met en lumière qu'on ne fera jamais rien de bon avec des êtres indistinctement mêlés, parmi lesquels vont régner, en maîtres, les plus, endurcis.

Le sujet redressable est un homme jeune, retiré assez tôt de la société pour qu'il n'ait pas eu le temps d'y faire beaucoup de mal et pour qu'il ne se soit pas entièrement détruit lui-même. Comme nous l'avons déjà souligné (n° 46) on ne doit envoyer au lieu de ségrégation que des êtres préalablement choisis en raison de leur aptitude physique, de leur activité tout au moins relative et de leur désir de vivre mieux que dans les prisons métropolitaines.

Si, précisément, la transportation anglaise a réussi, c'est que le milieu des transportés n'était pas très mauvais et qu'à côté de vrais malfaiteurs, beaucoup de gens étaient encore capables d'un effort de volonté. En Amérique, la Grande-Bretagne envoyait ses têtes fortes plus que ses criminels; en Australie, toutes sortes de gens victimes souvent de l'extrême rigueur des anciennes lois pénales qui prononçaient la transportation pour toute condamnation à plus de trois ans de prison.

On ne peut vraiment faire de l'amendement collectif que

si, les très mauvais sujets ayant été exclus, autour d'un noyau d'êtres moralement et physiquement susceptibles de quelque vigueur, peuvent venir se grouper tous les faibles, tous les mous, soit la majorité des autres. C'est bien d'ailleurs ce qu'avait compris, en 1885, un député du nom de Ganne qui avait fait ajouter à l'article 13 de la loi un paragraphe ainsi conçu : « Tout individu condamné à la prison ou à la réclusion pourra, sur sa demande, être envoyé dans un des lieux de relégation, après avoir subi la moitié de sa peine » (15). De cette disposition, rejetée plus tard par le Sénat, l'auteur attendait une amélioration de l'atmosphère commune.

Mais il ne suffit pas de trier parmi les récidivistes ceux qui sont aptes à la ségrégation collective. Il faut éviter de les réunir en trop grand nombre en un même lieu. Le souci de pratiquer des économies dans les budgets pénitentiaires a conduit depuis le début du siècle à ne construire que de vastes prisons, que d'énormes établissements afin de traiter « en série » les délinquants. Nous ne nions pas les avantages pratiques de cette industrialisation de la pénitence, mais nous ne pensons pas qu'elle soit compatible avec la recherche de l'amendement. De petits groupes, de petites maisons où chacun se connaît bien, telle nous paraît devoir être dans tous les domaines et surtout à l'égard des mineurs et des récidivistes — cas où plus spécialement le châtiment doit faire place au redressement — la conception pénitentiaire de demain.

L'établissement de Merxplas donne satisfaction mais il y entre à peine une soixantaine d'individus par an ! La colonie agricole de Witzwill est citée en exemple, mais il y a, en tout, 400 détenus !

Certains auteurs ont estimé que l'amélioration du milieu pénal devait être recherché dans le mélange des individus ségrégués et de la population libre. Ce n'est pas là une solution heureuse. D'abord la réunion des deux éléments impose la nécessité de faire aux récidivistes un sort particulier qu'ils compareront jalousement avec celui des colons. De plus, la présence de gens au passé sans reproches refoule l'éliminé à un rang inférieur, crée deux classes, dont une infailliblement entendra commander à l'autre, vouée à servir. M. Lé-

(15) Cité par Tournade, *Commentaire de la loi sur les récidivistes*, p. 64.

veillé admettait qu'on tende à l'association définitive de ces deux forces (16), mais il reconnaissait qu'on ne pouvait ni l'imposer, ni la vouloir trop vite. Nous ne voyons cette réunion possible que beaucoup plus tard et, de toutes façons, après qu'auraient cessé les importations pénitenciaires et que l'administration aurait désaffecté le lieu de ségrégation.

Cette impossibilité de cohabitation de deux populations a été mise en lumière par un auteur (17) qui se plaçait, il est vrai, au seul point de vue de la colonisation; ses observations restent justes dans les autres domaines. Pour lui, dans une première période purement pénale, la colonie est habitée par un petit nombre de forçats. Puis vient la période mixte, les colons libres paraissent « et alors les deux éléments en présence vont se livrer, dit-il, un combat sans merci, qui aboutit à la troisième étape : ou bien l'émigration honnête triomphe, elle demande la suppression de l'envoi des forçats et, si elle l'obtient, elle se développe; c'est le cas de l'Australie. Ou bien l'émigration est faible, hésitante, la transportation dure toujours et se rend envahissante, le pays végète, se meurt; c'est le cas de nos colonies pénitenciaires ».

Nous dirons donc en conclusion que c'est l'élément pénal qui doit apporter lui-même, dans son propre sein, les germes dont l'épanouissement est indispensable à la création d'un groupe social nouveau.

Le séjour des récidivistes dans cette société doit-il être définitif, ou bien, au contraire, la constatation de leur amendement doit-elle entraîner leur retour dans la vie libre ?

Précisons qu'il ne peut être question de les libérer à date fixe. Tout au plus pourrait-on admettre la sentence indéterminée qui permettrait à l'administration locale de décider quels individus ont cessé d'être dangereux.

« Si un condamné donne des gages irrécusables de travail et de bonne conduite, s'écrie M. Houite de la Chesnais (18), si ces gages sont judiciairement constatés, s'il fournit la preuve qu'il a des moyens d'existence lui permettant de vivre honnêtement, il n'est plus cet être dangereux pour la

(16) Journal *Le Temps* du 3 octobre 1884.

(17) Vigé, *Colonisation pénale*, cité par Bouchard, *De la réforme de la peine des travaux forcés*, p. 40.

(18) Houite de la Chesnais, *Les réformes pénales de 1885*, p. 122.

société qu'il faut maintenir hors de la métropole, il n'est plus relégable, car il s'est montré digne de revenir au milieu de ses semblables. Nous ajouterons même que le droit de retour sera pour lui le plus puissant stimulant pour revenir au bien. »

Mais ici, la généreuse erreur n'est-elle pas dans toutes les lignes ? Un condamné qui se comporte courageusement au travail, dont la conduite est exemplaire, poussons plus loin, dont l'amendement interne est certain, sera-t-il demain pour cela assurément apte à vivre en société ? M. Houite de la Chesnais ne confond-il pas l'adaptation à la vie pénale et l'aptitude à vivre ailleurs ?

Il est rapporté dans la chronique judiciaire du bulletin de la Société générale des prisons (année 1906, p. 572), qu'un nommé De Sevilla avait été autrefois condamné pour abus de confiance et escroquerie à six mois d'emprisonnement et à la relégation. Son comportement à la Nouvelle Calédonie fut parfait, il enseigna la culture aux indigènes, si bien qu'après neuf ans, il obtint du tribunal local la remise de la relégation et put revenir en France. Cet homme, qui s'amendait sous d'autres cieus, retrouva tous ses mauvais instincts dès qu'il eut touché le sol de la mère patrie. Cette aventure ne serait-elle pas celle d'un trop grand nombre de libérés ?

Au surplus, comme nous l'avons montré plus haut à propos de l'emprisonnement dans la métropole, l'individu recherchera-t-il son élargissement par les sentiers rocailleux de l'amendement sincère ou par la voie plus directe et moins rude de la simulation ?

Seule, enfin, la perpétuité de l'élimination peut fixer le ségrégé sur sa voie nouvelle. L'homme qui a quelque énergie s'efforcera de s'accommoder de son sort s'il a perdu l'espoir du retour, s'il sent les ponts définitivement coupés derrière lui. Quel effort pourrait-on attendre, au contraire, de celui dont les yeux resteraient fixés toujours sur le mirage d'un départ, qui vivrait dans l'attente débilante d'une décision gracieuse, en proie aux imaginations les plus stériles et aussi à toutes les déceptions les plus cruelles ? Dans des conditions pareilles, et quel que soit le miracle tenté par l'administration pour faire aux éliminés une existence acceptable, le sé-

jour de ces êtres ne serait jamais qu'un tourment, eux-mêmes ne pourraient jamais être autre chose que des prisonniers.

Mais si la sentence indéterminée détruit chez le sujet toute volonté réelle d'adaptation, plus encore nous lui reprocherons de dispenser l'administration d'un véritable effort créateur, car la récompense des meilleurs est désormais dans la décision de rapatriement et non plus dans l'amélioration des conditions d'existence. C'est en quoi, finalement, la sentence indéterminée, l'isolement indéterminé, solution paresseuse, engendre le médiocre perpétuel !

Ajoutons que le départ des meilleurs priverait la colonie pénale de ceux-là dont le besoin se fait le plus sentir et que, cette élite écumée, il ne resterait fâcheusement que le troupeau plus ou moins docile des passifs.

La nécessité de fixer pour toujours, au lieu de leur rédemption, les êtres à régénérer est apparue clairement à des spécialistes de la conversion des âmes, les religieuses de Béthanie qui reçoivent et rééduquent avec un courage admirable les filles perdues (19). Parmi les conditions d'admission figure notamment l'intention de rester définitivement dans l'établissement.

« Un homme sans espoir est un homme perdu », s'écrie M. Péan (20), au sujet de la perpétuité de certaines peines coloniales. Soit, mais il reste à savoir s'il n'y a pas d'autres formes d'espérance que l'attente d'un retour hypothétique en France et si l'organisation même de l'existence des éliminés, au lieu de ségrégation, ne peut être conçue de telle sorte que l'espoir soit au cœur de ces hommes, sans que pour cela ils s'éblouissent dans la contemplation de chimères.

Ainsi se trouve posé le problème le plus difficile que présente l'élimination des récidivistes, à savoir celui du régime qui peut leur être imposé. Il faut que ce dernier demeure aussi éloigné que possible de celui d'une peine sans que, cependant, se trouve compromise la forte discipline qu'exige la qualité de ceux auxquels il doit s'appliquer. (Nous reviendrons longuement sur cette question dans un des chapitres suivants).

(19) Lelong, *Les dominicaines des prisons*, p. 167.

(20) Péan, *Le salut des parias*, p. 57.

Que peut-on reprocher à ces hommes, lorsqu'est finie la peine qui a marqué leur dernier délit, sinon une manière de penser et d'agir qui rend indésirable leur présence dans une société honnête, où le libéralisme des lois suppose des individus volontairement policés, civilisés, c'est-à-dire propres à vivre avec d'autres citoyens ? Le but de leur élimination est atteint quand on en a définitivement débarrassé la société. Ce but est dépassé — et nous avons vu qu'alors c'est tout le rouage de l'institution qui en est faussé — quand le ségrégé supporte, en raison de son éloignement et de la douleur inhérente à cette expatriation forcée, des souffrances propres à l'existence qui lui est désormais faite.

Concevons un système aussi voisin que possible de l'état de pleine liberté. Créons cette atmosphère respirable dont Phillip avait entouré ses convicts.

Cela ne signifie pas que la licence doit être admise. Tout au contraire, seront indispensables, au lieu de ségrégation, une discipline spéciale, ferme, tout en n'étant pas tâtillonne, une vie sociale mieux dirigée, mieux encadrée que dans les pays libres. Trouvera-t-on qu'on fait davantage pour des mauvais sujets que pour les honnêtes gens ? Mais d'où sortent ces êtres, sinon souvent des vertueuses familles qui entendraient se scandaliser ? Qui est coupable de leur première chute, sinon leurs premiers éducateurs, le père, la mère, l'Etat ?

Résumons donc les conditions que nous avons jugées indispensables à la création d'un système d'élimination équilibré, répondant à la fois aux besoins de la société et à ceux des êtres ségrégés : Amendement possible, milieu relativement sain, exclusion de l'élément libre, perpétuité de la mesure, existence des éliminés très proche de l'état de liberté.

Il apparaît immédiatement que la métropole ne se prête guère à l'organisation d'un tel régime. Pour traiter ainsi les récidivistes, il faut beaucoup de place, un cadre aussi large que possible, et où le trouver sur notre sol ? On ne peut, ni se contenter d'un vulgaire établissement pénitentiaire, ni chasser les habitants de quelque vallée ! La tentative de s'évader serait trop forte, le vent apporterait, trop tenaces, les senteurs de la pleine liberté.

Un pays qui ne possède pas de territoires coloniaux doit se contenter de palliatifs de cet ordre, mais la France est assez riche en terres d'exportation situées aux quatre coins du monde pour s'arrêter à des solutions adéquates.

Au surplus, que peut-on reprocher à l'expatriation pénale ? L'échec de la peine des travaux forcés, puis de la relégation ? Mais ce n'est pas la colonie qui en est responsable, c'est la loi, c'est l'administration chargée d'exécuter. On dira que plus les récidivistes seront éloignés de nos côtes et plus deviendra difficile le contrôle qu'il est nécessaire d'exercer sur l'exécution de la mesure de sûreté. Cet argument ne semble pas tenir compte de la vitesse que peut réaliser de nos jours un avion transportant une commission d'inspection.

Le mérite de la colonie est de fournir à l'activité des hommes bannis un pays neuf, un cadre ardent où il n'est pas vain de dire qu'on va recommencer à vivre, car, si tout est à faire, tout s'offre également aux ambitions des nouveaux arrivants : toutes les places, toutes les richesses, tout ce que n'est plus en mesure de donner la terre de la patrie déjà partagée entre les possédants. C'est pour chacun d'eux, peut-être demain, la propriété, la fortune, le reclassement de toutes façons, puisqu'il n'est de droits acquis ni de conventions sociales pour paralyser l'effort de réadaptation du sujet.

Enfin, à la colonie seulement l'on peut concevoir des récidivistes en liberté, parcequ'il est un gardien plus sûr que le gendarme, et dont on a moins à craindre l'humeur ou les brimades, c'est l'Océan.

95. — Nous voici donc revenus, ou presque, à cette conception libérale de la relégation coloniale sous un régime de liberté qui avait été l'idée primitive du législateur de 1885. Nous y retournons plus riche que lui en expérience et, si nous conservons ce qu'il y avait de juste dans son plan, nous écartons les erreurs dangereuses qui ont empêché la prise en considération de ses projets. Il ne saurait être question de lâcher sur les territoires coloniaux le récidiviste ségrégué. Nous réservons l'expatriation pour les meilleurs. Par là nous confinons aux vues des criminalistes de l'époque; M. Léveillé, qui voulait tempérer le libéralisme excessif de la relégation coloniale individuelle par la mise *in manu* des éliminés dans des communes pénitenciaires, dont aurait été exclu

l'élément libre; M. Bérenger, qui ne voulait voir dans la relégation qu'un système de récompense à l'usage de ceux qui, par leur attitude dans les maisons métropolitaines, auraient mérité l'octroi d'un sort meilleur.

Mais que faire alors, d'abord de tous les individus frappés par une décision d'élimination entre le jour où s'achèvera leur peine et celui où ils auront mérité leur expatriation, puis de tous ceux qui ne s'en seront pas rendus dignes, enfin des êtres dont les défauts physiques (âge, santé) interdiront l'envoi au lieu de ségrégation ?

Il semble bien que l'indécision dans laquelle on se trouve quant au choix — perpétuité ou non, relégation coloniale ou internement métropolitain — tient dans la confusion des esprits en ce qui a trait à ces deux idées également principales :

Amender les coquins,

Éliminer les êtres déjà corrompus.

C'est pourquoi chaque fois qu'on prend une mesure d'élimination on regrette en même temps de ne pas conserver *l'homme* qui pouvait encore être sauvé et chaque fois qu'on se borne à prétendre amender on regrette de ne pas éliminer plus rigoureusement. Or il faut faire à chacun de ces deux concepts sa part. Si nous nous bornions, par exemple, à recommander la ségrégation coloniale définitive des meilleurs sujets sans qu'il ait été tenté de les reclasser préalablement dans la métropole, nous encourrions le reproche d'accepter d'un cœur trop léger cette perte que constitue pour la société le retrait d'un être qui pouvait encore y être utile.

Et quand la loi belge se borne à organiser l'amendement sans prévoir l'élimination, elle commet l'erreur inverse et place tout le système dans une impasse comme l'aurait fait le constructeur d'un moteur à explosions qui aurait omis le tuyau d'échappement des gaz brûlés. Les criminalistes belges ont bien aperçu cette faute. Le docteur Werwaecke recommande pour les récidivistes, au delà de la prison cellulaire destinée aux indisciplinés et aux vicieux incorrigibles, au delà des ateliers industriels à régime sévère, au delà des colonies agraires à régime adouci, des colonies de déportation pour les meilleurs (21). De son côté M. Beckaert, tour-

(21) Cité par Mossé, *Variétés pénitentiaires*, p. 13.

menté par l'obligation de libérer au terme fixé par la loi, conseille de remplacer cet élargissement des indésirables par l'organisation d'un séjour en demi-liberté « comme à Bolchevo, dit-il (22), sur un plan simultané de coercition, d'assistance et de protection sociale ».

Ce que nous proposons est, par conséquent, très proche de ce qu'il manque au système belge. En sens contraire le régime d'amendement progressif instauré en Belgique ne pourrait-il pas être le complément du nôtre ? Les scories que n'arrive pas à rejeter la machine de Merxplas ce ne sont pas essentiellement les individus inamendables, incapables de franchir les premières étapes du régime progressif, mais plutôt ces êtres déclarés amendés et qui, sitôt remis dans la société, retournent au vice et au délit. Nous avons vu comment en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, la récurrence des libérés s'avère la règle et le reclassement définitif l'exception. Or, c'est précisément pour ceux-là qui ont mérité leur libération par leur conduite à l'intérieur des établissements de redressement et qui n'ont pas été capables de la mériter également une fois rendus à la vie libre que nous proposons la ségrégation coloniale sous un régime que nous nous efforcerons de préciser.

En eux on est certain de trouver toute l'énergie, toute la bonne volonté que démontre leur ascension de classe en classe, qualités indispensables dans le monde nouveau auquel on les destine. Cependant l'attitude de ces mêmes individus après leur libération prouve que si l'on peut réveiller chez un homme le désir de mieux faire, de mieux vivre, ces deux courbes : celle de l'amendement, celle de l'aptitude à vivre en société, ne se confondent pas. Qui s'est entretenu avec des hommes punis, qui a fondé quelque espoir sur leur reclassement, qui les a vus broncher à nouveau comme des enfants malhabiles, sait bien où est le drame de la récurrence !

96. — Imaginons un système ou seraient mis, bout à bout, le régime belge de redressement et l'expatriation définitive :

L'individu, objet d'une sentence d'élimination, serait placé dans un établissement métropolitain spécial, dont il faudrait

(22) Beckaert, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1936, p. 912.

multiplier le type afin que chacun ne comporte qu'un nombre assez restreint de pensionnaires. Le régime serait cellulaire pour que puisse être tentée une réformation individuelle. Les épreuves imposées à l'être claustré seraient fonction des vices que révélerait son passé; c'est principalement par le travail qu'il faudrait assouplir sa volonté. On pourrait lui confier d'abord une petite tâche facile dont l'achèvement serait la condition du repas (survenant après une période d'inaction elle serait bien accueillie, les prisonniers réclamant presque tous de l'ouvrage); puis l'augmentation progressive de la tâche devrait créer l'entraînement jusqu'à ce que le travail soit devenu un véritable réflexe. Ce résultat acquis, la paresse vaincue, il faudrait conduire le sujet à ne plus faire effort seulement pour manger, pour se distraire, ou pour éviter des difficultés avec le gardien, mais à aimer le labeur. On pourrait alors substituer au travail mécanique ou de rapidité un ouvrage présentant quelque intérêt artistique.

Il ne manquerait pas de moyens de dompter qui ne voudrait absolument pas se plier à la règle du travail. Si la mise au pain sec et à l'eau ne suffisait pas, on pourrait avoir recours, sans scrupules exagérés, au système de la baignoire appliqué dans certaines prisons américaines. Il consiste à placer le détenu qui entend se croiser les bras dans une cuve dont le seul meuble est une pompe. Le débit d'arrivée de l'eau est réglé de telle sorte que le récalcitrant, s'il veut éviter de se noyer, doit pomper sans arrêt. En supposant que persiste la mauvaise volonté de l'homme tant que le niveau de l'eau n'atteint pas son cou, il est certain que la connaissance qu'on n'a pas oublié de lui donner de quelques rares précédents où l'administration a laissé le paresseux se suicider, l'engage à un moment donné à empoigner le bras de la pompe, travail infiniment plus pénible que celui auquel on entendait le soumettre dans sa cellule.

Le défaut de caractère du récidiviste, ce manque de volonté qui le livre sans résistance à toutes les tentations, devrait également retenir l'attention des rééducateurs. On pourrait habituer le détenu à se lever tôt, à se mettre au travail volontairement, à réintégrer de son propre chef sa cellule, à la fin de sa promenade quotidienne, tout signe de domination sur

ses penchants faisant l'objet d'une récompense, tout abandon étant sanctionné par une punition.

Bien entendu, l'éducation morale, l'explication constante de ce qu'on attendrait de lui devraient compléter la leçon pratique.

Tout prisonnier qui aurait fait la preuve, en cellule, d'un désir certain de travailler et d'un minimum de résistance aux épreuves auxquelles il aurait été soumis serait admis, après un délai convenable, au travail collectif dans un autre établissement où fonctionneraient soit des ateliers, soit des équipes agricoles. Là, par petits groupes triés, on apprendrait à ces hommes un métier ou on les perfectionnerait dans le leur s'ils en avaient un. La vie serait en commun au travail, aux repas, au repos, chacun rejoignant, pour dormir, sa cellule individuelle.

Les meilleurs sujets de ces établissements pourraient à leur tour être envoyés à la division de confiance où le travail serait presque libre, la surveillance très relâchée, les portes de la prison faciles à franchir et où l'homme s'habituerait à respecter la parole préalablement donnée de ne pas s'enfuir.

Quant l'éducateur, le surveillant, le contremaître, le médecin s'accorderaient pour admettre qu'un interné paraît apte à se reclasser, on lui trouverait un emploi à l'extérieur et un tuteur serait désigné pour le patronner. Toute nouvelle tendance au vice (et à plus forte raison tout nouveau délit) entraînerait la réincarcération du sujet qui s'en retournerait alors, non pas à la division de confiance, mais à l'étape cellulaire. En aucun cas et quel que soit le temps écoulé la libération ne devrait être définitive ni le patronage cesser.

C'est parmi les individus incapables de vivre correctement dans la société que l'administration ferait choix de ceux qui seraient admis à l'expatriation définitive, compte tenu du nombre de places disponibles, de la date de départ des navires, des divers besoins de la colonie de ségrégation.

La mauvaise conduite en deuxième division entraînerait le retour en cellule et, de même, le comportement répréhensible en division de confiance aurait pour sanction le reclassement en deuxième division. Quant à celui qui au bout de deux ans de cellule n'aurait pu être admis à la division supé-

rieure, comme on ne pourrait le laisser en réclusion cellulaire toute sa vie, il serait envoyé, pour deux ans, en maison centrale, puis ramené, pour deux ans, en cellule et ceci alternativement jusqu'à ce qu'on ait fini par briser sa résistance ou jusqu'à la fin de sa vie éventuellement. Dans tous les cas, la durée de la période cellulaire pourrait être abrégée sur l'ordre du médecin.

Au contraire on laisserait perpétuellement à la division intermédiaire, c'est-à-dire au travail en commun, ceux qui sans retomber à la cellule ne se montreraient pas aptes à être élevés au groupe de confiance.

Les détenus de cette dernière catégorie, enfin, accéderaient à la libération contrôlée ou retomberaient au travail en commun, pour qu'il n'y ait jamais d'encombrement dans une division où les intéressés seraient peu surveillés.

On opposera bien des critiques à ce système, notamment quant au diagnostic d'amendement que nous avons combattu plus haut et dont nous paraissions maintenant admettre la sûreté. Mais il ne faut pas confondre l'aptitude du personnel pénitentiaire et médical à reconnaître qu'un individu mérite son élévation à la classe supérieure, avec la compétence des mêmes personnes à décider qu'un être est susceptible de se bien comporter dans la vie libre. Ce n'est qu'à cette étape dernière que le diagnostic est incertain. Or les précautions prises pour contrôler le libéré, et pour le réincarcérer ou l'expatrier si c'était nécessaire, sont des remèdes à la fragilité de la décision d'élargissement.

On dira également : Pourquoi créer à grands frais une colonie de ségrégation à l'autre bout du monde, alors qu'il suffirait de laisser toute leur vie, dans la division de confiance, les meilleurs dont le reclassement extérieur aurait cependant été reconnu impossible par suite de leur attitude ou de leur rechute ?

Nous avons dit qu'on ne devait pas encombrer la division de confiance, que celle-ci ne pouvait être qu'une maison de passage; nous ajouterons que nous ne la concevons pas comme un éden à l'usage des sujets que n'anime plus l'espoir d'une proche tentative de mise en liberté, mais comme une dernière étape vers cette liberté. L'alourdir de la présence de ceux qui reviennent, c'est briser l'élan de ceux qui vont.

Si on admet qu'il faut séparer ces deux catégories d'êtres améliorés (ceux qui attendront leur élargissement précaire et ceux dont la libération aura été révoquée) nous renvoyons aux arguments déjà exposés pour soutenir qu'une élimination définitive qui veut être douce ne peut se concevoir sur le territoire métropolitain. Nous reconnaissons la nécessité de maintenir en France les individus de la classe intermédiaire (division du travail en commun).

Quand aurait fonctionné pendant une dizaine d'années ce système, on trouverait des récidivistes :

1° dans l'établissement cellulaire, machine à dompter les nouveaux arrivants,

2° dans les maisons centrales (les indomptables),

3° dans la classe intermédiaire du travail en commun, où ils seraient probablement très nombreux,

4° dans la division de confiance où ne se trouverait qu'une élite, et à titre essentiellement provisoire,

5° en liberté surveillée,

6° à la colonie de ségrégation.

On va, dès lors, nous objecter que le sort des individus placés en maison centrale ou restés dans la classe intermédiaire ne serait pas éloigné de celui qui est fait aux récidivistes dans les pays voisins, et que tout notre effort de construction graduée n'aboutit qu'à faire une destinée meilleure à de rares amendés, tout en laissant le plus grand nombre en maison de force.

Nous répondrons qu'il est impossible de faire autrement, qu'on ne peut écraser l'essor de ceux qui veulent encore vivre sous le poids de tous les autres qui acceptent leur déchéance, qu'on ne peut forcer un individu à s'améliorer que s'il y consent, que les classements en maison centrale ne seraient probablement pas nombreux et resteraient de toutes façons provisoires, que les gens de la division intermédiaire (dont il n'est pas sûr qu'ils constitueraient la majorité) ne seraient tout de même pas aussi malheureux que les prisonniers en cours de peine, qu'enfin l'essentiel c'est d'offrir, à chaque étape et tous les jours, à ces êtres la facilité de monter plus haut, d'améliorer leur statut immédiat et qu'on ne peut demander davantage à la société.

Quant au juge, auquel nous ne cessons de penser puisque c'est essentiellement de lui que dépend l'importance de la ponction nécessaire, et ainsi la réussite de la loi, il pourrait craindre parfois qu'une grande partie des individus, dont il aurait prononcé l'élimination, s'étiole dans des établissements de travail métropolitains, mais la souplesse du système, entièrement basé sur l'attitude adoptée par le sujet, devrait lui donner assez de confiance dans l'efficacité de la mesure de sûreté, pour qu'il n'hésite pas à en prononcer l'application.

Il nous reste à examiner les conditions légales d'élimination, c'est-à-dire quels êtres doivent être ségrévés. Nous verrons ensuite comment pourrait être organisée la vie des éliminés au lieu définitif de leur séjour colonial.

CHAPITRE II

QUELS INDIVIDUS DOIVENT ÊTRE ÉLIMINÉS

97. — « L'important aujourd'hui est moins de frapper fort que de frapper tôt » (23). Bien que nous nous soyons déjà expliqué sur ce point, constatons encore que la criminalité de la jeunesse est la plus importante, que c'est elle qui fait courir à la société le danger le plus sérieux. On ne saurait donc protéger celle-ci sans barrer la route à ce flot, toujours grossissant, de mineurs délinquants que le relâchement actuel des disciplines jette sur les marches des tribunaux.

Par ailleurs, attend-on pour guérir un malade que sa maladie soit parvenue au quatrième degré ? Le législateur de 1885, que n'animait aucun souci curatif, assimilait la relégation à une descente au tombeau. On conçoit, dès lors, qu'il se soit cru tenu de constater, avec les manifestations réitérées de la récidive, le signe infaillible de la gangrène totale. Il ne peut pas et il ne doit pas en être de même dans un système destiné à relever.

Très vite, en effet, l'homme qui vit en marge de la loi est encordé, par mille liens, à des complices desquels il peut tout craindre et qu'il peut, lui-même, livrer. Le voici irrémédiablement perdu, absorbé par les autres, si on n'intervient à temps pour l'extraire du milieu où il va se corrompre.

Sur le chemin de ses exploits il faut donc arrêter l'auteur de petits vols pour éviter le dommage qu'il est susceptible de causer lui-même, mais aussi pour délivrer la jeunesse la plus saine de l'entraînement pernicieux des camarades nocifs.

(23) Donnedieu de Vabres, *La crise moderne du droit pénal*, p. 215.

Or, même en supposant que la tentative de reclassement du jeune sujet n'aboutisse qu'à un échec, qu'il faille en arriver à l'élimination coloniale définitive, on peut encore tout espérer d'un être jeune, robuste, audacieux, difficile peut-être à mener, mais ardent dans ce qu'il tente, tandis qu'il n'a jamais été possible de faire quoi que ce soit de bon avec les relégués quadragénaires, méprisables balayures de nos prisons.

Enfin, plus un homme est jeune, et plus il est proche du métier qu'on lui a appris au sortir de l'école. Il sera, par conséquent, moins difficile de recruter de bons ouvriers dans des détenus de vingt ans que chez des êtres depuis longtemps abandonnés à l'oisiveté la plus destructive.

Va-t-on se récrier, dire que ces jeunes gens sont utiles dans le mécanisme social, qu'ils y feront faute demain ? Cette critique restera sans valeur si l'Etat fait de la tentative de réadaptation sociale la condition nécessaire de la mesure perpétuelle de ségrégation. De plus, si vraiment le nombre de ceux retirés de nos usines excède nos prévisions les plus pessimistes, on peut se consoler d'une telle perte en songeant que ce n'est pas de la main-d'œuvre la plus sûre qu'on aura ainsi privé l'économie nationale. Eux partis, on travaillera mieux !

Le désir de ségréger des êtres jeunes est-il cependant conciliable avec l'obligation d'avoir pu constater au préalable et avec certitude leur incorrigibilité ?

98. — On tend d'abord à chercher le criterium d'élimination dans l'inaptitude du sujet à retourner au bien et pourtant il a été avancé par des gens de bon sens autant que de cœur qu'en aucune espèce on ne pouvait considérer comme absolument nulle la chance de conversion d'un être humain.

Cette conviction a été exprimée, plusieurs fois, au congrès de Saint-Petersbourg de 1890, où la notion d'incorrigibilité était soumise à l'étude des congressistes, par Dona Conception Arenal, par M. Stevens, directeur du pénitencier de Saint-Gilles à Bruxelles, par M. Ammitzböll, directeur de la prison de Vridslöselille (Danemark). Ils reprenaient la belle pensée de Jules Simon : « Fouillez, prenez dans les prisons, dans les bagnes, interrogez le cœur du parricide qu'on mène à

l'échafaud, il y a encore sous ces cendres une étincelle qui pourrait être rallumée. »

« Il n'y a pas d'homme incorrigible », disait M. d'Haussonville (24), « comme il n'y a pas d'homme impeccable, et nul ne sait jusqu'à sa dernière heure quelle forme est capable de recevoir le mélange d'esprit et de boue dont il est pétri ».

En effet, on a pu constater parfois que tel vagabond devenait en prison un bon ouvrier, qu'en présence d'un événement soudain (un incendie par exemple) les détenus se conduisaient comme des héros... L'âme humaine est trop complexe, ce qu'elle porte de divin nous échappe trop aisément, pour que nous puissions préjuger, à coup sûr, de l'avenir d'un homme dans le domaine de sa conscience.

Prétendre lier l'élimination à l'incorrigibilité, c'est donc créer un rapport arbitraire; mais c'est aussi paralyser toute défense sociale, car la preuve de la corruption définitive d'un individu étant impossible à rapporter, si on voulait classer les délinquants en corrigibles et incorrigibles on serait amené, par crainte d'erreur et par raison d'humanité, à augmenter toujours le nombre des premiers bien au delà de toute raison.

C'est pourquoi le congrès de Saint-Petersbourg, qui a fausement placé la question de l'élimination sur ce terrain, n'a pu aboutir à des conclusions satisfaisantes (25), la discussion s'empêtrant dans des considérations abstraites.

A vrai dire, le défaut dont nous voulons constater l'existence chez l'être que nous nous résignons à éliminer, c'est l'absence de réaction devant la peine. Nous disons qu'un individu est incorrigible parce que les châtiments que nous lui avons imposés, en punition de ses précédentes fautes, paraissent l'avoir laissé insensible comme s'il n'était pas fait de la même chair que nous. C'est cette indifférence qui nous effraye; nous y voyons avec justesse quelque chose d'inhumain; effectivement, c'est par là que l'antisocial cause chez ses semblables une véritable angoisse.

Le critérium d'élimination n'est donc pas dans l'apprécia-

(24) *Revue des deux mondes* du 2 mars 1897.

(25) Voir Bessière, *La loi pénale et les délinquants d'habitude*, p. 64.

tion plus ou moins erronée que nous nous ferons de son aptitude à se redresser un jour, mais dans l'état que révèle son comportement. A ce point de vue purement positiviste, déjà rencontré lors de l'étude des systèmes belge et surtout italien et allemand, nous devons nous rallier sans regrets, car seul il permet une défense efficace de la société. Nous l'avons vu, s'il est malaisé de peser la culpabilité interne d'un homme, il est plus facile de déterminer quels individus sont dangereux.

Le sont ceux dont on peut présumer qu'ils commettront des actes susceptibles de troubler l'ordre public, c'est-à-dire non seulement certains délinquants ou pré-délinquants, mais aussi les irresponsables et les demi-responsables dont nous n'avons pas à nous occuper ici. Le groupe des ségrégués comprend donc au premier chef ceux qui semblent décidés à vivre, perpétuellement, en révolte contre les principes de travail et d'honnêteté, les anarchistes sociaux en quelque sorte qui n'acceptent pas la règle commune, dont la vie en société impose cependant le respect.

Ce n'est pas tout, car si ceux-là seuls étaient considérés comme dangereux, il faudrait pour éliminer un homme établir sa nocuité interne, son intention de mal faire, mettre à nu le germe antisocial qu'il recèle, tâche encore plus difficile que d'apprécier l'incorrigibilité.

Il en est — et ce sont les plus nombreux — qui ne sont pas foncièrement méchants, ni même révoltés, qui auraient pu mener une vie régulière, si des circonstances plus fortes que leur volonté ne les avaient jetés dans l'autre camp. Souvent mal armés pour la vie (mauvais exemples, éducation insuffisante), abandonnés, plus souvent encore, à eux-mêmes, leur faiblesse les rend impropres à vivre dans une société libre où le droit de se comporter à sa guise a comme corollaire, indispensable, un minimum d'aptitude à résister aux tentations. Ils sont dangereux tout comme les autres, car si leur perversité diminue à mesure que l'acte coupable se transforme chez eux en habitude, leur sens moral se déforme et c'est presque de bonne foi qu'ils en arrivent à ne distinguer qu'imparfaitement le bien du mal. C'est, à notre avis, dès cet étiage qu'il faut agir parce qu'il est facile de distinguer le malfaiteur de cette espèce du délinquant occa-

sionnel et que par ailleurs l'ordre public est déjà menacé.

Ainsi, en prenant pour critérium de l'élimination *l'inaptitude à vivre en société*, on défendra énergiquement les milieux honnêtes, car la ponction sera très large et prompte autant qu'il sera possible de déceler rapidement l'impuissance manifeste du sujet; également parce qu'aucun tâtonnement ne viendra paralyser le fonctionnement du système, résultat qu'on ne pouvait légitimement espérer d'un critère non plus objectif, mais subjectif.

Le « pronostic social » qu'il conviendra d'établir, dans chaque espèce, est par conséquent pour nous celui-ci : *L'individu a-t-il manifesté son impuissance à mener une existence honnête dans la société libre ?* Question plus large que celle qui consiste à vérifier simplement si un délinquant doit récidiver; question plus précise car elle affecte une attitude passée et non pas un événement futur.

Comment se fera la preuve de l'inaptitude à vivre socialement ?

99. — Le système le plus grossier consiste à compter les rechutes. C'est celui de notre loi de 1885. Il est fondé sur une erreur capitale : la liberté de réflexion et de décision de l'homme. Il suppose que le récidiviste est, dans tous les cas, un individu mentalement équilibré, maître de sa conduite et qui choisit librement le délit, en pleine connaissance de cause, poussé par l'esprit du mal qui est en lui. C'est peu comprendre les habitués des prisons. Le récidiviste ne veut pas la récidive comme un homme normal décide tel acte honnête; il la subit comme un être affaibli ou paresseux. Pour bien s'en persuader, il n'y a qu'à constater combien nous sommes tous des récidivistes de petites fautes, que la loi ne punit certes pas, mais que notre volonté condamne cependant, et qu'à analyser les mobiles qui nous animent, à l'instant où nous retournons à ces relâchements, pour deviner l'état d'esprit du délinquant au moment de la récidive. La résolution n'est pas, chez ce dernier, pour accomplir l'acte nuisible — celui-ci s'offre tout seul, le saisit avant même qu'il ait eu le désir de résister. — La résolution serait, au contraire, pour éviter le nouveau délit. L'homme qui conduit, devant lui, une charrette à bras, sur une pente, n'a pas besoin de pousser, il est entraîné en avant, attiré dans la

descente, sans avoir désiré cette vitesse progressive qu'il va acquérir. Il n'évitera l'accident qu'en faisant un effort contraire pour retenir son véhicule. Comme lui, le délinquant est sur une pente, si sa volonté n'agit pas, il dégringole tout naturellement et, parvenu en bas, c'est de bonne foi qu'il peut assurer qu'il n'a pas voulu sa chute.

Avoir été cinq ou sept fois condamné ne signifie donc pas avoir cinq ou sept fois sauté, volontairement, le fossé qui sépare les actes permis de ceux qui ne le sont pas, mais s'être plusieurs fois laissé glisser hors des limites de la probité et nous savons tous combien celles-ci sont souvent artificielles, peut visibles sous nos pas, combien pour nous apprendre à les distinguer il a fallu que nos éducateurs prennent de la peine ! Où est, alors, cette belle liberté de l'homme délinquant, sur laquelle s'appuyait le législateur de 1885 pour inscrire, comme sur un compte courant à la colonne du doit, les condamnations subies par un individu ?

En outre, si ce système ne prend pas en considération l'inévitabilité de certaines fautes, il oblige à avoir trop de patience envers le délinquant et à attendre pour éliminer qu'un nombre important de condamnations l'ait marqué d'un sceau d'infamie. Or c'est la société qui fait les frais de l'expérience ! Un cultivateur tarde-t-il pour tirer le pare-grêle jusqu'à ce qu'il ait eu, par sa récolte hachée, confirmation que tel nuage noir était une menace pour son champ ? Les chutes d'un individu ne sont qu'une manifestation de l'extrême proximité du péril, tout comme les premier grêlons.

Ainsi que le note très justement M. Tanovicéanu : « Si lors de la commission d'une infraction, on procédait à un examen approfondi de la vie du délinquant, dans la majorité des cas on constaterait que son infraction n'est que l'aboutissement fatal de certains facteurs déterminants de la criminalité... qui se trouvent suffisamment réunis pour pousser l'individu à commettre son acte » (26).

Le péril, c'est le genre de vie, c'est la façon dont règle son existence un individu établissant par là s'il est ou s'il n'est pas apte à vivre socialement. L'importance de ce fac-

(26) Tanovicéanu, *Les mesures de sûreté*, p. 39.

teur n'a échappé à aucun des auteurs qui se sont occupés de la question (27) et se retrouve dans la plupart des législations étrangères dont nous avons examiné les conditions d'élimination des récidivistes.

Ainsi, pour dire qu'un délinquant ne possède pas cette aptitude sociale dont nous avons voulu faire le critère de la décision à prendre à son égard, il ne suffira pas de lire son casier judiciaire, mais il faudra encore rechercher quel a été son passé hors du délit, quels sont ses moyens d'existence, ses fréquentations dans la vie libre, le type de ses rapports avec les autres humains.

Mais nous irons plus loin. Nous nous demanderons si le genre de vie de cet être n'a pas été subi. Croit-on que si tels hommes honnêtes, fiers de leur passé sans honte, avaient été, dès le plus jeune âge, abandonnés aux vicissitudes du ruisseau, avaient connu ce que sont la faim, le chômage, la misère, ils eussent agi autrement que celui qu'ils accusent ? En sens inverse si ce récidiviste endurci, dont nous connaissons les tendances au parasitisme avait été guidé par des mains affectueuses, si on l'avait aidé à apprendre un métier, à construire un foyer, en serait-il à ce point de rupture avec la société où se pose douloureusement la question de sa ségrégation ? Pour dire qu'une plante est inapte à pousser sous tel climat, il faut l'avoir mise en bonne terre; pour conclure qu'un être humain est inapte à vivre socialement il faut l'avoir placé, au moins une fois, dans ce cadre normal où l'adaptation est possible.

C'est pourquoi la preuve qu'un individu ne réalise plus les conditions utiles à son maintien dans la société doit se faire d'après trois éléments :

- 1° La constatation de ses fautes,
- 2° L'analyse de sa manière de vivre,
- 3° L'essai infructueux de son reclassement.

Nous allons, successivement, examiner chacun de ces trois facteurs.

100. — On pourrait admettre que l'état dangereux existe antérieurement à tout délit, puisque ce n'est pas la trans-

(27) Joly, *Le crime*, p. 52 ; Thelin, *Nature et régime juridique des mesures de sûreté*, p. 105 ; Dupont, *Les degrés de la volonté criminelle et l'état de récidive*, p. 122 ; Tanovicéanu, *Les mesures de sûreté*, p. 42.

gression de la loi qui crée cet état et que la faute n'est que l'élément révélateur de la nocivité antérieure. Doit-on attendre, pour interner un fou, qu'il ait blessé ou tué quelqu'un ? Toutefois chez ce dernier le phénomène de déséquilibre a pu se produire brutalement, tandis que l'inaptitude sociale du premier est le résultat d'une lente évolution. Il existe, il est vrai, des délinquants fous, mais ce n'est pas d'eux que nous entendons nous occuper.

Si on voulait, cependant, établir un parallèle entre les conditions de la protection sociale à l'égard du récidiviste et à l'égard du fou, nous dirions que le premier délit est pour le délinquant ce qu'est la première crise pour l'aliéné. De même que celle-ci met en éveil l'entourage du malade, de même la première chute permet, seule, de ranger, dans la catégorie des sujets à surveiller, celui dont le genre de vie pouvait, jusque là, susciter quelques appréhensions.

Si on ne s'en tenait pas au respect de ce premier critérium il pourrait n'y avoir qu'arbitraire. Comme le dit fort bien M. Braffort : « En deçà de cette précise limite, nous sommes en présence des droits individuels intangibles : la vie, la liberté, l'honneur, etc. » (28).

D'ailleurs, toutes les législations, même les plus teintées de positivisme, ont respecté la liberté individuelle de l'indésirable tant qu'il n'y a pas commission d'un délit. On ne pourrait citer comme faisant exception à ce principe que la loi cubaine de 1936 et une disposition insérée dans un projet de code pénal chilien intitulée « de la prévention », qui autorise le juge à ordonner l'internement dans certains établissements et pour une durée indéterminée, avant même qu'ils aient commis une infraction, non seulement des aliénés, mais de simples déficients mentaux, demi-responsables, alcooliques, toxicomanes, mendiants, vagabonds, souteneurs, homosexuels, et des joueurs habituels. Encore cette partie du projet a-t-elle rencontré de fortes résistances au parlement chilien (29).

On a voulu voir également une mesure ante delictum dans

(28) Braffort, article sur le jury et l'échevinage, *Rev. int. droit pénal*, 1932, p. 112.

(29) Cité par Magnol, *L'avant projet de révision du code pénal français*, p. 96.

les dispositions de l'art. 202 du code pénal italien, en cas de délit impossible et d'entente en vue de commettre une infraction. M. Béraud range enfin dans la catégorie des textes édictant des sanctions contre des personnes qui n'ont commis aucune faute, les lois organisant des mesures d'éducation à l'égard des mineurs, puisque seuls doivent en bénéficier ceux qui ont agi sans discernement (30). Toutefois, dans le code pénal italien, comme dans notre loi de 1912, la nocivité de l'auteur s'est cependant matérialisée par un acte. On ne saurait donc, sans jouer sur les mots, parler ici de mesure antérieure à la faute.

Après avoir conclu qu'il n'est pas possible d'éliminer un individu, même susceptible de causer un dommage, sans avoir vérifié qu'il a commis un acte répréhensible, admettons-nous qu'une première condamnation puisse être la condition suffisante de ségrégation si elle est jointe à la constatation d'un genre de vie nettement antisocial ?

Certes celui qui a troublé l'ordre, même en un seul point, a déjà porté atteinte au principe et il y a, à l'encontre du délinquant primaire, une sorte de présomption dont lui-même serait mal venu à se plaindre. En supposant que sa manière de vivre nous empêche de voir dans sa faute un délit occasionnel, il reste à savoir si l'unique droit que peut, en la circonstance, s'arroger la société n'est pas d'obliger l'auteur du délit à se laisser *traiter*. Pour que le délinquant primaire puisse être éliminé il manque, en effet, le troisième des facteurs dont la réunion nous a paru le critérium indispensable, à savoir l'essai de reclassement.

Par conséquent, le premier délit ne nous confère qu'un droit : Ayant attiré notre attention sur le coupable, il nous permet de regarder désormais vivre celui-ci sans qu'il ait à se plaindre de cette gênante sollicitude. Nous verrons plus loin que c'est une rigoureuse obligation.

Il convient d'examiner alors, après combien de chutes un récidiviste a fait la preuve de son inaptitude à vivre socialement. Les législations étrangères ont, de façons très diverses, répondu à cette question : trois crimes en Angleterre, deux crimes ou deux délits graves ou même trois pe-

(30) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 110.

tites condamnations en Belgique, trois ou quatre délits en Italie (ou un seul si le sujet marque une inclination spéciale au délit), trois condamnations en Allemagne. Le nombre admis dans les autres pays varie — nous l'avons vu — entre deux et six, selon la gravité de la faute.

Partout, en effet, on a cru devoir lier la rapidité de l'élimination à l'ampleur du dommage que le délinquant a causé dès ses premiers agissements. C'est le système de notre loi sur la relégation, que toute la doctrine paraît admettre sans discussion même Ferri (31). Ceci conduit à éliminer l'auteur de crimes plus tôt que l'auteur de délits. Or, le crime et le délit, qui comportent tous les deux les mêmes éléments intrinsèques et qui ne peuvent légitimement s'opposer qu'à la contravention (où n'est pas retenu le facteur intention) sont deux manifestations de même nature, deux atteintes du même ordre, dont il a fallu, peut-être, admettre la distinction quant à la gravité de la punition à infliger au coupable, mais dont la ressemblance ne saurait justifier une différence de sort au regard de la ségrégation.

Est-il certain, d'ailleurs, que le criminel cause toujours à l'ordre social un trouble plus grave que ne cause le délinquant ? Considérer le délit en fonction du châtiment qu'on doit infliger au coupable, est une chose. Mesurer son importance pour qualifier l'auteur d'incapable à vivre en société en est une autre. Le voleur, justiciable du tribunal correctionnel, aurait-il reculé devant un acte qui l'eût mené en cour d'assise si le fait illicite, qui s'était offert à lui, avait été de ceux qualifiés crimes au lieu de ne constituer légalement qu'un délit ? Il n'existe pas deux étages dans la conscience du malfaiteur et il serait puéril de croire que le petit voleur récidiviste est moins pervers que celui qui agit avec escalade et de nuit par exemple. S'il s'en tient à des délits relevant de la correctionnelle c'est qu'il n'a pas l'audace de tenter plus grand ou, mieux, qu'il s'accommode des petites peines qui constituent pour lui le risque professionnel.

Constatons-le franchement : si on recherche l'incapacité d'un être à vivre dans la société de ses semblables, il est certainement inexact de prétendre que l'auteur de deux cri-

(31) Ferri, *La sociologie criminelle*, p. 541.

mes égale l'auteur de quatre délits ou que l'auteur de trois délits graves égale l'auteur de six délits moins graves. En sont réduites à cette arithmétique primaire les législations qui n'ont pas su voir combien l'étude de l'homme surpassait, de très haut, l'analyse du fait illicite.

Il vaudrait mieux ségréger après un nombre constant de récidives, quelle que soit l'importance des faits délictueux mis au compte du sujet, sous réserve, cependant, de ce que nous verrons plus loin quant à la nature des délits, permettant d'établir l'impuissance sociale d'un individu.

Ceci posé, à combien de récidives constatées devons-nous lier le verdict d'élimination ?

Il est communément admis que la distinction entre délinquants d'habitude et délinquants primaires devrait être un signet séparant deux parties du code (32). Les tribunaux répressifs ont, en effet, à s'occuper de deux clientèles distinctes : d'une part, des êtres provisoirement égarés, pécheurs à leur corps défendant, plus ou moins pliés sous la honte de leur faute, d'autre part, des individus déjà condamnés au moins une fois. Si l'on reconnaît qu'il doit y avoir, quelque part, une distinction marquée entre ces deux catégories, n'est-il pas exact de prétendre que la première récidive est plus lourde de signification que n'importe laquelle des autres qui suivront ?

Personne n'a le droit de jeter la pierre à un délinquant primaire, car personne n'est certain de ne pas connaître un jour semblable faiblesse. L'être qui s'était, jusqu'ici, bien conduit doit nous inspirer de la pitié, dans toute la mesure où l'imperfection de l'âme humaine peut être la cause de dérèglements imprévus auxquels ne s'associe pas toujours la volonté. Mais que dire de la rechute ? Elle prouve que la conscience s'émousse, que le sujet préfère sa satisfaction immédiate à son honneur, que le délinquant n'a pas retiré de la première punition un enseignement salutaire.

Plus encore, la première récidive établit que l'individu ne fait pas clairement cette distinction, indispensable pour se maintenir en société, entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. On pourra bien désormais l'aider à sortir de l'ornière,

(32) Voir R. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 619, note 2.

cette erreur de jugement disparaîtra mal. Quand un homme a admis qu'il est possible de vivre autrement que dans l'honnêteté, il ne faut plus parler d'amendement à son égard, mais de conversion au bien, et ce n'est pas du tout la même chose car si le redressement suppose un retour à ce qu'on a pratiqué, la conversion est une adhésion à ce qu'on n'a jamais connu.

Si la première faute n'affecte guère l'existence des principes dont le respect est socialement indispensable, la réitération fait brèche, car elle rend public qu'il peut y avoir un comportement différent de celui qui nous est enseigné. Elle crée le *schisme* en quelque sorte et par là, non seulement elle rend probables les récidives suivantes du même sujet, mais elle excite les autres à transgresser la loi. C'est pourquoi, l'attitude antisociale ne se manifeste pas à la quatrième ou à la sixième faute mais se révèle, implacablement, dès que la première récidive marque l'état de rébellion ou l'absence de volonté de l'individu.

Si on n'admet pas notre point de vue, sur quels éléments pertinents se basera-t-on pour décider que c'est à la seconde, à la troisième, à la quatrième récidive qu'un délinquant fait la preuve de son inaptitude à demeurer parmi les honnêtes gens ?

Le critère, c'est la première rechute d'un être préalablement guidé, conseillé, patronné, parce que c'est entre la première faute et la première récidive qu'est le fossé devant lequel s'arrêteront ceux dont la conscience est en éveil. D'autres l'ont dit avec plus d'autorité et, notamment, Garofalo (33) : « Pour le voleur, en cas de récidive, c'est à la relégation perpétuelle qu'on devrait passer directement. »

Bien des esprits seront tentés d'admettre avec nous que seule la première récidive a une signification profonde, mais reculeront devant la conséquence redoutable que nous prétendons attacher à cette manifestation d'insociabilité. Rappelons, pour les rassurer, que la constatation de deux délits n'est que le premier des trois facteurs dont nous estimons

(33) Garofalo, *La criminologie*, p. 430.

Voir également rapport Thery, actes du congrès int. d'anthropologie crim. de Bruxelles, p. 14 (année 1893).

la réunion indispensable pour ségréger un homme et que deux autres conditions nous paraissent nécessaires.

101. — On doit, cependant, concevoir que toutes les infractions ne présentent pas un caractère de gravité suffisant pour être susceptibles d'entraîner l'élimination de leur auteur. C'est ainsi que personne ne jugera utile d'étendre, en France, cette mesure aux contrevenants habituels.

En ce qui concerne crimes et délits, on ne peut éviter quelque répugnance à considérer comme un seul bloc l'ensemble des faits illicites dont sont saisis nos cours d'assises et nos tribunaux correctionnels. Il est certain, par exemple, que des délits comme chasse ou pêche en temps prohibé ou avec des engins prohibés, ne sauraient être retenus. Par ailleurs, spécifier quels délits seront pris en considération, comme le fait la loi de 1885, c'est rejeter, d'ores et déjà, les infractions nouvelles dont les circonstances imposeront la répression et, partant, détacher, en quelque sorte, l'arme défensive la meilleure du mouvement incessant qui pétrit le code pénal, en fonction des nécessités de chaque époque.

Sans doute, quand on songe à l'évolution des idées, à la transformation de la criminalité d'âge en âge, ce qui était permis hier devenant interdit demain, on ne peut qu'être frappé d'hésitation en présence de ce qu'on a appelé *la relativité du délit dans le temps*. Comme le dit M. de Lanessan (34) : « Chaque code a qualifié délit ou crime les actes qui, à l'époque où il fut rédigé et aux yeux de ceux qui le rédigèrent, passaient pour être nuisibles aux divers membres du corps social et au corps social lui-même, ou bien étaient considérés comme susceptibles de heurter les idées, les intérêts, les préjugés et les passions de la totalité ou d'une partie du corps social. »

Faut-il admettre ici la distinction imaginée par Garofalo (35) entre le délit naturel et celui qui ne l'est pas, c'est-à-dire réserver l'élimination aux auteurs d'actions qui de tout temps et en tous lieux ont été considérées comme criminelles ? En supposant même que ce critérium corresponde à une réalité, et ne soit pas qu'une création livresque,

(34) De Lanessan, *La lutte contre le crime*, Préface.

(35) Garofalo, *La criminologie*, p. 1.

ne voit-on pas que ce serait frapper d'impuissance la société envers ses ennemis de l'heure, ceux susceptibles de lui porter des coups si sensibles que le législateur a dû intervenir spécialement pour en préserver l'ordre ! C'est ainsi que, devant la redoutable menace de famine qui pèse actuellement sur les Français, de nouveaux délits viennent de surgir, qu'on peut réunir sous le vocable popularisé de *marché noir*. Voilà bien le type du délit non naturel, puisqu'il correspond à une situation exceptionnelle. Pourtant il n'est pas douteux que le trafiquant de produits alimentaires est un dangereux adversaire de la société et qu'en considération de ce risque les condamnations encourues en contravention des textes destinés à protéger une égale répartition des produits d'alimentation devraient compter pour l'établissement du premier facteur de l'élimination.

Il n'y a pas, en réalité, de délits qui, par leur nature, soient insusceptibles de prouver un certain degré d'inaptitude sociale, puisqu'on peut définir une telle aptitude : disposition naturelle à se plier aux règles indispensables à la vie en communauté. Toute infraction, parce qu'elle va contre la loi, est plus ou moins une preuve de l'impuissance du sujet à vivre parmi ses semblables. Ce n'est donc plus qu'une question de mesure, un certain nombre de fautes intentionnelles pouvant être, en pratique, assimilées aux fautes non intentionnelles en raison du faible dommage qu'elles comportent.

Ainsi le voleur est aussi bien l'audacieux cambrioleur que le pitoyable auteur d'un larcin sans importance. N'avons-nous pas vu poursuivre un jour une femme qui avait pris du cresson dans une mare ! Or il ne saurait être question d'éliminer pour cela un individu même si, par ailleurs, son genre d'existence le montrait en rébellion envers les lois humaines, celle du travail par exemple.

— Disons en aparté que les tribunaux correctionnels, destinés à juger l'homme et non plus le fait, devraient être débarrassés de ces vétilles qui surchargent absurdement les audiences. Toutes les infractions non intentionnelles d'une part, toutes les petites infractions intentionnelles de l'autre (délits de chasse et de pêche, affaires de coups et blessures sans gravité) seraient utilement ramenées devant le juge de

simple police. En ce qui concerne les vols de bois, et tous les menus larcins qui sont si fréquents dans les campagnes, il n'y aurait, semble-t-il, qu'intérêt à distinguer la soustraction du vol, comme le fait le code pénal espagnol de 1928, selon lequel un vol ne sera pas poursuivi comme « *hurto* » quand la chose dérobée n'excèdera pas cent pesetas (art. 824). —

En résumé, une loi sur la ségrégation des récidivistes, qui ferait suite à une répartition nouvelle des poursuites entre les diverses juridictions répressives, pourrait disposer qu'est susceptible de compter pour une des deux condamnations nécessaires, toute sentence émanant soit d'un tribunal correctionnel, soit de la juridiction spécialisée dans les affaires criminelles, hormis les condamnations relatives à des infractions limitativement désignées.

Parmi ces dernières devraient, légitimement, entrer tous les délits politiques.

Par contre, il n'y aurait certainement qu'avantages à prendre en considération les condamnations subies à l'étranger (36). Mais cette mesure ne semble pas conciliable avec le système que nous proposons, en raison de la difficulté pour le tribunal français, chargé de statuer sur l'élimination, de vérifier qu'un essai infructueux de reclassement a été tenté sur le coupable.

La récidive permettant d'établir, tout au moins quant au premier facteur, qu'un individu est atteint de l'inaptitude dont nous voulons faire le critérium de l'élimination, ne saurait être spéciale. Générale, par contre, elle perdrait son sens quand le second délit serait de nature trop différente du premier. Ainsi, l'auteur d'un vol qui commet, plus tard, un attentat à la pudeur a fait montre d'une activité mal-faisante dans deux domaines trop distincts pour qu'on puisse légitimement en déduire qu'il est un péril soit pour la propriété d'autrui, soit pour les bonnes mœurs. Déjà, en 1890, on reconnaissait que, sinon la similitude, du moins l'analogie des méfaits était nécessaire pour prouver l'incorrigibilité (37). La notion d'inaptitude sociale qui est, certes,

(36) Sur ce point lire Chambon, *Les mesures de sûreté*, p. 198.

(37) Dubois, *Bull. soc. gén. des prisons*, 1890, p. 315.

plus large que celle d'incorrigibilité ne saurait, cependant, exclure l'obligation d'une réitération où se manifeste la persistance du sujet dans le vice qui le rend impropre à partager l'existence commune.

Nous estimons qu'il faudrait aller plus loin que la simple parenté de certains délits, dont l'article 58 in fine du code pénal nous fournit un exemple. Nous pourrions même, dans ce domaine, imiter le code pénal italien, lequel dispose qu'il y a récidive si le nouveau délit est *de même nature* que le premier (voir la définition n° 58). Ainsi se trouveraient constitués quelques groupes généraux d'activités antisociales : atteintes à la vie d'autrui, à la propriété d'autrui, aux bonnes mœurs, etc... Il suffirait que le récidiviste retombât dans un délit du même groupe que celui auquel appartenait sa précédente infraction.

Force serait également de prendre en considération un certain délai, au delà duquel on ne pourrait admettre qu'il y a une racine commune aux deux faits illicites reprochés à un même délinquant.

La loi de 1885 fixait ce délai à dix ans, imitée en cela par le code pénal italien, tout au moins en ce qui concerne la déclaration d'habitude. L'Allemagne, la Hongrie ont réduit ce délai à cinq ans. La Belgique l'a porté à quinze pour le cas de trois délits.

En tenant compte du fait, maintes fois constaté, que les rechutes d'un individu dangereux se succèdent rapidement et en raison de la surveillance particulière dont le délinquant ferait l'objet dès la première condamnation, nous ne croyons pas qu'il y ait un inconvénient à ramener à cinq ans le délai maximum, pendant lequel devrait s'être perpétrée la récidive, pour qu'elle soit prise en considération. Ainsi se trouverait sensiblement atténuée la sévérité de l'ensemble.

102. — Le second des facteurs auxquels nous avons lié la ségrégation d'un être humain est l'analyse de sa manière de vivre. Il faut principalement porter un jugement sur sa conduite générale, afin d'apprécier s'il se comporte comme un élément actif de la vie sociale ou si, au contraire, il n'est qu'un parasite. Nous touchons, ici, au fond même du débat, la décision d'élimination devant constater que le sujet ne mène pas une existence conforme à celle qu'impose la vie en société.

Il ne saurait y avoir de critérium impératif. Toutefois l'activité professionnelle du récidiviste devrait être un des éléments les plus susceptibles d'entraîner la conviction des juges. On ne peut, en effet, déclarer socialement inapte un être qui travaille régulièrement, à moins que le défaut ne résulte d'un autre élément. Le mécanisme du « pronostic social » est démonté avec assez de soin dans le système allemand pour que nous jugions inutile d'insister longuement.

Milieu d'origine, éducation paternelle, instruction scolaire, attitude générale, activité professionnelle, tendances sexuelles, utilisation du salaire, recherche des plaisirs, conduite pendant le service militaire, rapports avec les camarades, choix des amis, c'est la vie entière du sujet qui doit être scrutée dans ses moindres plis, afin que le tribunal puisse déceler, avec le maximum d'exactitude, les raisons premières du comportement délictuel, refaire, pas à pas, ce chemin par lequel l'honnête homme est parvenu à l'infraction. Cette découverte progressive en dira long sur la mentalité de l'inculpé, sur ses tares et sur les qualités qui lui restent. Ce n'est que par cette étude psychologique qu'il pourra être pesé, sans grandes chances d'erreur, ce qui demeure de sain dans un être et ce que cet être porte de dangereuse purulence microbienne.

Le diagnostic social doit avoir pour base une immense enquête dans les milieux mêmes où le sujet a vécu, un examen médical et notamment psychiatrique, enfin une connaissance parfaite des conditions des précédents délits. Or, à ce dernier égard, le casier judiciaire est nettement insuffisant pour éclairer le juge sur le degré de nocuité d'un individu. Comme tout débat, susceptible de se terminer par une décision d'élimination, est le procès de l'homme bien davantage que celui du dernier délit commis ou, plus exactement, comme il y a deux procès superposés, les juges de la récidive devraient avoir en main le dossier de l'affaire précédente (cela se pratique déjà en Belgique).

Il serait absurde que tout renseignement porté à la connaissance du juge du premier délit ne soit pas automatiquement connu du tribunal de la récidive, dans le triple domaine de la vie privée du sujet, de son état physique et mental, et

également des circonstances dans lesquelles a été commise la précédente infraction.

Les Belges ont parfaitement organisé le dossier central anthropologique. Les observations des médecins auxquels sont soumis, dès le début de leur détention, la plupart des prisonniers (mineurs, récidivistes et condamnés primaires dont la peine dépasse trois mois de prison), sont consignées sur des fiches destinées à constituer un dossier où on relèvera, pour chaque individu, son organisation biologique, son existence sociale, ses tares morales et son niveau intellectuel. On y trouve encore des renseignements généraux et administratifs sur le détenu et sa famille, sur son hérédité, sur sa conduite en prison. Le dossier demeure dans la maison où le condamné subit sa peine. Il est ensuite envoyé, à l'expiration de cette dernière, au service central d'anthropologie pénitentiaire pour être conservé dans les archives et mis, le cas échéant, à la disposition des médecins et des directeurs de prison. Il peut être également consulté par les visiteurs des œuvres de patronage.

La loi exclut, cependant, la communication aux magistrats et l'emploi lors d'un procès ultérieur, dans la crainte que la possibilité d'utiliser ses réponses contre lui, en cas de récidive, ne conduise le détenu à ne plus se confier avec franchise au médecin (38). Cette précaution nous paraît bien regrettable car, pour ménager une source de renseignements bien faible, toujours suspecte au surplus, elle prive le tribunal d'une documentation intéressante sur la nature exacte de l'homme qu'il est appelé à juger.

Par analogie on pourrait créer le dossier central criminel, auquel tout chef de parquet, tout directeur de prison, devrait verser, à l'occasion de chaque condamnation en ce qui concerne le premier, de chaque peine en ce qui concerne le second, un certain nombre de documents susceptibles d'éclairer le juge de la récidive. Réclamé par le procureur près le tribunal de la nouvelle poursuite, cela n'empêcherait pas, le cas échéant, ce tribunal d'ordonner la jonction de la procédure tout entière de la précédente affaire, s'il jugeait cette

(38) Voir à ce sujet Buffelan, *La réforme pénitentiaire en Belgique*, p. 67.

jonction nécessaire. Dans l'état actuel de la répression, un tel mécanisme serait difficile à mettre au point, en raison de la multitude des poursuites dont peut faire l'objet un seul individu, et en raison des procédures sur flagrant délit, mais sous un régime pénal qui abrégerait singulièrement la carrière des malfaiteurs pareille innovation deviendrait possible. Ainsi le juge répressif cesserait d'être un aveugle et le procès criminel prendrait un sens.

103. — Les législations étrangères conditionnent la ségrégation d'un être aux deux seuls facteurs que nous venons d'analyser : un certain état de récidive, une manière de vivre pernicieuse. Plus rigoureux que la plupart de ces législations en ce qui concerne le premier de ces facteurs, nous entendons nous montrer en définitive plus humain qu'elles, en subordonnant en outre l'élimination à une tentative sociale de reclassement.

Il est, en effet, indéniable qu'est impossible le redressement d'un libéré par ses seuls moyens. Nous mettons au défi qu'on nous prouve le contraire, car s'il est des cas où l'homme a paru, sa peine achevée, reprendre sa place, c'est que celle-ci lui avait été, en quelque sorte, tenue chaude par la sollicitude de parents ou d'amis. Le libéré se heurte, dès le seuil de la prison, au jugement définitif de l'opinion publique, il est désormais considéré comme moralement exilé, socialement contagieux, indésirable de toutes façons. Il a contre lui non seulement l'aversion sans miséricorde de ses semblables, mais la suspicion policière. C'est dire qu'il se trouve frappé de paralysie au jour même où il aurait besoin de toute son énergie ! Nous avons vu certains détenus trembler de peur à mesure qu'approchait la date de leur élargissement, *terrorisés* (l'expression est d'un d'entre eux) par la perspective de l'avenir. Si beaucoup d'autres, plus pervers, y songent moins, c'est nous autres, alors, qui devrions, à notre tour, être terrorisés par leur mise en liberté sans contrôle ! Sait-on que tous les matins, vers dix heures, les fourgons administratifs viennent déverser à la police judiciaire, derrière la façade sereine du Palais de Justice, leur chargement de libérés, lâchés en plein cœur de Paris sans un ami pour les recueillir, sans un emploi arrêté, sans un toit pour le soir, sans un sou vaillant dans la poche, sans un ticket parfois

pour acheter du pain, vêtus des loques qu'ils portaient au jour de leur arrestation ?

Une société qui ne veut pas regarder au delà de la peine, qui considère que là s'achève son rôle, peut-elle se plaindre si dans la même journée ou dans celles qui suivent, rejeté par force dans les bras des anciens camarades, le libéré a fait un nouveau coup ? Pouvons-nous, les uns et les autres, nous regarder en face sans rougir ? Il faut le dire avec force, tant que persistera pareille attitude nous n'aurons pas le droit d'éliminer un seul être, car c'est nous, et non pas eux, qui portons le poids moral de leur récidive.

Au surplus, il éclate que le reclassement du libéré intéresse au plus haut point la société, puisqu'il lui permet, à la fois, d'éviter des désordres nouveaux et de récupérer un être actif. C'est pourquoi on ne peut admettre une ségrégation **que** n'a pas précédé un sérieux effort en vue de remettre en selle le sujet désarçonné.

La nécessité absolue du patronage des libérés est reconnue par tous ceux qui se sont occupés de ces problèmes. Elle s'était imposée en 1885 et ceci prouve combien on ne peut disjoindre la mesure définitive d'élimination de la tentative préalable de reclassement. La loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, le patronage et la réhabilitation est la contre-partie naturelle, indispensable, de la loi sur la relégation. Or, en ce qui concerne le patronage des majeurs, il n'existe que le mot. Aucun texte, aucune circulaire ne sont venus en préciser les conditions. Les bonnes volontés éparses se sont heurtées, dans un passé récent, plus encore qu'au mauvais vouloir des détenus, à la totale incompréhension des organismes dont la collaboration était la condition première du succès. Le scepticisme paraissait ici de bon ton alors qu'il n'était souvent que la manifestation méprisante d'un égoïsme féroce ou d'une incapacité paresseuse d'entreprendre.

C'est sur trois plans différents que le patronage doit exercer, demain, son activité bienfaisante : *La visite des prisons, le placement des libérés, le contrôle de leur existence nouvelle.*

La prison, peine si peu afflictive, n'a de raison d'être que si elle est moralisatrice. Qui doit être chargé de cette éducation morale ? Les ministres des cultes n'y peuvent suffire,

car l'effort ne peut être tenté qu'individuellement et une prison de grande ville contient des centaines de prisonniers. Des fonctionnaires éducateurs ne sauraient dispenser qu'une instruction générale, à portée collective. Or, il n'est possible de faire impression sur le détenu qu'en gagnant sa confiance, en moulant aussi la leçon à son cas personnel. La seule formule répondant parfaitement à ces deux exigences est celle des visiteurs bénévoles allant librement dans les cellules, tel que cela existe depuis 1922 en Angleterre avec *the national association of prison visitors* (39) et à l'état embryonnaire chez nous.

Tarde l'a dit (40) : « Il faudrait pouvoir mettre en regard les uns des autres dans une prison, les pires des brutes humaines et les meilleurs des hommes », mais le visiteur n'est pas un saint; c'est tout au plus un être charitable accomplissant sa tâche avec le même état d'esprit qu'il visiterait des pauvres. Quant au détenu, si l'on attend pour le faire semoncer qu'il ait endurci sa conscience dans la pratique du délit, on ne devra pas s'étonner d'un pourcentage d'échecs peu réconfortant. C'est dès le seuil, dès la première faute, dès le plus jeune âge, que le prisonnier doit être entouré, éduqué, pétri.

Pour cela, la meilleure méthode consisterait à mettre au secret le condamné, pendant quelques semaines, aussitôt que le jugement de condamnation l'aurait plongé dans le désespoir. Point de ces longues attentes, à la fois énervantes et trop réconfortantes, d'une décision d'appel ou de cassation qui mettent dans les cellules comme une fenêtre supplémentaire, brèche par où s'évade l'effet bienfaisant de la claustration. Finies, dès lors, les visites de l'avocat. Il faut que la première personne qui pénètre dans le silence de la cellule, après cet arrêt de la vie où le détenu est resté en tête à tête avec sa faute et la condamnation qui y a fait suite, soit ce visiteur bénévole, venu du dehors, portant sur son manteau, comme les gouttes de la pluie, l'odeur de la liberté. C'est par lui, et par lui seul, que le prisonnier doit rester rattaché au monde extérieur, à sa famille, à tout ce qu'il

(39) Voir Franck, *Revue de science criminelle*, 1937, p. 438.

(40) Tarde, *La philosophie pénale*, p. 502.

aime. Il doit être le lien unique reliant cette sorte de tombeau de la pénitence à ce qui vit, souffre, attend. C'est lui qui ira voir les parents, portera des nouvelles, dira comment on subit l'absence du fils, de la mère ou du chef. Placé dans de telles conditions, le prisonnier mettra sa confiance en cet homme et le contact, nécessaire à l'effet moralisateur, s'établira progressivement. Il n'y aura pas que des succès, bien sûr, mais adaptant sa leçon à la nature de chaque individu, le visiteur s'efforcera de faire pénétrer dans chacune de ces consciences quelque atome de raison. Et c'est ainsi, tout au long de la peine, que se liera cette amitié, qui ne sera pas toujours feinte car avec un minimum de psychologie et de patience il est possible de trouver ce point où l'âme humaine est presque à nu.

Ce dont le prisonnier aime le mieux parler, c'est de l'avenir, du temps où sa peine achevée il aura à trouver une situation nouvelle. Cette préoccupation légitime conduit à ce qui doit être le second devoir du visiteur : trouver une place au libéré.

Ceci est primordial, et il vaudrait mieux prolonger la détention d'un homme que de le jeter sur le pavé. C'est pourquoi on ne devrait procéder à l'élargissement que sur avis favorable de la société de patronage, laquelle conditionnerait cet avis à l'accord du visiteur et du prisonnier sur l'emploi que le premier aurait trouvé au second.

Le placement individuel, loin des villes si possible, est supérieur à l'admission dans des asiles spéciaux qui ne sont que le prolongement de la prison.

Il ne reste plus, dès lors, qu'à organiser la surveillance, trouver une personne résidant dans le voisinage, dont le rôle sera moins de contrôler la conduite du sujet que de lui venir en aide (pécuniairement aussi rarement que possible) surtout par des conseils, des démarches, des décisions propres à éviter le pire, c'est-à-dire la récidive.

Comme le dit M. Donnedieu de Vabres : « C'est en réalité tout un régime de liberté surveillée qu'il faut créer pour les adultes comme la loi de 1912 l'a institué pour les mineurs » (41). Or, ce régime fonctionne ailleurs qu'en France,

(41) Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 174.

notamment en Italie, en Angleterre, sous le nom de « probation », en Hollande avec le « Reclassing département » qui compte plus de deux cents officiers et employés, et dont le budget annuel dépasse un million de francs. Les officiers attachés à ce bureau sont répartis en brigades dans les principales villes. Ils ont, sous leurs ordres, des sous-brigades et des délégués. Pour faciliter leur tâche, ils sont en relation avec un organisme national qui dispose d'un réseau d'agents chargés de prospecter le pays pour y découvrir les possibilités d'emploi. Mais ce patronage, que nous retrouvons florissant hors de nos frontières, sait-on qu'il est d'origine française, que la première société d'aide aux jeunes détenus fut celle du département de la Seine, créée en 1833 ?

A la différence, cependant, du régime de la liberté surveillée, nous ne pensons pas qu'il soit opportun d'imposer le patronage aux libérés adultes. L'assistance doit revêtir le caractère d'une haute faveur et non d'une contrainte, sinon on arriverait à faire prendre en aversion une institution qui ne peut fonctionner avec fruit, que si elle est basée sur une confiance et un bon vouloir réciproque » (42). Il faudrait ne pas rechercher inutilement ceux qui se seraient soustraits à la surveillance de leur guide, éviter toute inquisition et c'est, précisément, en cas de récidive qu'il serait fait état de leur attitude.

En effet, quand un individu précédemment condamné serait, à nouveau, jugé pour un délit postérieur à sa libération, le tribunal pourrait trouver dans le dossier central criminel de l'inculpé, outre les documents dont nous avons déjà parlé, un rapport du visiteur de prisons donnant une appréciation d'ensemble sur la réaction du détenu à l'occasion des leçons de morale dont il aurait été l'objet pendant sa précédente peine. Plus utile encore serait la lecture du dossier de patronage, composé des notes adressées par le délégué à la surveillance à la société centrale. On y trouverait la relation de l'effort tenté pour reclasser le libéré, l'attitude de celui-ci en présence de cette sollicitude, sa persévérance dans la voie indiquée, son application chez l'employeur, puis les diver-

(42) Cavallier, *De l'organisation des moyens de prévenir le récidive par la surveillance*, p. 174.

ses circonstances ayant mis un terme au patronage : abandon de l'emploi, soustraction volontaire à la surveillance, etc.

Le tribunal serait, alors, éclairé sur le degré de bonne volonté dont aurait fait montre le récidiviste et si, les deux autres conditions étant par ailleurs réunies, il lui apparaissait, primo que l'individu a fait l'objet d'une tentative sérieuse de reclassement, secundo que cette tentative a échoué par la faute du sujet, il devrait prononcer, en sus de la nouvelle peine, la mesure d'élimination qui placerait désormais la société à l'abri de nouveaux coups.

Ainsi se trouverait organisée la liaison nécessaire entre les circonstances premières qui ont jeté l'homme sur la voie du mal, les conditions de sa première faute, son attitude pendant et après le châtiment, et les éléments du nouveau délit, c'est-à-dire que le débat pénal embrasserait le passé tout entier du prévenu et que la décision de ségrégation en serait l'achèvement.

104. — La plupart des législations étrangères ont laissé à l'appréciation du juge le soin de décider s'il y avait ou non lieu d'ordonner l'élimination d'un récidiviste. Nous estimons que pareille confiance doit être faite à nos tribunaux. Mais si le juge doit se mouvoir à son aise à l'intérieur de chacun des éléments du problème, l'automatisme doit être absolu aussitôt que les facteurs de la ségrégation se trouvent réunis.

Le tribunal devrait avoir à répondre à quatre questions :

1° L'inculpé est-il dans l'état de récidive prévu par la loi ?

2° Son inaptitude à vivre socialement a-t-elle été établie ?

3° Un effort de reclassement a-t-il été tenté en sa faveur ?

4° L'échec de son reclassement lui est-il imputable ?

Si la conviction du tribunal est faite sur les quatre points il ne saurait appartenir au juge de dispenser ensuite le sujet de l'application de la mesure, pour des raisons de faveur ou d'opportunité. Si, au contraire, le tribunal estimait qu'un (ou plusieurs) des critères ne se trouve pas vérifié, il devrait motiver sur ce point sa décision, de telle sorte que tout jugement condamnant un individu susceptible (par le fait qu'il remplit les conditions de la première question) d'encourir l'élimination, devrait porter les motifs retenus par le juge

de première instance pour écarter l'application de la mesure de sûreté. Le ministère public devrait alors, obligatoirement, faire appel.

Quand la cour d'appel, elle-même, renoncerait à ségréger et s'il apparaissait que l'arrêt a pour base la carence du patronage, la chancellerie devrait être informée, afin que puissent être recherchées les causes de cette carence et étudiés les moyens d'y remédier. Ainsi se trouveraient, soudés en un seul bloc, tous les éléments dont la collaboration est indispensable à la lutte contre la récidive : l'administration, les tribunaux, le personnel pénitentiaire, les sociétés charitables.

105. — Il ne saurait être question, une fois achevée la peine correspondant au dernier délit, de ségréger sans exceptions, dans les conditions précisées au chapitre précédent, tous les individus objet d'une décision d'élimination.

Tout d'abord se pose la question de l'âge : les vieillards ne sont pas dangereux; ce qui leur reste de vie à parcourir laisse supposer qu'ils ne continueront pas longtemps à mettre en péril l'ordre social. Si cependant à l'égard de certains individus d'âge avancé il était pris une décision d'élimination, c'est dans un hospice spécial que devrait être leur place, et non pas dans des établissements destinés à refaire des hommes. Des maisons comparables au dépôt de mendicité de Nanterre pourraient, à la rigueur, convenir. Nous ne verrions même que profit à ce que l'âge maximum de la ségrégation en maison cellulaire de redressement, puis le cas échéant en colonie d'élimination, soit fixé à cinquante ou cinquante-cinq ans, afin d'écarter par avance tout ce qui n'est plus que déchet.

Tout au contraire, nous serions porté à être plus attentifs aux ravages de la délinquance précoce. L'âge de l'élimination, actuellement fixé à vingt et un ans pour la relégation, pourrait être ramené à dix-huit ans, étant entendu qu'il s'agirait, alors, non pas de l'âge à l'expiration de la peine, mais de l'âge au jour du délit susceptible d'entraîner la ségrégation. En fait le nombre des éliminés mineurs serait rare, d'une part parce que le tribunal hésiterait à déclarer inapte un être aussi jeune, d'autre part parce que dans les cas les plus graves le sujet aurait été confié, jusqu'à sa majorité, à une colonie de redressement dès le délit précédent.

Il conviendrait d'écarter rigoureusement des maisons spécialisées dans le redressement et l'élimination des récidivistes, tous les êtres qui ne sont que de pitoyables parasites, indésirables certes dans la société libre, mais plus encore, peut-être, dans des organismes de rééducation : mendiants, vagabonds, prostituées, souteneurs, intoxiqués, alcooliques, déséquilibrés et fous. Des établissements spéciaux devraient leur être ouverts, si on ne voulait pas paralyser, par leur présence, le travail difficile tenté à l'égard des êtres normaux.

On pourrait, enfin, discuter de l'inopportunité de mélanger aux Français des récidivistes étrangers dont le rapatriement n'aurait pu être obtenu des autorités de leur pays d'origine. On ne peut, dans ce domaine, que souhaiter la signature de conventions internationales d'échange.

Il faudrait d'ores et déjà ne plus mêler nos éléments coloniaux à ceux de la métropole, car si la peine peut avoir le même moule pour un Arabe et pour un Français, la rééducation du premier est une tentative qui échappe à la sagacité du personnel ordinaire.

106. — L'avant projet de révision du code pénal français prévoit l'application rétroactive des mesures de sûreté à ceux qui ont commis les infractions, rendant légales ces mesures, antérieurement à la loi nouvelle. Lors de la promulgation en Belgique de la loi de défense sociale, il a suffi que la dernière des infractions ait été postérieure à la date de mise en vigueur de la loi, car c'est au dernier fait que celle-ci attachait la sanction.

Ce n'est certes pas un souci excessif des droits du récidiviste qui nous anime, mais pour des raisons pratiques nous estimons que des dispositions organisant un système d'élimination s'apparentant à celui que nous avons décrit, ne sauraient être rétroactives.

Il est d'abord certain que l'application brutale de la mesure, à quiconque a été condamné au moins deux fois, serait impossible car il manquerait un des trois éléments du critère qui s'imposerait au juge : la tentative de reclassement. Tout au plus pourrait-on ségréger les chevaux de retour dès la première récidive suivant leur libération, en organisant immédiatement, en leur faveur, le régime post-pénal de protection qui serait une condition légale de l'élimination,

Mais ce ne serait pas désirable. On découragerait les délégués à la liberté surveillée en les mettant aux prises dès leur adhésion au mouvement social du reclassement avec des êtres déjà entièrement pourris, et on encombrerait les établissements de rééducation et de ségrégation d'une foule de mauvais sujets sur lesquels les méthodes proposées ne sauraient avoir de prise.

Nous pensons que tout individu ayant commis un certain nombre d'infractions antérieurement à la loi devrait faire l'objet d'une mesure spéciale, par exemple d'une incarcération pure et simple dans une maison de force dont le régime serait approprié à son état d'endurcissement. Progressivement ces êtres antisociaux disparaîtraient, écumés au fur et à mesure qu'un tribunal aurait à connaître d'un exploit nouveau, mais surtout taris dans leur source par l'application rapide de la mesure d'élimination à ceux qui auraient tenté de les imiter.

CHAPITRE III

DIFFICULTÉS A RÉSOUDRE AU LIEU DE SÉGRÉGATION

107. — Les problèmes auxquels nous nous sommes heurté jusqu'à maintenant ne présentaient pas des difficultés considérables. Pour montrer quels individus doivent être éliminés, il n'est que de choisir, entre différentes solutions, celle qui nous paraît la plus en harmonie avec le tempérament de notre race; pour prévoir un traitement curatif des récidivistes dans des établissements métropolitains, il n'est que de regarder ce qui se fait autour de nous. Toute autre chose est de prétendre créer une société nouvelle, composée des seuls éléments rejetés par la patrie française en raison de leur inaptitude à vivre correctement parmi leurs semblables.

Partout, en effet, sauf en Australie pendant une quarantaine d'années, ce ne fut qu'échecs dans ce domaine, si bien que l'expatriation coloniale des ségrégés est quasi unanimement considérée comme un mode d'exécution dépassé, périmé. Nous avons dit pourquoi, dans quels cas et après quelles précautions, nous entendions faire appel à ce système, tout en soulignant expressément que dans notre pensée il n'a de commun avec les autres tentatives coloniales que l'éloignement des récidivistes qu'il suppose.

Imaginons donc que sur une terre inhabitée, ou vidée préalablement de sa population, dans une île de préférence, il soit question d'établir et de faire prospérer une colonie de ségrégés venus des prisons de France, après cette lente ascension de classe en classe, suivie d'une mauvaise conduite en liberté surveillée, sur lesquelles nous nous sommes

déjà expliqué. Les obstacles rencontrés, à l'occasion d'une pareille construction, ne manqueraient pas d'être nombreux; nous allons essayer d'en faire objectivement le tour.

SECTION I.

Psychologie des éliminés

108. — Vouloir faire une société avec des êtres antisociaux peut paraître une gageure. On cite l'exemple du bagne, cloaque immonde. « L'enfer du bagne, nous dit M. Péan qui est allé se renseigner sur place, c'est dans l'âme du bagnard qu'il se trouve. Le tortionnaire ce n'est pas le surveillant militaire, souvent critiqué, mais la propre nature du forçat qui le pousse vers le vice dont il est pourtant dégoûté. Les murs qui l'enserrent ne sont pas de pierre, ils sont faits de sa propre chair malade » (43).

Parmi les éliminés du lieu de ségrégation ne se trouveront, ni les délinquants rebelles volontairement vicieux, les « durs », que la maison de redressement aura préalablement retenus dans la maille de ses filets, ni les abouliques incapables d'adopter la courageuse attitude qui leur aurait fait mériter l'expatriation. Ainsi débarrassée de ces deux éléments extrêmes, cette société nouvelle ne saurait être comparée à celle des forçats ou des actuels relégués.

Certes, par l'échec de la tentative d'élargissement surveillé, les exclus auront montré leur inaptitude à vivre parmi les êtres libres. Mais cela signifie-t-il qu'ils soient définitivement inhabiles à s'agréger à un autre groupe humain ? Leur tenue satisfaisante, pendant la période de rééducation dans l'établissement métropolitain, ne sera-t-elle pas la preuve qu'ils peuvent s'adapter dans certaines circonstances ?

Il nous faut rechercher ce que sont ces êtres, où est leur vraie faiblesse, étudier leur caractère, analyser leurs défauts et peut-être les qualités qui leur restent, afin de comprendre quelles règles générales devront être observées dans la création du monde où s'achèvera leur existence.

109. — A la question : que sont-ils ? nous répondrons :

(43) Péan, *Le salut des parias*, p. 49.

ce sont des hommes, « faits du même limon que nous » (44). On a voulu voir en eux des êtres différents des autres, des primitifs, des brutes, des fous ou des sauvages, plus récemment des malades, alors « qu'ils sentent et agissent comme tous ceux de leur classe et de leur milieu » (45). Peut-être n'ont-ils pas clairement conscience d'avoir une âme, mais ils en possèdent une quand même et l'erreur la plus grossière serait de les considérer, soit comme des bêtes auxquelles on dénie la lueur divine, soit comme des individus d'une race singulière.

Plus ostensiblement on se comporte envers eux comme avec des êtres normaux et plus on diminue l'empreinte des tendances opposées. Ils sont comme ces enfants, qu'il est bon souvent de traiter en hommes pour faire cesser les caprices dus à l'état embryonnaire de leur raison. Et puisque ce sont des hommes et qu'on entend les prendre en considération comme tels, il faut les aimer et le leur montrer. « Pour moi, a dit un de ceux qui les a le mieux connus et le mieux compris, tant que nos conceptions pénitenciaires seront sorties de la haine, aucune croisade vraiment efficace ne pourra être entreprise contre la récidive criminelle » (46).

Ici, le devoir de la société est de se souvenir de leurs actes nuisibles; là-bas, ce sera au contraire de pardonner en bloc tout ce qui n'appartiendra qu'au passé. Pour que l'éliminé puisse être un homme nouveau vis-à-vis de lui-même, la condition première est qu'il soit préalablement un homme nouveau à l'égard de ses chefs. Déchargé de ses antécédents, dépouillé de sa peau de malfaiteur, jugé désormais sur sa seule conduite présente, l'individu devra être l'objet d'une sollicitude particulière, de la plus chrétienne des charités. Les comprendre, gagner leur confiance pour les élever, c'est donc avant tout un sacerdoce et rien de bon ne pourra jamais être fait si la flamme spirituelle ne brûle pas, ardente, chez ceux qui auront pour mission d'apprendre aux antisociaux de la métropole à se comporter désormais en êtres humains.

(44) Michaux, *Etude sur la question des peines*, Introduction.

(45) E. Garçon, Préface de « Un peu de l'âme des bandits » d'Emile Michon.

(46) Dr Rousseau, *Un médecin au bagne*, p. 261.

110. — Il n'est pas possible de les comprendre si on ne les connaît pas, c'est-à-dire si on n'a pas analysé les causes de l'insuccès de leur reclassement social. Celles-ci varieront sans doute d'un individu à l'autre, mais il existe des traits communs.

D'abord la sensibilité. Contrairement à ce qu'a pu avancer l'école italienne, le récidiviste est un émotif. Les événements produisent en lui des impressions profondes, comme sur un cerveau mal achevé; il est toujours porté à en exagérer l'importance. Sujet comme l'enfant à de dangereuses sautes d'humeur, imaginaire comme lui, il est susceptible de passer sans transition d'un contentement excessif à un abattement sans raison.

C'est cette émotivité qui le rend si accessible aux tentations, car il est aussi impuissant à résister aux suggestions que l'enfant qui a envie d'une chose. Le voici tenté par la propriété d'autrui, les femmes, l'alcool, les stupéfiants, comme l'enfant l'est par tout ce qui est sucré, par tout ce qui brille... Le mobile interne est le même.

Cette docilité aux suggestions est aggravée par une absence, souvent totale, de volonté. Il fuit tout ce qui est pénible, tout ce qui peut causer quelque souffrance, position constamment négative en ce qu'il cherche à esquiver ce qui peut troubler sa quiétude, et non à créer le bien-être par quelque décision réfléchie. Selon la jolie expression rapportée par M. Toulemon (47) : il n'est pas le « capitaine de son âme ».

Réfléchir d'ailleurs n'est pas son fort. Le récidiviste est un esprit léger, attaché à l'immédiat, qui ne voit pas les conséquences lointaines de ses actes ou qui préfère s'en détourner pour ne pas avoir à régler sur elles sa conduite.

Par dessus tout c'est un instable, trait général qui rassemble et résume tous les autres. Voici un exemple vécu de cette instabilité : Un individu d'une quarantaine d'années, titulaire d'une demi-douzaine de condamnations, après avoir connu dans son jeune âge la maison de correction, sollicite avec un repentir sincère et un désir certain de ne plus

(47) Toulemon, *Le progrès des institutions pénales*, p. 197.

retomber, une place dans la culture. Il se met au travail avec ardeur, en quelques semaines un jardin potager de dimensions importantes naît de son seul effort. Tôt levé, courageux à la besogne, il ne tarde pas à déclarer qu'il est satisfait de son sort, fier de son œuvre. On peut le croire sauvé. Non, car le lendemain même de ce jour de triomphe, il est pris de « cafard », quelques paroles malicieuses d'un camarade de travail suffisent à le décourager et le voilà, abandonnant là sa bêche, qui déserte, incapable, malgré les adjurations dont il est l'objet, d'attendre seulement les quelques heures nécessaires pour qu'on lui ait procuré une autre place. On trouve dans cette attitude à la fois l'émotivité exagérée dont nous parlions tout à l'heure et l'absence de réflexion quant aux conséquences de la décision. Ici provoqué par une moquerie, ailleurs par une observation du patron, le résultat est constant : l'obstacle le plus sérieux au reclassement du récidiviste, c'est son impuissance à se réprimer, à se contraindre.

Notons que cette attitude n'est pas spéciale au délinquant; que de nombreuses personnes honnêtes ne sont pas, comme lui, *raisonnables*, c'est-à-dire aptes à dominer par leur raison leurs instincts; que chez les femmes notamment on trouve fréquemment, à cause même de leur plus grande sensibilité, une propension plus forte que chez les hommes à agir sous l'empire d'une impulsion; qu'en réalité ce défaut d'équilibre existe plus ou moins chez tous les humains, mais affecte une forme aiguë chez le délinquant habituel.

Si l'on veut bien admettre que pareille déraison a sa source dans un manque d'éducation de la volonté, on conviendra avec nous que le récidiviste est principalement un sujet non éduqué. C'est l'image sans beauté d'un adolescent qui a poussé à sa guise, monstruosité d'un être qui a l'apparence physique d'un homme et dont le cerveau est resté aussi fruste que celui d'un enfant. Quand on se penche sur ces individus, qu'on les voit tout ignorer de la vie, la nécessité de l'effort, le respect du droit d'autrui, la résistance aux tentations, alors qu'ils savent pourtant lire, écrire et compter, on en arrive à se demander par quelle aberration mentale on a pu s'attacher à ceci et négliger cela, distinguer entre ce qui devait être la tâche du maître d'école et le rôle du chef de famille, omettre de faire suppléer par le pre-

mier à la carence du second dans tous les cas où celle-ci se manifestait avec évidence.

Ces hommes, que la société aura dû repousser comme des parias, seront donc, principalement, des têtes incultes, de grands enfants fantasques. Si leur élimination a été précoce, il sera temps encore de les enseigner, mais il faudra se résigner à subir plus ou moins leur défaut d'équilibre et à en tenir compte dans l'organisation de leur société.

111. — Mettons en harmonie avec leur psychologie spéciale l'attitude à adopter à leur égard. Sur de tels caractères l'esprit d'imitation a une emprise toute naturelle. C'est un fait qui a été maintes fois constaté (48). La plus grande valeur devra donc être attachée à l'exemple, à la fois pour réprimer vite et fort ce qui risque de constituer un fâcheux modèle et pour exalter au contraire ce qu'il est désirable de voir imiter.

Tout comme les êtres incomplètement formés, les récidivistes sont des fanfarons. A les croire ils savent tout faire, sont très habiles dans leur profession, ont des relations importantes; ils cherchent constamment à éblouir leurs semblables afin d'augmenter leur prestige et se créer une certaine notoriété qui leur sert d'excitant. Leur exaltation est toute verbale et les récits d'exploits imaginaires sont la principale conversation des hommes actuellement réunis par trois dans les cellules. (Nous avons même recueilli, d'un d'entre eux, cet aveu spontané qu'il ne pouvait résister au désir, quand il se trouvait avec des camarades, de se livrer à un acte interdit afin d'étonner les autres par sa hardiesse). Il serait alors maladroit de paraître mettre en doute leurs allégations, car par la flatterie on peut obtenir d'eux ce qu'ils n'accorderont jamais à la critique. Dans une société uniquement composée de ces éléments, il sera nécessaire d'entretenir le prestige de chacun et de s'associer, avec complaisance, à l'admiration que des individus aussi primitifs auront pour les plus audacieux. C'est donc généreusement que devront être distribués titres, récompenses, décorations. C'est, en outre, à leur propre jeu qu'il faudra prendre les vantards en faisant valoir publiquement leur force et en

(48) Lire notamment Lauvergne, *Les forçats*, p. 35 et suivantes.

exigeant d'eux, par contre, qu'ils se montrent à la hauteur de leur réputation.

Autre trait : Il faut ne rien connaître des détenus pour s'imaginer qu'on peut trouver en eux, à quelques rares exceptions près, le repentir de leur acte. Déjà, au tribunal, leurs aveux ne paraissent que réticents, motivés par l'insistance de leur avocat, par leur désir d'en finir, parce qu'ils ne peuvent faire autrement, ou parce qu'ils espèrent provoquer l'indulgence du juge. (Même les délinquants primaires ergotent, ne consentent pas à perdre la face. Le repentir sincère est un sentiment purement religieux, très difficile à atteindre et qu'on ne peut rencontrer que chez des âmes d'élite). Encore pendant l'exécution de la peine les délinquants plaident non coupable, refusant la paternité morale de leur geste, rejetant la faute sur d'autres. C'est tout le monde qui a eu tort sauf eux, la victime très souvent, le gendarme qui n'avait pas assisté au début de la scène ou qui a été partial, la justice qui a exagéré l'importance de l'acte... Les plus chevronnés en arrivent à se prétendre le jouet du malheur — le peuple a le goût de ces superstitions tristes — parce qu'ils confondent facilement les circonstances ayant entraîné le délit avec le délit lui-même.

L'un d'eux qui avait volé une bicyclette nous exprimait son regret *d'avoir eu, ce soir là, l'idée de descendre chez le mastroquet chercher une bouteille de vin*, car il n'aurait pas songé au vol si la bicyclette ne s'était pas imposée à son attention.

Un autre, auquel on reprochait d'avoir emporté une voiturette qui lui avait été prêtée seulement pour transporter ses bagages à la gare, accusait le chef de gare de lui avoir dit qu'en raison de ses dimensions réduites ce véhicule pouvait, à la rigueur, être conservé avec soi dans le compartiment. (Ainsi était venue la suggestion du délit).

Le regret de ces hommes affecte l'enchaînement des faits, mais jamais leur propre absence de sens moral et pour cause : on ne peut regretter que ce qu'on a connu.

Nous nous sommes parfois efforcé de provoquer le repentir en apitoyant le délinquant sur sa victime, en insistant, par exemple, sur la déception du volé, qui pouvait avoir eu de la peine à acquérir l'objet dérobé. Le sujet manifeste, en

général, plus de gêne, se retranche fréquemment derrière l'intensité du besoin qu'il avait de la chose volée. Certains vont plus loin, comme celui qui ne nous a pas caché « qu'il avait été lui aussi quatre fois volé *et qu'il n'avait pas fait tant d'histoires* ». Cette conception, en quelque sorte circulaire, de la propriété, est plus répandue qu'on pourrait le croire.

De ces observations, il faut déduire que l'éliminé ne se frappera jamais la poitrine et, qu'en aucun cas, il ne faudra essayer de lui faire admettre, d'une part qu'il s'est mal conduit pendant sa vie en liberté (ce serait désormais sans intérêt), d'autre part qu'il est un être dangereux pour les autres hommes. La nécessité sera absolue de considérer le passé comme mort, de n'en parler jamais et de traiter, en apparence, chacun des ségrégés comme la victime pitoyable d'un sort qui était réservé à d'autres, plus mauvais que lui.

Un autre élément de la psychologie du récidiviste, c'est l'absence de confiance dans la société. Or il est impossible de faire quoi que ce soit avec des êtres menés en un lieu par la contrainte et décidés à y rester passifs. C'est pourquoi l'assimilation volontaire doit être recherchée préalablement à la déportation. Pour cela, il faut que l'envoi en ségrégation soit désiré comme une récompense, longuement sollicité, difficilement obtenu, qu'aient été patiemment expliquées aux internés des maisons métropolitaines de redressement les conditions indispensables au succès de la société créée pour eux. Conférences, projections cinématographiques, devront entretenir parmi les prisonniers le désir ardent d'être admis à la vie nouvelle. Ce ne sera d'ailleurs pas le plus difficile, si on tient compte de leur vivacité d'imagination.

C'est une raison de plus pour que les libérés, réinternés à la suite de l'échec de leur élargissement contrôlé (parmi lesquels, seulement, on pourrait recruter les futurs colons), retournent à l'étape cellulaire, comme nous l'avons proposé en examinant le fonctionnement des établissements de redressement, et non pas au groupe de confiance où leur bien-être relatif ne pourrait être que de courte durée. La propagande pour la ségrégation en liberté se ferait parmi des individus incarcérés pour toujours, vivant en cellule, et dont la seule espérance pourrait être l'admission au groupe intermédiaire

du travail en commun. Alors on verrait arriver à la colonie non pas des rétifs ni des résignés, mais des hommes contents d'avoir pu substituer à l'internement sans issue, les espérances d'une vie active et toutes mesures devraient être prises pour que, dès le départ des côtes françaises, le ségrégué ait le sentiment de ce changement de situation.

112. — La vie devra être organisée au lieu de ségrégation en vue de contrecarrer les penchants les plus fréquents.

C'est ainsi qu'ont peut souvent reprocher au délinquant d'être un paresseux, encore que les sujets choisis dans les établissements de la métropole aient dû préalablement faire montre de leurs qualités de courage et d'activité. Il est évident que le travail devra être la règle absolue, le fronton du temple, et que, sous prétexte de laisser à l'éliminé une liberté relative, on ne devra jamais admettre qu'il puisse rester continuellement inoccupé.

On se plaint, à la Guyane, que les relégués n'ont pas de métier. Mais a-t-on essayé de leur en apprendre un ? C'est pendant le séjour dans les maisons françaises de redressement que le récidiviste devra avoir fait son apprentissage, de telle manière qu'il soit apte, dès son arrivée, à cultiver la terre ou à se rendre utile dans les travaux les plus indispensables à une société en voie de création (terrassements, constructions, etc...).

Pour prévenir d'avance tout ravage de l'alcoolisme, il n'est que d'interdire sur le territoire de la colonie l'importation, la fabrication et la consommation des alcools de toutes sortes. Si les forçats usent si facilement du tafia, c'est, peut-être, que le climat oblige à leur en distribuer, mais, bien plus, parce que la population civile leur en vend. En admettant même que les colons s'ingénient à trouver quelque moyen de tourner la loi, il ne semble pas extrêmement difficile de déjouer leurs ruses.

Ces hommes aiment la liberté ? En existe-t-il qui ne l'aiment pas ? Il faudra la leur accorder aussi complète que possible, dans toute la mesure compatible avec le maintien de l'ordre. Il n'est que deux prétentions auxquelles il ne sera jamais possible d'accéder : Le droit à l'oisiveté et la faculté de retourner dans la métropole.

L'immense majorité des éliminés seront des voleurs. Leur

défaut le plus apparent résidera en l'absence de respect pour la propriété d'autrui. C'est là que la lutte devra être la plus active. Par quels moyens la mener ?

D'abord par l'instruction morale commencée dès la prison française. On reste souvent étonné de l'impression que font les arguments les plus simples sur ces esprits grossiers, comme si les notions primaires les plus élémentaires, celle de l'honnêteté, par exemple, ne leur avaient jamais été expliquées. Il faut inlassablement refaire cette instruction civique que le maître de jadis a peut-être négligé, leur montrer les raisons pour lesquelles la société interdit le vol, car la plupart n'en ont aucune idée.

Plus encore, il faut détruire l'auréole du voleur, car il en est pour qui l'appropriation furtive du bien d'autrui est un signe d'audace.

Tout en persévérant dans la diffusion permanente du catéchisme civique, il conviendra, parallèlement, et de diminuer l'intérêt que présente le vol en assurant les besoins essentiels et, surtout, d'en reprimer les manifestations avec une rigueur impitoyable.

Mais ces êtres n'ont pas que des défauts. Aussi mal ébauchée que puisse être leur nature, ils se trouvent tous d'accord sur une règle commune faite d'un sentiment d'honneur dont il faut apprécier toute la fierté. On a souvent parlé de *la loi du milieu* qui interdit principalement la délation. Il serait vain d'en nier les mérites, et, bien loin d'étouffer ces germes de sens moral, il sera habile d'en développer les aspects, de se servir de cette base, souvent solide, pour construire une conscience d'honnête homme.

Nous avons souvent admiré l'aide que se portent mutuellement les individus enfermés ensemble dans une cellule (on y trouve quelque chose de la bonté et du désintéressement du peuple), et cette entente tacite entre les prisonniers sur le respect dû à la gamelle des camarades. Cependant, il y a un certain mérite à ne pas toucher au morceau de pain du voisin quand on a soi-même l'estomac qui crie famine. Or, dans les prisons, les vols de nourriture entre détenus sont très rares et sévèrement châtiés. C'est ainsi qu'un nègre, qui avait transgressé cette règle, a d'abord été rudement corrigé par ses co-détenus, avant d'être l'objet d'une sanction disciplinaire de

la part du directeur. Et il fallait voir avec quel mépris un récidiviste de menus vols nous parlait de ce manquement à la convenance !

Comme le dit le docteur Rousseau, « Il est hors de doute que le milieu pénal a une conscience commune qui approuve ou désapprouve les actes qui lui paraissent conformes ou contraires à ses règles et que cette conscience a sa morale (49) ».

Que cette morale soit différente de la nôtre, c'est possible, sans être certain; mais que nous n'en tenions pas compte, ce serait une faute. Il conviendra donc de respecter ce que les éliminés respectent eux aussi, de rapprocher leur morale et la nôtre, afin que l'endosmose devienne possible, et qu'en faisant un pas vers eux, nous les entraînions à en faire plusieurs vers nous.

Il est ainsi un souvenir qui paraît être resté intact dans la plupart de ces cœurs, c'est celui de leur mère; ne voit-on pas quels avantages on pourrait en tirer ?

Résumons-nous : La mentalité particulière des êtres qui se sont vautrés dans le vice et dans le délit semble, à beaucoup, un obstacle insurmontable à l'organisation d'une société destinée à assurer leur redressement. Un tel pessimisme n'est pas justifié et les plus inébranlables sceptiques conviendraient de leur erreur, s'ils se donnaient la peine de mieux faire la connaissance de cette pitoyable humanité, tristement qualifiée « gibier de prisons ».

SECTION II.

Organisation

113. — Nous avons dit combien nous paraissent justes les mobiles généreux qui animaient, à l'origine, le législateur de 1885. Nous avons montré comment l'administration s'était avérée incapable de se hisser au niveau de conceptions aussi humaines et quelle détestable application elle avait faite d'un texte, par ailleurs imparfait. Peut-on dire qu'a déjà échoué ce que nous proposons de réaliser, alors qu'on n'en a jamais

(49) Dr Rousseau, *Un médecin au bagne*, p. 243.

tenté l'expérience ? Puisque l'essai calédonien n'a pas été poussé dans des conditions satisfaisantes, il faut reprendre la question à sa base, recommencer en tenant compte des erreurs commises, car la réussite est rarement un sommet qu'on atteint d'un coup d'aile; c'est un continuuel effort vers le mieux.

Mais il serait naïf de s'imaginer que la transportation a, en elle-même, une vertu régénératrice et que le reclassement d'un délinquant peut résulter du seul fait de son implantation dans un pays neuf. Tout sera fonction de l'organisation locale. Le concept pénitentiaire qui dominera l'expérience, et la loi qui en précisera les conditions, ne seront que des éléments secondaires en comparaison du facteur primordial : l'application.

Actuellement, il existe un lieu, dans le monde, où l'on a réussi à grouper des condamnés, tout en rendant supportable leur ségrégation. C'est aux îles Andaman, rochers perdus du golfe de Bengale, où les Anglais font surveiller seize à vingt mille déportés de couleur (50). Il ne s'agit pas, il est vrai, de récidivistes, mais de criminels purgeant leur peine et de condamnés politiques. Organisée à ses débuts par lord Canning et par un spécialiste énergique, le docteur Walker, qui vint s'établir avec un transport d'essai de deux cents prisonniers indous, cette colonie pénale ne reçoit que des individus vigoureux et jugés capables de se redresser par le travail.

Les déportés ont de 18 à 45 ans, et tout le système est fondé sur l'idée d'une amélioration, progressive et méritée, du sort des détenus en fonction de leur zèle. Voici les principales étapes :

Six mois dans une prison cellulaire, pour rendre le sujet docile.

Dix-huit mois en communauté.

Trois mois dans des baraques avec travail extérieur.

Cinq ans de travaux publics, plus faciles et payés.

Après dix ans en tout, l'individu peut obtenir un congé, devenir « Selfsupporter », s'établir dans un domaine ou une plantation et y pourvoir à son entretien par la pratique de

(50) Lire John Hagenbeck, *Au pays du tigre royal*, p. 209 et suiv.

l'agriculture, l'élevage du bétail ou l'exercice d'une profession. Il peut alors se marier ou faire venir sa famille.

Le pénitencier hindou est administré par des condamnés sous la surveillance d'un état-major européen. M. Hagenbeck rapporte que les derniers déportés politiques de 1857 étaient des vieillards habitant de jolis bungalows, entourés de jardins, jouissant d'une complète liberté de mouvements et qui semblaient être depuis longtemps adaptés à leur sort.

Cette heureuse tentative, qui fait écho à l'expérience australienne, nous prouve que rien n'est impossible dans ce domaine, si l'organisation est à la hauteur de l'idée. Il faut donc prévoir à l'avance le cadre dans lequel s'inscrira la vie des éliminés. Le Parlement de 1885 s'en était remis à une commission pour élaborer les projets de décrets relatifs à l'organisation du régime de la relégation. Pas davantage une commission qu'un parlement ne sont habiles à dépasser le stade des principes généraux. Les solutions de détail ne peuvent être recherchées que par des hommes aux prises, sur place, avec les difficultés journalières. C'est une bataille qu'il conviendrait de livrer et à juste titre on se méfie des stratégies en chambre.

Toutefois, où le législateur ne doit pas s'aventurer, car il engage derrière lui le sort tout entier de l'entreprise, nous voudrions aller comme ces tirailleurs qui n'exposent qu'eux-mêmes, quelques critiques qu'une telle présomption doive nous attirer, dans le dessein arrêté de faire le tour complet du problème et de mettre à nu toutes les difficultés dont la route est parsemée.

114. — Voici d'abord quels sont, à nos yeux, les principes moteurs qui doivent diriger l'expérience :

En ce qui a trait aux buts, dans l'ordre d'importance dégressif :

1° La création d'un milieu rendant supportable, aux assujettis, leur élimination définitive;

2° La recherche de l'amendement du plus grand nombre;

3° L'équilibre des dépenses par des recettes correspondantes, afin que l'essai coûte le moins cher possible.

En ce qui concerne les moyens :

Faire appel à la dignité humaine.

Susciter l'intérêt de l'individu.

Dans les prisons, « tout semble destiné à mécaniser le prisonnier, qu'on réduit à l'état d'automate inconscient », fait remarquer Lonbroso (51). Régularité d'une vie quasi monastique, promenades en file indienne, absence de souci au sujet de la subsistance du lendemain, etc... Si au début il résiste à cette discipline contraire à sa nature, peu à peu, il s'y abandonne et cesse de se considérer comme un homme, c'est-à-dire essentiellement comme un être doué d'une énergie propre, apte à choisir ce qu'il mange, ce qu'il porte, l'activité à laquelle il se consacre, son heure de lever ou de coucher, etc... Voilà comment finit de s'évader chez un détenu le respect de sa personne.

Lui rendre le sentiment de sa dignité, c'est au contraire l'élever à ses propres yeux et lui donner conscience que sa volonté est souveraine sur son corps. On ne pourra y parvenir qu'en écartant, du mieux, tout ce qui est collectif et tient de la psychologie du troupeau, pour y substituer un mode d'existence propre à développer la nature particulière de chacun.

Ainsi, à Merxplas, on permet aux détenus d'arranger leur cellule à leur goût; certaines sont ornées de fleurs, de rideaux à la fenêtre, de dessins ou de tableaux. De même, au lieu de ségrégation il faudrait repousser tout mode de logement en commun, baraque, chambrée ou dortoir, et y substituer de petites habitations très rudimentaires peut-être, mais individuelles, composées, par exemple, d'une seule salle (assez vaste et comportant assez d'ouvertures, pour rendre possible ultérieurement sa division intérieure en un certain nombre de pièces, selon le désir et les besoins du locataire), et séparées les unes des autres par un espace permettant de prévoir un petit jardin.

Doté d'un « home », l'éliminé devrait porter le costume de son choix et non pas un uniforme, conserver la moustache ou la barbe si cela lui plaisait, n'être connu, tant au travail que sur les registres administratifs que sous son nom et jamais sous un numéro. Dès son arrivée, on lui éviterait tout ce qui serait susceptible de le rejeter dans la masse anonyme et on réveillerait l'instinct d'individualité qui couve en tout être.

(51) Lombroso, *Le crime, causes et remèdes*, p. 402.

Mais celui-ci, où qu'il soit, ne peut trouver quelque satisfaction à vivre qu'en passionnant son intelligence à la recherche du mieux. C'est ce désir d'un avantage qui donne un sens à son effort et paie sa peine. Tout au contraire, exclusion du travail l'intérêt, c'est aller contre la loi la plus irrésistible et c'est cependant ce qui est pratiqué à Cayenne, où le forçat (et avec lui son frère le relégué) n'a d'intérêt à rien (52).

Il serait donc nécessaire, par le genre du travail effectué, par le mode de rémunération, par les vues d'avenir offertes, de susciter au maximum l'ardeur du ségrégué. Pour cela, deux moyens s'imposeraient :

Lier tout avantage à l'existence d'un effort préalable.

Ne jamais estimer qu'un individu est parvenu au fait de ce à quoi il pouvait prétendre.

Nous allons essayer, à propos de l'organisation du travail, de mettre en pratique ces principes généraux.

115. — L'âme de toute société c'est le travail. Les ségrégués ne cesseraient d'avoir les yeux fixés sur l'horizon des mers que si leurs mains étaient occupées. En outre, comme nous l'avouait un prisonnier, « pendant qu'on travaille, on ne pense pas à mal faire ». L'obligation de plier son corps à une besogne journalière devrait donc être la règle la plus élémentaire.

En contre-partie, l'Etat devrait fournir, sans limite, du travail, plus encore là qu'ailleurs, afin que le mot « chômage », ce terme impie, n'ait plus de sens.

Il ne saurait être question de donner un but de colonisation à cette activité, l'intérêt de la colonie n'étant pas toujours conciliable avec celui d'une entreprise avant tout pénitentiaire (53). C'est dire que l'organisation du travail viserait principalement la satisfaction et l'amélioration des hommes et ensuite la mise en valeur du lieu.

Cependant, tout effort inutile serait exclu, non pas en raison de l'absence de profit, mais parcequ'il décourage le travailleur.

Il ne faudrait jamais *occuper* les colons comme on le fait parfois au bagne. M^{re} Mircille Maroger raconte que

(52) Avis d'un ancien gouverneur de la Guyane. Cité par Danam, *Cayenne*, p. 293.

(53) Voir plus haut, n° 47 *in fine*,

lorsqu'il n'y a rien à faire, on ordonne aux forçats d'arracher l'herbe, brin par brin, autour des cases, geste qu'il faut recommencer huit jours après, alors qu'avec de l'eau salée on aurait fait plus vite et mieux (54).

Le besoin le plus impérieux étant la satisfaction de la faim, c'est dès cette étape qu'il conviendrait de distinguer l'énergique du paresseux. En nourrissant gratuitement, on ne marque pas cette différence; le menu restant le même pour tout le monde, on risque d'ôter tout courage aux meilleurs. De plus, des gens rétribués par la nourriture qu'ils reçoivent ne se montrent jamais satisfaits, car ils l'estiment toujours inférieure à l'intensité de leur travail. Enfin, c'est dégrader l'homme que de lui montrer qu'il ne peine que pour manger.

Les intéressés préféreraient toucher un salaire, lequel pourrait être en rapport avec leurs aptitudes, et dont ils auraient la libre disposition. Si une tâche minimum leur était imposée et si, au delà de cette tâche, il leur était offert des travaux supplémentaires bien payés, les colons commenceraient par faire, rapidement et de bon cœur, leur besogne, pour améliorer ensuite leur sort.

On ne pourrait tolérer les fainéants et comme il ne saurait être question de les tuer, ni de les laisser mourir de faim, on devrait organiser, à leur intention, un régime strict, comportant l'usage du cachot (au pain sec et à l'eau) ou de la pompe à bras dont nous avons déjà parlé. Un choix judicieux, dans les établissements métropolitains, joint à une sévérité exemplaire sur ce chapitre, au lieu de séjour, devraient avoir raison de la paresse.

La rétribution du ségrégué avec de l'argent offre cependant un inconvénient sur lequel M. Péan a insisté dans ses deux ouvrages sur le bagne (55). L'argent est la clé des évasions et, dans leur obsession de s'enfuir, les forçats vendent tout pour se procurer la somme nécessaire. En admettant que le lieu de ségrégation ait été choisi de telle manière que ces évasions soient difficiles, il n'en resterait pas moins vrai que l'accumulation des gains constituerait un dangereux élé-

(54) Mireille Maroger, *Bagne*, p. 120.

(55) Péan, *Terre de bagne*, p. 65 et *Le salut des parias*, p. 67.

ment de tentation pour les tiers (matelots des navires apportant ou emportant des marchandises, par exemple), qui pourraient faciliter les fuites. Créer une monnaie particulière qui, seule, aurait cours à la colonie où serait par ailleurs absolument interdit, au personnel comme aux colons, l'usage et la détention d'autres devises ? Sans doute, il y aurait bien quelques trafics clandestins, mais l'extrême rareté de la monnaie étrangère au lieu conférerait à celle-ci une valeur locale considérable, sans rapport avec sa valeur réelle hors du lieu. Celui qui préparerait une évasion devrait, de ce fait, payer par un prix très élevé (un effort très long) une somme si ridicule qu'elle ne tenterait pas des aides éventuels et ne procurerait, hors de la colonie, aucun des avantages indispensables pour mettre le projet à exécution (par exemple le prix de la traversée).

Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu de prohiber tout envoi d'argent de la métropole. Le ségrégué devrait arriver sans un sou en poche, et n'attendre la transformation de son existence que de son seul travail. Ainsi se trouverait réalisée une égalité d'origine qui répondrait au besoin de justice, plus fortement ancré chez ces êtres que chez les hommes raisonnables de la mère patrie. Les ponts une fois coupés avec la situation sociale de jadis, l'avenir serait fonction de l'attitude nouvelle.

Quelle forme prendrait cet avenir, sinon l'accession méritée à la mise en concession, récompense des meilleurs ? Le système appelle quelques observations. Le décret de 1878, qui avait prévu l'octroi de concessions aux forçats, précisait que cet avantage serait gratuit. Le concessionnaire recevait un terrain à défricher, où il devait ensuite construire une maison d'habitation, et pour attendre la première récolte, on lui fournissait des vivres pendant trente mois. Cette combinaison imprudente incitait trop souvent à fainéanter pendant ce laps de temps, quitte à réintégrer le camp central à la fin de ces vacances.

Le décret du 18 janvier 1895 avait apporté, sur ce point, quelques remèdes, en décidant que le concessionnaire aurait à payer une rente, que la terre lui serait remise déjà défrichée et que le preneur n'aurait plus droit aux vivres que pendant six mois.

Apparemment, ces précautions ne sont encore pas suffisantes. On ne s'attache qu'à ce qu'on a eu de la peine à acquérir. Le colon devrait payer sa concession, ou du moins verser une somme qui, si elle ne représenterait pas le véritable prix de la terre, aurait pour lui toute la valeur d'un grand nombre de journées de travail. De même, il ne faudrait lui attribuer outils, semences, engrais, vivres que contre paiement.

Bien entendu, on lui interdirait d'aliéner, d'hypothéquer, d'affermir sous une forme quelconque sa concession, son droit sur celle-ci ne pouvant logiquement s'apparenter à aucun de ceux prévus par le code civil. Il s'agirait plutôt d'une pure attribution administrative essentiellement révocable. A cet égard, les causes de révocation du décret du 18 janvier 1895 pourraient être retenues : condamnation, évasion ou tentative d'évasion, défaut de paiement de la rente annuelle, inconduite, indiscipline, défaut de culture des terres, infraction à certaines obligations considérées comme essentielles (résidence, interdiction d'aliéner, etc...).

Notons toutefois que la concession ne prospérerait que si, d'une part, l'administration était constamment prête à acheter toutes les récoltes, quelle qu'en puisse être l'importance, et si, d'autre part, on s'efforçait de créer une famille autour de l'éliminé. Nous reviendrons sur ce second point. Quant au premier, ce que l'Armée du Salut a fait au prix de quelles difficultés pour vendre en France les fruits de ses installations charitables de Guyane, doit être d'une grande simplicité pour une administration relevant de l'Etat.

Un autre obstacle à vaincre, dans ce domaine, serait l'origine urbaine plus que paysanne. On pourrait y remédier par l'éducation professionnelle donnée aux récidivistes, dès les établissements métropolitains, et par la création d'un certain nombre de fonds artisanaux, indispensables à la vie commune.

En fonction de ce qui précède, la vie pourrait être conçue de la façon suivante :

Avant l'arrivée des premiers récidivistes, il ne serait prévu que le minimum indispensable au lancement de l'expérience pour assurer nourriture, gîte et discipline : recherche de l'eau potable, construction d'un bâtiment administratif, des

logements individuels, correspondant au nombre des colons attendus, d'un hôpital, des locaux disciplinaires, des magasins à vivre, etc... Rien n'imposerait, en effet, que tout absolument soit l'œuvre des arrivants, mais ces derniers ne prendraient un véritable intérêt à l'entreprise que si naissait de leur effort l'accession progressive à un certain confort rappelant celui des pays quittés.

Pendant une première période, tous les hommes seraient occupés à des travaux publics, dirigés et payés par l'administration, sur des chantiers indispensables, à la fois pour la mise en état de la colonie (construction de routes, de logements pour les gens du prochain convoi, création d'un port, etc...), et pour la mise en culture des terrains propices, afin d'assurer le plus tôt possible l'utilisation des ressources locales.

Le ségrégé vivrait en pleine liberté sur le territoire de la colonie ne devant, tout comme un salarié de la métropole, qu'un certain nombre d'heures de travail par jour. Il habiterait son logement individuel, où il lui serait loisible d'employer le reste de son temps et les journées de repos à cultiver son jardin ou à confectionner un mobilier plus complet que celui, très rudimentaire, dont on aurait préalablement garni sa case.

Payé, mais non nourri, il prendrait ses repas à des cantines installées par l'administration, soit à proximité du lieu de travail, soit près des habitations. Là, pas de menu collectif. Il mangerait au prorata de ses ressources. Des magasins généraux, également tenus par l'administration, mettrait, dans les mêmes conditions, à sa disposition, tout ce qui pourrait lui être utile, notamment des vêtements. Enfin, à bas prix, il lui serait vendu semences, outils, animaux reproducteurs, lui permettant de mettre en valeur son petit domaine. (Pour les dresser à ces genres de travaux, apprécier leurs qualités et aussi leur bonne volonté, c'est à un mode d'existence de ce type que les récidivistes auraient pu être entraînés dans la division de confiance des établissements métropolitains.)

On opérerait une retenue sur les salaires, afin de constituer un pécule individuel, car pour quitter les chantiers publics et travailler pour son propre compte, sur une concession

agricole ou dans une entreprise artisanale, il faudrait réunir trois conditions :

1° Capitaliser un pécule d'une importance déterminée, dont il serait fait abandon à l'administration en échange de la concession ou de l'atelier;

2° Avoir personnellement économisé sur les salaires reçus une somme correspondant au prix d'un semestre de nourriture. Cette somme, remise à l'administration, se transformerait en un crédit sur la cantine d'un nombre égal de repas. Ainsi le concessionnaire aurait-il sa subsistance assurée jusqu'aux premiers gains *tout en payant lui-même sa nourriture*.

3° Etre choisi par l'administration en raison des bonnes notes méritées, tant au point de vue travail, qualités professionnelles, que discipline.

A partir de la deuxième année, le concessionnaire ou l'artisan devrait payer à l'administration une rente annuelle, dont le taux, d'abord faible, s'élèverait à mesure que l'exploitation prendrait plus d'importance.

Deuxième période : Alors que sur le territoire de la colonie un certain nombre de ségrégés auraient été admis à travailler à leur propre compte, les arrivants seraient obligatoirement occupés sur les chantiers publics afin de juger leurs aptitudes. Postérieurement et sans conditions de péculs ou d'économies, il pourrait leur être accordé la faveur de louer leurs services à un particulier, les travaux publics continuant à utiliser en outre ceux qui n'auraient pas obtenu le droit de travailler ailleurs et ceux qui n'auraient pas sollicité cette autorisation.

Dès lors, le salarié, dispensé du travail au chantier, débattrait librement avec son employeur les conditions de sa rétribution (salaire et nourriture). Sauf dérogation, il continuerait à habiter sa maison personnelle. Sur son salaire, le patron retiendrait le pourcentage destiné à constituer le pécule, versé à l'administration.

Pour éviter que placement individuel ne devienne synonyme de paresse et de désordre, tout concessionnaire qui désirerait embaucher un aide indiquerait exactement sa destination; un contrôle permanent s'exercerait sur la présence et l'activité du salarié hors chantier; l'administration con-

serverait le droit de révoquer l'autorisation accordée, même si l'employeur se déclarait satisfait de son employé. En sens contraire, il ne pourrait être refusé à l'intéressé qui le demanderait de réintégrer les travaux publics, puisque le droit au travail serait un des Evangiles de la colonie. Si un patron se séparait d'un salarié, il avertirait l'administration en vue de la réincorporation de l'ouvrier aux chantiers communs.

On sauvegarderait au maximum les règles en usage dans la métropole tout en permettant à l'administration des interventions efficaces que l'Etat ne peut imposer, ici, à des êtres libres. Ainsi se créerait cette armature solide qui manque sur le territoire métropolitain pour contenir des sujets dont la faiblesse de caractère est incompatible avec le libéralisme des états modernes.

116. — Des conclusions identiques s'imposent en ce qui concerne l'ambiance. Certes, la liberté des ségrégés devrait être complète. Mais il faudrait forger un climat moral favorable à leur reclassement, essayer, tout en les laissant agir à leur guise de guider leurs pensées. Pour atténuer en eux le regret de leur exil définitif, on agirait avec beaucoup de psychologie, on les intéresserait au développement de l'entreprise, on limiterait l'arrivée des nouvelles de France, sans perdre de vue que les éliminés ne pourraient oublier que si, autour d'eux, administrateurs, gardiens, fonctionnaires, paraissaient en faire autant. C'est la colonie toute entière qui devrait cesser d'être tendue, comme les bras d'un enfant, vers la patrie lointaine. Voit-on à quel degré de perspicacité devraient atteindre ceux qui se consacraient à cette mission (56) ?

Ils n'éviteraient l'atmosphère du bagne qu'en instruisant moralement les individus éliminés. Mais en cela des conférences communes obligatoires ne sauraient remplacer l'action individuelle commencée dans les prisons françaises, poursuivie inlassablement sur place par des religieux volontairement expatriés. Lectures judicieusement choisies, journal dont la rédaction s'inspirerait de l'effort direct de rédemption, le cinéma même, pourraient heureusement contribuer à créer une ambiance favorable. Et ceci nous conduit à

(56) Ceci fera l'objet d'une étude à la section IV de ce chapitre.

parler, aussi, des divertissements du colon dont il ne faut pas mésestimer l'importance, surtout quand on a affaire à des êtres jeunes de caractère. C'est la récréation qui rend supportable à l'enfant le monotone défilé des jours de classe, c'est l'attente du jeudi, du dimanche, des vacances ! Et qui soutiendrait qu'il n'en est jamais de même pour l'homme ?

Toutefois, le choix des plaisirs devrait être particulièrement circonspect. Ainsi serait-il bon d'interdire les jeux d'argent et de développer la pratique des sports (en excluant les plus violents comme la boxe). L'esprit d'équipe est un stimulant qui a des effets au delà du jeu, non seulement pour ceux qui participent à une compétition, mais pour les spectateurs qui vibrent à l'unisson des acteurs. La radiophonie, la musique, le théâtre, si souvent utilisés à l'avilissement de l'âme humaine, constitueraient autant de fluides susceptibles d'imprégner la conscience du sujet (57).

Bien entendu, il ne pourrait être question de tolérer l'ouverture de cabarets.

117. — Une des tâches les plus délicates serait la distribution de la justice. Il n'est pas douteux qu'à l'oubli du passé du récidiviste devrait s'opposer la plus extrême rigueur à l'égard des délits nouveaux, nécessité dans un monde où l'esprit d'imitation, tel un vent toujours prêt à se lever, soufflerait plus facilement encore dans le sens du mal que dans celui du bien. Ainsi pensait Phillip.

Les crimes de sang seraient probablement très rares, car ils ont à l'origine la passion, et la surveillance constante dont la vie des ségrégés ferait l'objet, permettrait de déceler la naissance du germe criminel avant qu'il ait eu le temps de grandir. Les convicts sont restés huit ans sans commettre un meurtre (58), et les seuls assassinats connus à la Guyane sont la suite de règlements de comptes ou d'affaires d'homosexualité entre forçats, deux meurtres seulement de surveillants militaires étant à déplorer pour toute la période de 1905 à 1925 (59). La rareté du crime est encore notée par M. Mirande (60).

(57) Sur les distractions des prisonniers, lire Belym, *Revue dr. pénal et crimin.*, 1935, p. 622.

(58) Teisseire, *Du principe de la Transportation*, p. 119.

(59) M^e Mireille Maroger, *Bagne*, p. 112.

(60) Mirande, *Criminopolis*, p. 108.

Il pourrait y avoir de nombreux délits si la répression ne se montrait pas prompte et énergique.

Il est facile de comprendre qu'on ne saurait appliquer, dans une société aussi particulière, les méthodes pénales en honneur dans les pays libres. Telle manière d'être que la loi ne punit pas ici, la paresse par exemple, constituerait un délit là-bas. Par contre, bien des brutalités ou des violences, insultes ou menaces, réprimées en France, n'entraîneraient logiquement que des admonestations. Le code des incriminations devrait donc être différent du nôtre et celui des peines présenter des divergences encore plus grandes. Les châtiments disciplinaires rudes, afflictifs et surtout immédiats et publics seraient alors reconnus justes par l'opinion, et par cela même, acceptés par le coupable.

Au lieu de régner par la crainte, il vaudrait mieux associer les colons au respect de la loi commune. D'où l'obligation de distinguer entre les faits répréhensibles qui ne porteraient atteinte qu'à la discipline nécessaire, délits que les ségrégés se refuseraient toujours à considérer comme graves (paresse, rébellion, insolence, tentative d'évasion, etc...), et ceux qui mettraient en cause le développement même de la colonie (vol, pillage, destruction de récoltes, etc...). Les premiers ne devraient être assimilés qu'à des infractions disciplinaires relevant de l'autorité seule du directeur et se traduisant par des punitions de l'ordre de celles qui sont infligées aux soldats (travail forcé et privation de nourriture pour la paresse, salle de police, consigne chez soi, et suppression d'avantages communément autorisés, dans les autres cas).

Tout au contraire, les délits ayant porté atteinte à la personne, à l'honneur ou à la propriété d'un autre colon, relèveraient d'un tribunal, où viendraient juger aux côtés du directeur les égaux du prévenu, des ségrégés choisis par voie de tirage au sort parmi les meilleurs. Comme dans l'institution du jury ces profanes ne se prononceraient que sur la culpabilité du délinquant et notamment sur l'imputabilité des faits. Une fois le délit caractérisé, il appartiendrait au coupable de lire lui-même, dans la loi, la sentence correspondant au jugement de ses pairs.

La peine de mort serait attachée à toute atteinte à la vie d'autrui et la bastonnade châtierait le voleur.

*
* *

Voici l'esquisse — combien imparfaite ! — d'un régime pénitentiaire applicable aux individus envoyés en ségrégation. A ceux qui auraient tendance à n'y voir qu'utopie nous ferons observer que l'absence de confiance dans le relèvement des hommes punis n'a pas donné des résultats si satisfaisants qu'on puisse exclure à priori toute méthode nouvelle.

SECTION III.

Constitution des familles

Nous nous trouvons, ici, en présence du problème le plus difficile à résoudre : Faut-il admettre des femmes au lieu de ségrégation ?

La question a deux aspects : Il s'agit, d'une part, de savoir comment on évitera la sodomie, plaie hideuse des bagnes, et d'autre part d'envisager sous quelle forme et par quels moyens pourront être créés des foyers, cellules vivantes de toute société.

118. — L'homosexualité est un vice abject qui détruit tout sur son passage : morale, dignité, énergie. Pire que la lèpre qui ne s'en prend qu'à la chair, elle s'attaque aussi à l'esprit, et après elle il n'y a plus que des cadavres. Or, elle a tendance à naître partout où sont rassemblée des hommes seuls, parfois dans les hôpitaux (61), mais plus sûrement dans les prisons où les êtres sont trop dégradés pour lui résister. On la déplorait sur les galères royales (62), plus tard dans les bagnes métropolitains (63). Ces mœurs contre nature rongent nos établissements pénitentiaires, aussi bien chez les femmes (64) que chez les hommes.

Mais ce qui est plus grave encore, c'est que ceux qui s'y livrent ne les ont pas toujours acceptées. Le viol est le sort courant des nouveaux arrivés. Le fait était déjà affirmé, dès 1909, par M. Béranger (65). On le trouve rapporté dans tous

(61) Charpentier, *Bulletin soc. gén. des prisons*, 1909, p. 656.

(62) et (63) Declareuil, *Les systèmes de transportation*, p. 138.

(64) Boucart, *Les dessous des prisons de femmes*, p. 193.

(65) *Bulletin soc. gén. des prisons*, 1909, p. 656.

les récits sur le bagne, sans qu'aucune voix se soit élevée pour en contredire l'exactitude.

Pour débrider l'abcès, nous citons du reportage d'Albert Londres, ce passage qu'aucun être humain ne peut lire sans honte (66) :

« J'avais rencontré la dernière victime de Faugibier sur un chantier de la route, un jeune homme de vingt-deux ans, propre jusqu'ici.

— Ah ! Ce fut rapide ! me dit-il.

Faugibier se glisse un soir sous mon marabout, me met une main sur la nuque, la point de son couteau sur le ventre et me dit « t'es bath ». Je voulus me dégager.

— « Si tu bouges j'appuie ». Et il ajouta : « Tu seras mon septième mort ».

C'est, par ailleurs, un inspecteur des colonies qui affirme (67) avoir vu de jeunes transportés supplier, en pleurant, le directeur de les soustraire à ces contacts ignominieux et de les faire échapper, coûte que coûte, même par une mise en cellule, aux sollicitations accompagnées de menaces dont ils étaient l'objet.

Si on veut bien tenir compte qu'il ne s'agit pas là de faits isolés, que le docteur Rousseau, bien placé pour porter un jugement exact, évalue à 30 % le nombre des détenus qui ne pratiquent pas ce vice (68), on apprécie l'épouvantable gravité du mal, car si la société a bien le droit de jeter en prison un homme, de lui couper le cou ou de l'expédier aux antipodes, elle est indiscutablement coupable quand elle le livre aux tortures de ses compagnons.

Il vaudrait donc mieux renoncer tout de suite à la création d'une colonie pénale pour les ségrégés, que d'aborder ce problème sexuel sans la volonté de le résoudre.

La sodomie, si nous en croyons le docteur Rousseau, est beaucoup plus la conséquence des conditions de la vie pénale qu'un vice inhérent aux mauvais instincts des forçats.

Quels remèdes proposer ?

L'absence d'excitants, d'alcool notamment, d'images suggestives est un palliatif efficace quand il s'agit d'individus

(66) Londres, *Dante n'avait rien vu*, p. 126.

(67) Henri, *La transportation en Guyane française*, p. 47.

(68) Dr Rousseau, *Un médecin au bagne*, p. 208 et suivantes.

maîtres d'eux-mêmes. Nous avons interrogé là-dessus plusieurs prisonniers revenant d'Allemagne. Ils nous ont tous assuré que l'homosexualité ne sévissait pas dans les camps. Mais on ne peut comparer à l'admirable tenue morale de nos chers absents, le degré moyen de respect de soi-même dont il est possible de faire crédit à ceux dont le manque de volonté s'est manifesté dans d'autres domaines.

Le traitement médical est-il possible ? Plusieurs médecins nous ont répondu par la négative. L'instinct sexuel ne peut être endormi chez l'homme bien portant que par des procédés artificiels nécessitant l'emploi de remèdes à dose massive. Or, l'utilisation de telles doses dépasse le but poursuivi et plonge le sujet dans un état de prostration qui le rend inapte à toute activité. On se sert bien du bromure dans certaines prisons de femmes, mais c'est pour dompter des rebelles en proie à des crises d'hystérie.

Le remède chirurgical existe. C'est la castration. Stérilisation et castration sont apparues pour la première fois dans certains états américains (notamment en 1907 dans l'Indiana) et sont pratiquées actuellement en Allemagne et au Danemark à l'encontre des délinquants dangereux par leurs instincts sexuels.

Mais la première n'a pour objet que d'empêcher l'individu de procréer. Elle ne le prive donc que de la potentia generandi et laisse subsister en lui le désir sexuel. La castration, au contraire, répond au but recherché. Toutefois, nous y voyons des objections d'ordre physiologique et d'ordre moral.

Dans le premier domaine, M. Béraud nous rapporte des observations que n'hésitent pas à confirmer généralement les milieux médicaux (69). La castration, ayant pour conséquence l'ablation des testicules, est une intervention dangereuse pour la vie du patient. Elle détruit son harmonie physique et mentale. Chez beaucoup de castrés l'on rencontre des altérations du caractère qui ont pour cause le trouble apporté dans les fonctions des glandes endocrines. On a observé aussi des phénomènes propres à l'épilepsie ou à la schizophrénie.

L'objection d'ordre moral est encore plus forte. Non seu-

(69) Béraud, *Les mesures de sûreté en droit allemand*, p. 263.

lement la castration forcée est une négation flagrante du droit de disposer de soi-même, droit sur lequel il n'est pas permis au législateur d'empiéter, mais elle se heurte au cinquième commandement de Dieu : « Tu ne tueras point », car l'Eglise assimile tuer et mutiler, c'est-à-dire toute violence contre l'intégrité du corps. Ce corps est, en effet, une partie de la personne; or la personne est en elle-même une fin et jamais un moyen. On ne saurait donc, chrétiennement, se prémunir par le bistouri contre des atteintes éventuelles à la morale.

Reste le moyen normal, la satisfaction naturelle du besoin sexuel.

« Nous sommes de chair; que la doctrine ne soit pas toute d'esprit », dit un auteur qui s'est occupé de ce problème pour les prisonniers. « Les règles qu'édictent les législateurs sont erronées si elles ne sont pas adaptées à celles de la nature » (70).

Le procédé le plus simple consisterait à tolérer la présence de prostituées en des maisons closes. C'est le remède que proposait Francis Doré pour les soldats des sections disciplinaires (71). Bien qu'il puisse paraître très immoral de voir l'Etat organiser, sinon gérer, des lieux de débauche, ce moyen est infiniment moins scabreux que les scandales sur lesquels il faudrait fermer hypocritement les yeux si aucune solution n'était retenue.

119. — Mais si ce palliatif est susceptible de résoudre une des difficultés du problème posé, il est sans valeur pour l'autre : la création de foyers.

Or la famille est le levain sans lequel le pain ne serait que pierre, quelle que soit l'adresse du boulanger. Il est inutile d'insister beaucoup sur l'influence moralisatrice du foyer, tous les auteurs étant d'accord sur la présence efficace de l'enfant et sur le rôle primordial de la femme, dont M. Mimande disait (72) :

(70) Article Julio Altmann Smythe, *Revista de criminologia psiquiatria y medicina legal*, Buenos-Aires, mai-juin 1931, p. 340.

(71) Francis Doré, *Albert Londres n'a rien vu*, p. 174.

(72) Mimande, *Nos colonies pénitentiaires*, p. 27 (conférence à la société normande de géographie).

« Beaucoup plus impressionnable que l'homme, beaucoup plus simple d'esprit et, sous beaucoup de rapports, plus clairvoyante, dès que son instinct peut se manifester librement, il la pousse vers sa destinée naturelle et reprend son cours comme une rivière dont on aurait détourné les eaux. »

Constatons, en outre, qu'il est à peu près impossible de transformer en colons les ségrégés, si on ne donne à leur ferme une fermière. Nécessaire sur le plan moral, car l'isolement est une condition contre nature (73), la femme est indispensable sur le plan économique. Comme le fait remarquer M. Péan en parlant des libérés de la Guyane : « Pourquoi voulez-vous qu'ils travaillent ? La nécessité de pourvoir à l'entretien de l'existence quotidienne n'est pas un levier suffisant... Il faut autre chose que du terrain pour induire un homme à travailler; il lui faut un but, un intérêt, l'espérance d'un avenir meilleur » (74).

Un éliminé, mis en famille sur une concession, pourra s'attacher à son sort nouveau, il verra le but; isolé, il ne tardera pas à se décourager et préférera vite le retour aux chantiers publics, où il sera du moins en compagnie.

Ces considérations, dans le passé, n'ont échappé à personne. Toutefois c'est la réalisation pratique des mises en ménages qui présente de lourds écueils.

L'essai a été tenté, avec succès, en Australie, puis à la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane. Or, les témoins de ces dernières expériences ne sont pas d'accord sur la qualité des résultats. M. Mimande se montre relativement satisfait, le docteur Nicomède l'est moins.

En 1885, il y avait dans le pénitencier de Bourail 264 ménages de forçats (75) :

160	provenaient d'unions	entre des transportés
16	—	entre transportés et femmes libres
43	—	déjà contractées en France (familles volontairement expatriées)
45	—	avec des femmes venues des maisons centrales pour rejoindre leur mari.

(73) Sur les dangers de l'état d'isolement pour un libéré, voir article Bekaert au *Rechtskundig Weekblad*, 1936, p. 1147.

(74) Péan, *Le salut des parias*, p. 87.

(75) Dr Nicomède, *Un coin de la colonisation pénale*, p. 38.

En 1888, il existait 360 ménages à la Nouvelle-Calédonie et 128 à la Guyane (76).

En ce qui concerne ce dernier pays, les premières femmes avaient été choisies parmi des jeunes filles purgeant dans les maisons centrales des peines pour infanticide (77), également parmi des femmes arabes, pour les condamnés nord-africains (78). Un journaliste a pu, assez récemment, interroger une des dernières femmes ayant subi, sur les bords du Maroni, la peine de la relégation. C'est une ancienne prostituée, reléguée à la suite de vols. Elle a ainsi résumé sa vie conjugale (79) : « En 1892(à peine dix-huit mois après mon arrivée, je me suis mariée avec un concessionnaire arabe de Saint-Maurice. Saint-Maurice était à cette époque-là encore plus malsain que maintenant. Eh bien, on a travaillé, on vendait au marché, on n'était pas trop malheureux. Cela a duré huit ans. Mon mari est mort des fièvres. Je me suis remariée, cette fois avec un Parisien. Il avait une concession forestière dans la brousse. Je suis restée avec lui trente ans, jusqu'à sa mort. »

Dans les ménages ainsi formés il paraît que les maris prostituaient leur femme; mais cela tenait-il en définitive à la mentalité des intéressés ou à l'énorme disproportion des sexes ?

120. — S'il fallait trouver des compagnes pour les ségrégés, dans quelles conditions pourrait-on renouveler l'expérience ?

La première solution qui se présente à l'esprit est le mariage entre sujets éliminés des deux sexes, comme cela a été principalement pratiqué dans les expériences citées plus haut. Mais on ne peut résoudre ainsi la question, car le nombre des femmes exportées serait infiniment plus faible que celui des hommes.

En effet, on estime en général que la criminalité féminine est six fois moindre que celle de l'homme. Voici d'ailleurs quelques chiffres extraits de la statistique pénitentiaire :

(76) Teisseire, *Le principe de la transportation*, p. 150.

(77) Mury, *Les Jésuites à Cayenne*, p. 177.

(78) *Bulletin soc. gén. des prisons*, 1882, p. 300.

(79) Danam, *Cayenne*, p. 274.

Effectif des prisons françaises

En 1929	18.855 hommes	pour	2.993 femmes
1930	19.223	—	2.864 —
1931	17.699	—	2.708 —
1932	18.500	—	2.431 —

En 1934, ont comparu devant les diverses juridictions répressives 216.000 hommes et 31.000 femmes.

La proportion des femmes condamnées par rapport au total des individus punis des deux sexes, a été de :

15 %	en 1932
12,7 %	en 1934
14 %	en 1935

Au surplus, parmi les détenus, la proportion des récidivistes est nettement plus élevée chez les hommes que chez les femmes. Si, par conséquent, on éliminait dans des conditions légales identiques les récidivistes des deux sexes, le nombre des femmes réunies dans les établissements métropolitains de triage ne serait pas supérieur au dixième du nombre des hommes. Mais alors on ne pourrait tenter d'établir l'équilibre des sexes au lieu de ségrégation, qu'en expatriant la quasi totalité de ces détenues sans condition de choix. Ce serait, vraisemblablement, encore insuffisant et la qualité des ménagères laisserait fortement à désirer.

Un autre inconvénient résulterait de l'âge moyen des éliminées. On a remarqué que la criminalité chez la femme est plus tardive que chez l'homme. (Il a été prétendu que la courbe des délits atteignait son sommet entre 30 et 40 ans chez l'un, entre 21 et 25 ans chez l'autre (80). Les femmes jeunes ont des moyens de se procurer de l'argent dont les hommes ne disposent pas ! Quoi qu'il en soit, on ne saurait bâtir la société des ségrégés en mariant à des jeunes gens des fiancées de dix à quinze ans plus âgées.

Enfin, l'immoralité sexuelle pèserait lourdement sur ces épouses (81), en raison des habitudes contractées dans le passé. Or, si on a pu dire avec quelque exactitude que la

(80) Rozengart, *Le crime*, p. 102.

(81) Sur l'immoralité de la femme criminelle, lire un article de Mlle Kate B. Davis, directrice de la prison des femmes à Bedford, paru dans le *Bull. soc. gén. des prisons* de 1906, p. 237.

femme compte plus que la cellule pour changer les mœurs des hommes, c'est à la condition que les compagnes données à ceux-ci ne soient pas pires que les sujets dont on attend le relèvement. Nous ne nions pas que la femme la plus immonde soit susceptible d'apporter dans l'union la plus vile des tendances moralisatrices quasi maternelles (82), mais nous n'entendons pas, cependant, prendre pour la règle ce qui n'est qu'heureuses exceptions.

On ne peut donc, pour des motifs d'ordre quantitatif et qualitatif compter sur les femmes ségréguées pour organiser la vie familiale des éliminés, et les résultats douteux des essais faits à la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane ont certainement pour cause l'erreur commise sur ce point.

Pour des raisons de même nature, il y aurait également lieu d'écarter l'expatriation des prostituées non criminelles, fléau métropolitain, dans toute la mesure où l'inconduite est un foyer de délit, mais fléau colonial tout autant !

D'autre part, il semble, à première vue, que l'équilibre des sexes pourrait être réalisé en autorisant les déportés à emmener avec eux leur famille. Les Russes l'ont fait pour la Sibérie, nous l'avons tenté dans nos colonies pénitentiaires et M. Feillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, confiait alors à la Société générale des prisons, que les meilleurs ménages ont été ceux déjà formés en France (83).

La mesure présenterait des avantages certains; malheureusement les éliminés ne seraient-ils pas, dans une proportion énorme, des célibataires ? L'âge auquel interviendrait leur ségrégation, le mode habituel de vie des délinquants, l'examen des statistiques étrangères auquel nous renvoyons (voir notamment n° 54 pour la Belgique) sont autant de facteurs qui induisent à ne pas trop compter sur l'apport exceptionnel des épouses légitimes des récidivistes. Leurs compagnes fugitives pousseraient-elles l'abnégation jusqu'à solliciter le départ ? C'est peu probable si l'on tient compte qu'avant d'être désigné pour l'exil colonial l'individu aurait connu une longue attente dans les maisons de la métropole et comme corollaire l'ingratitude du cœur féminin.

(82) Granier, *La femme criminelle*, p. 28.

(83) *Bull. soc. gén. des prisons*, 1897, p. 652.

M. Lèveillé trouvait dans le recrutement de femmes indigènes la solution du problème de la constitution des familles des transportés (84). Il n'est pas certain que ces fiancés soient au goût des intéressés et l'absence de femmes dans les colonies (il y en a une pour cinq, six, et parfois dix hommes) ne faciliterait pas ce recrutement. Des tentatives ont d'ailleurs été faites dans ce sens, et sans succès, auprès d'Algériennes, de Sénégalaises, d'Indo-Chinoises (85).

Nous nous trouvons, en conséquence, dans une impasse, dont l'administration ne pourrait sortir qu'en faisant appel à des procédés extraordinaires.

Le recrutement de volontaires ? Cela coûterait très cher et quelles sont les femmes que l'on racolerait ainsi ? Le secours des orphelinats, des établissements de charité, de l'assistance publique ? La serait peut-être la solution, si l'on admettait que l'Etat, dont le devoir est d'élever à ses frais les enfants abandonnés, conserve par contre, le droit d'orienter selon les nécessités sociales leur destinée. Au surplus, croit-on vraiment que la vie actuellement faite à ces fillettes, toutes jeunes placées comme bonnes dans les fermes, exposées (ou pire) aux convoitises successives du maître, du grand valet, des petits domestiques, soit tellement supérieure à ce que pourrait être là-bas leur existence ? Tout dépendrait principalement de la manière dont il serait procédé. Si, dès leur plus tendre enfance, les petites filles étaient élevées sur place, dans un couvent familial où seraient formées d'honnêtes femmes ; si, par la suite on ne leur imposait pas un mari, si on se bornait à les faire travailler à l'extérieur à partir de l'âge de la puberté, soit pour le compte de l'administration, soit chez des concessionnaires, les couples se formeraient naturellement selon les inclinations et les circonstances et on ne pourrait véritablement reprocher à l'Etat d'avoir fait violence à ces jeunes filles.

Par leur éducation appropriée, elles apporteraient, dans les ménages, le bon esprit dont on est unanime à reconnaître l'heureuse influence possible sur l'ancien mauvais sujet.

L'essentiel, de toutes façons, serait d'assurer un rigoureux

(84) Voir Cor, *Contribution à l'étude des questions coloniales*, p. 84.

(85) Voir notamment Brouilhet, *De la transportation*, p. 52 et 151.

équilibre des sexes, quitte à retarder, à suspendre ou à arrêter les éliminations masculines, si on ne pouvait introduire à la colonie de ségrégation un nombre égal de femmes. Il conviendrait, bien entendu, de traquer la prostitution, d'éviter autant que possible l'union libre en accordant assez d'avantages aux foyers réguliers pour que les couples aient intérêt à se marier et d'être particulièrement sévère pour les abandons de famille.

121. — Pourquoi, s'écriera-t-on, vouloir perpétuer la race de ces hommes, laisser mettre au monde des enfants chargés des tares paternelles, futurs délinquants par atavisme, alors qu'il serait plus simple de cacher, avec pudeur, en quelque fosse profonde, ces déchets dont une société ne peut être fière, de faire oublier leur présence, de laisser se dessécher la mauvaise graine, loin du sol où elle est susceptible de germer ? Parce qu'au delà de l'élimination nous voulons la régénération, parce que le délinquant reste, toujours pour nous, un homme ; parce que nous comptons sur la bonne terre, sur la jeune pousse fragile, pour avoir raison du mauvais instinct de l'auteur, enfin parce que nous n'avons pas peur de ce mot : *l'hérédité*.

Ce sont les écoles positivistes et socialistes (Ferri, Garofalo, notamment) qui ont le plus contribué à répandre cette erreur que l'enfant est héritier des vices de ses ascendants et que l'hérédité psychologique n'est qu'un cas de l'hérédité physiologique. Il est tout de même piquant de voir ceux-là même qui nient la doctrine du péché originel comme un dogme absurde à croire, lui substituer une tare originelle héréditaire bien autrement fatale dans ses conséquences !

Il existe indiscutablement une hérédité physique, biologique, mais non pas un atavisme moral. « Les parents, dit M. Rozengart (86) ne peuvent transmettre à leurs enfants que du sang humain, mais non du sang plus ou moins criminel ». Cette fatalité dans l'ordre moral, où se complait l'imagination populaire, amoureuse de tout ce qui lui paraît surnaturel, n'est que le masque d'un manque d'éducation trop réel. Ce qui est à craindre dans le contract du père et du fils, ce n'est pas l'ancienne faute contre les lois humaines,

(86) Rozengart, *Le crime*, p. 36.

dont la commission fut fonction de l'existence de ces lois, mais plutôt l'exemple journallement donné.

Dans son ouvrage sur la matière, M. Escard note que l'hérédité nous lègue indirectement certaines propensions, en ce sens que nous naissons avec des tendances qui facilitent ou contrarient la vertu, mais non pas avec le vice ou la vertu acquise (87). Si les descendants reproduisent les penchants naturels des parents, ils seront tristes ou gais, énergiques ou faibles, actifs ou indolents. Ce serait nier l'influence du milieu que de croire à la transmission d'un défaut qui n'est pas du domaine organique, c'est-à-dire d'ordre absolu, mais du domaine social, par conséquent d'ordre relatif. Les enfants des honnêtes gens ne devraient alors jamais délinquer !

La vérité médicale semble être dans cette observation que le plus souvent ce n'est pas telle couleur, telle forme, qui sont héréditaires dans le corps humain, mais la capacité de réaction des organismes vis-à-vis des diverses circonstances extérieures (88). On y lit la possibilité de contrarier les tendances et par là le rôle principal de l'éducation par opposition à la prépondérance très secondaire de l'atavisme.

Beethoven n'était-il pas fils d'ivrogne à *delirium tremens* et Goethe frère d'idiot ?

D'ailleurs, les faits sont là pour nous convaincre : à la Nouvelle Calédonie, on élevait, dans une ferme-école (à Néméara), les enfants issus du mariage des condamnés. Au bout de vingt années, aucun d'eux n'avait été poursuivi devant le tribunal correctionnel (89).

La question se pose, par contre, de rechercher s'il vaudrait mieux laisser le petit être dans sa famille ou le faire éduquer dans un établissement collectif, en vue de le soustraire à l'influence trop prépondérante du père. Il ne pourrait y avoir de règle absolue; cela dépendant à la fois de l'attitude de ce dernier et des qualités de la mère. Il est certain que les attributs de la puissance paternelle ne sauraient investir aussi pleinement un ségrégé qu'un homme libre et que l'administration devrait pouvoir disposer des enfants dans la mesure où le retrait familial — total ou partiel — lui paraîtrait la condition nécessaire à la bonne éducation de ceux-ci.

(87) Escard, *Education et hérédité*, p. 15.

(88) Guyénot, *L'hérédité*, p. 16.

(89) Lire *Bull. Soc. gén. des prisons*, 1909, p. 500.

La solution la plus favorable consisterait peut-être à confier le mineur à ses parents, pour que son action bienfaisante se manifeste auprès de l'ancien condamné, tout en lui imposant des obligations scolaires assez absorbantes, afin qu'il reste sous l'influence morale de ses maîtres.

122. — Que deviendraient les familles ainsi constituées, quand par exemple les enfants seraient devenus des hommes ou quand le condamné, qui en était le chef, serait décédé ?

Pour assurer une sécurité suffisante aux intéressés, on pourrait, comme le fait déjà le décret du 18 janvier 1895 pour les concessions accordées aux forçats, donner à la famille coloniale un droit exclusif sur la succession coloniale de l'éliminé. Le droit à la concession, essentiellement précaire du vivant du concessionnaire, serait, alors, consolidé sur la tête des héritiers, le cas échéant, par l'attribution en pleine propriété. Ainsi l'effort du ségrégé prendrait un sens, sans qu'une faveur trop hâtive puisse gêner l'administration dans ses rapports avec un individu qui, toute sa vie durant, resterait pour elle, de toutes façons, en état de dépendance.

En ce qui concerne le droit de quitter la colonie, il paraît impossible, avons-nous-vu, de le reconnaître sans inconvénients à l'ancien condamné. Il conviendrait d'associer sa compagne à cet établissement perpétuel, tout au moins jusqu'au décès du mari. L'intérêt colonial serait de retenir les filles, afin d'assurer naturellement l'équilibre des sexes dans l'avenir, tout en excluant, pour les mêmes raisons, les garçons. Peut-être faudrait-il, sauf décès du chef de famille, interdire en principe aux enfants de quitter le lieu de ségrégation, et faire exception à cette règle pour les engagements militaires, parallèlement toute la population scolaire étant éduquée en vue de développer la vocation de soldat chez les fils des éliminés.

Malgré ces précautions, un certain nombre de ces jeunes gens se fixeraient dans la colonie et y prendraient femme parmi les filles des condamnés. Or ces ménages, de souche honnête des deux côtés, toléreraient mal l'arrivée d'éléments nouveaux provenant des établissements pénitentiaires de la métropole. Au surplus, il risquerait de se créer très vite deux classes de population, dont nous avons dit que l'anta-

gonisme était nuisible au succès de l'entreprise. C'est pourquoi, au bout d'une période d'environ quarante ans, il faudrait nécessairement débarquer ailleurs les récidivistes et recommencer là l'expérience, à moins qu'une formule nouvelle de ségrégation ne se soit imposée entre temps.

SECTION IV.

Personnel de surveillance, de rééducation et de direction

123. — Il est facile de fixer théoriquement quel devrait être le genre de vie d'individus éloignés de la métropole en raison de leurs condamnations. Mais mener à bien, sur place, cette œuvre considérable serait une autre affaire ! En fait, c'est du zèle du personnel chargé de l'exécution que dépendrait la réussite ou l'échec. « En cette matière, les lois ne valent que par l'esprit dans lequel elles sont appliquées (90).

Voit-on ces hommes surveillés par des garde-chiourmes semblables à ceux qui entourent les forçats à la Guyane ? Que de reproches n'a-t-on pas adressés à ces fonctionnaires, comme s'ils étaient personnellement responsables du défaut de rapport entre leurs aptitudes et le métier dont on les charge ! Pour eux, le rôle du surveillant, c'est avant tout d'empêcher les évasions, et il faut bien reconnaître qu'il y a une large part de vérité dans cette conception. Les voilà davantage dans l'erreur quand ils s'imaginent être tenus de faire expier au condamné ses fautes passées, sentiment élémentaire qu'on ne peut être surpris de trouver chez des gens très frustes. Enfin, ce sont leurs chefs, bien plus qu'eux qui sont coupables d'autres attitudes qu'on leur prête, notamment le défaut de sobriété et la pratique d'un malhonnête trafic avec les forçats. D'ailleurs, tout cela était en voie de réformation dès avant la récente guerre, et M. Péan nous a dit avoir constaté une amélioration sensible de la qualité du personnel de garde, lors du dernier voyage qu'il fit aux bagnes en janvier 1939.

Il faudrait, au contact des ségrégés, des éléments d'un tout autre ordre. On ne peut faire revivre de bons sentiments chez

(90) Maas Geesteranus, *La réforme pénale en Italie*, p. 123.

d'anciens condamnés qu'en évitant de les traiter avec mépris (91). On serait donc en droit d'exiger du personnel pénitentiaire à la fois du tact, de la conscience, une haute moralité, joints à des connaissances sûres du rôle d'éducateur.

Voici, à titre documentaire, les recommandations faites *il y a deux siècles* au personnel administratif de la colonie anglaise de Pentonville : « Tout fonctionnaire doit exercer son autorité avec énergie, douceur, humanité; s'abstenir à l'égard du détenu de toute voie de fait et de tout langage irritant. Il doit, constamment, se souvenir que l'objet de sa mission, le devoir des employés sous ses ordres, ce n'est pas seulement de faire rigoureusement exécuter les sentences des tribunaux, mais aussi d'inculquer aux condamnés de solides idées morales, de bons principes religieux; de leur faire prendre des habitudes de docilité, d'ordre, de soumission, de bonne conduite... Il faut que toute lueur d'amendement de la part du condamné soit saisie, que tout effort soit secondé, encouragé, récompensé (92). »

Sans doute serait-il excellent — sinon indispensable — de créer en France des écoles de surveillants de prison, comme il en existe en Belgique, à Hoogstraeten et à Forest, où le droit pénal, la science pénitentiaire, l'hygiène et la médecine légale, la sociologie, la psychiâtrie, l'anthropologie criminelle seraient enseignés aux candidats. Mais à quel niveau d'intelligence et de caractère ne faudrait-il pas, alors, élever le recrutement pour que le personnel devienne capable de pratiquer auprès des intéressés une action essentiellement individuelle, tenant à la fois de la pédagogie et de l'apostolat ?

124. — Ne voit-on pas que c'est une tâche particulière que de garder des prisonniers et une autre toute différente que de les instruire et de les relever ? Dans les établissements scolaires, il y a ceux que les élèves appellent « les pions », qu'on ne confond pas avec les professeurs, et nul n'a jamais songé à charger régulièrement de cours les premiers ! Une sentinelle fait un mauvais moraliste, et un éducateur ne saurait être un gendarme !

(91) Lire sur ce point Proal, *Le crime et la peine*, p. 448.

(92) Cité par Ferrus, *De l'expatriation pénitentiaire*, p. 39.

A chacune de ces deux attributions doit correspondre un personnel spécialisé : Des gardiens armés pour maintenir l'ordre, empêcher les évasions, réprimer toute rébellion, et puis des moniteurs pour pétrir ces hommes, éduquer leurs mains et leur cerveau. Le rôle des uns, qui est muet, consiste à profiler sur le ciel la silhouette de leur képi et de leur fusil. Tout le poids du commandement, de l'organisation, de la direction du travail, des rapports multiples avec les ségrégués doit peser sur les autres.

Or, ceux-ci ne peuvent avoir d'autres armes que leur courage et leur grand cœur. On ne gagne pas la confiance des hommes le revolver au poing ou, même, l'étui à la hanche !

Quels seront-ils, ces bâtisseurs de consciences ? Des fonctionnaires ? On peut craindre qu'ils manquent d'audace, qu'ils ne s'élèvent jamais au niveau splendide de leur tâche, qu'ils fassent simplement leur métier en attendant la relève. Il faut davantage. Il faut des hommes qui espèrent de leur effort une autre récompense qu'une solde et une retraite. Le chef d'un gouvernement athée l'a dit lui-même à une époque où cet aveu avait la plus grande valeur dans une telle bouche : « Pour le bagne, il nous faudrait un curé ». Ce pouvait être une boutade chez Albert Sarraut, mais elle exprimait la vérité qui s'impose même à ceux qui ne croient pas. Des religieux — non pas des prêtres, leur sacerdoce leur interdit de faire le cas échéant appel à la force armée — mais des frères, comme dans les écoles chrétiennes, ayant fait vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance, des hommes prêts à faire, à d'autres hommes, pour l'amour du Christ, le don suprême de leur personne, voilà quels devraient être les moniteurs naturels des ségrégués.

Cette idée n'est pas nouvelle. En 1848, il y aura bientôt cent ans, on avait mis comme gardiens des frères des écoles chrétiennes dans un certain nombre de prisons centrales et notamment à Nîmes, à Melun et à Fontevault. Les admirables religieuses au voile bleu ciel, de l'ordre de Marie-Joseph, sont bien toujours dans nos prisons de femmes l'objet d'un tout autre respect que les gardiens civils dans les prisons d'hommes (93).

(93) Sur ce sujet, lire Boucart, *Les dessous des prisons de femmes*, p. 34.

Il ne suffirait donc pas de tolérer dans ce monde nouveau la libre circulation de quelques prêtres, mais, bien au contraire, d'encadrer de frères laboureurs, de frères artisans, de contremaîtres en soutane, la masse des éliminés.

La direction générale, laissée à un religieux ou confiée à un fonctionnaire supérieur, devrait relever de toutes façons du ministère de la Justice et non pas de l'Intérieur, de la Marine ou des Colonies ! Ce n'est pas parce qu'il est aux antipodes qu'un lieu où s'exécute la décision des tribunaux répressifs, doit sortir du giron de l'administration pénitentiaire ! Nulle part mieux que là on ne sent la stérilité d'une réglementation trop étroite et l'obligation de faire confiance au directeur, d'en changer le moins souvent possible et de remplacer instructions et circulaires par des contrôles directs.

SECTION V.

Choix d'un lieu de ségrégation

125. — Nous avons déjà dit pour quelles raisons il nous paraissait indispensable de consacrer à l'élimination des récidivistes un pays inhabité. Si c'était une île, la surveillance de la population déportée se trouverait grandement facilitée, l'utilisation de quelques navires garde-côtes permettant de ne pas recourir à des mesures de précaution plus tracassières (vingt individus seulement se seraient évadés, en dix-huit ans, de la Nouvelle Calédonie).

Dès 1896, M. Garçon avait songé à cette solution, reprise plus tard par M. Cuche (94). « Une île au service de la relégation... Pas d'autres habitants que les relégués et le personnel de garde... (95) ».

Si on admettait ce principe, ne vaudrait-il pas mieux affecter aux ségrégés plusieurs petits îlots, plutôt qu'un vaste territoire susceptible de les contenir tous ? Ainsi pourrait être réalisée une avantageuse sélection, tout en disséminant assez les individus pour n'avoir plus à les craindre. (C'était en tout cas, le point de vue de M. Léveillé. Voir note 32, deu-

(94) Cuche, *Science et législation pénitentiaire*, p. 494.

(95) Voir *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 386.

xième partie). Ils ont besoin de place, bien plus que les êtres sociables. Toute concentration serait difficilement compatible avec leur redressement.

Bien qu'on en ait un jour discuté à la Société générale des prisons (96), sans doute ne serait-il pas possible de trouver près des côtes françaises, l'archipel correspondant aux conditions sus-énoncées. Il coûterait cher d'exproprier et d'expatrier les habitants de l'île de Ré, par exemple ! Et le voisinage de la métropole resterait pour les colons une tentation trop cuisante. D'autre part, la difficulté du contrôle ne constitue pas un argument sérieux à l'encontre du choix d'un territoire éloigné. On met actuellement moins de temps à faire le tour du monde qu'on en devait mettre pour aller de Paris à Lyon il y a quelques siècles.

Si le système d'élimination que nous proposons comportait la déportation immédiate à la colonie de quiconque aurait fait l'objet d'une décision judiciaire de ségrégation, il conviendrait de supputer le nombre annuel des cas où la mesure serait appliquée, afin de calculer le chiffre approximatif de la population pénale expatriée et par voie de conséquence la surface des pays réservés aux récidivistes. Mais précisément, les maisons métropolitaines de redressement, organisme intermédiaire, nous évitent de tels calculs. On pourrait, en effet, ne prélever dans ces établissements que dans la mesure du nombre des places disponibles, en affectant, progressivement et prudemment, des territoires nouveaux à la colonisation pénitentiaire. Là se trouverait encore un des avantages de l'archipel : l'extension successive sur des îlots préalablement adaptés.

126. — Il est évident que nous n'entendons pas rechercher laquelle de nos possessions se prêterait le mieux à l'expérience de la ségrégation des récidivistes. Il nous manque tous les éléments d'appréciation (97).

(96) *Bull. soc. gén. des prisons*, 1909, p. 837.

(97) Lors de la discussion de la loi de 1885 la direction des colonies avait proposé la Guyane, l'île Phu-Quoc, près de la Cochinchine, la Nouvelle-Calédonie et les îles Marquises. Les deux premiers lieux sont à éliminer à cause de la proximité de l'équateur. Le climat est, au contraire, infiniment plus tempéré dans les deux autres. Mais à la Nouvelle-Calédonie il ne saurait être question d'utiliser la grande île, trop vaste et trop peuplée surtout.. Faudrait-il retourner à l'île des Pins ? Choisir l'île Loyalty, assez voisine ? Quant aux Marquises, elles avaient été écar-

127. — La réalisation de tels projets coûterait cher, c'est certain. Mais, une fois dépassé le stade de l'installation, il paraît inadmissible qu'un bon administrateur ne puisse arriver à faire produire à la colonie tout au moins autant qu'elle dépenserait chaque année.

En outre, comme l'avait dit M. Michaux, au congrès de Stockholm : « Rien n'est plus cher que le crime. Par conséquent, sera le plus économique le système qui diminuera le plus la criminalité ».

tées. Aucune d'elles ne comportant une étendue suffisante, il aurait fallu diviser la relégation (déclaration de Félix Faure au Sénat, *J. O.*, 25 octobre 1884, p. 1560), argument qui nous paraît, au contraire, en faveur de ce choix, surtout si on considère que le nombre des ségrégés serait probablement inférieur à celui des relégués, puisque l'expatriation constituerait une récompense.

Composé de onze îles, cet archipel est à peu près inhabité (deux mille habitants en tout, répartis sur six îles). La population, passée de 20.000 à 2.000 âmes en 85 ans, y est, en effet, en voie de disparition, mais pour des causes étrangères à la situation du pays : mœurs dissolues et maladies contagieuses importées par les rares blancs (une trentaine actuellement) qui s'y sont fixés. Le climat est cependant très salubre. L'Européen qui ne fait pas un usage immodéré de l'alcool et qui ne fume pas l'opium y jouit d'une très bonne santé, comme en peut témoigner le grand âge auquel parviennent les quelques missionnaires installés là-bas.

Sans être exceptionnellement riches, les îles se prêtent à la culture, la végétation est abondante dans les vallées, les animaux domestiques ou de basse-cour de la métropole s'y acclimatent parfaitement.

En outre, la rade de Taiohae, dans l'île de Noku-Hiva, est unique dans nos établissements d'Océanie.

CONCLUSION

128. — Une société qui veut vivre ne peut plus tolérer, dans son sein, la présence licencieuse d'individus, dont le comportement et le passé démontrent qu'ils sont à la recherche d'un délit profitable. Il faut se décider à les amender ou à les exclure.

Si le reclassement de ces être est une belle œuvre, malheureusement, dans bien des cas, il sera nécessaire d'éliminer.

Le processus de ségrégation dont nous avons tracé les lignes principales ne nous donne pas toute satisfaction, ne serait-ce qu'en raison du sort pénible auquel il abandonne ceux des éliminés qui, du fait de leur attitude, en resteraient à l'étape métropolitaine; peut-être a-t-il cependant le mérite de débarrasser la France de sa lie plus sûrement que le système actuel, de permettre aux meilleurs de se refaire, dans un pays neuf, une existence nouvelle, et de raffermir d'autant le bras du juge.

Est-ce rechercher la complexité que de prévoir, au delà des maisons spécialisées, telles que les ont créées les pays voisins, une expatriation coloniale pour un petit nombre d'élus ? Qu'on nous pardonne si nous n'avons pas confiance dans les systèmes qui, sous une quelconque de ses formes, ne comptent que sur la prison pour décourager le crime. Nous craignons qu'en limitant la solution à la séquestration des récidivistes, on n'en arrive très vite à ne plus avoir recours du tout à l'élimination des indésirables.

De toutes façons, nous estimons qu'on ne saurait persister à faire appel à la ségrégation coloniale sans l'entourer, au préalable, des mesures de précaution du type de celles que nous avons étudiées.

Quant à la réunion des récidivistes en demi-liberté, peut-on nous reprocher de manquer de réalisme ?

N'oublions pas que les sociétés qui veulent s'inspirer de la lumière divine du christianisme doivent aller de l'avant avec audace, car quiconque soupèse trop les difficultés hésite à entreprendre.

La nature humaine est mauvaise, soit; elle nous décevra bien plus que nous le prévoyons, soit encore; précisément parce que nous n'avons pas une confiance illimitée en elle, voyons large, haut, tâchons de lui en imposer par la majesté de la voûte, pour qu'elle n'ose plus s'absorber pauvrement dans la contemplation de la dalle. Dans une certaine mesure ne devons-nous pas, comme les rois Mages, marcher à l'étoile ?

Vu : *Le Doyen,*

C. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

H. DONNEDIEU de VABRES.

Vu et Permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDER. — *Le criminel et ses juges*. Dijon, 1938.
- ALQUIER (Augustin). — *Les peines privatives de liberté et les mesures de sûreté dans l'avant-projet et le projet de code pénal français*. Thèse, 1934.
- ALTMANN SMYTHE (Julio). — *Revista de criminologia psiquiatria y medicina legal*. Buenos-Aires, mai-juin 1931, p. 340.
- ANDRÉ (Louis). — *La récidive*. Paris, 1892.
- APPERT (Benjamin). — *Bagnes, prisons et criminels*. Paris, 1836.
- AUZIÈS (Célestin). — *Les récidivistes et la loi du 27 mai 1885*. Paris, 1885.
- AYMARD (Camille). — *La profession du crime*. Thèse, Paris, 1906.
- BARBAROUX (Charles). — *De la transportation*. Paris, 1857.
- BARTHÈS. — *Revue pénitentiaire*, 1928, p. 110.
- BECKAERT. — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1936, p. 912.
— *Rechtskundig Weekblad*, 1936, p. 1.147.
- BELYM (Léon). — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1934, p. 249.
- BÉNAC (Charles). — *Des délinquants d'habitude*. Thèse, Toulouse, 1903.
- BENJAMIN (Just-Ernest-Edward). — *La colonisation pénale à la Guyane française*. Thèse médecine, Bordeaux, 1906.
- BÉRAUD (Roger). — *Les mesures de sûreté en droit allemand*. Thèse, Aix, 1937.
— « L'internement de sûreté et son application aux délinquants d'habitude en Allemagne », *Annales de la faculté d'Aix*, 1939.
- BÉRENGER. — *Bulletin de la société générale des prisons*, 1909, p. 656.
- BÉREZOWSKI (Conrad). — « Le code pénal polonais du 11 juillet 1932 », *Revue internationale de droit pénal*, 1932.
- BERTHEAU (Charles). — *De la transportation des récidivistes incorrigibles*. Paris, 1882.
- BERTHOUD (Samuel). — *Crime et péché*. Paris, 1936.
- BERTON (Paul). — *Le code de la relégation et des récidivistes*, Paris, 1887.
- BESSIÈRE (Georges). — *La loi pénale et les délinquants d'habitude incorrigibles*. Thèse, Paris, 1898.

- BLOSSEVILLE (Ernest, marquis de). — *Histoire de la colonisation pénale*. Evreux, 1859.
- BŒUF (François). — *Explication sommaire de la loi de 1885 sur les récidivistes*. Paris, 1886.
- BONZON (Jacques). — *Des horreurs de la relégation*. Paris, 1896.
- BOUCARD (Robert). — *Les dessous des prisons de femmes*. Paris, 1934.
- BOUCHARD (Jean). — *De la réforme de la peine des travaux forcés*. Thèse, Lyon, 1932.
- BOUCLY (Félix). — *De la transportation des condamnés aux travaux forcés*. Thèse, Paris, 1932.
- BOURBEAU (Albert). — *De la récidive et des moyens de la réprimer*. Besançon, 1878.
- BOUTEILLIER (Ellemand). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Poitiers, 1897.
- BRAFFORT (Louis). — *Essai de contribution à l'évolution du droit pénal*. Bruxelles, 1929.
- « Le jury et l'échevinage », *Revue internationale de droit pénal*, 1932, p. 112.
- BRÉSILLION (André). — *De la transportation*. Thèse, Paris, 1899.
- BROUILHET (Francis). — *De la transportation*. Thèse, Paris, 1899.
- BRUYANT (Edmond). — *Etude sur la transportation*. Thèse, Paris, 1889.
- BUFFELAN (Jean). — *La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale*. Thèse, Paris, 1930.
- CAHEN (Roger). — *Le régime pénitentiaire belge et la loi de défense sociale*. Paris, 1936.
- CAHEN FUZIER. — Reclassement et réadaptation des détenus à la vie libre (rapport 1938 à l'union des sociétés de patronage de France).
- CAMERLYNCK (Guillaume). — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Strasbourg, 1933.
- CARREL (Alexis). — *L'homme cet inconnu*. Paris, 1935.
- CASABIANCA (Pierre de). — *Code pénal du royaume d'Italie*. Paris, 1932.
- *Bulletin de la société générale des prisons*, 1930, p. 408.
- CAVALLIER Charles). — *De l'organisation des moyens de prévenir la récidive par la surveillance*. Thèse, Chalon-sur-Saône, 1908.
- CÉNAC (Procureur Général). — *Discours audience solennelle de rentrée*. Montpellier, 2 octobre 1933.
- CHAMBON (Pierre). — *Les mesures de sûreté*. Thèse, Paris, 1925.
- CHARPENTIER. — *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1909, p. 656.
- CHARVEIN. — *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 201.
- CHÉRON (Albert). — *Revue pénitentiaire*, 1910, p. 833.

- CHIRVINDT (E.). — *Les prisons en U.R.S.S.* Paris, 1927.
- COME (Léon). — *La relégation.* Paris, 1894.
- COMMOY (F.). — *La peine de la relégation considérée dans son exécution.* Thèse, Paris, 1898.
- CONSTANTINIDÈS. — *Revue pénitentiaire*, 1926, p. 142.
- CONTI (Ugo). — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1925, p. 1.154.
- COR (Henri). — *Contribution à l'étude des questions coloniales.* Thèse, Paris, 1895.
- CORNIL. — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1930, p. 1.052.
— *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932, p. 11.
- CRAPELET (Henri). — *Des moyens répressifs et préventifs de la récidive.* Thèse, Dijon, 1888.
- CUCHE (Paul). — *La science pénitentiaire.* Grenoble, 1921.
— *Traité de science et de législation pénitentiaire*, Paris, 1905.
— *Rapport sur l'avant-projet du code pénal.* Grenoble, 1932.
— *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 386.
- DAMAS (L.-G.). — *Retour de Guyane.* Paris, 1938.
- DANAN (Alexis). — *Cayenne.* Paris, 1934.
- DAVIS (Kate B.). — *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1906, p. 237.
- DECLAREUIL (Jean). — *Les systèmes de transportation.* Thèse, Toulouse, 1927.
- DELVINCOURT (Augustin). — *La lutte contre la criminalité dans les temps modernes.* Paris, 1907.
- DEPEIGES (Joseph). — *Commentaire de la loi sur les récidivistes.* Paris, 1886.
- DESPORTES (Fernand). — *La récidive.* Paris, 1883.
- DHUR (Jacques). — *Visions de bagné.* Paris, 1925.
- DIEUDONNÉ (Eugène). — *La vie des forçats.* Paris, 1930.
- DONNEDIEU DE VABRES (Henri). — *La justice pénale d'aujourd'hui.* Paris, 1929.
— *Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée.* Paris 1937, supplément 1940.
— *La politique criminelle des états autoritaires,* Paris, 1938.
- DORÉ (Francis). — *Londres n'a rien vu.* Paris, 1930.
- DRAPKINE (Isaac). — *La stérilisation des criminels.* Thèse pour le doctorat en médecine. Paris, 1935.
- DUBOIS. — « Rapport sur l'incorrigibilité ». *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1890, p. 325.
- DU BOYS (Albert). — *Histoire du droit criminel des peuples anciens.* Paris, 1845.
- DUPERTUIS (Paul-Emile). — *Des régimes répressifs spéciaux applicables aux récidivistes.* Thèse, Lausanne, 1902.

- DUPONT (Franz). — *Les degrés de la volonté criminelle et l'état de récidive*. Bruxelles, 1906.
- DURINGE (Alfred). — *Des conditions de la relégation des récidivistes*. Thèse, Lyon, 1887.
- ELLIS (Havelock). — *Etudes de psychologie sexuelle*. Paris, 1934. Traduction Van Gennep.
- ESCARD (Paul). — *Education et hérédité*. Paris, 1900.
- ESCARRA. — *Code pénal de la république de Chine*. Paris, 1930.
- EYQUEM (Albert). — *De la relégation des récidivistes*. Paris, 1889.
- FAUCONNET (Paul). — *La responsabilité. Etude de sociologie*, Paris, 1920.
- FÉRÉ (Charles). — *Dégénérescence et criminalité*. Paris, 1888.
- FERNEX DE MONTGEX (R.). — *Etude sur la récidive*. Chambéry, 1868.
- FERRI (Henri). — *La sociologie criminelle*. Paris, 1893.
- *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1926, p. 1.060.
- *Revue internationale de droit pénal*, 1926, p. 208.
- FERRUS (Guillaume). — *De l'expatriation pénitentiaire*. Paris, 1853.
- FEUILLET. — *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 656.
- FLAISSIER (Léon). — *De l'assignation des forçats et des concessions de terres*. Thèse, Paris, 1900.
- FLEURY (Maurice de). — *L'âme du criminel*. Paris, 1898.
- FOÏNITSKY (Yvan). — *La transportation russe et anglaise*. Paris, 1895.
- FOURÈS (Gérard). — *Etude sur le projet de loi de défense sociale soumis au parlement belge*. Thèse, Lille, 1929.
- FRANCESCHI (A.). — *De l'organisation locale de la transportation*. Thèse, Laval, 1895.
- FRANCK. — *Revue de science criminelle*, 1937, p. 438.
- FRÉJAVILLE, BRETON ET BERGER-VACHON. — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Alger, 1933.
- GANIÈRE (Emile). — *La transportation dans son mode d'exécution*. Thèse, Paris, 1899.
- GARÇON (Emile). — *Le droit pénal*. Paris, 1922.
- GARÇON (Maurice). — *Les bagnes*. Paris, 1924.
- GAROFALO (Raffaele). — *La criminologie*. Paris, 1888.
- GARRAUD (René). — *La relégation*. Paris, 1886.
- *Traité théorique et pratique de droit pénal français*. Paris, 1898.
- GARRAUD (Pierre). — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Paris, 1933.
- GAY (Albert). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Paris, 1886.
- GEISERT (Henri). — *Le criminel d'habitude : étude anthropologique. Conséquences pénales et sociales*. Thèse pour le doctorat en médecine, Lyon, 1932.

- GIYANOVITCH (Thomas). — *Les problèmes fondamentaux du droit criminel*. Paris, 1929.
- GLOTZ (Gustave). — *La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*. Paris, 1904.
- GOLL (Auguste), SCHROLL (Magda) ET ADIGARD DES GAUTRIES (Jean). — *Code pénal danois*. Paris, 1935.
- GONZALEZ DE LA VEGA (Francisco). — *La réforme des lois pénales au Mexique*. Mexico, 1935.
- GRANIER (Camille). — *La femme criminelle*. Paris, 1906.
- GUILHERMET (Georges). — *Le milieu criminel*. Paris, 1923.
— *Comment devient-on criminel ?*
- GUILLOT (Adolphe). — *Les prisons de Paris*. Paris, 1889.
- GUIMARD (Albert). — *Récidivistes et vagabonds*. Vitry-le-François, 1887.
- GUYÉNOT (Emile). — *L'hérédité*. Paris, 1931.
- HAGENBECK (John). — *Au pays du tigre royal*. Genève, 1929.
- HAUSSONVILLE (d'). — *Revue des deux mondes*, 2 mars 1897.
- HÉNOCQUE. — *La défense sociale contre les délinquants pervers*. Thèse, Paris, 1932.
- HENRI (Edmond). — *De la transportation en Guyane française*. Thèse, Paris, 1912.
- HENRI (André). — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Toulouse, 1933.
- HOUITTE DE LA CHESNAIS (Edouard). — *Les réformes pénales de 1885*. Thèse, Paris, 1898.
- JAMBOIS (Charles). — *Code pratique de la relégation*. Paris, 1886.
- JOLY (Jules-Hippolyte). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Lille, 1887.
- JOLY (Henri). — *Le crime*. Paris, 1888.
— *La France criminelle*. Paris, 1889.
— *Le combat contre le crime*. Paris, 1892.
- KAHN (Paul). — *Le criminel n'est-il qu'un malade social ?* Paris, 1926.
- KANT. — *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit* (traduction Barni), Paris, 1853.
- KAPPENBURG (Gerda). — *Les prisons de femmes*. Paris, 1926.
- KENNY (Courtney Stanhope). — *Esquisse du droit criminel anglais*. Paris, 1921, traduction Paulien.
- KRONAUER (Walter). — « *Der Strafvollzug in der Strafanstalt Witzwill*. Leipzig, 1928.
- KINBERG (Olof). — *Revue internationale de droit pénal*, 1931, p. 154.
- KRYLENKO (N.). — *La politique des soviets en matière criminelle*. Paris, 1927.

- LAGUERRE ET MAGNOL. — *Code de procédure pénale du royaume d'Italie*. Paris, 1934.
- LAMARQUE (Jules de). — *La société moderne et les repris de justice*. Paris, 1875.
- LANDRY (Adolphe). — *La responsabilité pénale*. Paris, 1902.
- LANESSAN (Jean-Louis de). — *La lutte contre le crime*. Paris, 1910.
- LARIQUE (Marius). — *Les hommes punis*. Paris, 1933.
- LAROCHE (Alexandre). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Nancy, 1898.
- LASVIGNES (Jean). — *Les concessions de terres accordées aux transportés, relégués et libérés*. Thèse, Poitiers, 1902.
- LAURENT (Emile). — *Les habitués des prisons de Paris*. Lyon, 1890.
- LAUVERGNE (Hubert). — *Les forçats du bagne de Toulon*. Paris, 1841.
- LE BOUCHER (L.). — *Ce qu'il faut connaître du bagne*. Paris, 1930.
- LEBRET (Jean). — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Aix, 1933.
- LEDOS (Eugène). — *Les criminels et la criminalité*. Paris, 1908.
- LE FÈVRE (Georges). — *Bagnards et chercheurs d'or*. Paris, 1925.
— *Au pays de l'expiation, de l'or et de la fièvre*, article « *Le Journal* », septembre-octobre 1925.
- LÉGAL. — *Revue de Science criminelle*, 1937, p. 617.
- LEGRIN (Albert). — *Les récidivistes*. Paris, 1885.
- LELONG (M.-H.). — *Les dominicaines des prisons*. Tournai, 1936.
- LE MARC'HADOUR (Arthur). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Rennes, 1892.
- LEMKIN. — *Revue pénitentiaire*, 1932, p. 454.
- LEPADATESCU (Mircéa). — *Le fondement du droit de punir*. Thèse, Paris, 1933.
- LEVANCHY (Charles). — *Les mesures de sûreté en droit pénal*. Genève, 1931.
- LEVEILLÉ (Jules). — *La Guyane*. Paris, 1886.
— « *Le Temps* », 18 juin, 4 et 18 juillet, 22 août, 28 septembre, 3 octobre, 9 décembre 1884.
- LIARD COURTOIS. — *Souvenirs du bagne*. Paris, 1903.
— *Après le bagne*. Paris, 1905.
- LOCARD (Edmond). — *Le crime et les criminels*. Paris, 1927.
- LOISELEUR (Auguste). — *Les lois de Manou*. Paris, 1830.
- LOMBROSO (Cesare). — *Le crime, causes et remèdes*. Paris, 1899.
- LONDRES (Albert). — *Au bagne*. Paris, 1923.
— *Dante n'avait rien vu*. Paris, 1924.
- LORULOT (André). — *Crime et société*. Paris, 1923.
- LOUBAT. — « La crise de la répression », *Revue politique et parlementaire*, 1911, p. 434.

- LUCAS (Charles). — *La transportation pénale ou la politique du débarras*. Orléans, 1878.
- *De l'état anormal en France de la répression*. Paris, 1885.
- MAAS GEESTERANUS. — *La réforme pénale en Italie*. Paris, 1929.
- MAGNOL (Joseph). — *Rapport sur l'avant-projet de révision du code pénal français*. Paris, 1934.
- MAGNOL (Joseph) ET DE MOULINS. — *Le code pénal espagnol du 8 septembre 1928*. Paris, 1931.
- MAROGER (Mireille). — *Bagne*. Paris, 1937.
- MAUS (Isidore). — *De la justice pénale. Etude philosophique sur le droit de punir*. Paris, 1891.
- *Actes du congrès d'anthropologie criminelle de Bruxelles*, 1893, p. 192.
- MAXWELL (Joseph). — *Le crime et la société*. Paris, 1909.
- MELCHINE (L.). — *Dans le monde des réprouvés* (traduction Legras). Paris, 1901.
- MENSBRUGGHE. — *La sentence indéterminée et le projet de loi de Vigne*.
- MESCLON (Antoine). — *Comment j'ai subi quinze ans de bagne*. Paris, 1924.
- MICHAUX (Hubert). — *Etude sur la question des peines*. Paris, 1872.
- MICHON (Emile). — *Un peu de l'âme des bandits*. Paris, 1917.
- MIMANDE (Paul). — *Criminopolis*. Paris, 1897.
- *Forçats et proscrits*. Paris, 1897.
- *Nos colonies pénitentiaires*. Conférence à la société normande de géographie, 1907.
- MONCELON (Léon). — *Le bagne et la colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie*. Paris, 1886.
- MONTVALON (Gabriel de). — *Le récidive*. Thèse, Paris, 1897.
- MOREAU (Georges). — *Le monde des prisons*. Paris, 1887.
- MOSSÉ (Armand). — *Les prisons*. Paris, 1926.
- *Variétés pénitentiaires*. Paris, 1931.
- *Revue de science criminelle*, 1937, p. 90.
- MURY (Paul). — *Le Jésuites à Cayenne*. Strasbourg, 1895.
- NICOMÈDE (Gaston, docteur). — *Un coin de la colonisation pénale*. Rochefort-sur-Mer, 1886.
- *La relégation collective à l'île des Pins*. Rochefort-sur-Mer, 1889.
- NIVELLE (L.). — *De la récidive au point de vue pénitentiaire*. Paris, 1882.
- NOTIN (Bernard). — *La prophylaxie criminelle dans les grandes villes*. Thèse médecine, Lyon, 1933.
- OLLIER (Jean). — *Convient-il d'abolir la transportation à la Guyane ?* Thèse, Paris, 1932.

- PAIN (Maurice). — *Colonisation pénale*. Paris, 1898. Préface de Paul Mimande.
- PAULIAT (Louis). — *La politique coloniale sous l'ancien régime*. Paris, 1887.
- PÉAN (Charles). — *Terre de bagne*. Paris, 1933.
— *Le salut des parias*. Paris, 1936.
- PELLA. — *Revue internationale de droit pénal*, 1924, p. 141.
- PERREAU (Bernard). — *Rapport sur l'avant-projet du code pénal*. Caen, 1933.
- PIACENTINI (Mario). — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1933, p. 398.
- PIGON (Léon). — *De la relégation des récidivistes*. Thèse, Paris, 1886.
- PILSUDSKI. — « La psychologie du prisonnier » (*Revue pénitentiaire de Pologne*, année 1929, volume IV).
- PRESSAT (Lucette). — *Bentham criminaliste*. Thèse, Paris, 1920.
- PRINS (Adolphe). — *Criminalité et répression*. Bruxelles, 1886.
— *La défense sociale et les transformations du droit pénal*. Bruxelles, 1910.
- PROAL (Louis). — *Le crime et la peine*. Paris, 1892.
- PRUDHOMME. — *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 1.122.
- PUIBARAUD (Louis). — *Les malfaiteurs de profession*. Paris, 1893.
- RABINOWICZ (Léon). — *Mesures de sûreté*. Paris, 1929.
— *La lutte moderne contre le crime*. Bruxelles, 1930.
- R. P. RAMBAUD. — *Un bagnard*. Paris, 1937.
- Rapports sur l'avant-projet du code pénal*, faculté de Dijon, faculté de Montpellier, faculté de Poitiers, faculté de Rennes.
- REINACH (Joseph). — *Les récidivistes*. Paris, 1882.
- RÉMY (Henri). — *Les principes généraux du code pénal de 1791*. Thèse, Paris, 1910.
- RIAD SHAMS. — *Revue internationale de droit pénal*, 1937, p. 566.
- ROGER. — *Revue pénitentiaire*, 1923-24, p. 309.
- ROLLIN (Louis, docteur). — *Les îles Marquises*. Paris, 1929.
- ROUILLEAULT (Armand). — *La suppression de la transportation*. Thèse, Lyon, 1938.
- ROUSSEAU (Louis). — *Un médecin au bagne*. Paris, 1930.
- ROUX (J.-A.). — *La défense contre le crime. Répression et prévention*. Paris, 1922.
- ROZENGART (Gecel). — *Le crime comme produit social et économique*. Thèse, Paris, 1929.
- RUBBENS. — *Revue internationale de droit pénal*, 1926, p. 185.
- SALDANA. — *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1925, p. 275.
- SALEILLES (Raymond). — *L'individualisation de la peine*. Paris, 1898.

- SALLE (Albert). — *De la déportation et de la relégation en droit romain*. Thèse, Paris, 1886.
- SICARD (Victor). — *Souvenirs de vingt-trois ans de bagne*. Bordeaux.
- SIGHELE (Scipio). — *Littérature et criminalité*. Traduction Adler, Paris, 1908.
- SAPCH. — *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1912, p. 766 et 1913, p. 823.
- STOCKMAR (J.). — « Un sanatorium pénitentiaire », *Bibliothèque universelle et revue suisse*. Lausanne, 1916.
- *Bibliothèque universelle et revue suisse*, 1916, p. 87.
- STOOP. — *Revue internationale de droit pénal*, 1926, p. 116.
- TANOVICÉANU (Nicolas). — *Les mesures de sûreté*. Thèse, Paris, 1934.
- TARDE (G.). — *La criminalité comparée*. Paris, 1886.
- *La philosophie pénale*. Paris, 1890.
- TEISSEIRE (Edouard). — *Du principe de la transportation*. Thèse, Toulouse, 1888.
- THAMAR (Maurice). — *Les peines coloniales et l'expérience guyanaise*. Thèse, Rodez, 1935.
- THELIN (Marc-Henri). — *Nature et régime juridique des mesures de sûreté*. Lausanne, 1931.
- THERY. — *Actes du congrès international d'anthropologie criminelle de Bruxelles*, année 1893, p. 14.
- THONISSEN (J.-J.). — *Du droit criminel des peuples anciens*. Paris, 1869.
- TOULEMON (André). — *Le progrès des institutions pénales*. Paris, 1928.
- TOURNADE. — *Commentaire de la loi sur les récidivistes*. Paris, 1885.
- TOUSSAINT (Louis). — *Société et répression*. Paris, 1936.
- TURQUET DE BEAUREGARD (Jacques). — *Du rôle des magistrats dans l'exécution des mesures de défense sociale*. Thèse, Paris, 1934.
- URTIN (Henri). — *Le fondement de la responsabilité pénale*. Thèse, Aix, 1911.
- VALLÉE (Henri). — *Le droit criminel de Rome à l'époque royale*. Thèse, Caen, 1897.
- VAN CASSEL. — *Transportation et relégation*. Discours à l'audience solennelle de rentrée. Cour de Paris, 1901.
- VANLANDE (René). — *Iles d'enchantement et de mort*. Paris, 1937.
- VERVAECK (Docteur). — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1926, p. 14.
- VIDAL (Georges). — *Principes fondamentaux de la pénalité*. Paris, 1890.
- VIDAL (Georges) et MAGNOL (Joseph). — *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*. Paris, 1935.

VITAL-MAREILLE. — *L'assassinat triomphant*. Paris, 1913.

WALDECK-ROUSSEAU. — *Bulletin de la société générale des prisons*, 1883, p. 74.

WALTER (F.). — *Histoire du droit criminel chez les Romains* (traduction Puquet), Paris.

WILKE. — *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1937, p. 1217.

YVERNÈS. — *De la récidive et des régimes pénitentiaires en Europe*. *Bulletin soc. gén. des prisons*, 1883, p. 319.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

1. Triomphe du délinquant. — 2. La criminalité augmente. — 3. Plus encore la récidive. — 4. Causes : La nocivité du milieu social. — 5. Causes : La distribution de la justice répressive. Insuffisance de la répression. Inutilité et nocuité de l'emprisonnement. Le magistère répressif. — 6. L'absence de politique criminelle. — 7. Etapes d'une politique criminelle : Prévention, Répression, Patronage, Ségrégation. — 8. Plan.

PREMIÈRE PARTIE

JUSTIFICATION DOCTRINALE DE LA SÉGRÉGATION	25
--	----

CHAPITRE I. — LE DROIT DE PUNIR	25
---------------------------------------	----

9. Le code pénal. L'école classique. — 10. Théories antérieures. — 11. L'école positiviste. — 12. Compromis entre les doctrines. — 13. Aspect actuel de la querelle.

CHAPITRE II. — LE DROIT DE SÉGRÉGER	41
---	----

14. Elimination absolue et ségrégation relative. — 15. Critiques anciennes. — 16. Légitimité des mesures de sûreté. — 17. Conflit avec la liberté individuelle. — 18. Légitimité et nécessité de la ségrégation. — 19. Utilité dans l'intérêt du ségrégué. — 20. Résumé.

DEUXIÈME PARTIE

LES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE ET DU DROIT

COMPARÉ 51

CHAPITRE I. — HISTORIQUE DE LA SÉGRÉGATION DES RÉ-
CIDIVISTES 51

21. Généralités. — 22. Les âges les plus reculés. —
23. La Grèce antique. — 24. Rome. — 25. L'ancien
droit. — 26. Tentatives diverses antérieures au XIX^e
siècle. — 27. La transportation anglaise. — 28. La
déportation russe. — 29. Le droit intermédiaire. —
30. La loi de 1854. — 31. Tentatives diverses.

CHAPITRE II. — LA LOI DU 27 MAI 1885 SUR LA RELÉGATION
DES RÉCIDIVISTES 70I. — *Origines et vote de la loi* 70

32. Origines. — 33. Discussion à la chambre des dé-
putés. — 34. Conception première d'une relégation
en liberté. — 35. Critiques de ce système. — 36. Dis-
cussion au sénat.

II. — *Analyse succincte de la loi* 82

37. Analyse de la loi.

III. — *Règlements précisant le régime de la relégation* .. 87

38. Règlements.

IV. — *Exécution de la loi du 27 mai 1885* 92

39. Lieux d'exécution. — 40. Relégation collective. —
41. Relégation individuelle. — 42. Résultats.

V. — *Causes de l'échec de la loi du 27 mai 1885* 106

43. Constatation de l'échec. — 44. L'automatisme. —
45. L'assimilation à la peine des travaux forcés. —
46. La nature du relégué. — 47. La corruption mu-
tuelle. — 48. Le climat guyanais.

CHAPITRE III. — L'ÉLIMINATION DES RÉCIDIVISTES EN DROIT
COMPARÉ 119

49. Vue d'ensemble.

La loi anglaise de 1908 121

50. Analyse. — 51. Exécution. — 52. Résultats.

La loi belge du 9 avril 1930, dite de défense sociale 127

53. Analyse. — 54. Exécution. — 55. Résultats.

	Pages
<i>L'élimination des délinquants d'habitude, de profession ou par tendance, dans le code pénal italien de 1930 ..</i>	138
56. Généralités. — 57. Les trois types de récidivistes antisociaux. — 58. Critérium d'élimination. — 59. Effets de la déclaration d'état dangereux. — 60. Résultats. — 61. Appréciation.	
<i>La loi allemande du 24 novembre 1933</i>	150
62. Généralités. — 63. Critérium d'élimination. — 64. Régime. — 65. Exécution. — 66. Résultats.	
<i>Législations diverses</i>	161
67. République Argentine. — 68. Chine. — 69. Colombie. — 70. Cuba. — 71. Danemark. — 72. Egypte. — 73. Espagne. — 74. Grèce. — 75. Hollande. — 76. Hongrie. — 77. Mexique. — 78. Norvège. — 79. Pologne. — 80. Portugal. — 81. Roumanie. — 82. Suède. — 83. Suisse. — 84. Tchécoslovaquie. — 85. U.R.S.S. — 86. Yougoslavie.	
CHAPITRE IV. — LA TRANSFORMATION DE LA RELÉGATION DANS LES PROJETS FRANÇAIS DE RÉVISION DU CODE PÉNAL.	181
87. Projets divers. — 88. Avant-projet de 1932. — 89. Projet de 1934. — 90. Projet de loi du 30 décembre 1936. — 91. Déret-loi du 17 juin 1938.	

TROISIÈME PARTIE

RECHERCHE D'UN SYSTÈME D'ÉLIMINATION ÉQUILIBRÉ	189
---	-----

CHAPITRE I. — CHOIX ENTRE LES DIFFÉRENTS MODES D'EXÉCUTION DE LA MESURE DE SÛRETÉ ENVERS LES RÉCIDIVISTES	189
--	-----

92. Importance de ce choix. — 93. Etude des divers modes : Abandon dans une île, cellule, prison en commun, travail all' aperto, sections mobiles, déportation coloniale. — 94. Conditions que doit présenter un régime pénitentiaire adapté au but pour suivi. — 95 L'expatriation-récompense. — 96. Aperçu général du système.

CHAPITRE II. — QUELS INDIVIDUS DOIVENT ÊTRE ÉLIMINÉS	214
---	-----

97. Nécessité de ségréger tôt. — 98. Critérium de ségrégation : L'inaptitude à vivre socialement. — 99. Preuve de cette inaptitude. — 100 Délits antérieurs. — 101. Quels délits doivent compter. — 102. Analyse de la manière de vivre. — 103. Essai de reclassement. Patronage. — 104. Liberté du juge. — 105. Dispenses de ségrégation. — 106. Non rétroactivité.	
CHAPITRE III. — DIFFICULTÉS A RÉSOUDRE AU LIEU DE SÉGRÉGATION	241
107. Vue d'ensemble.	
SECTION I. — <i>Psychologie des éliminés</i>	242
108. Généralités. — 109. Ce sont des hommes. — 110. Traits communs. — 111. Conséquences pratiques. — 112. Applications.	
SECTION II. — <i>Organisation</i>	251
113. Construction d'un régime libéral. La déportation aux îles Andaman. — 114. Principes moteurs. Buts et moyens. — 115. Organisation du travail. — 116. Ambiance. — 117. Distribution de la justice.	
SECTION III. — <i>Constitution des familles</i>	264
118. L'homosexualité. — 119. Création de foyers. — 120. Recherche de l'élément féminin. — 121. L'hérité. — 122. Avenir de la colonie.	
SECTION IV. — <i>Personnel de surveillance, de rééducation et de direction</i>	276
123. Choix d'un personnel très éclairé. — 124. Les bâtisseurs de conscience.	
SECTION V. — <i>Choix d'un lieu de ségrégation</i>	280
125. Un archipel. — 126. Lequel ? — 127. Coût de l'entreprise.	
CONCLUSION	293
BIBLIOGRAPHIE	295

